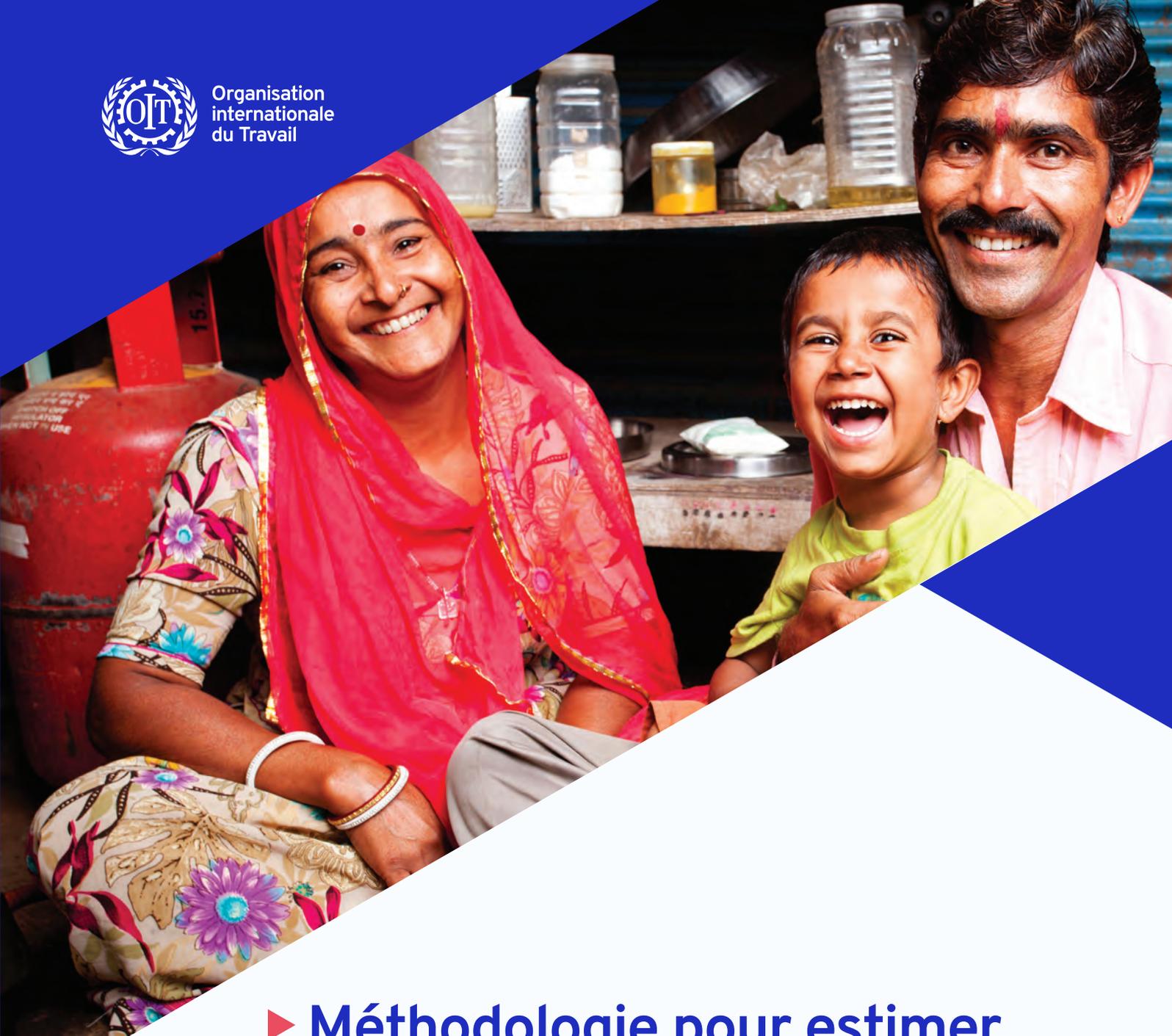
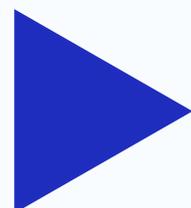




Organisation  
internationale  
du Travail



► **Méthodologie pour estimer  
les besoins des travailleurs  
et de leur famille**



▶ **Méthodologie  
pour estimer les besoins  
des travailleurs et de leur famille**

Copyright © Organisation internationale du Travail 2021  
Première édition 2021

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel à [rights@ilo.org](mailto:rights@ilo.org). Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Consultez le site [www.ifrro.org](http://www.ifrro.org) afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

---

*Méthodologie pour estimer les besoins des travailleurs et de leur famille.* Bureau international du Travail – Genève: OIT, 2021.

ISBN 978-92-2-035600-5 (imprimé)  
ISBN 978-92-2-035598-5 (pdf Web)

---

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques du Bureau international du Travail, consultez notre site Web [www.ilo.org/publns](http://www.ilo.org/publns).

Cette publication a été réalisée par le Service de production, impression et distribution des documents et publications (PRODOC) du BIT.

Création graphique, conception typographique, mise en pages, impression, édition électronique et distribution.

PRODOC veille à utiliser du papier provenant de forêts gérées d'une façon qui est respectueuse de l'environnement et socialement responsable.

Code: JMB-REP

## ► Table des matières

---

► Remerciements	1
► Introduction	3
► 1. Bref aperçu de la méthodologie	5
Une approche multidimensionnelle combinant mesures absolues et relatives	6
Taille de référence d'une famille et équivalence adulte	9
Nombre d'adultes travaillant à temps plein	12
L'échantillon	14
► 2. Le coût d'une alimentation décente: une approche normative	16
Etape n° 1: Déterminer les besoins caloriques	18
Etape n° 2: Rassembler des informations sur la consommation de calories	22
Etape n° 3: Concevoir et ajuster le panier alimentaire de référence	24
Etape n° 4: Ajuster le panier alimentaire de référence pour s'assurer qu'il permette de satisfaire les besoins en autres nutriments, y compris en protéines et matières grasses	27
Etape n° 5: Estimer le coût du panier alimentaire de référence pour une famille de taille de référence	30
Validation, ajustements possibles et discussion sur les méthodes alternatives	35
► 3. Le coût d'un logement décent: une approche normative	40
Etape n° 1: Sélectionner les indicateurs permettant d'évaluer la décence du logement	42
Etape n° 2: Mettre en place un système de notation pour évaluer la qualité du logement	44
Etape n° 3: Estimer le coût du logement pour chacun des scores relatifs à la qualité du logement	49
Etape n° 4: Identifier le score correspondant à un logement décent	52
Etape n° 5: Déterminer le coût du loyer correspondant au score de logement décent	57
Etape n° 6: Déterminer le coût des charges correspondant au score de logement décent	59
Etape n° 7: Estimer le coût total d'un logement décent (loyer + charges) pour une famille de taille de référence	60
Comment comparer ces résultats aux dépenses médianes consacrées au logement?	61



Autres biens et services essentiels	117
Un salaire permettant de subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille	118
<b>► Annexe 3: Les besoins des travailleurs et de leur famille: le cas de l'Indonésie</b>	<b>120</b>
Le coût d'une alimentation décente: une approche normative	120
Le coût d'un logement décent: une approche normative	124
Santé et éducation	128
Autres biens et services essentiels	130
Un salaire permettant de subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille	131
Niveaux et évolution du salaire minimum par rapport aux estimations concernant le niveau de salaire basé sur les besoins	133
<b>► Annexe 4: Les besoins des travailleurs et de leur famille: le cas du Viet Nam</b>	<b>135</b>
Le coût d'une alimentation décente: une approche normative	135
Le coût d'un logement décent: une approche normative	139
Santé et éducation	144
Autres biens et services essentiels	145
Un salaire permettant de subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille	147
Niveaux et évolution du salaire minimum par rapport aux estimations concernant le niveau de salaire basés sur les besoins	148
<b>► Liste des figures</b>	
<b>► Figure 1:</b> Cadre conceptuel de la méthodologie de référence	8
<b>► Figure 2:</b> Estimation du salaire permettant de subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille	9
<b>► Figure 3:</b> Répartition des ménages par taille au Viet Nam, 2016	34
<b>► Figure 4:</b> Répartition des ménages par taille en Indonésie, 2018	34
<b>► Figure 5:</b> Les cinq composantes clés d'un logement convenable	43
<b>► Figure 6:</b> Méthode du système de notation pour évaluer la qualité du logement	45
<b>► Figure 7:</b> Notation de la qualité des matériaux de construction des murs au Costa Rica, 2018	46
<b>► Figure 8:</b> Notation de la qualité de l'accès à l'eau en Ethiopie, 2018-2019	46
<b>► Figure 9:</b> Répartition des ménages selon les scores relatifs à la qualité des logements dans les pays pilotes	49

► <b>Figure 10:</b>	Coût mensuel du loyer par équivalent adulte selon le score relatif à la qualité du logement dans les pays pilotes	50
► <b>Figure 11:</b>	Coût mensuel des charges par équivalent adulte selon le score relatif à la qualité du logement dans les pays pilotes	51
► <b>Figure 12:</b>	Loyer mensuel rapporté au score correspondant à un logement décent dans les pays pilotes	58
► <b>Figure 13:</b>	Dépenses mensuelles en charges par équivalent adulte par score de qualité du logement, au Viet Nam (en milliers de dong vietnamiens)	60
► <b>Figure 14:</b>	Part des dépenses en autres biens et services essentiels par équivalent adulte, au Costa Rica, en 2018	78
► <b>Figure 15:</b>	Estimations salariales basées sur les besoins pour différentes tailles de famille, en supposant que 1,5 adultes travaillent par famille, par rapport au niveau du salaire minimum (en milliers de dong vietnamiens), par zone de salaire minimum, 2018	88
► <b>Figure 1.16:</b>	Loyer mensuel par équivalent adulte (en milliers de colones costaricains), par score de qualité du logement	98
► <b>Figure 1.17:</b>	Dépenses mensuelles en charges par équivalent adulte (en milliers de colones costaricains), par score de qualité du logement	98
► <b>Figure 2.18:</b>	Loyer mensuel par équivalent adulte (en birrs éthiopiens), par score de qualité du logement	113
► <b>Figure 2.19:</b>	Dépenses mensuelles en charges par équivalent adulte (en birrs éthiopiens), par score de qualité du logement	113
► <b>Figure 3.20:</b>	Loyer mensuel par équivalent adulte (en milliers de roupies indonésiennes), par score de qualité du logement, au niveau national	125
► <b>Figure 3.21:</b>	Dépenses mensuelles en charges par équivalent adulte (en milliers de roupies indonésiennes), par score de qualité du logement	126
► <b>Figure 3.22:</b>	Comparaison entre les estimations des salaires basés sur les besoins d'une famille composée de 4 personnes et le niveau du salaire minimum (en roupies indonésiennes), par région	134
► <b>Figure 4.23:</b>	Loyer mensuel par équivalent adulte (en milliers de dong vietnamiens), par score de qualité du logement, au niveau national	141
► <b>Figure 4.24:</b>	Dépenses mensuelles en charges par équivalent adulte (en milliers de dong vietnamiens) par score de qualité du logement	141
► <b>Figure 4.25:</b>	Estimation des salaires basés sur les besoins pour une famille de 4 personnes par rapport aux taux de salaire minimum (en milliers de dong vietnamiens), par zone de salaire minimum	149

► <b>Figure 4.26:</b>	Estimation des salaires basés sur les besoins pour différentes tailles de famille, lorsque 1,5 adultes par famille travaillent, par rapport aux taux de salaire minimum au Viet Nam (en milliers de dong vietnamiens), par zone de salaire minimum	150
-----------------------	--	-----

#### ► Liste des tableaux

► <b>Tableau 1:</b>	Coefficients utilisés pour représenter la taille de la famille	11
► <b>Tableau 2:</b>	Nombre d'équivalents adultes correspondant à différentes tailles de ménages, d'après l'enquête nationale sur les dépenses au Viet Nam	12
► <b>Tableau 3:</b>	Nombre d'équivalents adultes correspondant à différentes tailles de ménages, d'après l'enquête nationale sur les dépenses en Ethiopie	12
► <b>Tableau 4:</b>	Nombre moyen d'adultes travaillant à temps plein dans les ménages de référence comprenant au minimum un salarié	13
► <b>Tableau 5:</b>	Besoins caloriques quotidiens par âge et coefficient AEEA	20
► <b>Tableau 6:</b>	Comparaison entre les besoins caloriques pris en considération dans le cadre de la présente méthodologie, les recommandations au niveau national et l'apport calorique moyen au niveau national, par habitant, dans les pays pilotes	21
► <b>Tableau 7:</b>	Composition des produits alimentaires en Ethiopie	23
► <b>Tableau 8:</b>	Dépenses mensuelles moyennes des ménages, par catégorie de dépenses et par quintile au Viet Nam (en milliers de dong vietnamiens), 2018	25
► <b>Tableau 9:</b>	Ajustement des quantités afin de concevoir un panier de produits alimentaires équivalent à 2 950 calories par jour au Viet Nam, 2018	26
► <b>Tableau 10:</b>	Valeurs nutritionnelles correspondant au panier alimentaire de référence permettant de garantir un apport de 2 950 calories par jour au Viet Nam, 2018	27
► <b>Tableau 11:</b>	Valeurs minimales recommandées pour les besoins nutritionnels	28
► <b>Tableau 12:</b>	Valeurs nutritionnelles correspondant au panier alimentaire de référence garantissant un apport de 2 950 calories par jour, en se basant sur le quintile 2, en Ethiopie, 2018	28
► <b>Tableau 13:</b>	Valeurs nutritionnelles correspondant au panier alimentaire de référence garantissant un apport de 2 950 calories par jour, en se basant sur le quintile 3, en Ethiopie, 2018	29
► <b>Tableau 14:</b>	Valeurs nutritionnelles correspondant au panier alimentaire de référence garantissant un apport de 2 950 calories par jour, en se basant sur le quintile 4, en Ethiopie, 2018	30
► <b>Tableau 15:</b>	Panier de produits alimentaires garantissant un apport de 2 950 calories par jour au Viet Nam, 2018	31

► <b>Tableau 16:</b>	Chiffres relatifs à l'AEAA pour les hommes selon différentes tailles de ménages au Viet Nam, 2018	32
► <b>Tableau 17:</b>	Coût mensuel des besoins alimentaires pour différentes tailles de famille et le nombre équivalents adultes respectif au Viet Nam (en milliers de dongs vietnamiens), estimations au niveau national	32
► <b>Tableau 18:</b>	Taille moyenne des ménages et taille moyenne des ménages en équivalents adultes, par quintile, au Viet Nam	33
► <b>Tableau 19:</b>	Coût mensuel des besoins alimentaires pour une famille composée de 4 personnes et nombre d'équivalents adultes respectif au Viet Nam (en milliers de dongs vietnamiens)	33
► <b>Tableau 20:</b>	Dépenses mensuelles moyennes des ménages par équivalent adulte, par quintile, en Indonésie (en roupies indonésiennes), 2018	35
► <b>Tableau 21:</b>	Dépenses mensuelles moyennes des ménages par habitant, par quintile, en Indonésie (en roupies indonésiennes), 2018	36
► <b>Tableau 22:</b>	Répartition en déciles, par équivalent adulte et par habitant, au Viet Nam, 2018	37
► <b>Tableau 23:</b>	comparaison des estimations du coût mensuel du panier alimentaire de base, par équivalent adulte et par famille de 4 personnes, au Viet Nam (en milliers de dongs vietnamiens), 2018	38
► <b>Tableau 25:</b>	Comparaison entre la méthodologie de référence et la méthodologie alternative pour estimer le coût mensuel du panier alimentaire de base en Indonésie, 2018	39
► <b>Tableau 24:</b>	Répartition en déciles, par habitant, en Indonésie, 2018	39
► <b>Tableau 26:</b>	Variables disponibles pour chacune des composantes du logement au sein des quatre pays pilotes	44
► <b>Tableau 27:</b>	Notation de la qualité des différentes composantes et variables des logements en Ethiopie, 2018-2019	47
► <b>Tableau 28:</b>	Exigences minimales requises pour un logement décent d'après la définition des bidonvilles ou taudis d'ONU-Habitat	56
► <b>Tableau 29:</b>	Estimation du coût du loyer pour un logement décent dans les pays pilotes, en se basant sur les régressions ajustées entre le score final pour la qualité du logement et le coût du loyer	57
► <b>Tableau 30:</b>	Exemples de logements parmi les différents scores obtenus concernant la qualité du logement en Ethiopie, avec le loyer mensuel correspondant et leurs caractéristiques	59
► <b>Tableau 31:</b>	Estimation du coût des charges pour un logement décent dans les pays pilotes, en se basant sur les régressions ajustées entre score final pour la qualité du logement et coût des charges	60
► <b>Tableau 32:</b>	Estimation du coût mensuel d'un logement décent en Ethiopie pour une famille d'une taille de référence de 5 personnes (en birrs éthiopiens), estimations au niveau national	61

► <b>Tableau 33:</b>	Comparaison des valeurs médianes et des estimations pour le logement dans les pays pilotes	62
► <b>Tableau 34:</b>	Part des dépenses alimentaires par ménage dans les pays pilotes, par quintile (exprimée en pourcentage des dépenses totales)	67
► <b>Tableau 35:</b>	Dépenses mensuelles moyennes par habitant en matière de santé et d'éducation au Viet Nam (en milliers de dongs vietnamiens), par quintile, estimations au niveau national	67
► <b>Tableau 36:</b>	Estimation mensuelle du coût de la santé et de l'éducation pour une famille de 4 personnes au Viet Nam, estimations au niveau national	68
► <b>Tableau 37:</b>	Estimation mensuelle du coût de la santé et de l'éducation par habitant et pour une famille de 4 personnes au Viet Nam (en milliers de dongs vietnamiens), sur la base des quintiles de référence, pour chacune des zones de salaire minimum	69
► <b>Tableau 38:</b>	Estimation mensuelle du coût de la santé et de l'éducation par habitant, au Viet Nam, au niveau national et par zone de salaire minimum	71
► <b>Tableau 39:</b>	Dépenses mensuelles moyennes en matière de santé et d'éducation par habitant, par quintile en Ethiopie (en birrs éthiopiens), estimations au niveau national et en zone urbaine	71
► <b>Tableau 40:</b>	Exemples d'autres biens et services essentiels pris en considération pour les estimations sur le Costa Rica	76
► <b>Tableau 41:</b>	Dépenses mensuelles moyennes consacrées aux autres biens et services essentiels par ménage (en colones costaricains), Costa Rica, 2013 et 2018	77
► <b>Tableau 42:</b>	Estimation détaillée du coût des dépenses concernant les autres biens et services essentiels par équivalent adulte au Costa Rica (en colones costaricains)	78
► <b>Tableau 43:</b>	Estimation détaillée du coût des autres biens et services essentiels pour une famille de 3 personnes au Costa Rica (en colones costaricains)	79
► <b>Tableau 44:</b>	Comparaison entre les dépenses moyennes de l'ensemble des ménages situés en dessous de la ligne médiane des dépenses totales, et les dépenses du quintile de référence, pour les autres dépenses essentielles, par équivalent adulte au Costa Rica (en colones costaricains)	81
► <b>Tableau 45:</b>	Comparaison entre les estimations se basant sur les dépenses médianes et les estimations se basant sur le quintile de référence Costa Rica (en colones costaricains), pour les autres dépenses essentielles, par équivalent adulte	81
► <b>Tableau 46:</b>	Coût mensuel de chacun des postes de dépenses pour une famille de 4 personnes et 1 équivalent adulte (en milliers de dongs vietnamiens), au niveau national et par zone de salaire minimum	85

► <b>Tableau 47:</b>	Coefficients utilisés pour convertir les besoins d'un membre de la famille en ceux d'une famille de taille de référence de 4 personnes au Viet Nam	85
► <b>Tableau 48:</b>	Estimation des salaires au Viet Nam permettant de satisfaire aux besoins de base d'une famille de 4 personnes (en milliers de dongs vietnamiens), au niveau national et par zone de salaire minimum	86
► <b>Tableau 1.1:</b>	Dépenses mensuelles moyennes des ménages par équivalent adulte, par catégories de dépenses et par quintile (en colones costaricains)	94
► <b>Tableau 1.2:</b>	Panier alimentaire ajusté garantissant un apport de 2 950 kcal par jour	94
► <b>Tableau 1.3:</b>	Valeurs nutritionnelles du panier alimentaire ajusté	95
► <b>Tableau 1.4:</b>	Valeurs minimales recommandées pour les besoins nutritionnels	95
► <b>Tableau 1.5:</b>	Panier alimentaire correspondant à un apport de 2 950 kcal par jour	96
► <b>Tableau 1.6:</b>	Système de notation des différentes composantes du logement et exemples	97
► <b>Tableau 1.7:</b>	Exemples de logements parmi les différents scores possibles concernant la qualité du logement, avec le loyers mensuel correspondant (en colones costaricains)	100
► <b>Tableau 1.8:</b>	Estimation du coût mensuel d'un logement décent pour une famille de 3 personnes (en colones costaricains)	101
► <b>Tableau 1.9:</b>	Dépenses mensuelles moyennes en matière de santé et d'éducation, par habitant (en colones costaricains)	102
► <b>Tableau 1.10:</b>	Dépenses mensuelles moyennes pour les autres biens et services essentiels par équivalent adulte et pour une famille de taille de référence de 3 personnes (en colones costaricains)	103
► <b>Tableau 1.11:</b>	Coût mensuel des différents postes de dépenses par membre du ménage et pour les familles composées de 3 et 4 personnes (en colones costaricains)	104
► <b>Tableau 1.12:</b>	Estimation des salaires permettant de subvenir aux besoins essentiels d'une famille de 3 personnes (en colones costaricains)	105
► <b>Tableau 1.13:</b>	Estimation des salaires permettant de subvenir aux besoins essentiels d'une famille 4 personnes (en colones costaricains)	105
► <b>Tableau 1.14:</b>	Comparaison du montant des salaires basés sur les besoins par rapport au taux le moins élevé du salaire minimum (en colones costaricains)	106
► <b>Tableau 2.16:</b>	Ajustement des quantités consommées pour le panier alimentaire des ménages appartenant au quintile 2	108
► <b>Tableau 2.15:</b>	Dépenses mensuelles moyennes des ménages par équivalent adulte, par catégorie de dépenses et quintiles (en birrs éthiopiens)	108

► <b>Tableau 2.17:</b> Valeurs minimales recommandées pour les besoins nutritionnels	109
► <b>Tableau 2.18:</b> Ajustement des quantités consommées pour le panier alimentaire des ménages appartenant au quintile 3	110
► <b>Tableau 2.19:</b> Ajustement des quantités consommées pour le panier alimentaire des ménages appartenant au quintile 4	110
► <b>Tableau 2.20:</b> Panier alimentaire correspondant à un apport de 2 950 kcal par jour, en 2018	111
► <b>Tableau 2.21:</b> Système de notation des différentes composantes du logement et exemples, 2018-19	112
► <b>Tableau 2.22:</b> Exemples de logements parmi les différents scores possibles concernant la qualité du logement, avec le loyer mensuel correspondant (en birrs éthiopiens)	115
► <b>Tableau 2.23:</b> Estimation du coût mensuel d'un logement décent en Ethiopie, au niveau national, pour une famille de 5 personnes (en birrs éthiopiens)	115
► <b>Tableau 2.24:</b> Dépenses mensuelles moyennes pour la santé et l'éducation par habitant, par quintile, estimations au niveau national et en zone urbaine	116
► <b>Tableau 2.25:</b> Dépenses mensuelles moyennes consacrées aux autres biens et services essentiels par équivalent adulte et par quintile, estimations au niveau national (en birrs éthiopiens)	117
► <b>Tableau 2.26:</b> Coût mensuel de chacun des postes de dépenses par membre du ménage et pour une familles de 5 personnes (en birrs éthiopiens)	118
► <b>Tableau 2.27:</b> Estimation des salaires permettant de subvenir aux besoins essentiels d'une famille de 5 personnes (en birrs éthiopiens)	119
► <b>Tableau 3.28:</b> Dépenses mensuelles moyennes des ménages par habitant, par catégorie de dépenses et quintiles, 2018 (en roupies indonésiennes)	121
► <b>Tableau 3.29:</b> Panier alimentaire ajusté assurant un apport de 2 150 kcal par jour et par habitant	121
► <b>Tableau 3.30:</b> Valeur minimales recommandées pour les besoins nutritionnels	122
► <b>Tableau 3.31:</b> Panier de produits alimentaires garantissant un apport de 2 150 kcal par jour, 2018	123
► <b>Tableau 3.32:</b> Coût mensuel des besoins alimentaires pour une famille de 4 personnes (en roupies indonésiennes), par région	124
► <b>Tableau 3.33:</b> Système de notation des différentes composantes du logement et exemples	125
► <b>Tableau 3.34:</b> Exemples de logements parmi les différents scores possibles concernant la qualité du logement, avec le loyer mensuel correspondant (en milliers de roupies indonésiennes)	127

► <b>Tableau 3.35:</b> Estimation du coût mensuel d'un logement décent, au niveau national et régional, pour une famille de 4 personnes (en roupies indonésiennes)	128
► <b>Tableau 3.36:</b> Dépenses mensuelles moyennes pour la santé et l'éducation par habitant, par quintile (en roupies indonésiennes), estimations au niveau national	129
► <b>Tableau 3.37:</b> Estimations du coût mensuel de la santé et de l'éducation par habitant et pour une famille de 4 personnes (en roupies indonésiennes), au niveau national et régional	130
► <b>Tableau 3.38:</b> Estimation du coût total des autres biens et services essentiels par équivalent adulte et pour une famille de 4 personnes (en roupies indonésiennes), au niveau national et régional	131
► <b>Tableau 3.39:</b> Coût mensuel de chaque poste de dépenses par membre du ménage et pour une famille de 4 personnes (en roupies indonésiennes), au niveau national et régional	132
► <b>Tableau 3.40:</b> Estimation des salaires permettant de subvenir aux besoins essentiels d'une famille de 4 personnes (en roupies indonésiennes), au niveau national et régional	133
► <b>Tableau 4.41:</b> Dépenses mensuelles moyennes des ménages par équivalent adulte, par catégorie de dépense et quintile (en milliers de dong vietnamiens), 2018	136
► <b>Tableau 4.42:</b> Panier alimentaire ajusté assurant un apport de 2,950 kcal par jour	136
► <b>Tableau 4.43:</b> Valeurs minimales recommandées pour les besoins nutritionnels	137
► <b>Tableau 4.44:</b> Panier de produits alimentaires garantissant un apport de 2 950 calories par jour	138
► <b>Tableau 4.45:</b> Coût mensuel des besoins alimentaires pour différentes tailles de ménage (en milliers de dong vietnamiens), selon le nombre moyen d'équivalents hommes adultes par ménage, estimations au niveau national	138
► <b>Tableau 4.46:</b> Coût mensuel des besoins alimentaires d'une famille de 4 personnes (en milliers de dong vietnamiens), selon le nombre moyen d'équivalents adultes, par zone de salaire minimum	139
► <b>Tableau 4.47:</b> Système de notation des différentes composantes du logement et exemples	140
► <b>Tableau 4.48:</b> Exemples de logements parmi les différents des scores possibles concernant la qualité du logement, avec le loyer mensuel correspondant (en milliers de dong vietnamiens)	143
► <b>Tableau 4.49:</b> Estimation du coût mensuel d'un logement décent selon la taille de la famille (en milliers de dong vietnamiens), estimations au niveau national	143

► <b>Tableau 4.50:</b> Estimation du coût mensuel d'un logement décent pour une famille de 4 personnes (en milliers de dong vietnamiens), au niveau national et par zone de salaire minimum	144
► <b>Tableau 4.51:</b> Dépenses mensuelles moyennes pour la santé et l'éducation par habitant selon la taille de la famille (en milliers de dong vietnamiens), estimations au niveau national	145
► <b>Tableau 4.52:</b> Estimation mensuelle du coût de la santé et de l'éducation par habitant et pour une famille de 4 personnes au Viet Nam (en milliers de dong vietnamiens), au niveau national et par zone de salaire minimum	145
► <b>Tableau 4.53:</b> Estimation du coût total correspondant aux autres biens et services essentiels selon la taille de la famille (en milliers de dong vietnamiens), estimations au niveau national	146
► <b>Tableau 4.54:</b> Estimation du coût total correspondant aux autres biens et services essentiels par équivalent adulte et pour une famille de 4 personnes, au niveau national et par zone de salaire minimum	146
► <b>Tableau 4.55:</b> Estimation du coût total des besoins par taille de famille (en milliers de dong vietnamiens), au niveau national	147
► <b>Tableau 4.56:</b> Coût mensuel de chaque poste de dépenses par membre du ménage et pour une famille de 4 personnes (en milliers de dong vietnamiens), au niveau national et par zone de salaire minimum	147
► <b>Tableau 4.57:</b> Estimation des salaires permettant de subvenir aux besoins de base d'une famille de 4 personnes au Viet Nam (en milliers de dong vietnamiens), au niveau national et par zone de salaire minimum	148
<b>► Liste des encadrés</b>	
► <b>Encadré 1:</b> Une combinaison de mesures absolues et relatives	7
► <b>Encadré 2:</b> Que faire lorsque les informations sur le loyer ne sont pas disponibles ou sont limitées?	51



## ► Remerciements

---

Ce rapport fait partie intégrante d'un projet du BIT sur les indicateurs et les méthodologies pour la fixation des salaires, bénéficiant du soutien du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. Ce projet vise à élaborer des indicateurs et des méthodologies qui soient susceptibles de renforcer la capacité des gouvernements et des partenaires sociaux à négocier et à fixer des niveaux de salaire adéquats, en prenant en considération à la fois les besoins des travailleurs et de leur famille, ainsi que le contexte économique.

Nicolas Maitre a été chargé de la conception de cette méthodologie et a coordonné l'élaboration du présent rapport, sous la supervision de Patrick Belser et la responsabilité globale de Philippe Marcadent, chef du Service des marchés du travail inclusifs, des relations professionnelles et des conditions de travail (INWORK) du BIT. Erika Chaparro Perez a procédé à l'analyse des données nationales et appliqué cette méthodologie au sein des différents pays pilotes. Khalid Maman Waziri a été chargé de la rédaction de plusieurs sections du rapport, résumant les études nationales au sein des annexes et contribuant à l'examen de la documentation existante. Sevane Ananian, Xavier Estupiñan, Daniel Kostzer, Andrés Marinakis, Gerson Martinez, Rosalia Vazquez-Alvarez et Ding Xu ont participé à l'élaboration de cette méthodologie en y apportant leur contribution, leurs observations et leurs modifications. Michael Rose a été chargé de la révision de la version préliminaire du rapport. Nous tenons à remercier tout particulièrement Adam Elsheikhi qui a contribué à la rédaction de ce rapport.

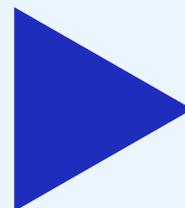
Les auteurs souhaitent également remercier Pablo Sauma, expert externe au Costa Rica, qui a permis à cette méthodologie de faire l'objet d'une évaluation par des pairs, ainsi que Iona Ebben, Noura Hanna, Jos Huber et Anny Stoikova et tous les participants aux différents ateliers, s'étant tenus à Amsterdam et ailleurs, qui ont partagé leurs observations et leurs suggestions. Nous sommes tout particulièrement redevables à Martha et Richard Anker. Enfin, nous tenons également à remercier Claire Piper pour son aide précieuse au cours du processus de publication, ainsi que pour son soutien administratif.



© Copyright istockphoto.com.

## ▶ Introduction

---



## ► Introduction

---

La mise en place d'institutions efficaces pour la fixation des salaires, en particulier concernant les salaires minima et la négociation collective, peut contribuer à garantir une part juste et équitable des fruits du progrès pour tous. Toutefois, l'exercice consistant à négocier et à déterminer un niveau de salaire adéquat peut s'avérer délicat. Cela nécessite, en effet, d'adopter une approche équilibrée et fondée sur des éléments concrets qui permette de protéger efficacement les travailleurs et leur famille, tout en garantissant le développement d'entreprises durables. Cet équilibre, qui est essentiel pour garantir que la justice sociale et le progrès économique aillent de pair, est également reconnu au sein de différents instruments de l'OIT, tels que notamment la Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970, et la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale (Déclaration sur les EMN). Ces deux instruments prévoient que les salaires doivent être déterminés en tenant compte à la fois des besoins des travailleurs et de leurs familles, ainsi que des facteurs économiques.

Le présent rapport offre une description détaillée d'une méthodologie pouvant être utilisée par les chercheurs pour estimer le coût des besoins des travailleurs et de leur famille, selon les circonstances nationales. Il s'agit d'un document technique regroupant différentes orientations sur la manière dont les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages, réalisées par les instituts nationaux de statistique, peuvent être utilisées afin d'estimer ces besoins en faisant appel à une approche multidimensionnelle, tenant compte du coût d'une alimentation suffisante, d'un logement convenable, de la santé et l'éducation et des autres besoins essentiels.

Cette méthodologie a été élaborée et testée au sein de cinq pays pilotes sélectionnés – le Costa Rica, l'Éthiopie, l'Inde, l'Indonésie et le Viet Nam – dans le cadre d'un projet de coopération technique financé par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. Conformément aux objectifs du programme et budget de l'OIT pour 2022-23<sup>1</sup> et à la Déclaration du centenaire de l'OIT sur l'avenir du travail, adoptée en 2019, ce projet vise à renforcer la capacité des gouvernements et des partenaires sociaux à négocier et à fixer des salaires adéquats permettant de maintenir un équilibre entre les besoins des travailleurs et de leur famille, d'une part, et les facteurs économiques, d'autre part. L'objectif de cette méthodologie est donc de combler les lacunes existantes au niveau des connaissances permettant d'estimer les besoins des travailleurs et de leur famille, et ainsi contribuer à enrichir les données factuelles sur lesquelles les responsables politiques et les partenaires sociaux peuvent se baser pour négocier et déterminer les niveaux de salaire.

L'assistance technique offerte par le BIT dans le domaine de la fixation des salaires minima a permis de démontrer que, dans de nombreux pays, l'évaluation des besoins des travailleurs et de leur famille se fait en fonction du seuil de pauvreté. Cependant, le seuil de pauvreté représente un minimum vital qui ne correspond pas nécessairement à des conditions de vie décentes. En outre, dans la plupart de ces pays, des données statistiques sont disponibles pour estimer les besoins des travailleurs et de leur famille, ce qui permet de pouvoir évaluer, à intervalles réguliers, la mesure dans laquelle les salaires minima en vigueur répondent à ces besoins.

Cette méthodologie de référence, qui peut être adaptée au niveau national selon les circonstances et les préférences propres à chaque pays, s'appuie sur la littérature existante en la matière ainsi que sur d'autres méthodologies disponibles, et plus particulièrement sur les travaux précurseurs d'Anker et Anker (2017) et les méthodes utilisées pour définir les seuils

---

<sup>1</sup> Voir [GB.341/PFA/1](#), produit 7.3.

de pauvreté au niveau national. Le processus d'élaboration de cette méthodologie se fonde, toutefois, sur la volonté de développer une méthodologie qui soit non seulement facilement adaptable aux circonstances nationales, contribuant ainsi à assurer son appropriation au niveau national, mais qui puisse également être appliquée en dépit de contraintes temporelles ou financières en ayant recours aux données disponibles publiées par les instituts nationaux de statistique.

Bien que cette méthodologie et sa mise en oeuvre dans quatre des cinq pays pilotes présentés au sein de ce rapport constitue une première étape importante vers l'amélioration des connaissances pour estimer les besoins des travailleurs et de leur famille, certaines mises en garde doivent être formulées et des améliorations pourraient s'avérer nécessaires à l'avenir. Il pourrait, en particulier, être utile d'arriver à intégrer l'analyse des besoins des travailleurs et de leur famille au sein de l'analyse des facteurs économiques, tels que le rôle de la productivité et la capacité de paiement des entreprises. En outre, dans la mesure où la présente méthodologie n'a été testée qu'au sein de pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, il pourrait être souhaitable d'évaluer son degré de pertinence pour les pays développés et, le cas échéant, envisager d'éventuels ajustements afin de pouvoir adapter cette méthodologie aux pays développés.

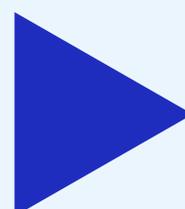
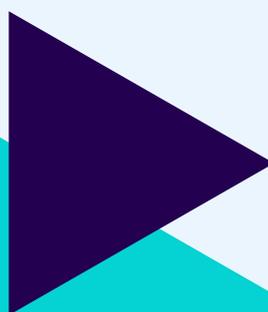
Le présent rapport se divise en six chapitres distincts. Le chapitre 1 offre un bref aperçu du cadre conceptuel de la méthodologie et des hypothèses sous-jacentes, tandis que les chapitres 2 à 5 expliquent de manière détaillée comment estimer le coût des besoins essentiels pour chacun des quatre postes de dépenses envisagés: alimentation, logement, santé et éducation, et autres biens et services essentiels. Le chapitre 6 explique, quant à lui, comment synthétiser les résultats obtenus à partir des chapitres 2 à 5 afin d'être en mesure de déterminer un niveau de salaire basé sur les besoins, selon le postulat retenu concernant la taille de la famille et le nombre d'adultes travaillant au sein de la famille. Enfin, les annexes 1 à 4 illustrent l'application de cette méthodologie au Costa Rica, en Ethiopie, en Indonésie et au Viet Nam.



**1**

# Bref aperçu de la méthodologie

---



## ► 1. Bref aperçu de la méthodologie

---

Ce chapitre offre, en premier lieu, un bref aperçu du cadre méthodologique élaboré pour estimer les besoins des travailleurs et de leur famille. Cette méthodologie se base sur les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages réalisées par les instituts nationaux de statistique, en ayant pour objectif d'estimer séparément le coût de chacun des quatre postes de dépenses concernés: une alimentation suffisante, un logement convenable, un accès à la santé et à l'éducation, et les autres besoins essentiels. Les différentes étapes de cette méthodologie destinée à estimer ces quatre postes de dépenses sont présentées de manière détaillée au sein des chapitres 2 à 5. Ces coûts estimés séparément dans un premier temps sont, par la suite, additionnés afin de pouvoir estimer les besoins globaux d'une famille de taille de référence. Ce processus exige de partir d'un postulat quant à la taille de la famille devant être prise en considération et d'envisager le recours potentiel à une échelle d'équivalence adulte, deux points abordés dans la deuxième partie du présent chapitre. La troisième partie de ce chapitre examine les différentes hypothèses possibles quant au nombre de travailleurs adultes au sein de chaque famille, qui servira ensuite à convertir les besoins globaux de la famille en un niveau de salaire. Ce chapitre s'achève en abordant la question de l'échantillon devant être pris en considération pour estimer les besoins des travailleurs et de leur famille.

### Une approche multidimensionnelle combinant mesures absolues et relatives

La méthodologie de référence, qui peut être adaptée pour tenir compte des spécificités au niveau national, définit un cadre général permettant d'évaluer les besoins des travailleurs et de leur famille à travers une approche multidimensionnelle destinée à estimer le coût de la vie, en évaluant séparément chacune des quatre dimensions suivantes:

- a) *Le coût de l'alimentation* – Une alimentation à faible coût permettant de garantir un apport suffisant en calories, protéines et matières grasses et dont la composition convienne à la population cible. Ce coût est mesuré à l'aide d'une approche normative en se basant sur les besoins caloriques et nutritionnels définis par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- b) *Le coût du logement* – Un logement de base mais décent, qui soit d'un niveau acceptable. Conformément aux recommandations du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), ce coût est mesuré à l'aide d'une approche normative basée sur les caractéristiques d'un logement convenable d'après les standards nationaux et internationaux, telles que la surface habitable, la durabilité du logement, les installations et l'accès à l'eau.
- c) *Le coût de la santé et de l'éducation* – Les dépenses afférentes à une santé et une éducation de base constituent une catégorie distincte. Contrairement aux besoins relatifs à l'alimentation et au logement, le coût des besoins en matière de santé et d'éducation est estimé à l'aide d'une approche relative en se basant sur la répartition des dépenses nationales en matière de santé et d'éducation.
- d) *Le coût des autres biens et services essentiels* – L'ensemble des autres postes de dépenses (tels que les articles d'habillement ou les transports) sont regroupés au sein d'une seule et même catégorie de dépenses et leur coût est estimé, tout comme les besoins en matière de santé et d'éducation, à l'aide d'une approche relative se basant sur la répartition des dépenses nationales concernant les autres biens et services essentiels.

Cette méthodologie combine donc des mesures absolues, pour l'alimentation et le logement, à des mesures relatives, pour la santé et l'éducation et les autres biens et services essentiels, une combinaison qui est en réalité conforme à l'esprit de la convention n° 131 (voir l'encadré 1). En effet, en combinant approches normatives et relatives, cette méthodologie présente l'avantage de prendre en considération non seulement la réalité socio-économique du pays concerné, mais également les niveaux de vie d'autres groupes sociaux.

### Encadré 1: Une combinaison de mesures absolues et relatives

Lorsque l'on souhaite estimer le coût des différents postes de dépenses relatifs aux besoins essentiels, il est important d'examiner si une mesure absolue (également dénommée normative) ou relative doit être adoptée. Les mesures absolues sont définies à l'aide de normes. Cela signifie, par exemple, qu'un «panier normatif» de biens et de services, considérés comme étant la norme minimale, est défini d'un point de vue quantitatif et qualitatif, afin de pouvoir par la suite attribuer une valeur monétaire à ces biens et services, selon leur prix d'achat ou le prix du marché, et ainsi déterminer le coût de ce panier. Inversement, les mesures relatives sont définies comme représentant une certaine proportion (par exemple, 60 pour cent) du revenu médian ou des dépenses médianes des ménages. Cela signifie que la valeur correspondant aux mesures relatives augmente à mesure que le bien-être social médian augmente.

Les mesures absolues ont été élaborées par Rowntree afin de calculer le seuil de pauvreté (1901) au sein de son ouvrage intitulé *«Poverty: A Study of Town Life»*,<sup>2</sup> dans le cadre duquel il a interrogé près de 20 pour cent de la population de la ville de York, au Royaume-Uni. Rowntree a soigneusement calculé la somme d'argent hebdomadaire minimale «nécessaire pour permettre aux familles de satisfaire les besoins essentiels à une vie saine». Il a délibérément fixé le montant de cette somme au niveau le plus bas conseillé par les experts afin que «personne ne puisse contester le fait que ce montant déterminait la frontière avec la pauvreté réelle». Les individus et les ménages dont les revenus étaient inférieurs à ce niveau ont donc été définis comme étant «pauvres». C'est cela que l'on appelle la pauvreté absolue.

Bien que cette méthodologie soit utilisée pour calculer le seuil de pauvreté, elle est également utilisée dans un certain nombre de pays, de manière similaire ou avec certaines variantes, pour déterminer le salaire minimum. En Indonésie, la définition des «besoins nécessaires à une vie décente» ou *«kebutuhan hidup layak»* constitue en principe le panier normatif et consensuel de biens et de services pour un travailleur recevant un salaire minimum. Au Viet Nam, le décret n° 27/2018/ND-CP exige que le salaire minimum garantisse un «niveau de vie minimal» à tous les salariés du pays, répartis en quatre grandes régions économiques.

Les mesures relatives reflètent, quant à elles, l'idée que la définition des besoins fondamentaux évolue à mesure que les sociétés prospèrent. Au sens large, cela signifie que l'élimination de la pauvreté peut être considérée comme le fait d'avoir satisfait au besoin de fonctionner dans une société de manière socialement acceptable.<sup>3</sup> Comme l'a déclaré Franklin D. Roosevelt, le salaire permettant de garantir un niveau de vie décent devrait être supérieur au strict minimum vital.<sup>4</sup> Toutefois, une approche uniforme peut ne pas être envisageable en la matière, dans la mesure où d'importantes différences de nature socio-économique peuvent exister entre les pays, que ce soit au niveau des structures productives, des caractéristiques démographiques et des taux d'urbanisation. Les pays développés préfèrent généralement avoir recours aux mesures

Suite de l'encadré en page 7

2 Benjamin Seebohm Rowntree, *«Poverty: A Study of Town Life»* (H. Fertig, 1971).

3 Banque mondiale, *Rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée: compléter le puzzle de la pauvreté*, 2018.

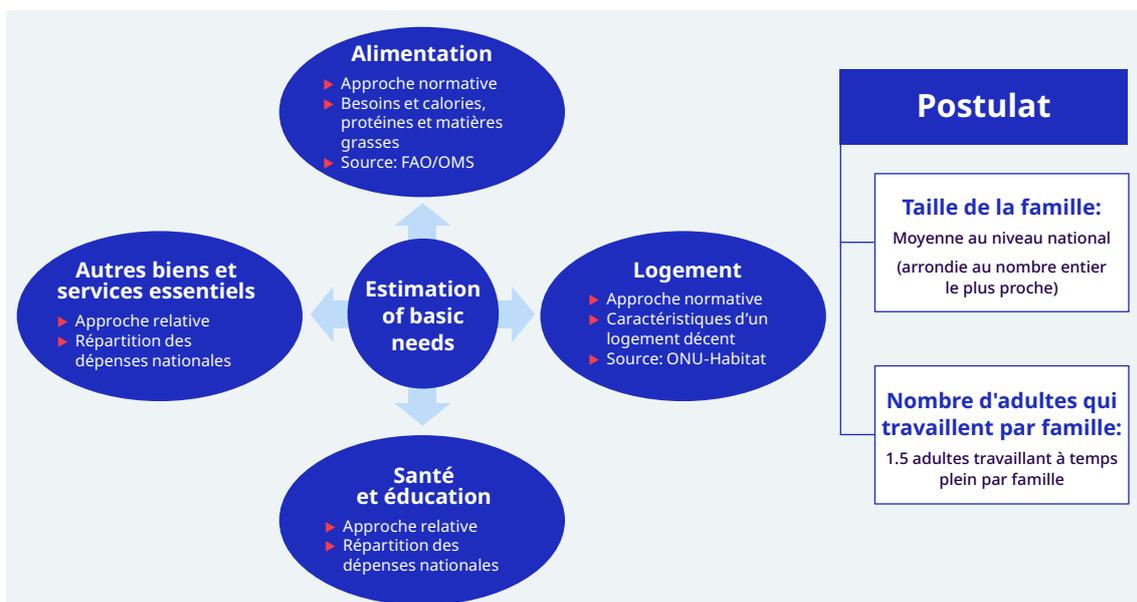
4 «Il me semble également évident qu'aucune entreprise dont l'existence dépend du seul fait de verser des salaires inférieurs à ceux permettant de garantir aux travailleurs des conditions de vie convenables n'a le droit de subsister dans ce pays. Par «entreprise», j'entends tous les commerces ainsi que toutes les industries; par «travailleurs», j'entends tous les travailleurs, les «cols blancs» comme les hommes en salopette; et par «salaires garantissant des conditions de vie convenables», plus qu'un simple salaire de subsistance, j'entends un salaire assurant une vie décente». Voir Franklin D. Roosevelt, «Statement on the National Industrial Recovery Act», 16 juin 1933.

relatives, alors que les pays à revenu inférieur peuvent préférer commencer par adopter une approche davantage normative. En effet, dans les pays riches, au sein desquels la majeure partie de la population est en mesure de satisfaire aux niveaux minima absolus, la pauvreté peut revêtir une signification davantage relative.

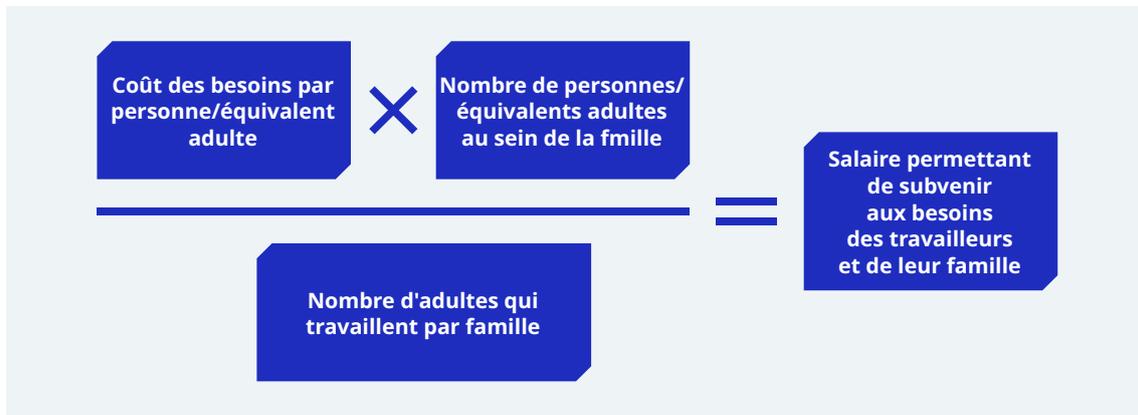
Notre méthodologie de référence résulte donc d'une combinaison entre éléments normatifs (pour l'alimentation et le logement) et éléments relatifs. Cela est également conforme à l'esprit de la convention n° 131 de l'OIT qui met en évidence une combinaison d'éléments à prendre en considération au niveau des besoins des travailleurs et de leur famille, tel que non seulement le «coût de la vie» mais également «les niveaux de vie comparés d'autres groupes sociaux». Il semble donc plus judicieux d'adopter une combinaison de mesures absolues et relatives afin de pouvoir estimer de manière dynamique les besoins des travailleurs et de leur famille.

Les figures 1 et 2 illustrent le cadre conceptuel de la méthodologie. La figure 1 expose les quatre dimensions des besoins des travailleurs et de leur famille, mentionnées précédemment, autour desquelles s'articule la présente méthodologie. La première étape consiste à estimer séparément le coût d'une alimentation adéquate, d'un logement convenable, de la santé et de l'éducation et des autres besoins essentiels pour une personne (ou un équivalent adulte). Ces coûts estimés séparément sont ensuite additionnés pour estimer les besoins globaux d'une personne (ou d'un équivalent adulte). Pour convertir ces besoins individuels en besoins pour un travailleur et sa famille, il est nécessaire de partir d'un postulat sur la taille de référence d'une famille (et le nombre d'équivalents adultes correspondant). Dans le cadre de la présente méthodologie, nous suggérons d'avoir ici recours à la taille moyenne d'une famille dans le pays ou la région concerné, arrondie au nombre entier le plus proche. Toutefois, comme cela est abordé au sein de la section suivante, la décision concernant la taille de la famille devant être retenue peut également être laissée à la discrétion de l'entité manifestant un intérêt à mettre en place un salaire basé sur les besoins, dans son environnement particulier. Par conséquent, différentes estimations se basant sur différents scénarios quant à la taille de famille peuvent être présentées et le postulat ici formulé peut constituer l'un des éléments flexibles de cette méthodologie.

► Figure 1: Cadre conceptuel de la méthodologie de référence



► **Figure 2: Estimation du salaire permettant de subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille**



Lorsque le recours à l'estimation des besoins des travailleurs et de leur famille a pour objectif de renforcer la capacité des gouvernements et des partenaires sociaux à négocier et à fixer des niveaux de salaire adéquats, il est essentiel de convertir les besoins globaux d'une famille en un niveau de salaire suffisant permettant de subvenir à ces besoins; il s'agit ici du salaire basé sur les besoins. Cette étape nécessite, toutefois, de formuler un second postulat concernant cette fois le nombre de travailleurs adultes à temps plein par famille. Si l'on considère que deux salaires doivent être suffisants pour subvenir à l'ensemble des besoins d'une famille, le montant de ce salaire devrait alors être équivalent à la moitié du coût total des besoins de la famille. À l'inverse, si un seul salaire doit suffire à subvenir à l'ensemble des besoins d'une famille, alors le montant de ce salaire doit être égal au montant correspondant à l'ensemble de ces besoins. Par conséquent, comme le démontre la figure 2, pour convertir les besoins globaux des travailleurs et de leur famille en un salaire basé sur les besoins, il est essentiel de diviser le montant correspondant à ces besoins par le nombre de travailleurs adultes par famille. Dans le cadre de la présente méthodologie, nous suggérons d'avoir recours au nombre d'adultes travaillant à temps plein, fixé de manière normative à 1,5 adultes pour toute famille composée de plus d'une personne. Ce postulat fait l'objet d'une discussion au sein de la troisième section du présent chapitre.

### Taille de référence d'une famille et équivalence adulte

Tel qu'exposé au sein de la figure 2, l'estimation du coût de la vie par membre de la famille est multiplié par la taille de référence d'une famille. La taille et la composition de la famille revêtent une importance cruciale lorsqu'il s'agit d'estimer le montant du salaire basé sur les besoins. Doit-on, en effet, se baser sur la taille moyenne des ménages selon les statistiques nationales? Ou doit-on tenir compte de la taille des ménages figurant dans les tranches inférieures du marché du travail? Ou existe-t-il encore un autre ménage de référence? Il s'agit évidemment d'un élément revêtant une importance particulière car un salaire permettant de subvenir aux besoins d'une famille composée de 5 personnes sera évidemment plus élevé qu'un salaire permettant de subvenir aux besoins d'une famille composée de 3 personnes.

Dans la méthodologie de référence actuelle, nous avons recours à la taille moyenne de la famille au niveau national, arrondie au nombre entier le plus proche. Cependant, il convient de noter que les ménages les plus modestes ont tendance à être caractérisés par des familles plus nombreuses, ce qui peut se traduire par des besoins plus importants. En définitive, s'il est essentiel de définir la taille de référence d'une famille pour estimer les besoins des travailleurs et de leur famille, cette décision devrait être laissée à la discrétion de l'entité manifestant un intérêt à mettre en place un salaire basé sur les besoins, dans son environnement particulier.

Cela est d'ailleurs la raison pour laquelle, les études menées dans les différents pays pilotes contiennent des estimations faisant appel à différents scénarios quant à la taille de la famille, outre la taille moyenne de référence d'une famille au niveau national. Le fait d'avoir recours à différentes tailles de ménages permet de disposer d'informations pertinentes dans le cadre de la fixation du salaire minimum, et il peut s'avérer nécessaire de débattre de la question de la taille de référence d'une famille la plus appropriée dans un contexte particulier. Il convient également de noter que dans les sociétés plus traditionnelles, dans lesquelles la majeure partie de la production est destinée à l'autoconsommation, les ménages élargis sont majoritaires par rapport aux ménages de type «famille nucléaire», qui tendent quant à eux à être la norme dans les économies urbaines.

L'une des autres questions concerne la possibilité d'avoir recours aux échelles d'équivalence adulte. Ces échelles sont utilisées pour tenir compte des économies d'échelle réalisées en raison de la cohabitation (par exemple, un seul réfrigérateur suffit pour une famille composée de 4 personnes), ainsi que du fait que les enfants peuvent avoir des besoins inférieurs à ceux des adultes. Deux types d'échelles d'équivalence sont ici utilisés.

- **Les échelles d'équivalence pour les besoins alimentaires et caloriques.** Comme cela est expliqué de manière détaillée au sein du chapitre sur l'estimation des besoins alimentaires, les recommandations sur les besoins caloriques formulées par la FAO et l'OMS sont ici utilisées pour convertir l'ensemble des besoins caloriques du ménage en «apport énergétique équivalent adulte» nécessaire pour un homme (AEEA). Ainsi, par exemple, si un homme adulte âgé de 30 à 60 ans a besoin de 2 950 kcal par jour et qu'une femme du même âge a besoin de 2 400 kcal par jour, les besoins caloriques de la femme correspondent à 0,81 de l'AEEA (2 400/2 950) et les besoins caloriques d'une telle famille s'élèvent à 5 350 kcal par jour, soit 1,81 de l'AEEA (5 350/2 950).
- **Echelles d'équivalence pour la consommation totale des ménages.**<sup>5</sup> Nous avons recours à de telles échelles lorsque, par exemple, nous répartissons et classons les ménages d'un pays en quintiles (ou déciles) sur la base des dépenses mensuelles totales par équivalent adulte, qui sont calculées par ménage dans le cadre de ce rapport. Dans ce cas, nous pouvons faire appel, le cas échéant, à l'échelle d'équivalence adulte élaborée au niveau national par les instituts nationaux de statistique ou à l'échelle d'équivalence adulte élaborée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (également dite «échelle d'Oxford»),<sup>6</sup> qui attribue généralement la valeur de 1 au chef de ménage, de 0,7 par membre adulte supplémentaire et de 0,5 par enfant.

Il convient de noter que le recours aux échelles d'équivalence pour estimer la consommation des ménages reste quelque peu controversé. La principale question réside dans le fait de savoir si des économies d'échelle substantielles existent ou non au niveau de la consommation des ménages et, à cet égard, différents éléments de preuve abondent dans un sens ou dans l'autre. Selon un certain nombre d'études récentes, même si les enfants consomment moins de nourriture, ils consomment davantage d'autres biens, comme l'éducation, la santé ou les articles d'habillement. Les estimations des besoins des travailleurs et de leur famille sont bien entendu sensibles à l'utilisation d'échelles d'équivalence.<sup>7</sup> Par conséquent, le recours à différentes échelles d'équivalence adulte n'est pas en soi une panacée mais davantage une décision d'ordre méthodologique.

Compte tenu des implications du recours aux échelles d'équivalence, notamment concernant la manière dont ces dernières peuvent affecter le niveau des besoins estimés pour les travailleurs et leur famille, notre méthodologie utilise différentes approches afin de pouvoir convertir les besoins d'un membre de la famille en besoins d'une famille entière. En effet,

5 Il est important de distinguer ces échelles, qui sont utilisées pour l'analyse des dépenses totales des ménages, de l'AEEA mentionné ci-dessus, qui est uniquement utilisé pour l'analyse des besoins caloriques.

6 OCDE, «What are Equivalence Scales?».

7 Martin Ravallion, «On Testing the Scale Sensitivity of Poverty Measures», *Economic Letters*, vol. n° 137 (2015), pp. 88–90.

comme cela est exposé au sein du tableau 1, les échelles d'équivalence adulte de l'OCDE et de l'AEAA susmentionnées sont utilisées pour estimer les besoins des travailleurs et de leur famille concernant l'alimentation, le logement et les autres biens et services essentiels, pour lesquels l'existence d'économies d'échelle est supposée et communément acceptée.<sup>8</sup> En revanche, des estimations par habitant sont utilisées lorsque rien n'indique que des économies d'échelle existent, ce qui est notamment le cas pour les besoins en matière de santé et d'éducation, dans la mesure où l'accès à ces besoins ou leur consommation ne peut pas être partagé entre les différents membres de la famille. Par conséquent, pour ces besoins, chaque membre de la famille devrait pouvoir bénéficier individuellement d'un accès décent.

Il convient également de noter que l'échelle d'équivalence de l'OCDE est particulièrement importante dans le cadre de notre méthodologie, dans la mesure où elle est utilisée pour classer les ménages par quintiles de dépenses mensuelles totales par équivalent adulte. Cette classification permet d'identifier le quintile de référence servant à déterminer le panier de consommation correspondant aux besoins alimentaires essentiels mais décents. Le quintile de référence est également utilisé lorsque nous faisons appel à une approche relative, afin de pouvoir notamment estimer les besoins en matière de santé et d'éducation ainsi que les besoins concernant les autres biens et services essentiels.

► **Tableau 1: Coefficients utilisés pour représenter la taille de la famille**

Type de dépenses	Coefficient utilisé pour représenter la taille de la famille	Observations
Dépenses totales	Echelle d'équivalents adultes (OCDE)	Utilisée pour créer des quintiles
Dépenses alimentaires	AEAA (FAO/OMS)	Existence d'économies d'échelle supposée sur la base des besoins caloriques
Dépenses liées au logement	Echelle d'équivalents adultes (OCDE)	Existence d'économies d'échelle supposée
Dépenses liées à la santé et à l'éducation	Mesure par habitant	Aucune économie d'échelle n'est supposée
Autres dépenses essentielles	Echelle d'équivalents adultes (OCDE)	Existence d'économies d'échelle supposée

L'application des échelles d'équivalence varie selon les pays et les régions, car la composition des ménages et les caractéristiques démographiques varient. En effet, lorsqu'une échelle d'équivalence donnée est appliquée, un coefficient est associé à chaque membre de la famille, de sorte que la taille totale de la famille exprimée en équivalents adultes est obtenue en additionnant les différents coefficients. Par conséquent, un nombre moyen d'équivalents adultes est associé à chaque taille de famille, selon l'échelle d'équivalence utilisée (OCDE ou AEAA). Le tableau 2 illustre la manière dont le nombre d'équivalents adultes au Viet Nam varie selon l'échelle d'équivalence qui est appliquée aux différentes tailles de ménages. En outre, ces chiffres diffèrent de ceux inscrits au sein du tableau 3, se rapportant, quant à lui, à l'Ethiopie. Pour les ménages composés de plus de 2 personnes, le nombre d'équivalents adultes, pour un ménage de même taille, est plus élevé au Viet Nam qu'en Ethiopie, potentiellement en raison du nombre plus élevé d'adultes dans les ménages au Viet Nam qu'en Ethiopie. Les coefficients de l'échelle d'équivalence attribués aux enfants sont en effet inférieurs à ceux attribués aux adultes.

8 OCDE, «What are Equivalence Scales?».

► **Tableau 2: Nombre d'équivalents adultes correspondant à différentes tailles de ménages, d'après l'enquête nationale sur les dépenses au Viet Nam**

Taille du ménage	1	2	3	4	5	6	7
Apport énergétique par équivalent adulte (AEEA), en moyenne	0,82	1,70	2,60	3,34	4,01	4,71	5,46
Dépenses par équivalent adulte (OCDE), en moyenne	1,00	1,68	2,29	2,83	3,45	4,07	4,69

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

► **Tableau 3: Nombre d'équivalents adultes correspondant à différentes tailles de ménages, d'après l'enquête nationale sur les dépenses en Ethiopie**

Taille du ménage	1	2	3	4	5	6	7
Apport énergétique par équivalent adulte (AEEA), en moyenne	0,90	1,74	2,41	3,10	3,86	4,60	5,34
Dépenses par équivalent adulte (OCDE), en moyenne	1,00	1,64	2,20	2,76	3,30	3,83	4,38

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique de l'Ethiopie de 2018*.

## Nombre d'adultes travaillant à temps plein

Afin de pouvoir estimer le salaire permettant de subvenir aux besoins essentiels des travailleurs et de leur famille, il est primordial de déterminer combien de salariés et/ou de personnes percevant un revenu sont supposés vivre au sein de la famille considérée. Contrairement à la taille de la famille, le nombre de travailleurs à temps plein retenu a un effet réducteur sur le montant du salaire basé sur les besoins. Afin de déterminer ce salaire, le coût total des besoins des travailleurs et de leur famille est divisé par le nombre d'adultes travaillant à temps plein supposé par famille. Cependant, tout comme pour la taille de la famille, ce nombre d'adultes travaillant à temps plein dans la famille de référence résulte d'un choix d'ordre méthodologique. Ce choix vise globalement à définir la manière la plus appropriée de déterminer le nombre d'adultes travaillant à temps plein destiné à être utilisé comme dénominateur dans le cadre de ce calcul. Doit-on supposer qu'il n'y a qu'un seul adulte travaillant à temps plein dans la famille? Ou peut-être 2 adultes travaillant à temps plein? Doit-on utiliser le nombre d'adultes travaillant à temps plein observé dans le ménage? Ou plutôt un nombre donné d'adultes travaillant à temps plein fixé de manière normative entre 1 et 2? Dans le cadre de la présente méthodologie, nous avons opté pour la dernière option, en suggérant d'utiliser un nombre d'adultes travaillant à temps plein fixé de manière normative à 1,5 adultes pour toute famille composée de plus d'une personne. Trois raisons sous-tendent cette décision.

Premièrement, tout comme Anker et Anker (2017), nous estimons qu'il n'est pas réaliste de se baser sur l'hypothèse d'1 ou 2 travailleurs par famille, contrairement à la plupart des méthodologies utilisées pour calculer le salaire minimum vital, et que, par conséquent, le nombre d'adultes travaillant à temps plein devrait toujours être fixé entre 1 et 2. Comme l'ont, en effet, souligné Anker et Anker (2017):

► «de nombreuses femmes sont sur le marché du travail partout dans le monde, de sorte que l'hypothèse d'un seul soutien financier par famille (généralement un homme) n'est pas réaliste. En outre, tous les adultes au sein de la famille ne travaillent pas à temps plein: certains n'arrivent pas à trouver un travail, certains doivent ou souhaitent rester à la maison pour différentes raisons, et certains travaillent à temps partiel. Cela signifie que l'hypothèse de deux membres de la famille travaillant à temps plein n'est pas non plus réaliste. Par conséquent, le nombre de travailleurs par famille défini au sein de notre méthodologie est toujours compris entre un et deux.»

Deuxièmement, d'un point de vue normatif, il semble raisonnable de supposer que 1,5 adultes travaillant à temps plein constitue un nombre suffisant pour subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille. Dans l'hypothèse d'une famille avec enfants, cette approche permet à l'un des parents (père ou mère) d'allouer un certain nombre d'heures de travail au travail non rémunéré essentiel accompli dans l'intérêt de la famille. Cela évite également de transférer aux employeurs l'intégralité de la responsabilité résultant du faible nombre de possibilités d'emploi et des taux de chômage élevés, ce qui reviendrait au final à les obliger à verser des salaires plus élevés afin de compenser les défaillances du marché du travail. Dans une telle situation, il serait probablement nécessaire de mettre en œuvre des politiques supplémentaires, comme un système global de sécurité sociale et d'autres politiques de l'emploi afin de protéger les travailleurs et leur famille.

Troisièmement, l'analyse empirique basée sur les quatre pays pilotes couverts par le présent rapport révèle qu'il semble raisonnable de recourir à la valeur de 1,5 adultes travaillant à temps plein par famille. Pour évaluer la pertinence de ce postulat, le nombre moyen d'adultes travaillant à temps plein dans les familles de taille de référence a été calculé dans chacun des pays pilotes. Afin de refléter la réalité des familles pouvant être potentiellement affectées par les politiques salariales, nous avons décidé de limiter notre analyse aux ménages comprenant au minimum 1 salarié. Comme démontré au sein du tableau 4, le nombre moyen d'adultes travaillant à temps plein varie de manière significative, passant de 1,34 en Ethiopie à 1,95 au Viet Nam. La moyenne pour les quatre pays pilotes est égale à 1,57, un nombre relativement proche de notre hypothèse de 1,5 adultes travaillant à temps plein par famille.

Il convient également de noter que, dans certains cas, ces estimations reflètent des différences au niveau de la composition des ménages. Au Viet Nam, par exemple, le nombre relativement élevé d'adultes qui travaillent reflète le fait que dans de nombreux ménages composés de 4 personnes, nous avons observé que plus de 2 adultes travaillent. Cependant, en tenant compte uniquement des ménages composés de 2 adultes et 2 enfants au Viet Nam, le nombre moyen d'adultes travaillant à temps plein est égal à 1,69, un nombre qui bien que plus élevé se rapproche de notre hypothèse de 1,5 adultes travaillant à temps plein par famille.

► **Tableau 4: Nombre moyen d'adultes travaillant à temps plein dans les ménages de référence comprenant au minimum un salarié**

	Moyenne au niveau national du nombre d'adultes travaillant à temps plein par ménage de référence comprenant au moins 1 salarié (y compris travailleurs indépendants et salariés)	Taille de la famille de référence
Ethiopie, 2018/2019	1,34	5
Viet Nam, 2018	1,95	4
Indonésie, 2018	1,62	4
Costa Rica, 2018	1,36	3
Moyenne	1,57	

En résumé, si la décision de recourir à la valeur de 1,5 adultes travaillant à temps plein par famille peut dans une certaine mesure paraître subjective, elle comporte toutefois un certain nombre d'avantages. Premièrement, cela permet de recourir à un nombre qui est toujours compris entre 1 et 2 adultes qui travaillent, ce qui est souhaitable. Deuxièmement, il s'agit d'une hypothèse intéressante d'un point de vue normatif en ce qu'elle permet aux travailleurs d'effectuer les tâches familiales non rémunérées nécessaires, et évite de transférer

aux employeurs l'entière responsabilité résultant du faible nombre de possibilités d'emploi. Troisièmement, cette hypothèse semble être relativement cohérente avec les données empiriques observées au sein des familles de référence dans les pays pilotes. Enfin, cela permet de simplifier les calculs et d'éviter de dépendre des estimations relatives au nombre d'adultes travaillant à temps plein, ce qui peut dans certains cas être difficile à évaluer à partir des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages. Contrairement aux enquêtes sur la population active qui sont conçues pour recueillir des informations sur le marché du travail, les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages ne sont pas conçues uniquement à cette fin, et il peut donc être ardu d'identifier avec certitude les indicateurs pertinents dans le domaine de marché du travail. Toutefois, dans le cadre des études sur les pays pilotes, outre les résultats basés sur l'hypothèse de 1,5 adultes travaillant par famille, nous avons également inclus les résultats correspondant aux valeurs extrêmes, à savoir 1 ou 2 adultes travaillant, afin de pouvoir déterminer les différents montants des salaires basés sur les besoins, permettant ainsi d'avoir à disposition un ensemble de valeurs pertinentes dans le cadre de la fixation du salaire minimum.

## L'échantillon

Pour pouvoir estimer les besoins des travailleurs et de leur famille, il est également nécessaire d'aborder la question de l'échantillon devant être utilisé à cette fin. En effet, l'analyse doit-elle prendre en considération l'ensemble des ménages d'un pays donné? Ou doit-elle plutôt s'attacher à examiner une catégorie spécifique de la population active, comme par exemple les ménages comprenant au minimum un salarié? Ou doit-elle encore prendre en considération un sous-échantillon régional, comme par exemple les ménages situés dans une zone géographique déterminée? Il s'agit ici d'une question importante et pertinente pour déterminer le niveau du salaire basé sur les besoins, et les choix réalisés en la matière peuvent considérablement influencer le niveau du salaire minimum ainsi estimé.

En ce qui concerne l'estimation des besoins des travailleurs et de leur famille ayant vocation à éclairer les décisions prises dans le cadre des mécanismes de fixation du salaire minimum, il semble légitime de se demander si l'échantillon de population doit être limité aux ménages comprenant au minimum un salarié, dans la mesure où ce sont eux qui seront potentiellement bénéficiaires de la politique en matière de salaire minimum. Dans le cadre de la présente méthodologie, nous recommandons, cependant, d'englober l'ensemble des ménages, qu'ils soient ou non composés d'un salarié. Cette recommandation s'appuie sur un certain nombre de considérations d'ordre pratique et conceptuel. Premièrement, nous considérons que le concept relatif aux besoins des travailleurs et de leur famille ne doit pas dépendre du statut sur le marché du travail des membres de la famille et que, comme mentionné au sein de la convention n° 131 de l'OIT, ce concept doit refléter le niveau de vie d'autres groupes sociaux. Deuxièmement, dans certains pays en développement, les salariés représentent une très faible proportion de la population active. De ce fait, limiter l'échantillon aux ménages composés au minimum d'un salarié pourrait revenir à exclure une très grande partie de la population et ainsi biaiser l'échantillon restreint. Dans le pays pilote de l'Éthiopie, par exemple, selon l'Enquête nationale sur la population active de 2013, les salariés ne représentaient que 10 pour cent de l'emploi total et les 90 pour cent de la population active restants étaient des travailleurs indépendants, des employeurs ou des travailleurs familiaux non rémunérés. Dans un tel contexte, limiter l'échantillon aux seuls ménages comprenant au minimum un salarié reviendrait à créer un biais et, pour la grande majorité de la population, les résultats obtenus ne seraient donc pas représentatifs des besoins des travailleurs et de leur famille. Troisièmement, l'une des autres considérations d'ordre pratique réside dans le fait que cette méthodologie s'appuie sur les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages, au sein desquelles, comme précédemment indiqué, il peut être difficile d'identifier avec certitude les salariés.

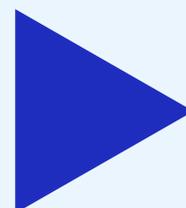
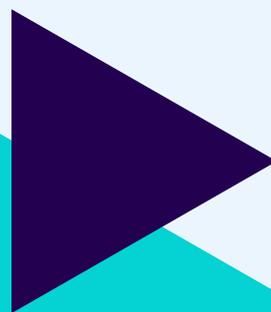
En ce qui concerne les considérations de nature régionale, tout en gardant à l'esprit que cette méthodologie vise à renforcer la capacité des gouvernements et des partenaires sociaux à négocier et à fixer des niveaux de salaire minimum adéquats, nous recommandons que la méthodologie soit appliquée séparément pour chacune des divisions géographiques pertinentes du pays, dans la mesure où les taux de salaire minimum sont fixés par zone géographique dans un pays donné. Alors que certains pays ne disposent que d'un seul taux de salaire minimum national qui s'applique à l'ensemble des salariés dans le pays, d'autres pays prévoient quant à eux différents taux de salaire minimum, selon le secteur d'activité, la profession, l'âge du salarié ou la région géographique. Dans le pays pilote du Viet Nam, par exemple, le salaire minimum est fixé selon quatre zones géographiques distinctes. Le salaire minimum le plus élevé est fixé pour la région n° 1, qui comprend Hanoï et Ho Chi Minh-Ville, tandis que le salaire minimum le plus faible est fixé pour la région n° 4. Par conséquent, pour le Viet Nam, nous avons utilisé la présente méthodologie pour estimer le coût des besoins essentiels des travailleurs et de leur famille dans l'ensemble du pays, ainsi que séparément dans chacune de ces quatre zones géographiques, qui se caractérisent par des niveaux de salaire minimum distincts. Cela nous a permis de comparer les besoins des travailleurs et de leur famille avec les niveaux de salaire minimum respectifs. En Indonésie, il n'existe pas de salaire minimum au niveau national et la fixation des taux de salaire minimum se fait de manière décentralisée, permettant ainsi de fixer différents taux selon la province et le district concernés (BIT, 2020). L'estimation des besoins des travailleurs et de leur famille a donc été faite séparément pour chacune des provinces. Cependant, compte tenu du très grand nombre de divisions et de subdivisions régionales et locales existant en Indonésie, seules les principales zones régionales ont été prises en considération dans le cadre de nos estimations ce qui nous permet de disposer d'informations pertinentes au niveau de la province et de comparer ces valeurs entre elles.



**2**

**Le coût d'une  
alimentation  
décente:  
une approche  
normative**

---



## ► 2. Le coût d'une alimentation décente: une approche normative

---

L'alimentation est le besoin le plus essentiel de l'être humain, dans la mesure où elle conditionne non seulement sa survie, mais également la qualité de sa santé tout au long de son existence. Outre le fait d'être un besoin essentiel, l'alimentation est également un droit humain fondamental inscrit au sein de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Parmi l'ensemble des besoins des travailleurs et de leur famille, l'alimentation est le besoin dont la privation a les conséquences les plus graves, ce qui suffit à expliquer la primauté de ce besoin sur tous les autres. En effet, lorsque la consommation alimentaire est insuffisante d'un point de vue quantitatif et qualitatif, comme cela peut être le cas pour les travailleurs faiblement rémunérés, les travailleurs et leur famille souffrent de malnutrition, ce qui les expose à toute une série de maladies à mesure que leur état de santé s'affaiblit. Les conséquences sont encore plus graves pour les enfants. La malnutrition est la principale cause de décès chez les enfants de moins de cinq ans, représentant environ la moitié de ces décès.<sup>9</sup> En ce qui concerne les enfants qui survivent à la malnutrition, leur croissance physique et mentale peut être gravement altérée, impactant de manière négative leurs possibilités futures, notamment concernant le développement de leur capital humain et l'accès aux possibilités d'emploi et de revenus. Pour les adultes comme pour les enfants, une alimentation insuffisante a des répercussions sur leur bien-être et compromet leur capacité à participer activement à la société, que ce soit par le travail, l'éducation ou l'interaction avec les autres.

Au-delà de la dimension humaine, le fait qu'un salaire ne permette pas aux travailleurs et à leur famille d'accéder à un niveau de nutrition acceptable a également des répercussions économiques importantes. En raison des conséquences de la malnutrition sur la santé et le développement du capital humain, l'incapacité à pouvoir se nourrir suffisamment a des répercussions sur la productivité des travailleurs, ce qui a un impact négatif non seulement sur les entreprises mais également sur l'économie au niveau national, ainsi que sur les travailleurs qui ne sont pas en mesure d'accéder à des emplois productifs de qualité. D'après les analyses concernant le coût de la malnutrition d'un point de vue économique, il est estimé que chaque dollar investi dans la nutrition génère à lui seul 16 dollars de bénéfices en termes de santé et de productivité, grâce à l'amélioration des capacités mentales et productives des individus.<sup>10</sup> À l'inverse, en compromettant le capital humain de leurs enfants, la malnutrition crée une spirale descendante en enfermant les familles dans la pauvreté.

Il est, de ce fait, primordial de s'assurer que le niveau des salaires permette aux travailleurs et à leur famille d'avoir accès à un régime alimentaire approprié leur garantissant un apport suffisant en calories, en protéines et en matières grasses. La méthodologie de référence proposée au sein du présent chapitre s'appuie donc sur un certain nombre d'aspects techniques extraits de la méthodologie sur le coût des besoins essentiels utilisée par la Banque mondiale pour définir les seuils de pauvreté au niveau national. Cependant, contrairement au seuil de pauvreté, l'objectif de la présente méthodologie n'est pas d'estimer les besoins minimum vitaux mais plutôt un panier alimentaire adéquat qui permette de satisfaire simultanément les besoins en calories, en protéines et en matières grasses qu'implique un mode de vie actif ou modérément actif, tout en tenant compte des préférences et modes de consommation au niveau national. À cette fin, les différentes étapes du processus sont les suivantes:

1. Nous commençons par déterminer quels sont besoins caloriques devant être satisfaits, selon les recommandations formulées par la FAO et l'OMS. Il convient ici de noter que ces besoins varient selon le sexe et l'âge de la personne concernée.

<sup>9</sup> UNICEF, «[Malnutrition](#)» (disponible uniquement en anglais), avril 2021.

<sup>10</sup> Development Initiatives, 2017, [Rapport sur la nutrition mondiale 2017: La nutrition au service des ODD](#).

2. Dans la mesure où les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages ne contiennent aucune information sur la valeur nutritive des différents produits alimentaires, nous récupérons, par le biais de sources externes, des données sur la teneur en calories, en protéines et en matières grasses de chacun des produits alimentaires consommés et fusionnons ces informations avec les données issues de l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages.
3. A partir de là, nous élaborons ensuite un panier de référence (avec la quantité consommée pour chacun des produits alimentaires) permettant de garantir un apport calorique suffisant d'après les modes de consommation observés auprès des ménages, à un niveau qui soit le plus proche possible de la consommation calorique requise.
4. Si nécessaire, nous ajustons ensuite le panier alimentaire de référence afin de s'assurer qu'il permette de satisfaire aux besoins en autres nutriments, notamment en protéines et en matières grasses.
5. Enfin, nous estimons le coût du panier alimentaire de référence en nous référant aux prix implicites correspondants à chacun des produits alimentaires mentionnés.

Les sous-sections suivantes examinent successivement les étapes n° 1 à 5 de ce processus, en fournissant des exemples de leur application dans les pays pilotes. A la fin du présent chapitre, nous sommes amenés à examiner le processus de validation et les ajustements possibles, pouvant être nécessaires afin de refléter les différentes circonstances nationales, ainsi que d'autres méthodes d'estimation.

## Etape n° 1: Déterminer les besoins caloriques

Quels sont les besoins alimentaires des travailleurs et de leur famille? Dans le cadre de cette première étape, nous cherchons à déterminer la quantité de calories adéquate qu'un individu devrait être en mesure de pouvoir consommer. A cet égard, la détermination des besoins caloriques constitue un bon point de départ dans la mesure où un apport calorique insuffisant est presque toujours associé à une carence au niveau de l'apport en nutriments (FAO 2001). Dans le but de déterminer la quantité adéquate de l'apport calorique, la méthodologie s'appuie sur les recommandations formulées sur les besoins caloriques minimaux. Plus particulièrement, la présente méthodologie suggère de se baser sur les recommandations formulées dans le cadre de la consultation d'experts FAO/OMS/ONU organisée en 2001.<sup>11</sup> Ces recommandations déterminent les besoins énergétiques humains nécessaires à atteindre et à maintenir un état de santé, une fonction physiologique et un bien-être optimaux.

Une même quantité de calories peut toutefois être consommée de différentes manières. Si les ménages aisés ont la possibilité d'opter pour un régime alimentaire «plus riche», composé d'aliments davantage diversifiés et d'une plus grande quantité de viande, de poisson et de légumes, les familles les plus vulnérables peuvent n'avoir d'autre choix que celui de consommer davantage de céréales, et moins de viande, de poisson et de légumes, pour pouvoir atteindre la quantité de calories désirée. Cela peut alors se traduire par un régime alimentaire permettant de satisfaire aux besoins caloriques mais pas nécessairement aux autres besoins nutritionnels, concernant notamment la quantité requise en protéines ou en matières grasses. La présente méthodologie cherche donc à s'assurer que le panier alimentaire existant permette non seulement de garantir un apport calorique suffisant, mais réponde également aux besoins en protéines et en matières grasses déterminés par la FAO et l'OMS. Dans le cas inverse, nous avons recours à un processus permettant d'ajuster ce panier alimentaire afin qu'il garantisse un apport suffisant, non seulement en calories, mais également en protéines et en matières grasses (voir l'étape n° 4).

11 FAO, «*Human Energy Requirements, Report of a Joint FAO/WHO/UNU Expert Consultation, Rome, 17-24 October 2001*».

Il est également important de noter que l'évaluation des besoins énergétiques se base sur des recommandations de nature normative qui dépendent d'un certain nombre de caractéristiques individuelles, telles que l'âge, le sexe, la taille, ainsi que la constitution corporelle et l'activité physique présumées. Par conséquent, déterminer les besoins caloriques nécessite de formuler un certain nombre d'hypothèses de départ, concernant notamment le poids moyen des hommes et des femmes ainsi que le niveau d'activité physique (NAP) que leur régime alimentaire doit leur permettre de pouvoir exercer.

Concernant le poids moyen des hommes et des femmes, Walpole et coll. (2012, tableau 3) estiment que le poids moyen des individus varie entre 57,7 kg et 80,7 kg selon les régions. Dans le cadre de la présente méthodologie, les besoins caloriques ont été déterminés pour un poids moyen de 65 kg chez les femmes et 70 kg chez les hommes. Bien que cette hypothèse puisse sembler appropriée dans certains pays, elle peut toutefois l'être moins dans d'autres. Il peut donc être nécessaire de valider les résultats et de procéder à certains ajustements au niveau de la méthodologie lorsque les données suggèrent que les besoins caloriques sont inappropriés en raison de la différence observée au niveau des poids moyens au sein de la population (cette question est examinée ci-après dans le cadre de la section intitulée «*Validation, ajustements possibles et discussion sur les méthodes alternatives*»).

Concernant l'hypothèse relative au niveau d'activité physique, la présente méthodologie se base sur les recommandations formulées par la FAO (2001) qui suggère qu'une activité physique modérée contribue au maintien d'un mode de vie sain, et plus particulièrement d'un poids corporel adéquat et d'une bonne santé cardiovasculaire et respiratoire, tout en réduisant le risque de développer des maladies chroniques non transmissibles, liées à l'alimentation et au mode de vie, telles que le diabète et plusieurs types de cancer (Erllichman et coll., 2001; OMS, 2000; OMS/FAO, 2002; Pollock et coll., 1998; Ferro-Luzzi et Martino, 1996; Schoeller, 1998; OMS, 2002; Erllichman et coll., 2002; American Heart Association, 2002; IARC, 2002; Etats-Unis, 1996, chapitre 2; World Cancer Research Fund/American Institute for Cancer Research, 1997; Saris et coll., 2003; et Black et coll., 1996). Par conséquent, d'après le consensus auquel sont parvenus les experts, il est recommandé de maintenir un niveau d'activité physique d'une valeur de 1,70 au minimum. Fixer un niveau d'activité physique inférieur reviendrait, en réalité, à priver les travailleurs et leur famille de la possibilité d'adopter un mode de vie leur permettant de vivre en bonne santé. La présente méthodologie ayant pour objectif d'estimer les besoins des travailleurs et de leur famille dans le cadre de la fixation du salaire minimum, il est important de rappeler que dans la majorité des cas, les salariés percevant un salaire minimum sont amenés à effectuer un travail physiquement astreignant et ont généralement un niveau d'activité physique modéré, voire élevé. La présente méthodologie suppose donc un niveau d'activité physique modéré de 1,75 pour l'ensemble des individus, indépendamment de leur profession.

En ce sens, la présente méthodologie diffère de la méthodologie utilisée pour définir le seuil de pauvreté, cette dernière prenant en considération différents niveaux d'activité physique en fonction de la profession exercée par les individus. Ce faisant, l'estimation du seuil de pauvreté prévoit souvent un niveau d'activité physique faible pour la majorité de la population. Au Costa Rica, par exemple, une analyse comparative a révélé que les besoins caloriques utilisés dans le cadre de notre méthodologie de référence étaient supérieurs aux besoins caloriques utilisés par l'Institut national de la statistique et du recensement (INEC) pour estimer le panier alimentaire de base. Cette analyse a démontré que la principale raison de cette différence était liée au fait que pour estimer le coût d'un panier alimentaire de base, l'INEC attribue un niveau d'activité physique faible à environ 77 pour cent des individus, alors que nos estimations reposent sur un niveau d'activité physique modéré pour l'ensemble des individus.

Selon les recommandations formulées par la FAO et l'OMS, en supposant un niveau d'activité physique modéré et un poids moyen de 70 kg, un homme adulte âgé de 30 à 60 ans a besoin d'un apport de 2 950 kcal par jour, tandis que les femmes, les personnes âgées ou les

► **Tableau 5: Besoins caloriques quotidiens par âge et coefficient AEEA**

Age	Nombre de calories requises/jour		Coefficient (AEEA)	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
1-2	850	950	0,29	0,32
2-3	1 050	1 125	0,36	0,38
3-4	1 150	1 250	0,39	0,42
4-5	1 250	1 350	0,42	0,46
5-6	1 325	1 475	0,45	0,50
6-7	1 425	1 575	0,48	0,53
7-8	1 550	1 700	0,53	0,58
8-9	1 700	1 825	0,58	0,62
9-10	1 850	1 975	0,63	0,67
10-11	2 000	2 150	0,68	0,73
11-12	2 150	2 350	0,73	0,80
12-13	2 275	2 550	0,77	0,86
13-14	2 375	2 775	0,81	0,94
14-15	2 450	3 000	0,83	1,02
15-16	2 500	3 175	0,85	1,08
16-17	2 500	3 325	0,85	1,13
17-18	2 500	3 400	0,85	1,15
19-30*	2 550	3 050	0,86	1,03
30-60*	<b>2 400</b>	<b>2 950</b>	<b>0,81</b>	<b>1,00</b>
>60*	2 200	2 450	0,75	0,83

**Source:** [FAO, «Human Energy Requirements, Report of a Joint FAO/WHO/UNU Expert Consultation, Rome, 17-24 October 2001»](#) .

\* Pour ces tranches d'âge, nous avons identifié les besoins caloriques en supposant un poids moyen de 65 kg chez les femmes et de 70 kg chez les hommes. En outre, nous avons supposé un niveau d'activité physique modérée de 1,75 correspondant à un mode de vie normal.

enfants ont besoin d'un nombre inférieur de calories (voir le tableau 5).<sup>12</sup> Nous suggérons donc de créer une échelle «d'apport énergétique équivalent adulte» (AEEA) permettant de mesurer les besoins caloriques de chaque individu par rapport à l'AEEA de référence chez les hommes. L'idée est ici d'exprimer les besoins caloriques de chacun des membres du ménage en proportion des besoins d'un équivalent homme adulte (âgé de 30 à 60 ans) nécessitant un apport de 2 950 kcal par jour.

Cette échelle se base sur les recommandations sur les besoins caloriques formulées par la FAO et l'OMS pour chaque tranche d'âge figurant au sein du tableau 5.<sup>13</sup> Nous pouvons, par exemple, observer qu'une femme adulte âgée de 30 à 60 ans a besoin d'un apport de

<sup>12</sup> Voir FAO, «Human Energy Requirements».

<sup>13</sup> Voir FAO, «Human Energy Requirements».

2 400 kcal par jour (soit 0,81 de l'AEAA pour les hommes) et une jeune fille âgée de 10 à 11 ans a besoin de 2 000 kcal par jour (soit 0,68 de l'AEAA pour les hommes). Ainsi, une famille composée de ces 3 individus (1 homme adulte âgé de 30 à 60 ans, 1 femme adulte âgée de 30 à 60 ans, et 1 jeune fille âgée de 10 à 11 ans) aura besoin d'un apport calorique équivalent à 2,49 (soit  $1 + 0,81 + 0,68$ ) de l'AEAA pour les hommes, à savoir 7 345,5 kcal par jour ( $2\,950 \times 2,49$ ). En somme, cette première étape consiste à attribuer à chaque individu figurant au sein de la base de données le coefficient AEAA correspondant calculé au sein du tableau 5.

Dans la plupart des cas, les estimations utilisées pour définir les seuils de pauvreté se basent sur les besoins caloriques moyens au niveau national, généralement définis comme l'apport calorique quotidien minimum par personne selon les caractéristiques démographiques de la population. Le fait de recourir à cet apport quotidien nécessaire par personne implique de faire appel à une mesure par habitant. Cependant, selon Claro et coll. (2010), une étude visant à déterminer les différences entre équivalence adulte et mesures par habitant pour les calories disponibles au sein de la population brésilienne, les mesures par habitant peuvent conduire à sous-estimer les besoins caloriques réels car elles ne reflètent pas les différences existant au niveau de la composition des ménages. Dans le cadre de la présente méthodologie, nous avons donc fait le choix de déterminer les besoins caloriques en nous basant sur des mesures équivalentes adulte.

Il est, néanmoins, possible d'établir une comparaison entre les besoins caloriques retenus dans le cadre de la présente méthodologie et décrits au sein du tableau 5, et les recommandations utilisées pour définir le seuil de pauvreté au niveau national. Pour ce faire, nous convertissons ces besoins en valeurs par habitant, en additionnant les valeurs recommandées pour chacun des individus figurant au sein de la base de données et en divisant cette somme par le nombre d'individus dans la base de données.

Le tableau 6 établit une comparaison entre les besoins caloriques pris en considération dans le cadre de la présente méthodologie, les recommandations formulées au niveau national, et l'apport calorique moyen par habitant au Costa Rica, en Indonésie, au Viet Nam et en Ethiopie. Comme il ressort de la première colonne de ce tableau, bien que les recommandations en besoins caloriques par individu ici utilisées soient communes à l'ensemble des pays, lorsqu'elles sont rapportées à une valeur par habitant elles diffèrent d'un pays à l'autre, l'Ethiopie se caractérisant, par exemple, par les besoins caloriques par personne les plus bas, alors que le Costa Rica se caractérise par les besoins caloriques les plus élevés. Cela est en réalité dû aux différences démographiques. En effet, alors que la population

► **Tableau 6: Comparaison entre les besoins caloriques pris en considération dans le cadre de la présente méthodologie, les recommandations au niveau national et l'apport calorique moyen au niveau national, par habitant, dans les pays pilotes**

	Recommandations de la FAO et de l'OMS, converties en valeur par habitant (utilisées dans la méthodologie élaborée par le BIT)	Recommandations au niveau national, par habitant (utilisées pour définir le seuil de pauvreté)	Apport calorique au niveau national, par habitant (basé sur des microdonnées)
Costa Rica (2018)	2 456	2 213	2 541
Indonésie (2018)	2 409	2 150	2 147
Viet Nam (2018)	2 428	2 300	2 555
Ethiopie (2018/2019)	2 309	2 200	2 746

**Source:** Les estimations présentées dans la première et la troisième colonnes sont extraites de FAO, *Human Energy Requirements, Report of a Joint FAO/WHO/UNU Expert Consultation, Rome, 17-24 October 2001*, ainsi que des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages de chacun de ces pays. Les estimations présentées dans la deuxième colonne sont fournies par les autorités nationales.

éthiopienne est caractérisée par un plus grand nombre d'enfants, le Costa Rica possède la plus faible proportion d'enfants. En outre, nous pouvons observer que les recommandations utilisées dans le cadre de la présente méthodologie sont supérieures aux recommandations formulées au niveau national, pour l'ensemble de ces quatre pays. Cet écart résulte des différentes hypothèses formulées au niveau de l'intensité du niveau d'activité physique, et peut également se justifier par les différents poids moyens retenus pour les hommes et les femmes au sein de ces différents pays. Contrairement à notre hypothèse de départ consistant à retenir un poids moyen systématique de 65 kg chez les femmes et 70 kg chez les hommes, les recommandations en besoins caloriques formulées au niveau national se basent généralement sur les poids observés pour les individus dans un pays donné, qui peuvent varier d'un pays à l'autre.

## Étape n° 2: Rassembler des informations sur la consommation de calories

Dans le cadre de cette deuxième étape, nous pouvons souhaiter établir une comparaison entre les besoins caloriques, d'une part, et le nombre de calories que les ménages consomment réellement, d'autre part. Mais, combien de calories les ménages consomment-ils réellement? Malheureusement, ce type d'informations n'est pas disponible au sein des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages, ces enquêtes contenant uniquement des informations sur la quantité de chaque produit alimentaire qui est consommée par les ménages. Il est, par conséquent, nécessaire de compléter ces enquêtes par des informations relatives aux valeurs calorifiques de chacun de ces produits alimentaires. Pour calculer la consommation calorifique des ménages, nous avons la possibilité de rassembler des informations sur les valeurs calorifiques, ainsi que les valeurs en protéines et en matières grasses, pour chacun des produits alimentaires figurant dans la base de données, à partir de sources d'information secondaires. A cet égard, la FAO met à disposition des tableaux et des bases de données sur la composition des aliments dans chaque région du monde, ainsi que pour différents pays.<sup>14</sup> Bien que nous ayons la possibilité d'avoir recours, le cas échéant, aux tableaux sur la composition des aliments qui sont élaborés au niveau national, ces données sont en réalité rarement disponibles ou non exhaustives.

Dans le cas de l'Éthiopie, par exemple, nous pouvons nous référer au tableau sur la composition des aliments en Afrique élaboré par la FAO, dans la mesure où les informations au niveau national ne sont pas disponibles. Le tableau 7 regroupe les valeurs calorifiques et nutritionnelles de chaque produit alimentaire figurant au sein de l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages en Éthiopie. Grâce à ces informations, il est alors possible de calculer la consommation calorifique réelle des ménages couverts par l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages en Éthiopie. Il convient toutefois de noter que, dans certains cas, les produits alimentaires concernés sont absents des tableaux sur la composition des aliments élaborés par la FAO, et il est donc parfois nécessaire de compléter ces informations en ayant recours à d'autres sources d'information secondaires.

► **Tableau 7: Composition des produits alimentaires en Ethiopie**

Type de produit alimentaire	kcal/100g	Protides	Lipides	Glucides	Type de produit alimentaire	kcal/100g	Protides	Lipides	Glucides
Teff	358	11	2,5	73	Autre graine (à préciser)	417	10,5	16	60,1
Blé	326	12,4	2,2	58,7	Piment vert (kariya)	321	14,2	12,6	23,1
Orge	361	9,8	2,8	76,2	Epices (bérbéré)	311	8,7	9,6	58,8
Maïs	353	9	4,5	64,3	Légumes verts (chou frisé, chou, etc.)	28	1,6	0,1	3,9
Sorgho	344	10,5	3,3	63,1	Tomate	22	1	0,2	3,3
Millet	348	10,9	4,1	62,6	Autre légume (à préciser)	28	1,6	0,1	3,9
Fèves	300	26,1	1,8	31,7	Orange	45	0,7	0,3	8,9
Petits pois	324	20,4	1,9	47,8	Autre fruit (à préciser)	56	1	0	11
Pois chiches	357	19,6	3,7	63,5	Patate douce	115	1,5	0,2	25,3
Lentilles	297	25,4	1,8	29,4	Igname	128	1,9	0,2	2,5
Haricots	335	22,1	1,5	53,2	Manioc	153	1,2	0,3	35,6
Graines du Niger	483	17,3	33,9	34,2	Taro	102	1,8	0,1	23,8
Lin	498	18	34	37,2	Autre tubercule ou tige (à préciser)	43	1,4	0,1	10,5
Oignon	37	1,1	0,1	6,9	Viande de chèvre ou de mouton	165	17,5	10,6	0
Banane	99	1,2	0,2	22,1	Boeuf	126	21,7	4,3	0
Pomme de terre	80	1,9	0,1	16,9	Volaille	134	20,4	5,9	0
Kocho	171	1,2	0,2	41,3	Poisson	108	18	4	0
Lait	65	3,4	3,7	4,4	Pain injera acheté	136	4,4	0,9	29,8
Fromage	122	16,3	3,5	5,7	Biscuits ou pain achetés	367	15,4	13,6	52,3
Oeufs	139	12,6	9,5	0,7	Pâtes/Macaronis	359	12,5	1,5	72
Sucre	400	0	0	100	Autres aliments préparés et consommés à la maison	352	7,8	2,2	73,8
Sel	0	0	0	0	Butter/ghee	720	0,8	79,6	0,2
Café	2	0,1	0	0,5	Oils (processed)	900	0	100	0
Chat / Khat	0	0	0	0	Tea	0	0,1	0	0
Bulla	225	0,2	0,1	55,4	Soft drinks/Soda	40	0	0	10
Autre céréale (à préciser)	352	7,8	2,2	73,8	Beer	35	0,3	0	2
Arachides	567	20,4	43,2	20,3	Tella	31	0,5	0	2,7
Autre légumineuse ou fruit à coque (à préciser)	567	20,4	43,2	20,3					

**Source:** Ces aliments figurent au sein de l'Enquête socio-économique pour 2015-2016, vague 3, réalisée en Ethiopie. Les valeurs calorifiques et nutritionnelles sont issues de: FAO, «[Food Composition Table for Use in Africa](#)», 1968.

## Etape n° 3: Concevoir et ajuster le panier alimentaire de référence

En ce qui concerne cette troisième étape, l'idée est ici de concevoir un panier alimentaire de référence permettant de satisfaire aux besoins caloriques déterminés à l'étape n° 1, tout en reflétant simultanément les habitudes et les préférences alimentaires au niveau national. Autrement dit, le panier doit être adéquat et refléter les habitudes de consommation des ménages au sein du pays. La consommation alimentaire est, en réalité, l'une des plus anciennes pratiques culturelles de l'être humain. Conditionnée par de nombreux facteurs environnementaux, saisonniers et culturels, la composition du panier alimentaire peut revêtir une multitude de formes différentes. Les pays étendus, comme l'Indonésie et le Viet Nam, se caractérisent par une grande diversité au niveau de la composition des paniers alimentaires au sein même du pays. Ceci pose une contrainte supplémentaire au fait d'adopter une approche normative basée sur un régime alimentaire prédéterminé.

Aussi, lorsque nous modélisons un panier alimentaire de référence qui permette de satisfaire aux besoins caloriques à un coût maîtrisé, nous avons recours à la procédure suivante.

Premièrement, nous répartissons les ménages en quintiles en fonction de leurs dépenses mensuelles totales par équivalent adulte.<sup>15</sup> Ce processus consiste à classer l'ensemble des ménages présents dans la base de données en cinq groupes distincts selon le niveau de leurs dépenses totales, en allant des 20 pour cent les plus pauvres aux 20 pour cent les plus riches. Pour ce faire, la première étape consiste à calculer les dépenses totales de chaque ménage présent dans la base de données, puis à diviser ces dépenses par le nombre de membres équivalents adultes au sein du ménage. Etant donné que les dépenses sont mesurées au niveau des ménages, le classement des ménages des plus riches aux plus pauvres (en termes de dépenses des ménages) nécessite de disposer d'informations non seulement sur les dépenses totales des ménages, mais également sur la composition des ménages eux-mêmes. En effet, une dépense annuelle de 6 500 dollars E.-U. pour un ménage a des implications différentes, du point de vue de la richesse du ménage, selon que ce dernier est composé d'une seule personne ou de 2 adultes et 3 enfants. Afin de pouvoir classer les ménages du plus riche au plus pauvre, la taille de la famille doit donc être prise en considération. Pour tenir compte de la taille de la famille et refléter le niveau de vie, nous pourrions simplement diviser les dépenses totales du ménage par le nombre de membres composant le ménage. Toutefois, dans la mesure où il existe des économies d'échelle lorsque plusieurs individus vivent ensemble et où les enfants ont des besoins matériels inférieurs à ceux des adultes, il est nécessaire de recourir à des échelles d'équivalence adulte (BIT, 2015). Nous suggérons donc, dans le cadre de la présente méthodologie, d'utiliser l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE (ou échelle d'Oxford) qui attribue généralement une valeur de 1 au chef de famille, de 0,7 par membre adulte supplémentaire, et de 0,5 par enfant. Puis, nous classons les ménages du plus pauvre au plus riche et créons des quintiles en fonction de leurs dépenses mensuelles totales par équivalent adulte.

La présente méthodologie se base sur une répartition par quintile de dépenses mensuelles des ménages par équivalent adulte. Bien qu'il eût été possible de baser cette méthodologie sur la distribution des revenus, nous avons opté pour la répartition des dépenses pour les raisons suivantes:

- a) La plupart des pays préfèrent se baser sur les données relatives aux dépenses des ménages pour mesurer la pauvreté. Selon une enquête menée par la Division de statistique des Nations Unies, sur 84 pays, près de 50 pour cent des calculs concernant la pauvreté se basent sur des données relatives aux dépenses, tandis qu'environ 30 pour

---

<sup>15</sup> Nous suggérons ici d'utiliser l'échelle d'équivalence adulte modifiée de l'OCDE. Il est important de noter que cette échelle se distingue de celle de l'AEEA. Pour plus d'informations, voir la note de bas de page 5 ci-dessus.

cent se basent uniquement sur des données relatives aux revenus, et 12 pour cent ont recours à ces deux types de données.

- b) Des raisons d'ordre purement statistique justifient également de recourir aux données relatives aux dépenses plutôt qu'aux revenus, compte tenu plus particulièrement de la facilité à collecter ces données et de leur fiabilité;<sup>16</sup> les revenus étant souvent sous-estimés par rapport aux dépenses. En effet, certaines enquêtes (en particulier dans de nombreux pays africains) ne contiennent aucune information sur les revenus ou, lorsque ces informations existent, elles sont souvent difficiles à agréger.

Deuxièmement, après avoir classé les ménages par quintile, l'apport calorique moyen par équivalent homme adulte et par jour est ensuite calculé (en ayant recours à l'AEEA) pour chacun des quintiles. Pour ce faire, nous calculons d'abord le nombre d'équivalents hommes adultes (âgés de 30 à 60 ans) au sein de chaque ménage. Par exemple, un ménage composé d'un homme de 45 ans (équivalent à 1) et d'une femme de 35 ans (équivalent à 0,81) équivaut à un total de 1,81 équivalents hommes adultes (voir le tableau 5). Une fois que nous avons converti l'ensemble des membres du ménage en équivalents hommes adultes (âgés de 30 à 60 ans), nous calculons alors la consommation calorique quotidienne par équivalent adulte: les ménages dont la consommation calorique quotidienne par équivalent adulte est inférieure à 2 950 kcal ne répondent pas aux exigences de la FAO et de l'OMS, telles que définies au sein du tableau 5.

Les résultats concernant le Viet Nam sont exposés au sein du tableau 8. Il ressort de ce tableau que les ménages représentés au sein des premier et deuxième quintiles ont, en moyenne, une consommation calorique inférieure au seuil de référence pour les besoins caloriques, bien qu'en réalité la consommation calorique moyenne du deuxième quintile se rapproche du seuil de 2 950 kcal. Par conséquent, nous prenons comme référence les ménages représentés au sein du deuxième quintile pour concevoir un panier alimentaire de référence qui corresponde à un apport de 2 950 kcal par équivalent adulte et par jour. Comment arrive-t-on à faire cela? Le nombre moyen de calories consommées par le deuxième quintile étant inférieur à la

► **Tableau 8: Dépenses mensuelles moyennes des ménages, par catégorie de dépenses et par quintile au Viet Nam (en milliers de dong vietnamiens), 2018**

Quintile	Dépenses totales <sup>a</sup>	Dépenses alimentaires <sup>a</sup>	Taille du ménage	Calories par équivalent adulte (kcal)
1	3 647 (2 092)	1 842	3,87	2 534
2	<b>5 924</b> <b>(1 981)</b>	<b>2 748</b>	<b>3,76</b>	<b>2 973</b>
3	8 032 (1 914)	3 607	3,76	3 280
4	10 751 (1 779)	4 562	3,65	3 542
5	19 623 (1 630)	6 390	3,49	4 041
<b>Total</b>	<b>9 594</b> <b>(9 396)</b>	<b>3 829</b>	<b>3,71</b>	<b>3 274</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

**Note:** Le nombre d'observations est indiqué entre parenthèses. <sup>a</sup> MVND = en milliers de dong vietnamiens.

16 Division de la statistique des Nations Unies, *Handbook on Poverty Statistics: Concepts, Methods and Policy Use*, 2005.

valeur de référence de 2 950 kcal, il est donc nécessaire d'augmenter la quantité de chaque type de produit alimentaire consommé, pour lesquels nous disposons d'informations sur le prix et la quantité, par le biais d'un coefficient d'ajustement. Dans le cas du Viet Nam, par exemple, le coefficient d'ajustement est de 1,34. La valeur de ce coefficient est, en réalité, obtenue en divisant 2 950 par 2 196, qui est le nombre de calories correspondant aux produits alimentaires pour lesquels des informations quantitatives sont disponibles.<sup>17</sup> En procédant de la sorte, nous augmentons donc «artificiellement» les quantités consommées en les multipliant par un facteur de faible valeur afin de parvenir à un total exact de 2 950 kcal.

Il convient de noter qu'il s'agit probablement d'un des moyens les moins onéreux de parvenir à un apport de 2 950 kcal, dans la mesure où ce panier reflète les habitudes de consommation des ménages relativement pauvres représentés au sein du deuxième quintile de la répartition des dépenses au Viet Nam. En d'autres termes, il est probable que les ménages plus aisés disposent de moyens plus onéreux de consommer 2 950 kcal (en consommant, par exemple, davantage de viande). Le coût par calorie augmente davantage par rapport au niveau de dépenses que par rapport à la consommation calorique quotidienne totale par personne, ce qui démontre que des niveaux de revenu ou de dépenses plus élevés ont tendance à se traduire davantage par une meilleure qualité que par de plus grandes quantités de produits alimentaires consommés.

► **Tableau 9: Ajustement des quantités afin de concevoir un panier de produits alimentaires équivalent à 2 950 calories par jour au Viet Nam, 2018**

	Quantité consommée par jour (non ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (non ajustées) (kcal)	Coefficient d'ajustement	Quantité consommée par jour (ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (ajustées) (kcal)
Céréales et produits céréaliers	0,41	1 383	1,34	0,56	1 857,28
Viande	0,09	196	1,34	0,12	262,93
Poisson et fruits de mer	0,06	46	1,34	0,08	61,43
Légumes	0,10	111	1,34	0,14	149,09
Fruits	0,04	25	1,34	0,05	33,11
Lait, produits laitiers et œufs	0,20	197	1,34	0,27	264,81
Boissons	0,07	0	1,34	0,09	0,00
Produits alimentaires	0,05	100	1,34	0,07	134,23
Matières grasses	0,02	139	1,34	0,02	187,11
Produits alimentaires hors domicile	0,00	0	1,34	0,00	0,00
Autres	0,00	0	1,34	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>1,04</b>	<b>2 196</b>		<b>1,39</b>	<b>2 950</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

17 Au moment de concevoir le panier alimentaire de référence (composition et quantités consommées), les produits alimentaires pour lesquels aucune information quantitative n'est disponible sont écartés, la quantité de ces produits ne pouvant pas être ajustée dans le panier alimentaire de référence afin d'atteindre le nombre de calories requis. Par conséquent, si les ménages représentés au sein du deuxième quintile consomment en moyenne 2 973 kcal, ils ne consomment en réalité que 2 196 kcal lorsque les produits alimentaires hors domicile sont retirés du panier alimentaire. Lorsque l'on procède à l'ajustement du panier alimentaire, le coefficient d'ajustement est donc basé sur 2 196 kcal et non pas sur 2 973 kcal.

## Etape n° 4: Ajuster le panier alimentaire de référence pour s'assurer qu'il permette de satisfaire les besoins en autres nutriments, y compris en protéines et matières grasses

A ce stade, nous connaissons la composition du panier alimentaire permettant de satisfaire les besoins caloriques d'un homme adulte âgé de 30 à 60 ans. Pour s'assurer que ce panier alimentaire ajusté permette de satisfaire non seulement les besoins caloriques mais également d'autres besoins nutritionnels, en particulier en termes de protéines et de matières grasses, il est nécessaire d'estimer les valeurs nutritionnelles du panier alimentaire ajusté et de les comparer aux besoins en protéines et matières grasses fixés par l'OMS et la FAO.

Le tableau 10 contient des informations sur la quantité de protéines et de matières grasses fournies par le panier alimentaire ajusté du Viet Nam, pour l'année 2018. Le tableau 11 offre, quant à lui, un aperçu des valeurs minimales recommandées au niveau des besoins nutritionnels en termes de calories, de protéines et de matières grasses. Comme nous pouvons le constater en comparant nos résultats avec ces valeurs minimales, la quantité de protéines fournie par le panier alimentaire ajusté du Viet Nam dépasse les besoins minima en protéines fixés par l'OMS et la FAO, et la quantité de matières grasses se situe dans la fourchette recommandée. Dans le cas présent, il n'est donc pas nécessaire d'ajuster davantage les quantités du panier alimentaire pour répondre aux besoins en protéines et en matières grasses. Cependant, des ajustements supplémentaires sont parfois nécessaires pour garantir que le panier alimentaire de référence assure non seulement un apport suffisant en calories, mais également en protéines et en matières grasses, pour chacun des membres de la famille.

► **Tableau 10: Valeurs nutritionnelles correspondant au panier alimentaire de référence permettant de garantir un apport de 2 950 calories par jour au Viet Nam, 2018**

	Quantité consommée par jour (ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (ajustées) (kcal)	Protéines consommées par jour (ajustées) (gr)	Matières grasses consommées par jour (ajustées) (gr)
Céréales et produits céréaliers	0,56	1 857,28	45,39	8,13
Viande	0,12	262,93	19,62	20,46
Poisson et fruits de mer	0,08	61,43	12,95	0,89
Légumes	0,14	149,09	6,51	2,77
Fruits	0,05	33,11	0,49	0,08
Lait, produits laitiers et œufs	0,27	264,81	20,99	19,71
Boissons	0,09	0,00	0,00	0,00
Produits alimentaires	0,07	134,23	3,30	0,92
Matières grasses	0,02	187,11	0,43	21,63
Produits alimentaires hors domicile	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>1,39</b>	<b>2 950</b>	<b>110</b>	<b>75</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018.

► **Tableau 11: Valeurs minimales recommandées pour les besoins nutritionnels**

	Calories (kcal)	Protéines (g)	Matières grasses (15-35%)	
			Teneur minimale	Maximum fat (g)
Valeur minimale	2 950	52,2	(g)	Teneur maximale (g)

**Source:** FAO, *Graisses et acides gras dans la nutrition humaine, Rapport d'une consultation d'experts, 10-14 novembre 2008, Genève*, 2010.

**Note:** Les besoins en matières grasses représentent en moyenne 15 à 35 pour cent de la consommation calorique. Par conséquent, pour une consommation totale de 2 950 calories par jour, entre 443 et 1 032 calories devraient provenir de matières grasses. Dans la mesure où 1 gramme de matière grasse correspond à 9 calories, nous divisons ces chiffres pour convertir ces besoins en grammes et obtenir ainsi des besoins en matières grasses compris entre 49 g et 115 g par jour.<sup>18</sup> La teneur minimale en protéines se réfère au niveau minimum fixé par la FAO pour un individu de 70 kg, ce qui correspond au poids moyen que nous avons retenu pour un homme adulte.<sup>19</sup>

Il peut être observé, à titre d'exemple, que dans le cas de l'Éthiopie, la quantité de matières grasses correspondant au panier alimentaire ajusté ne satisfait pas aux recommandations formulées par la FAO et l'OMS. A cet effet, le tableau 12 offre un aperçu de la composition et de la valeur nutritionnelle du panier alimentaire ajusté pour satisfaire aux besoins caloriques d'un homme adulte en Éthiopie. Il ressort clairement de ce tableau que, si le panier alimentaire ajusté est suffisant en termes de teneur en protéines, son apport de 46,4 g en matières grasses est insuffisant au regard de la valeur minimale recommandée, située entre 49 g et 115 g de matières grasses. Le panier alimentaire basé sur la consommation des ménages représentés au sein du deuxième quintile de répartition des dépenses ne permet donc pas de satisfaire à l'ensemble des besoins nutritionnels, et ne peut donc pas être utilisé comme panier alimentaire de référence.

► **Tableau 12: Valeurs nutritionnelles correspondant au panier alimentaire de référence garantissant un apport de 2 950 calories par jour, en se basant sur le quintile 2, en Éthiopie, 2018**

Quintile 2	Quantité consommée par jour (ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (ajustées) (kcal)	Protéines consommées par jour (ajustées) (kcal)	Matières grasses consommées par jour (ajustées) (kcal)	Coût journalier (Br) <sup>a</sup>
Céréales et produits céréaliers	0,58	2 039,41	59,08	20,02	10,32
Légumineuses et fruits à coques	0,08	235,80	16,19	2,91	2,46
Graines	0,00	10,95	0,41	0,81	0,13
Légumes	0,34	157,08	7,80	2,25	3,57
Fruits	0,02	21,39	0,25	1,11	0,51
Tubercules et tiges	0,16	206,93	2,46	0,26	2,09
Viande, volaille et poisson	0,05	201,61	0,35	16,45	1,96
Lait et produits laitiers	0,03	29,96	1,75	1,91	1,12
Autre	0,04	4,92	0,04	0,00	3,44
Boissons et stimulants	0,01	41,95	1,55	0,68	0,40
<b>Total</b>	<b>1,32</b>	<b>2 950,00</b>	<b>89,87</b>	<b>46,41</b>	<b>26,02</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique de l'Éthiopie de 2018*.

<sup>a</sup> Br = en birrs éthiopiens.

Dans de telles circonstances, nous avons recours à une méthode simple permettant d'éviter d'avoir à diminuer ou à augmenter «manuellement» les quantités de produits alimentaires pour atteindre la quantité souhaitée en protéines et en matières grasses, tout en conservant le nombre de calories, un exercice pouvant se révéler non seulement complexe mais également chronophage. Par conséquent, lorsque l'apport du panier alimentaire de référence en termes de protéines et/ou de matières grasses est insuffisant, nous faisons appel aux habitudes de consommation moyenne du quintile supérieur suivant dans l'optique de concevoir un nouveau panier alimentaire de référence. Dans la mesure où les ménages du quintile supérieur suivant consomment plus de calories que nécessaire, nous ajustons le panier en diminuant les quantités afin de parvenir à l'apport calorique recommandé (soit 2 950 kcal par équivalent adulte). Ainsi, dans le cas présent, le panier alimentaire des ménages éthiopiens du quintile supérieur suivant (soit le quintile 3) est retenu comme panier alimentaire de référence potentiel, et examiné afin de vérifier s'il satisfait ou non aux besoins nutritionnels lorsque les quantités consommées sont ajustées pour parvenir exactement à 2 950 kcal par équivalent adulte et par jour. Dans notre exemple, les ménages du quintile 3 ayant une consommation calorique supérieure à la valeur recommandée, nous ajustons le panier alimentaire correspondant en diminuant les quantités des différents produits alimentaires le composant et ainsi parvenir à l'apport calorique souhaité. La consommation calorique moyenne du quintile 3 s'élevant à 3 466,6 kcal, une valeur supérieure à 2 950 kcal, les quantités consommées pour chaque type de produit alimentaire sont ajustées en étant diminuées par l'intermédiaire d'un coefficient d'ajustement équivalent à (2950/3466,6) (voir le tableau 13). Toutefois, comme pour les résultats du quintile 2, le panier alimentaire correspondant au quintile 3 ne satisfait pas non plus aux besoins nutritionnels. Il est, par conséquent, nécessaire d'examiner les habitudes de consommation moyenne du quintile supérieur suivant (cette fois le quintile 4) afin de pouvoir concevoir un nouveau panier alimentaire de référence.

► **Tableau 13: Valeurs nutritionnelles correspondant au panier alimentaire de référence garantissant un apport de 2 950 calories par jour, en se basant sur le quintile 3, en Ethiopie, 2018**

Quintile 3	Quantité consommée par jour (non ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (non ajustées) (kcal)	Quantité consommée par jour (ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (ajustées) (kcal)	Protéines consommées par jour (ajustées) (kcal)	Matières grasses consommées par jour (ajustées) (kcal)	Coût journalier (Br) <sup>a</sup>
Céréales et produits céréaliers	0,67	2 326,95	0,57	1 980,9	57,15	19,56	10,11
Légumineuses et fruits à coque	0,09	251,74	0,07	214,23	14,55	2,86	2,44
Graines	0,00	9,09	0,00	7,74	0,30	0,57	0,10
Légumes	0,36	165,15	0,31	140,54	6,79	1,94	3,39
Fruits	0,02	20,74	0,02	17,65	0,20	0,58	0,46
Tubercules et tiges	0,22	277,33	0,19	236,00	2,82	0,30	2,69
Viande, volaille et poisson	0,06	276,10	0,05	234,96	0,57	18,00	2,39
Lait et produits laitiers	0,04	42,53	0,04	36,19	1,83	2,47	1,36
Autre	0,05	3,91	0,04	3,33	0,04	0,00	3,52
Boissons et stimulants	0,04	93,04	0,03	79,18	2,95	1,54	0,83
<b>Total</b>	<b>1,55</b>	<b>3 466,59</b>	<b>1,32</b>	<b>2 950,00</b>	<b>87,20</b>	<b>47,83</b>	<b>27,28</b>

Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique de l'Ethiopie de 2018.

<sup>a</sup> Br = en birrs éthiopiens.

Là encore, les quantités sont à nouveau réduites par l'intermédiaire d'un coefficient d'ajustement de (2 950/3 967,4) afin de parvenir exactement à un apport de 2 950 kcal. Une comparaison entre les valeurs du tableau 14 et du tableau 11 démontre que l'ajustement des quantités du panier alimentaire du quintile 4 permet de satisfaire non seulement aux besoins caloriques de 2 950 kcal par jour et par équivalent adulte, mais également aux besoins nutritionnels en matières grasses (52,18 g) et en protéines (88,01 g). Le panier alimentaire conçu à partir du quintile 4 est donc retenu comme référence pour concevoir le panier alimentaire en Ethiopie. Le coût du panier alimentaire est estimé à environ 975,7 birrs éthiopiens (Br) par mois, ce qui représente un coût d'environ 23 pour cent supérieur à celui du panier alimentaire du quintile 2, qui reste le quintile pour lequel l'apport calorique moyen est le plus proche des besoins caloriques requis.

► **Tableau 14: Valeurs nutritionnelles correspondant au panier alimentaire de référence garantissant un apport de 2 950 calories par jour, en se basant sur le quintile 4, en Ethiopie, 2018**

Quintile 4	Quantité consommée par jour (non ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (non ajustées) (kcal)	Quantité consommée par jour (ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (ajustées) (kcal)	Protéines consommées par jour (ajustées) (kcal)	Matières grasses consommées par jour (ajustées) (kcal)	Coût journalier (Br) <sup>a</sup>
Céréales et produits céréaliers	0,68	2 377,31	0,50	1 767,68	51,49	16,63	9,75
Légumineuses et fruits à coque	0,11	318,39	0,08	236,74	15,92	3,46	2,85
Graines	0,00	10,99	0,00	8,18	0,32	0,61	0,10
Légumes	0,44	196,75	0,33	146,30	6,88	2,02	3,74
Fruits	0,04	32,59	0,03	24,24	0,28	0,65	0,72
Tubercules et tiges	0,30	374,99	0,22	278,83	3,30	0,33	3,47
Viande, volaille et poisson	0,09	388,88	0,07	289,15	1,75	22,78	3,93
Lait et produits laitiers	0,06	64,15	0,05	47,70	2,66	3,17	1,78
Autre	0,06	6,71	0,05	4,99	0,04	0,00	4,13
Boissons et stimulants	0,08	196,63	0,06	146,20	5,36	2,53	1,61
<b>Total</b>	<b>1,86</b>	<b>3 967,39</b>	<b>1,39</b>	<b>2 950,00</b>	<b>88,01</b>	<b>52,18</b>	<b>32,08</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique de l'Ethiopie de 2018*.

<sup>a</sup> Br = en birrs éthiopiens.

Le quintile de référence reste toutefois le quintile dont l'apport calorique moyen est le plus proche des besoins caloriques requis. Il est important de garder cet élément en mémoire pour la suite de la méthodologie, notamment au moment d'estimer les besoins dans le domaine de la santé, de l'éducation et des autres biens et services essentiels, qui prennent pour point de départ le quintile de référence pour la consommation de calories.

## Etape n° 5: Estimer le coût du panier alimentaire de référence pour une famille de taille de référence

En multipliant les quantités retenues pour chaque produit alimentaire par le prix correspondant à chacun de ces produits, et en multipliant le coût du panier alimentaire par personne par la taille de la famille de référence, nous parvenons alors à estimer le coût mensuel total d'un panier alimentaire permettant de satisfaire, conformément aux

recommandations formulées par l'OMS et la FAO, aux besoins en nutriments pour une famille de taille de référence.

Pour pouvoir estimer le coût du panier alimentaire de référence, déterminé lors de l'étape précédente, il est nécessaire de calculer le prix correspondant à chacun des produits alimentaires inclus dans ce panier. Pour ce faire, pour chaque produit alimentaire, nous divisons les dépenses réelles de chaque ménage par la quantité consommée par le ménage. Nous aboutissons alors pour chaque ménage à un prix dit «implicite» pour chacun des produits alimentaires, ce qui nous permet de pouvoir estimer le coût mensuel de la consommation alimentaire. Une fois que le prix de ces produits alimentaires a été calculé au niveau du ménage, nous nous basons sur le prix médian national de chacun de ces produits pour calculer le coût du panier alimentaire de référence conçu pour un équivalent homme adulte. Les résultats de cette estimation (pour le Viet Nam) figurent au sein du tableau 15, selon lequel le coût mensuel moyen d'un panier alimentaire permettant de satisfaire aux besoins caloriques d'un homme adulte âgé de 30 à 60 ans s'élève à 1 021 MVND.

► **Tableau 15: Panier de produits alimentaires garantissant un apport de 2 950 calories par jour au Viet Nam, 2018**

	Quantité par mois (kg)	Calories par mois (kcal)	Coût mensuel (MVND) <sup>a</sup>	% Des calories totales	% des dépenses
Céréales et produits céréaliers	16,68	55 718	228	62,96%	22,33%
Viande	3,65	7 888	327	8,91%	32,05%
Poisson et fruits de mer	2,32	1 843	145	2,08%	14,23%
Légumes	4,07	4 473	55	5,05%	5,42%
Fruits	1,43	993	22	1,12%	2,12%
Lait, produits laitiers et oeufs	8,16	7 944	86	8,98%	8,46%
Boissons	2,76	0	76	0,00%	7,43%
Produits alimentaires	2,13	4 027	55	4,55%	5,41%
Matières grasses	0,65	5 613	26	6,34%	2,55%
Produits alimentaires hors domicile	0	0	0	0%	0%
Autres	0	0	0	0%	0%
<b>Total</b>	<b>41,85</b>	<b>88 500</b>	<b>1 021</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

<sup>a</sup> MVND = en milliers de dong vietnamiens.

A ce stade, nous disposons du coût d'un panier alimentaire de base assurant un apport calorique et nutritionnel adéquat, permettant de satisfaire les besoins d'un homme adulte âgé de 30 à 60 ans. Toutefois, nous ne disposons encore d'aucune information quant au coût de ce panier alimentaire pour les ménages ou différentes structures familiales. La taille et la composition de la famille sont des éléments importants au niveau de ce calcul car les besoins des familles varient considérablement selon la taille de la famille concernée. Afin de pouvoir examiner de quelle manière les besoins alimentaires des familles varient lorsque différentes tailles de ménages sont prises en considération, nous devons commencer par estimer les besoins pour différentes tailles de famille. Ces estimations pourront également se révéler fort utile dans le cadre de la fixation des salaires.

Pour déterminer le coût mensuel du panier alimentaire pour différentes tailles de famille, il est nécessaire de multiplier le coût mensuel du panier alimentaire satisfaisant les besoins d'un équivalent homme adulte par le nombre d'équivalents hommes adultes au sein de la famille considérée. A cet effet, le nombre moyen d'équivalents hommes adultes vivant au sein de la famille est estimé, pour chacune des différentes tailles de famille, en se basant sur l'enquête sur les dépenses des ménages. Le tableau 16 offre, à cet égard, un exemple, de la manière dont, au Viet Nam, le nombre moyen d'équivalents hommes adultes est déterminé pour les familles composées de 1 à 4 personnes.

► **Tableau 16: Chiffres relatifs à l'AEAA pour les hommes selon différentes tailles de ménages au Viet Nam, 2018**

Taille du ménage (nombre de membres)			1	2	3	4
Nombre moyen d'équivalents hommes adultes	2018	AEAA	0,82	1,7	2,6	3,34

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

Ces informations permettent d'estimer les besoins selon différentes tailles de famille. Il ressort du tableau 17 qu'au Viet Nam le coût mensuel d'un panier alimentaire répondant aux besoins en calories, ainsi qu'en protéines et en matières grasses, varie entre 837 MVND pour une famille de 1 personne à 3 411 MVND pour une famille de 4 personnes.

► **Tableau 17: Coût mensuel des besoins alimentaires pour différentes tailles de famille et le nombre équivalents adultes respectif au Viet Nam (en milliers de dongs vietnamiens), estimations au niveau national**

Taille du ménage	Coût mensuel du panier alimentaire par jour pour un homme adulte	Nombre moyen d'équivalents hommes adultes par ménage	Coût mensuel selon la taille du ménage
Ménage composé de 1 personne	1 021	0,82	837
Ménage composé de 2 personnes	1 021	1,70	1 736
Ménage composé de 3 personnes	1 021	2,60	2 654
Ménage composé de 4 personnes	1 021	3,34	3 411

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

S'il peut être intéressant de disposer de ces informations pour différentes tailles de famille, une question essentielle demeure, à savoir: quelle taille de famille devons-nous retenir pour estimer les besoins des travailleurs et de leur famille? Il s'agit évidemment d'un aspect revêtant une importance particulière, dans la mesure où un salaire destiné à subvenir aux besoins d'une famille de 4 personnes devra être forcément supérieur au salaire destiné à subvenir aux besoins d'une famille de 3 personnes. En réalité, la décision concernant la taille de la famille à retenir devrait être laissée à la discrétion de l'entité manifestant un intérêt à mettre en place un salaire basé sur les besoins dans son environnement particulier. Cependant, dans le cadre de la présente méthodologie, nous suggérons d'utiliser comme point de départ la taille moyenne de la famille au niveau national. Afin de rester pragmatique et de s'assurer

que nos estimations reflètent suffisamment les besoins des travailleurs pour une taille de famille réaliste, cette méthodologie propose d'arrondir la taille moyenne de la famille au niveau national au nombre entier le plus proche. Il convient de noter que l'échelle de l'AEEA est ici utilisée pour convertir le nombre de personnes composant la famille de référence en équivalents adultes. Il est toutefois intéressant de noter que les populations les plus démunies ont tendance à se caractériser par des familles plus nombreuses, ce qui peut se traduire par des besoins plus importants.

Ainsi, d'après le tableau 18, au Viet Nam, la taille des ménages diminue à mesure que le niveau du quintile augmente, passant de 3,87 (soit 3,11 équivalents adultes selon l'échelle de l'AEEA) pour le quintile 1, à 3,49 (soit 2,93 équivalents adultes selon l'échelle de l'AEEA) pour le quintile 5, avec une moyenne nationale s'élevant à 3,71 (soit 3,05 équivalents adultes selon l'échelle de l'AEEA).

► **Tableau 18: Taille moyenne des ménages et taille moyenne des ménages en équivalents adultes, par quintile, au Viet Nam**

Quintile	Taille moyenne du ménage	Taille moyenne du ménage en équivalents adultes (selon l'AEEA)
1	3,87	3,11
2	3,76	3,06
3	3,76	3,10
4	3,65	3,04
5	3,49	2,93
<b>Moyenne totale</b>	<b>3,71</b>	<b>3,05</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

Par conséquent, en appliquant la présente méthodologie de référence au cas du Viet Nam, nous constatons que la taille de la famille de référence correspond à une famille de 4 personnes (valeur arrondie à partir de la moyenne nationale de 3,71). En utilisant l'échelle d'équivalence de l'AEEA, en 2018, le coût de l'alimentation pour une famille de 4 personnes correspondait à celui de 3,34 équivalents hommes adultes en termes de besoins caloriques (d'après le tableau 16). Le résultat de cette analyse pour une famille de 4 personnes est présenté au sein du tableau 19. En 2018, le coût du panier alimentaire permettant de satisfaire les besoins en calories, ainsi qu'en protéines et matières grasses, d'une famille de 4 personnes au Viet Nam s'élevait donc à 3 411 MVND.

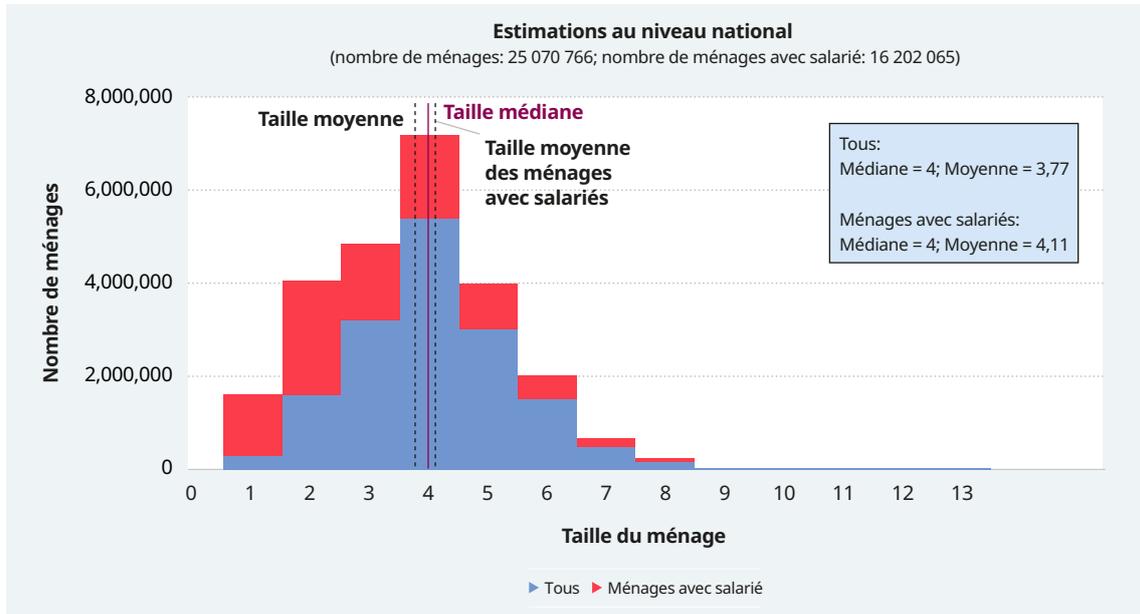
► **Tableau 19: Coût mensuel des besoins alimentaires pour une famille composée de 4 personnes et nombre d'équivalents adultes respectif au Viet Nam (en milliers de dongs vietnamiens)**

	Coût mensuel du panier alimentaire garantissant un apport de 2 950 kcal par jour	Nombre moyen d'équivalents adultes par ménage	Coût mensuel
<b>National</b>	<b>1 021</b>	<b>3,34</b>	<b>3 411</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

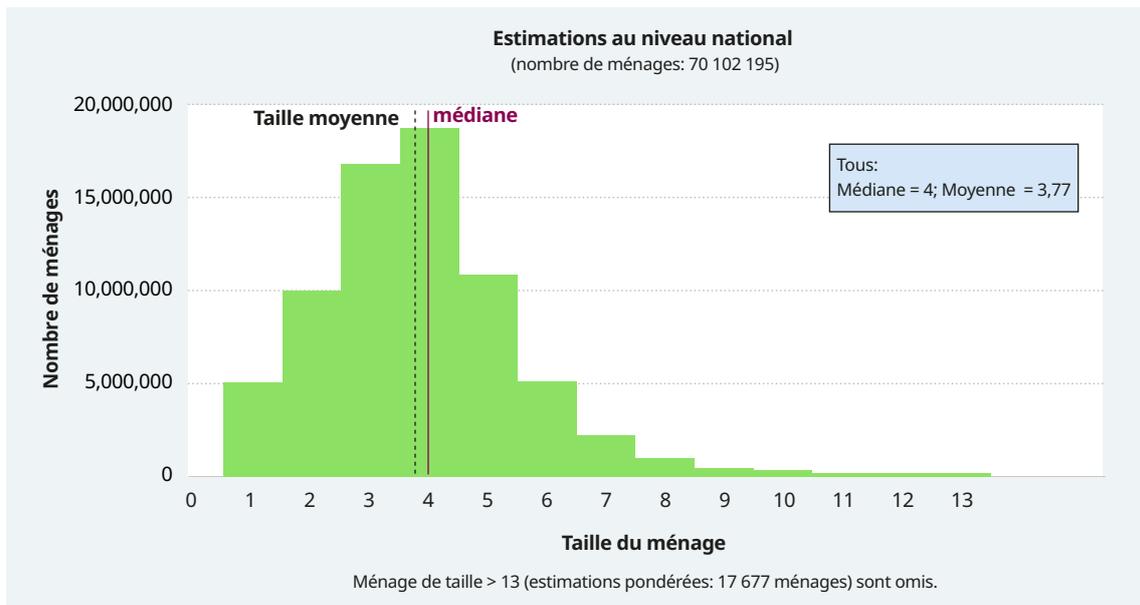
Il convient de noter que l'une des options possibles pourrait être de sélectionner la taille du ménage en restreignant l'échantillon aux ménages composés au minimum d'un salarié. Dans le cas du Viet Nam, cela ne ferait en réalité pas beaucoup de différence. La figure 3 compare la répartition des ménages par taille au sein de la population totale et au sein des ménages composés au minimum d'un salarié, et les résultats sont assez similaires dans les deux cas. En effet, dans les deux cas, la taille médiane des ménages est de 4 membres et globalement plus des deux tiers des ménages sont constitués de 3 à 5 membres. La figure 4 démontre, qu'en Indonésie, la taille médiane des ménages est également équivalente à 4 membres.

► Figure 3: Répartition des ménages par taille au Viet Nam, 2016



Source: Calculs du BIT réalisés à partir de l'Enquête sur le niveau de vie des ménages au Viet Nam (VHLSS) de 2016

► Figure 4: Répartition des ménages par taille en Indonésie, 2018



Source: Calculs du BIT réalisés à partir de l'Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie (SUSENAS 2018).

## Validation, ajustements possibles et discussion sur les méthodes alternatives

Dans le cas de l'Indonésie, l'un des ajustements réalisés concerne les besoins caloriques. Le processus de validation mené au niveau national nous a, en effet, amené à avoir recours aux recommandations formulées par les autorités sanitaires nationales plutôt qu'à celles de la FAO et de l'OMS. En suivant la méthodologie décrite au sein des sections précédentes, nous nous sommes basés, dans un premier temps, sur les recommandations de la FAO et de l'OMS concernant un apport calorique de 2 950 kcal par jour et par équivalent adulte, en supposant un niveau d'activité physique modéré et un poids moyen de 70 kg chez les hommes et de 65 kg chez les femmes. Toutefois, en pratique, seule la consommation calorique du quintile de répartition des dépenses le plus élevé (à savoir le quintile 5) se rapproche de cette valeur, tel qu'il ressort du tableau 20. Par conséquent, dans le cas de l'Indonésie, seuls les ménages les plus aisés pourraient a priori avoir accès à une alimentation suffisante en termes d'apports caloriques et nutritionnels, selon les recommandations formulées par la FAO et l'OMS.

► **Tableau 20: Dépenses mensuelles moyennes des ménages par équivalent adulte, par quintile, en Indonésie (en roupies indonésiennes), 2018**

Quintiles <sup>a</sup>	Dépenses totales <sup>b</sup>	Dépenses alimentaires <sup>b</sup>	Taille du ménage	Calories par équivalent adulte (kcal)
1	1 813 462 (55 859)	1 203 575	4,87	2 179
2	2 761 366 (56 547)	1 743 363	4,74	2 466
3	3 693 764 (60 435)	2 201 267	4,51	2 645
4	5 049 354 (62 766)	2 782 071	4,27	2 835
<b>5</b>	<b>9 801 709</b> <b>(59 548)</b>	<b>3 916 804</b>	<b>4,07</b>	<b>3 034</b>
<b>Total</b>	<b>4 623 920</b> <b>(295 155)</b>	<b>2 369 412</b>	<b>4,49</b>	<b>2 631</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018*.

**Note:** Le nombre d'observations est indiqué entre parenthèses. <sup>a</sup> Les quintiles se basent sur les dépenses mensuelles totales des ménages par équivalent adulte (selon l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE). <sup>b</sup> Valeurs nominales.

Le fait de se baser sur le quintile 5 pour concevoir un panier alimentaire qui réponde aux besoins des travailleurs et de leur famille serait en réalité incompatible avec l'un des objectifs de cette méthodologie qui vise à estimer les besoins essentiels mais décents. L'écart observé entre la consommation calorique des ménages et les recommandations utilisées dans le cadre de notre méthodologie de référence peut se justifier en partie par les hypothèses de départ formulées quant au poids des hommes et des femmes qui ne sont en réalité pas représentatives du contexte indonésien. A la lumière de cette constatation et après discussion avec différents experts, il a donc été décidé de se baser sur les recommandations formulées par les autorités sanitaires nationales, qui font appel à une valeur inférieure et sont en l'occurrence davantage réalistes. En effet, le ministère de la Santé de l'Indonésie recommande un apport de 2 150 kcal et 57 g de protéines par jour et par habitant. Il convient de noter que

contrairement à la recommandation de 2 950 kcal par jour et par équivalent adulte formulée par la FAO et l'OMS, la recommandation des autorités sanitaires indonésiennes n'a recours à aucune échelle d'équivalence adulte pour déterminer les besoins alimentaires et caloriques des travailleurs et de leur famille. Cela signifie que, dans le cas de l'Indonésie, l'analyse des dépenses alimentaires est réalisée en se basant sur des valeurs par habitant.

Aussi, d'après le tableau 21 élaboré sur la base de la recommandation formulée par le ministère de la Santé d'Indonésie, le quintile de référence, dont la consommation calorique est la plus proche de 2 150 kcal par jour et par habitant, est le quintile 3.

► **Tableau 21: Dépenses mensuelles moyennes des ménages par habitant, par quintile, en Indonésie (en roupies indonésiennes), 2018**

Quintiles <sup>a</sup>	Dépenses totales <sup>b</sup>	Dépenses alimentaires <sup>b</sup>	Taille du ménage	Calories par équivalent adulte (kcal)
1	1 813 462 (55 859)	1 203 575	4,87	1 736
2	2 761 366 (56 547)	1 743 363	4,74	1 990
<b>3</b>	<b>3 693 764</b> <b>(60 435)</b>	<b>2 201 267</b>	<b>4,51</b>	<b>2 157</b>
4	5 049 354 (62 766)	2 782 071	4,27	2 333
5	9 801 709 (59 548)	3 916 804	4,07	2 517
<b>Total</b>	<b>4 623 920</b> <b>(295 155)</b>	<b>2 369 412</b>	<b>4,49</b>	<b>2 147</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018*.

**Note:** Le nombre d'observations est indiqué entre parenthèses. <sup>a</sup> Les quintiles se basent sur les dépenses mensuelles totales des ménages par équivalent adulte (selon l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE). <sup>b</sup> Valeurs nominales.

Cet exemple démontre l'importance que revêtent les étapes de validation, y compris la consultation des partenaires sociaux et d'éminents spécialistes, afin de corroborer la pertinence des estimations et effectuer, le cas échéant, les ajustements nécessaires en fonction du contexte du pays, au lieu de se contenter d'appliquer mécaniquement une méthodologie. En adoptant une telle approche flexible dans le cadre de la fixation des salaires, la présente méthodologie vise à mettre à disposition un ensemble d'estimations, en tenant compte des circonstances nationales et en encourageant, au final, le dialogue social sous une forme acceptée par les autorités nationales et les partenaires sociaux.

## Une méthodologie alternative testée au Viet Nam et en Indonésie

Nous avons également testé une approche alternative pour estimer le coût d'un panier alimentaire de base. Comme pour l'approche normative retenue pour estimer les besoins essentiels et dans le même esprit que notre première méthode, le point de départ est ici de déterminer les besoins nutritionnels recommandés, tels que ceux suggérés par la FAO. Une fois ces besoins déterminés, l'étape suivante consiste à identifier un niveau de revenu permettant d'atteindre le niveau de consommation alimentaire souhaité en termes d'apport quotidien en calories, protéines et matières grasses par équivalent adulte, puis de calculer le

coût moyen par calorie pour ce niveau de revenu de référence, afin de estimer le coût de ces besoins alimentaires. Le coût moyen par calorie pour le niveau de revenu de référence est alors multiplié par les besoins caloriques par équivalent adulte et par jour afin de pouvoir estimer le coût de l'alimentation (voir la formule mathématique ci-après). Le coût alimentaire individuel ainsi estimé est ensuite converti en valeur mensuelle et multiplié par la taille de la famille de référence afin de calculer le coût mensuel d'un panier alimentaire de base pour un ménage.

La principale différence par rapport à la méthodologie décrite précédemment tient au fait que cette approche alternative offre un moyen légèrement plus simple d'estimer le coût du panier alimentaire. Dans le cadre de cette approche alternative, au lieu d'estimer le prix de chaque produit alimentaire séparément, nous estimons uniquement le prix moyen d'une calorie et le multiplions par la consommation calorique quotidienne recommandée. Par conséquent, alors qu'avec la méthodologie de référence nous sommes amenés à concevoir un panier alimentaire détaillé composé de l'ensemble des produits alimentaires en quantités spécifiques, cette méthodologie alternative ne fournit qu'une valeur monétaire théorique associée à la consommation calorique quotidienne requise. Toutefois, bien que cette méthodologie alternative puisse paraître plus simple à mettre en oeuvre, elle comporte également certaines limites. En effet, il est notamment impossible d'affirmer que la valeur monétaire théorique ainsi obtenue permette d'avoir à disposition un panier alimentaire permettant de garantir un apport suffisant en protéines et en matières grasses.

## Viet Nam

$$\text{Coût mensuel alimentation} = \text{apport kcal requis/jour et/équivalent adulte} * \text{coût moyen/calorie} * \frac{365}{12}$$

La méthodologie alternative est ici appliquée en se basant sur l'*Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages* réalisée au Viet Nam en 2018. Comme noté précédemment, la consommation alimentaire est déterminée de manière normative sur la base des recommandations formulées par l'OMS et la FAO pour un homme adulte âgé de 30 à 60 ans,

► **Tableau 22: Répartition en déciles, par équivalent adulte et par habitant, au Viet Nam, 2018**

Déciles	Par habitant	Par équivalent adulte			Prix moyen par calorie (VND) <sup>a</sup>	Observations
	Consommation calorique (kcal)	Consommation calorique (kcal)	Protéines (g)	Matières grasses (g)		
1	1 874	2 378	83	52	7,62	1 067
2	2 150	2 691	99	64	9,51	1 025
<b>3</b>	<b>2 328</b>	<b>2 894</b>	<b>109</b>	<b>70</b>	<b>10,57</b>	<b>993</b>
4	2 490	3 052	116	77	11,21	988
5	2 641	3 221	125	81	12,28	970
6	2 743	3 340	132	87	13,39	944
7	2 837	3 424	138	91	14,67	915
8	3 038	3 659	149	100	16,03	864
9	3 147	3 764	156	104	18,44	836
10	3 625	4 318	185	124	21,00	794
Total	2 687	3 274	129	85	13,47	9 396

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

<sup>a</sup> VND = dong vietnamiens.

soit une consommation de 2 950 kcal, par adulte et par jour, de 52,2 g de protéines et d'au moins 49 g de matières grasses. Comme démontré au sein du tableau 22, l'ensemble de ces exigences sont remplies par les déciles de dépenses 3 et 4. Le coût moyen d'une calorie par adulte, extrait du décile 3, s'élève à 10,57 VND (dongs vietnamiens) par calorie.

Une fois le décile de référence identifié, nous procédons à l'estimation du coût mensuel de l'alimentation d'un équivalent adulte. A cette fin, nous multiplions la consommation calorique recommandée par le coût correspondant à 1 calorie pour les ménages dont la consommation alimentaire est la plus proche du panier minimum adéquat. Dans la mesure où les valeurs susmentionnées sont des valeurs par jour, nous les convertissons en coût par mois en les multipliant par 365/12, de la manière suivante :

$$\text{Coût mensuel alimentation} = 2\,950 \text{ kcal} \times \text{VND}10,57 \times \frac{365}{12} = \text{MVND}948,19$$

Comme démontré au sein du tableau 23, quelque soit la méthodologie utilisée, le coût de l'alimentation pour une famille de 4 personnes est plus ou moins similaire, ce coût n'étant que 7,7 pour cent plus élevé avec la méthodologie de référence par rapport à la méthodologie alternative (3 411 MVND contre 3 167 MVND). L'une des principales raisons justifiant ce léger écart tient au fait que la méthodologie alternative a recours à un prix théorique par calorie, en se basant sur la moyenne simple du prix par calorie pour l'ensemble des produits alimentaires. A l'inverse, la méthodologie de référence prend en considération les quantités réelles consommées pour chacun des produits alimentaires, en tenant compte de leur prix respectif dans le calcul du panier alimentaire de référence.

► **Tableau 23: Comparaison des estimations du coût mensuel du panier alimentaire de base, par équivalent adulte et par famille de 4 personnes, au Viet Nam (en milliers de dongs vietnamiens), 2018**

Approche retenue pour l'estimation	Taille de la famille	Coût mensuel du panier alimentaire garantissant un apport de 2 950 kcal par jour	Nombre moyen d'équivalents adultes par ménage	Coût mensuel
<b>Méthodologie de référence</b>	Pour une famille de 4 (soit en moyenne 3,33 équivalents adultes)	1 021	3,34	3 411
<b>Méthodologie alternative</b>	Pour une famille de 4 (soit en moyenne 3,33 équivalents adultes)	948	3,34	3 167

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018.

## Indonésie

Nous présentons également ici une estimation alternative du calcul des besoins alimentaires des travailleurs et de leur famille en Indonésie, au niveau agrégé, en nous basant sur l'Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie (SUSENAS) de 2018. Dans le cas de l'Indonésie, l'apport nutritionnel recommandé par le ministère de la Santé s'élève à 2 150 kcal, 57 g de protéines et 48 g à 84 g de matières grasses par personne et par jour. Pour l'analyse relative à l'Indonésie, nous avons décidé d'utiliser les valeurs nutritionnelles par habitant dans la mesure où les recommandations sont formulées par personne, alors que la répartition des déciles est faite sur la base des dépenses mensuelles par équivalent adulte. Il ressort du tableau 24 que le décile le plus proche de la consommation calorique recommandée est le décile 5 de la répartition des dépenses, qui répond également aux besoins en protéines, tandis qu'en ce qui concerne les matières grasses, il s'agit du décile 4. Le coût par calorie est de 6,69 Rp pour le décile 4, et de 7,44 Rp pour le décile 5.

► **Tableau 24: Répartition en déciles, par habitant, en Indonésie, 2018**

Déciles	Consommation calorique (kcal)	Protéines (g)	Matières grasses (g)	Prix moyen par calorie (Rp) <sup>a</sup>	Observations
1	1 634	43	35	4 41	27 875
2	1 839	49	42	5 37	28 013
3	1 951	53	46	6 05	27 679
4	2 030	56	50	6 69	28 850
<b>5</b>	<b>2 112</b>	<b>59</b>	<b>53</b>	<b>7 44</b>	<b>29 733</b>
6	2 205	63	57	8 25	30 705
7	2 291	66	60	9 17	31 126
8	2 385	71	65	10 26	31 810
9	2 464	76	70	11 90	30 889
10	2 561	84	76	14 68	28 475
Total	2 147	62	55	8 42	295 155

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018.

<sup>a</sup> Rp = roupies indonésiennes.

Comme dans le cas du Viet Nam, le coût moyen par calorie retenu est celui du premier décile qui satisfait à la fois aux besoins énergétiques (calories) et nutritionnels (protéines); il s'agit par conséquent du décile 5.

En appliquant la formule mathématique:

$$\text{Coût mensuel alimentation} = 2\,150 \text{ kcal} * \text{Rp}10,57 * \frac{365}{12} = \text{Rp}486\,484\,29$$

Comme il ressort du tableau 25 et de la même manière que pour le Viet Nam, quelque soit la méthodologie utilisée, le coût de l'alimentation pour une famille de 4 personnes est plus ou moins similaire, ce coût étant seulement 1,55 pour cent inférieur avec la méthodologie de référence par rapport à la méthodologie alternative (1 915 708 Rp au lieu de 1 945 937 Rp).

► **Tableau 25: Comparaison entre la méthodologie de référence et la méthodologie alternative pour estimer le coût mensuel du panier alimentaire de base en Indonésie, 2018**

Approche retenue pour l'estimation	Coût mensuel du panier alimentaire garantissant un apport de 2 150 kcal par jour (Rp) <sup>a</sup>	Nombre moyen de membres du ménage	Coût mensuel (Rp) <sup>a</sup>
<b>Méthodologie de référence</b>	478 927	4	1 915 708
<b>Méthodologie alternative</b>	486 484	4	1 945 937

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018.

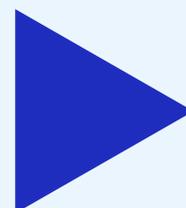
<sup>a</sup> Rp = roupies indonésiennes.



3

## Le coût d'un logement décent: une approche normative

---



### ► 3. Le coût d'un logement décent: une approche normative

---

En règle générale, après l'alimentation, le logement représente le principal poste de dépenses pour les travailleurs des pays en développement (Anker et Anker, 2017), et non sans raison puisque le mode de vie et le bien-être des membres de la famille sont fortement influencés par la qualité de leur logement.

L'accès à un logement convenable et décent est un droit humain universel, reconnu au niveau international et dans plus de 100 Constitutions adoptées au niveau national à travers le monde. Un lieu de vie sûr est également intrinsèque à la dignité humaine, ainsi qu'à la santé physique et mentale. Selon Habitat pour l'humanité (2019), un logement décent a la capacité de lever les obstacles entravant l'accès aux opportunités, à la réussite et à la santé et, plus généralement, d'améliorer la qualité de vie des individus. Par conséquent, l'accès à un logement adéquat, sûr et à un prix abordable qui permette d'accéder à des services de base est l'une des principales priorités du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cet objectif est peut-être reflété de façon plus explicite par l'Objectif de développement durable (ODD) n° 11: «Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, inclusifs, sûrs, résilients et durables».

Pourtant, à l'échelle mondiale, les mauvaises conditions de logement reste largement répandues. Il est estimé, par exemple, que 3 milliards de personnes (soit 40 pour cent de la population mondiale) n'ont pas encore accès à un logement convenable. Qui plus est, ce chiffre continue d'augmenter jour après jour, car l'on estime que 96 000 nouveaux logements sont nécessaires chaque jour.<sup>20</sup> De plus, des millions de personnes dans le monde vivent dans des conditions extrêmement précaires, notamment dans des quartiers surpeuplés et des zones d'habitation informelle. Il est donc nécessaire, lorsque l'on examine si les salaires sont suffisants pour subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille, de prendre en considération le coût d'un logement décent.

Dans le cadre de la présente section, nous exposons notre méthodologie destinée à estimer les dépenses liées au logement. En faisant appel à un système de notation basé sur les critères adoptés au niveau international en matière de logement, nous calculons de manière séparée:

- **le loyer**, c'est-à-dire le coût mensuel d'un logement sur la base des informations locales disponibles, et
- **les charges**, c'est-à-dire le coût mensuel des services liés au logement, tels que notamment l'eau, l'électricité, l'enlèvement des ordures ménagères et l'utilisation du téléphone.

Une fois le coût de ces deux composantes évalué, nous additionnons ces éléments et arrivons ainsi à une estimation du coût total d'un logement décent.

Pour estimer le coût d'un logement convenable au sein d'une ville, d'une région ou d'un pays déterminé, la présente méthodologie vise d'abord à évaluer le niveau de décence des logements. L'une des façons d'y parvenir est de concevoir et de mettre en œuvre un système de notation tenant compte de la qualité des différentes caractéristiques du logement. Ces informations sont généralement disponibles au sein des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages. Nous nous servons ensuite de la relation existant entre le score concernant la qualité du logement et le coût du loyer et des charges afin d'estimer le coût d'un logement décent, tel que défini par les standards nationaux et internationaux en matière de caractéristiques d'un logement adéquat. A cette fin, les étapes suivantes sont nécessaires:

- Etape n° 1: Sélectionner les indicateurs permettant d'évaluer la décence du logement.

---

<sup>20</sup> Voir le site Internet de ONU-Habitat, disponible à l'adresse suivante: <https://unhabitat.org/fr>.

- ▶ Etape n° 2: Mettre en place un système de notation pour évaluer la qualité du logement.
- ▶ Etape n° 3: Estimer le coût du logement pour chacun des scores relatifs à la qualité du logement.
- ▶ Etape n° 4: Identifier le score correspondant à un logement décent.
- ▶ Etape n° 5: Déterminer le coût du loyer correspondant au score de logement décent.
- ▶ Etape n° 6: Déterminer le coût des charges correspondant au score de logement décent.
- ▶ Etape n° 7: Estimer le coût total d'un logement décent (loyer + charges) pour une famille de taille de référence.

Chacune de ces sept étapes est examinée en détails ci-après, et des exemples de leur application dans les pays pilotes sont fournis. Enfin, les résultats obtenus grâce à cette méthodologie de référence sont ensuite comparés aux dépenses médianes consacrées au loyer et aux charges.

## Etape n° 1: Sélectionner les indicateurs permettant d'évaluer la décence du logement

La première étape consiste donc à sélectionner les indicateurs permettant de déterminer le niveau de décence d'un logement. Il s'agit ici d'une étape cruciale devant prendre en considération non seulement les informations disponibles dans les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages, mais également les recommandations normatives formulées sur les éléments devant être examinés pour évaluer la décence d'un logement. La méthodologie se base sur quatre des cinq dimensions clés utilisées par ONU-Habitat pour définir un bidonville ou taudis, qui est la définition la plus largement utilisée à travers le monde. Les dimensions utilisées dans le cadre de cette définition semblent être les plus appropriées pour pouvoir évaluer la décence d'un logement et ce qui constitue, par opposition, un bidonville ou taudis. Selon cette définition, un taudis se compose d'un ménage ou d'un groupe de personnes vivant au sein d'un même logement, dépourvu d'une ou plusieurs des cinq caractéristiques énumérées au sein de la figure 5 ci-après. Malheureusement, les informations concernant le titre de propriété, se rapportant à la sécurité d'occupation, ne sont généralement pas disponibles dans les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages. Par conséquent, dans l'objectif de concevoir une méthodologie facilement applicable dans un grand nombre de pays, la présente méthodologie se centre sur quatre des cinq composantes, à savoir: la durabilité du logement, la surface habitable, l'accès à l'eau potable et l'accès à des installations sanitaires. Il est toutefois recommandé d'inclure dans l'analyse des informations sur la sécurité d'occupation lorsque ces dernières sont disponibles.

D'un point de vue pratique, les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages contiennent généralement une section sur le logement au sein de leur questionnaire, visant à collecter des informations sur les caractéristiques du logement, son coût et le coût des charges. Ainsi, par exemple, les études sur la mesure des niveaux de vie, réalisées dans le cadre du programme phare de la Banque mondiale d'enquêtes sur les ménages,<sup>21</sup> sont disponibles pour un très grand nombre de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et contiennent un grand nombre d'informations utiles sur le logement, y compris sur le type de logement, les matériaux de construction utilisés pour les murs, le toit et le sol, le nombre de pièces, l'accès à l'électricité, l'accès à l'eau potable, le type de toilettes et le type de cuisine.

21 Voir Banque mondiale, «[Living Standards Measurement Study](#)».

► Figure 5: Les cinq composantes clés d'un logement convenable

<b>Durabilité des logements</b>	Un logement est considéré comme durable lorsqu'il est construit sur un emplacement ne présentant pas de dangers et qu'il possède une structure permanente et suffisamment adéquate pour protéger ses habitants des conditions climatiques extrêmes, telles que la pluie, la chaleur, le froid et l'humidité.
<b>Surface habitable suffisante</b>	Un logement est considéré comme offrant une surface habitable suffisante pour les membres de la famille lorsque pas plus de trois personnes partagent la même pièce.
<b>Accès à l'eau potable</b>	Un ménage est considéré comme ayant un accès de qualité à l'eau lorsqu'il dispose d'une quantité d'eau suffisante pour l'usage familial, à un prix abordable, et facilement accessible aux membres du ménage sans efforts excessifs, en particulier pour les femmes et les enfants.
<b>Accès aux installations sanitaires</b>	Un ménage est considéré comme ayant un accès adéquat à des installations sanitaires lorsque les membres d'un ménage disposent d'un système d'évacuation des excréments, sous forme de toilettes privées ou de toilettes publiques partagées avec un nombre raisonnable de personnes.
<b>Sécurité d'occupation</b>	Sécurité d'occupation de fait ou de droit et protection contre les expulsions forcées.

Source: ONU-Habitat (2006, 2011, 2014).

La figure 5 indique la manière dont les indicateurs ou les variables pertinents sont identifiés pour chacune de ces composantes. Pour évaluer, par exemple, la durabilité d'un logement, il est possible de se baser sur les informations relatives aux matériaux utilisés pour la construction des murs, du toit et du sol, tandis que le nombre de personnes par pièce pourra être utilisé pour évaluer la surface habitable. Il est, toutefois, important de reconnaître que même si la plupart des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages contiennent des informations sur les caractéristiques du logement, les questionnaires peuvent varier d'un pays à l'autre, ce qui peut entraîner des divergences entre les pays au niveau de la quantité et du type de variables utilisées pour évaluer la décence d'un logement. Bien qu'il existe souvent plusieurs variables disponibles pour pouvoir évaluer la qualité de certaines composantes du logement (comme, par exemple, pour les installations ou la durabilité), pour d'autres, cela peut se limiter à une seule variable (comme, par exemple, pour la surface habitable ou l'accès à l'eau). A cet égard, le tableau 26 résume les différentes variables retenues dans chacun des pays pilotes pour évaluer la qualité du logement au regard des quatre composantes identifiées par ONU-Habitat, tel qu'indiqué précédemment. Comme nous pouvons être amenés à le constater, le nombre de variables disponibles pour chacune de ces composantes varie d'un pays à l'autre. En ce qui concerne la surface habitable, par exemple, alors qu'au Costa Rica et en Indonésie, des informations sont disponibles sur le nombre de mètres carrés (m<sup>2</sup>) par personne et le nombre de personnes par pièce, une seule de ces deux variables est disponible en Ethiopie et au Viet Nam. Concernant la durabilité du logement, au Costa Rica, six variables différentes fournissent des informations à la fois sur le type et la qualité des matériaux utilisés pour la construction des murs, du toit et du sol, alors qu'au Viet Nam seules deux variables fournissent des informations sur le type de matériaux de construction utilisés pour les murs et le sol.

► **Tableau 26: Variables disponibles pour chacune des composantes du logement au sein des quatre pays pilotes**

	Costa Rica (ENIGH 2018)	Ethiopie (ESS 2018/2019)	Indonésie (SUSENAS 2018)	Viet Nam (VHLSS 2018)
<b>Surface</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Nombre de m<sup>2</sup> par personne</li> <li>▶ Nombre de personnes par pièce</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Nombre de personnes par pièce</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Nombre de m<sup>2</sup> par personne</li> <li>▶ Nombre de personnes par pièce</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Nombre de m<sup>2</sup> par personne</li> </ul>
<b>Durabilité</b>	Matériaux de construction des: <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Murs</li> <li>▶ Sol</li> <li>▶ Toit</li> </ul> Qualité des matériaux utilisés: médiocre, moyenne ou bonne	Matériaux de construction des: <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Murs</li> <li>▶ Sol</li> <li>▶ Toit</li> </ul>	Matériaux de construction des: <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Murs</li> <li>▶ Sol</li> <li>▶ Toit</li> </ul>	Matériaux de construction des: <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Murs</li> <li>▶ Sol</li> </ul>
<b>Installations</b>	Salle de bain: <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Evacuation</li> </ul>	Salle de bain: <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Type de toilettes</li> <li>▶ Type de cuisine</li> </ul>	Salle de bain: <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Type de toilettes</li> <li>▶ Evacuation</li> </ul>	Salle de bains: <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Type de toilettes</li> </ul>
<b>Accès à l'eau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Source</li> <li>▶ Canalisations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Source</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Source</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Source</li> <li>▶ Canalisations</li> </ul>

## Etape n° 2: Mettre en place un système de notation pour évaluer la qualité du logement

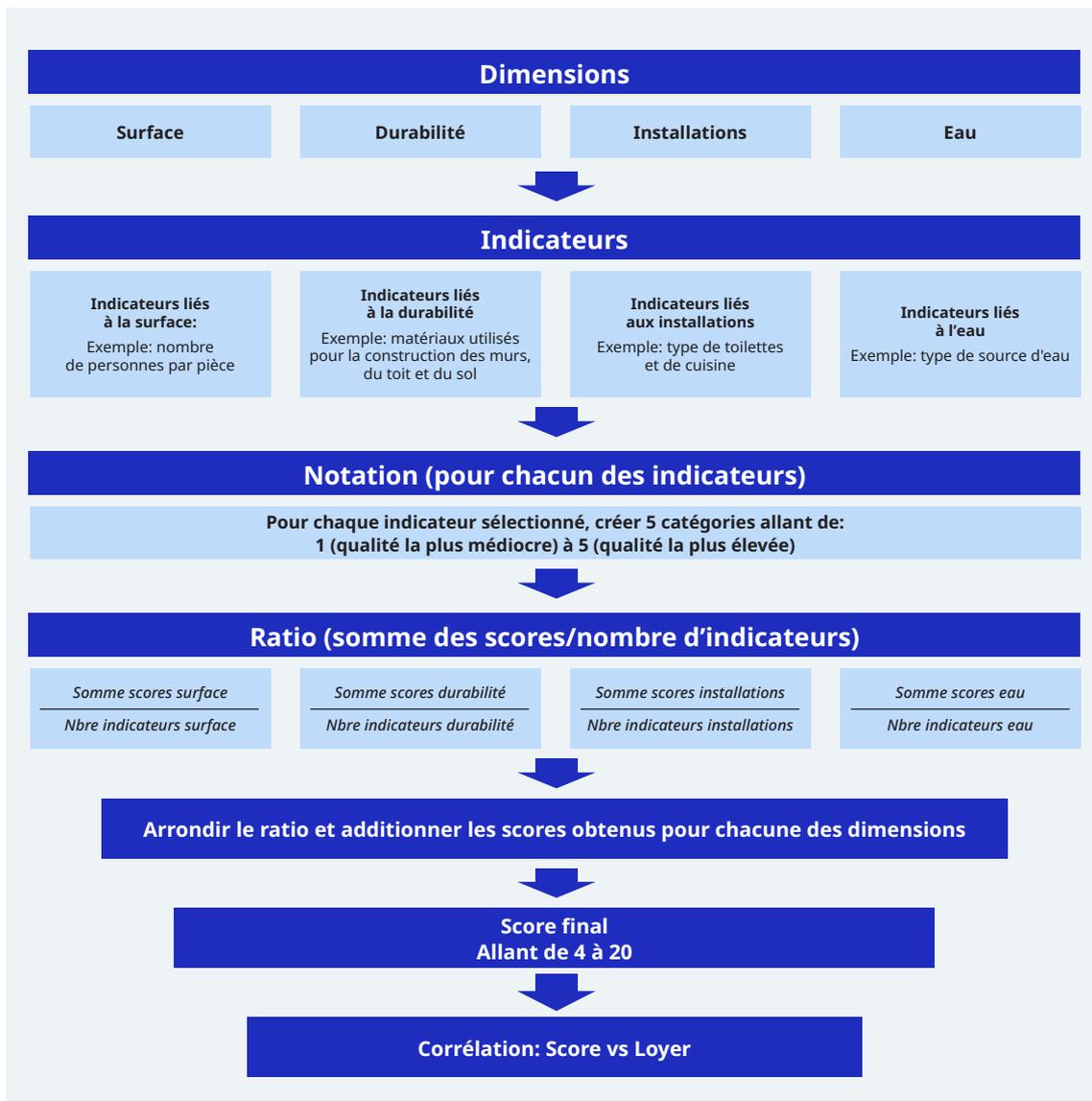
La deuxième étape consiste à utiliser les indicateurs sélectionnés lors de la première l'étape pour élaborer un système de notation dans lequel chaque logement inscrit dans la base de données se voit attribuer un score compris entre 4 et 20, en fonction de sa qualité. Le système de notation est conçu pour attribuer un score de 4 aux logements de qualité médiocre et un score de 20 aux logements de qualité supérieure. Le déroulement de ce système de notation est résumé au sein de la figure 6.

Comme indiqué au sein de la figure 6, après avoir identifié les indicateurs pertinents pour chacune des dimensions relatives à la qualité du logement, le système de notation exige d'attribuer une note comprise entre 1 et 5 à chacun des indicateurs sélectionnés, 1 correspondant au niveau de qualité le plus médiocre et 5 au niveau de qualité le plus élevé.

Les figures 7 et 8 fournissent deux exemples de l'application de ce système de notation. Alors que la figure 7 illustre le processus de notation de la qualité des matériaux de construction des murs au Costa Rica, la figure 8 illustre le processus de notation de la qualité de l'accès à l'eau en Ethiopie. Au Costa Rica, par exemple, il existe neuf types différents de matériaux de construction. Selon ce processus de notation, les matériaux n° 7 et n° 9 sont classés comme les matériaux de qualité la plus médiocre pour la construction des murs (note de 1). A l'inverse, le matériau n° 1 (briques ou parpaings) est considéré comme le meilleur matériau de construction (note de 5). En ce qui concerne l'Ethiopie, 17 types différents d'accès à l'eau sont identifiés. Le type d'accès à l'eau n°1, c'est-à-dire «accès à l'eau courante au sein du logement», est celui qui est considéré comme étant de la qualité la plus élevée (note de 5), tandis que les types d'accès à l'eau de la qualité la plus médiocre sont les accès n° 10, 11, 14, 16 et 17 (score de 1).

Bien que cette partie de la méthodologie soit basée sur les lignes directrices formulées par ONU-Habitat, elle peut parfois comporter un certain degré de subjectivité dans la mesure où

► Figure 6: Méthode du système de notation pour évaluer la qualité du logement

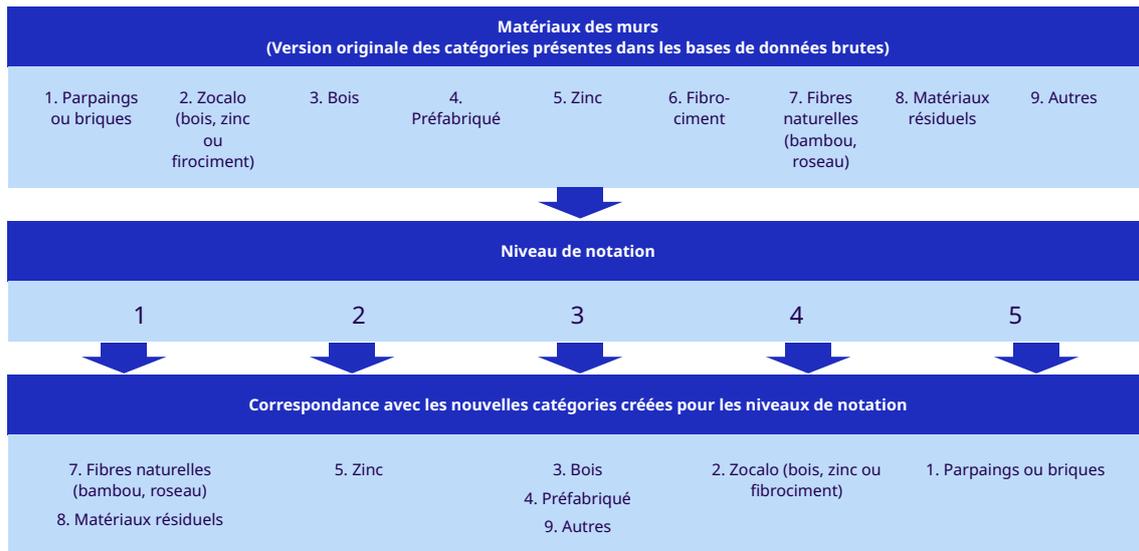


Source: BIT, élaboration propre.

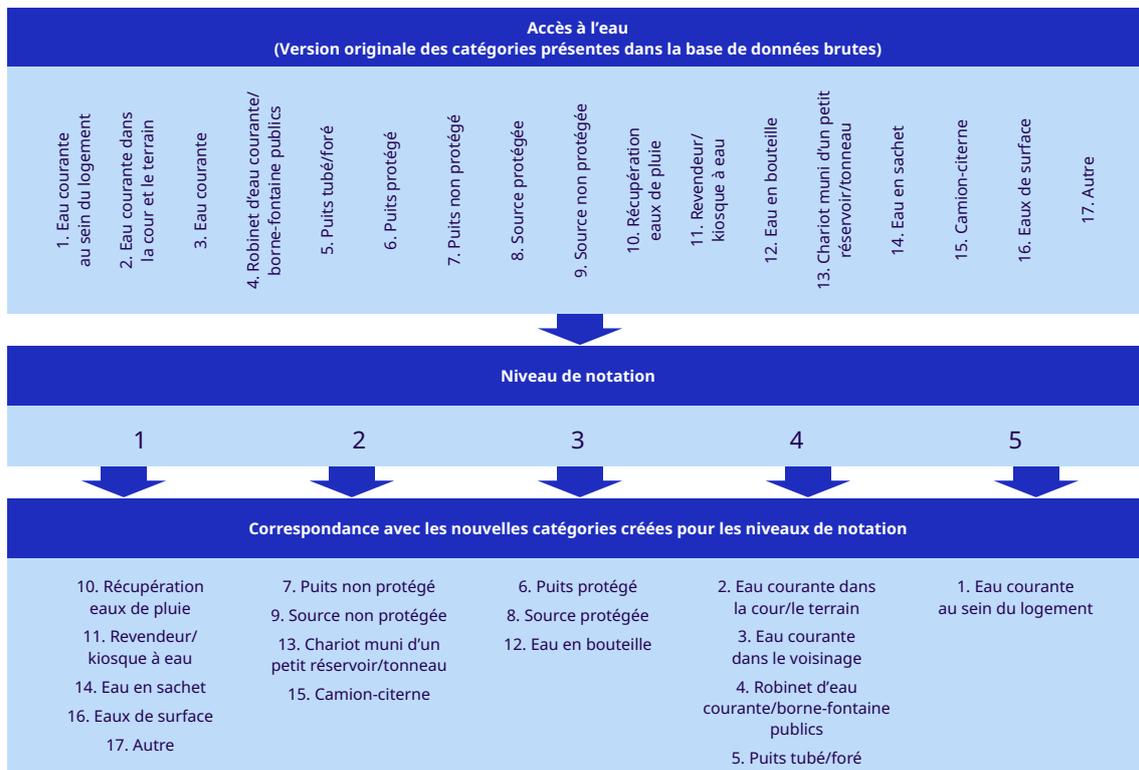
il est nécessaire de prendre certaines décisions quant à la façon de classer les caractéristiques des logements. Si pour certaines variables cette classification s'avère relativement simple, comme par exemple concernant le nombre de pièces par personne dans la mesure où plus il y a d'espace ou de pièces par personne mieux c'est, pour d'autres indicateurs cela peut être plus complexe d'appliquer la méthodologie, par exemple quand il s'agit de classer les matériaux utilisés pour la construction du logement. Ainsi, par exemple, lorsque l'on évalue la qualité des matériaux de construction des murs au Costa Rica (voir la figure 7), s'il paraît assez évident que les «briques ou parpaings» sont des matériaux de meilleure qualité que le «bambou ou roseau», cela peut s'avérer plus délicat lorsqu'il s'agit de classer les matériaux intermédiaires comme, par exemple, le «bois», le «préfabriqué» ou le «zocalo». Cette classification est, toutefois, spécifique à chacun des pays car les caractéristiques des logements dans un pays donné peuvent différer de celles que l'on trouve communément au sein d'un autre pays. Cela est d'ailleurs la raison pour laquelle il est nécessaire d'avoir recours

à des informations complémentaires provenant de sources d'informations secondaires et de publications spécifiques au contexte du pays afin de pouvoir classer ces différentes catégories de la manière la plus fiable possible. Au Costa Rica, par exemple, nous nous sommes basés sur une étude récemment publiée par Guevara et Arce (2016) afin d'avoir une meilleure compréhension de la qualité de chacun des matériaux utilisés dans le cadre de la construction.

► Figure 7: Notation de la qualité des matériaux de construction des murs au Costa Rica, 2018



► Figure 8: Notation de la qualité de l'accès à l'eau en Ethiopie, 2018–2019



Une fois que l'ensemble des indicateurs sélectionnés s'est vu attribuer une note, chacune des variables est dotée d'une note comprise entre 1 et 5 (de la plus médiocre à la meilleure qualité). Le tableau 27 offre un aperçu du système utilisé pour noter chacune des variables retenues pour le pays pilote de l'Éthiopie. En effet, en Éthiopie, il existe trois variables différentes pour évaluer la durabilité (ou la pérennité) d'un logement donné, une note comprise entre 1 et 5 étant attribuée à chacune de ces variables. Alors que les matériaux «d'origine naturelle» sont les matériaux de construction ayant le plus bas niveau de durabilité pour le toit (note de 1), le «ciment» est quant à lui classé comme ayant la plus forte durabilité (note de 5). En ce qui concerne l'accès à l'eau, le fait de ne disposer d'«aucune installation» est la catégorie la moins bien classée, alors que disposer de «l'eau courante à l'intérieur du logement» offre le meilleur accès à l'eau, correspondant la note de 5. D'autre part, en ce qui concerne la surface habitable, le type de logement le moins bien classé est celui au sein duquel plus de 5 personnes occupent la même pièce (note de 1), tandis que le mieux classé est celui où il y a moins de 1,3 personnes par pièce (note de 5).

► **Tableau 27: Notation de la qualité des différentes composantes et variables des logements en Éthiopie, 2018–2019**

Système de codage <sup>a</sup>	Dimensions concernant le logement						
	Surface	Durabilité			Installations		Eau
	Nombre de personnes par pièces	Matériaux de construction des murs	Matériaux de construction du toit	Matériaux de construction du sol	Toilettes	Cuisine	Source
1	Supérieur à 5	Origine naturelle <sup>b</sup>	Origine naturelle	Origine naturelle	Aucune installation	Aucune cuisine	Aucune installation <sup>c</sup>
2	]3 ; 5]	Matériaux métalliques <sup>d</sup>	Boise / Plastique	Bois	Latrine à fosse sans dalle	N/A	Source d'eau non protégée <sup>f</sup>
3	]2 ; 3]	Bois	Matériaux métalliques	Plastique	Latrine à fosse avec dalle	Traditionnelle	Eau courante dans l'espace public
4	]1,3 ; 2]	Pierre/ amiante	Amiante	Briques/ciment	Latrine à fosse ventilée	N/A	Eau courante à proximité du logement
5	Inférieur ou égal à 1,3	Parpaings <sup>g</sup>	Ciment <sup>h</sup>	Céramique/ marbre	Toilettes avec chasse d'eau	Moderne	Eau courante à l'intérieur du logement

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique de l'Éthiopie de 2018*.

<sup>a</sup> Système de codage: 1 (qualité la plus médiocre) à 5 (meilleure qualité). <sup>b</sup> Origine naturelle: bambou, terre, roseau, chaume, fumier. <sup>c</sup> Aucune installation: pluie, source, eaux de surface etc. <sup>d</sup> Matériaux métalliques: tôle de fer, zinc. <sup>e</sup> Bois: matériaux à base de bois. <sup>f</sup> Source d'eau non protégée: puits creusé, camion-citerne. <sup>g</sup> Parpaings: ciment avec ou sans plâtre. <sup>h</sup> Ciment: chape et tuiles, béton.

La phase suivante de l'étape n°2 consiste à additionner les notes obtenues dans chacune des dimensions afin d'arriver au score final qui sera attribué à chacun des logements figurant au sein de la base de données. Toutefois, comme nous l'avons déjà mentionné à plusieurs reprises, compte tenu de l'incertitude quant à la disponibilité de différents indicateurs au sein de la base de donnée, certaines dimensions peuvent contenir plusieurs variables alors que d'autres pourront se limiter à une seule variable. Si nous procédions à l'addition de l'ensemble des notes obtenues pour chacune des variables, cela reviendrait en réalité à attribuer davantage de poids aux composantes dotées d'un plus grand nombre de variables. Aussi, afin de pondérer équitablement chacune des différentes dimensions, et indépendamment du nombre d'indicateurs disponibles au sein de la base de données, nous appliquons la

formule mathématique suivante, en divisant la somme des scores obtenus pour chacune des composantes par le nombre de variables utilisées dans chacune de ces composantes:

$$Score\ final = \frac{\text{Somme du score pour la surface}}{\text{Nombre de variables pour la surface}} + \frac{\text{Somme du score pour la durabilité}}{\text{Nombre de variables pour la durabilité}} + \frac{\text{Somme du score pour les installations}}{\text{Nombre de variables pour les installations}} + \frac{\text{Somme du score pour l'eau}}{\text{Nombre de variables pour l'eau}}$$

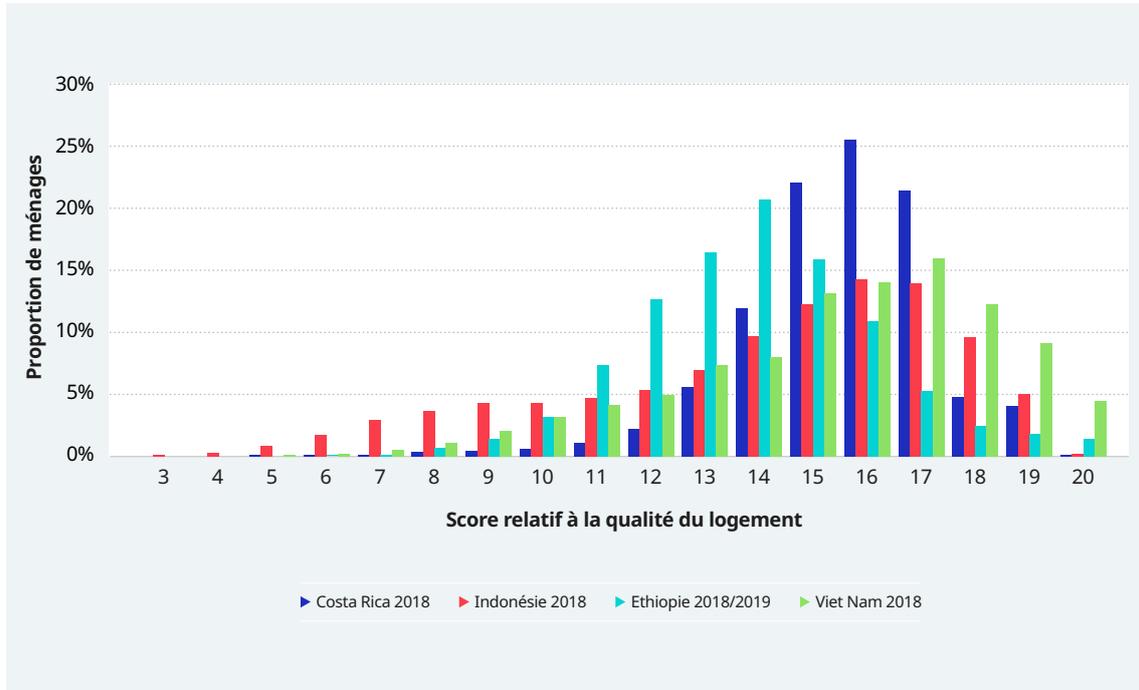
La dernière étape du système de notation consiste à arrondir cette somme afin que le score final prenne la forme d'un nombre entier compris entre 4 et 20. A titre d'illustration, nous avons pris un exemple de logement en Ethiopie: il s'agit d'un logement pour lequel chaque pièce est occupée par 3 personnes, qui est composé de murs en pierre, d'un toit en tôle de fer, d'un sol en plastique, de latrines à fosse ventilées, d'une cuisine traditionnelle et d'un accès à l'eau courante dans l'espace public. En nous basant sur le tableau 27 et la formule mathématique précédemment exposée, ce logement obtiendrait une note finale de 12,8. Cependant, pour éviter d'avoir un score final sous forme de variable continue, et donc une multiplicité de scores possibles, nous arrondissons cette somme au nombre entier le plus proche: dans le cas présent, le score de 12,8 est arrondi à 13.

$$Score\ final = \frac{3}{1} + \frac{4 + 3 + 3}{3} + \frac{4 + 3}{2} + \frac{3}{1} = 12,8 \rightarrow \mathbf{13}$$

Nous disposons désormais d'un score final compris entre 4 et 20 correspondant à la qualité du logement pour chacun des logements figurant au sein de la base de données. Ces scores permettent de classer la qualité du logement sur une grille allant de 4 (note minimale pour chacune des composantes) à 20 (note maximale pour chacune des composantes). Il convient de noter qu'un même score peut correspondre à des logements présentant des caractéristiques différentes. En effet, en ayant recours à cette approche, il faut être conscient du fait qu'elle n'empêche pas une certaine forme de compensation d'avoir lieu. Cela signifie que même si un logement n'a aucune installation sanitaire – ce qui, d'un point de vue technique, le classerait dans la catégorie des bidonvilles/taudis – ce dernier peut toutefois obtenir un score final adéquat en obtenant de très bonnes notes dans les autres composantes. Cependant, nous supposons qu'il existe certaines concessions entre les différentes composantes du logement, et que les ménages sont en principe libres de choisir de diminuer la qualité d'une composante pour en améliorer une autre, sans avoir pour ce faire à augmenter leur budget logement.

La figure 9 offre un aperçu de la répartition des logements selon leur score de qualité final, dans les pays pilotes. Comme nous pouvons le constater, au Costa Rica, par exemple, la plupart des logements obtiennent des scores compris entre 15 et 17, avec plus des deux tiers des logements (69 pour cent) se situant dans cette fourchette. En revanche, en Ethiopie, le score le plus fréquent est équivalent à 14. Ces différences entre les pays suggèrent que ce qui peut être considéré comme un logement décent dans un pays peut être perçu différemment dans un autre.

► **Figure 9: Répartition des ménages selon les scores relatifs à la qualité des logements dans les pays pilotes**

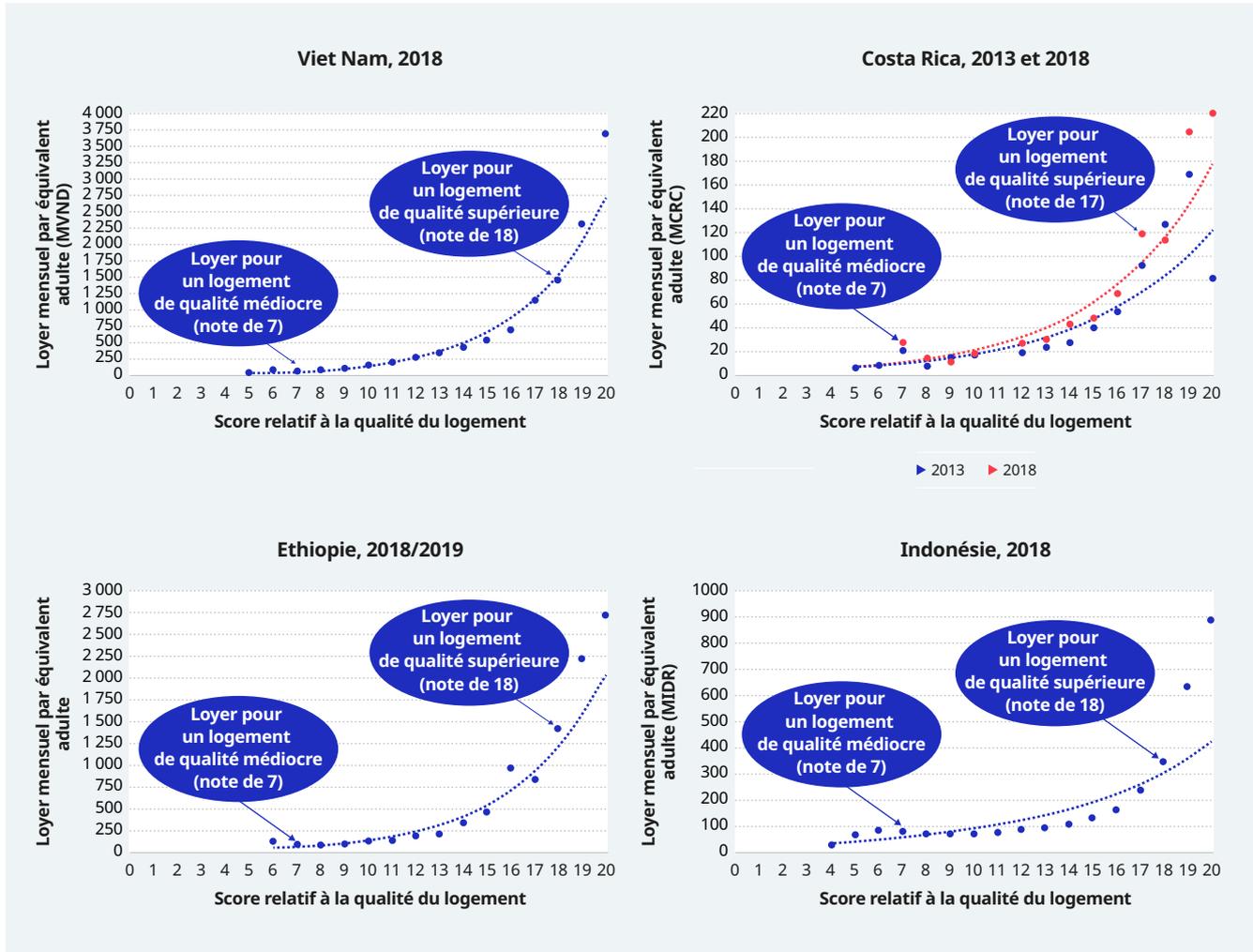


### Etape n° 3: Estimer le coût du logement pour chacun des scores relatifs à la qualité du logement

L'étape suivante de la méthodologie part du principe que la qualité du logement est le principal élément déterminant le coût d'un logement et que, par conséquent, ces deux variables devraient présenter une forte corrélation positive. Afin de tester cette hypothèse, nous estimons d'abord le coût moyen du loyer divisé par le nombre d'équivalents adultes au sein d'une famille (en utilisant l'échelle de l'OCDE ou échelle d'Oxford) pour chacun des différents scores. Ainsi, par exemple, pour un score de 4, nous calculons le loyer moyen par équivalent adulte de tous les logements qui ont reçu un score final de 4. Puis, nous déterminons le coût moyen du loyer pour chacun des différents score afin de vérifier l'existence d'une évolution positive (voir la figure 10). Dans la mesure où le coût du logement comprend à la fois le loyer et les charges, nous procédons de la même manière pour les charges, en tenant compte des dépenses en eau, électricité ou utilisation du téléphone (voir figure 11) (pour une explication sur la manière de procéder lorsque les informations sur le loyer ne sont pas disponibles ou sont limitées, voir l'encadré 2).

Il ressort de la figure 10 (dans laquelle l'axe vertical indique le montant du loyer mensuel et l'axe horizontal indique le score final relatif à la qualité du logement) que dans l'ensemble des pays pilotes, il existe une forte corrélation positive entre le coût du loyer et la qualité du logement, le montant du loyer augmentant de façon exponentielle avec la qualité du logement. Au Costa Rica, par exemple, en 2018, le loyer d'un logement doté d'un score de qualité final de 7 était d'environ 28 000 colones costaricains (₡) par mois et par équivalent adulte, tandis que le loyer d'un logement doté d'un score final de 17 était de 119 000 ₡ par mois et par équivalent adulte. En tenant compte de ce lien existant entre coût du loyer et qualité du logement, nous sommes en mesure d'estimer le loyer mensuel par équivalent adulte pour chacun des différents scores relatifs la qualité du logement.

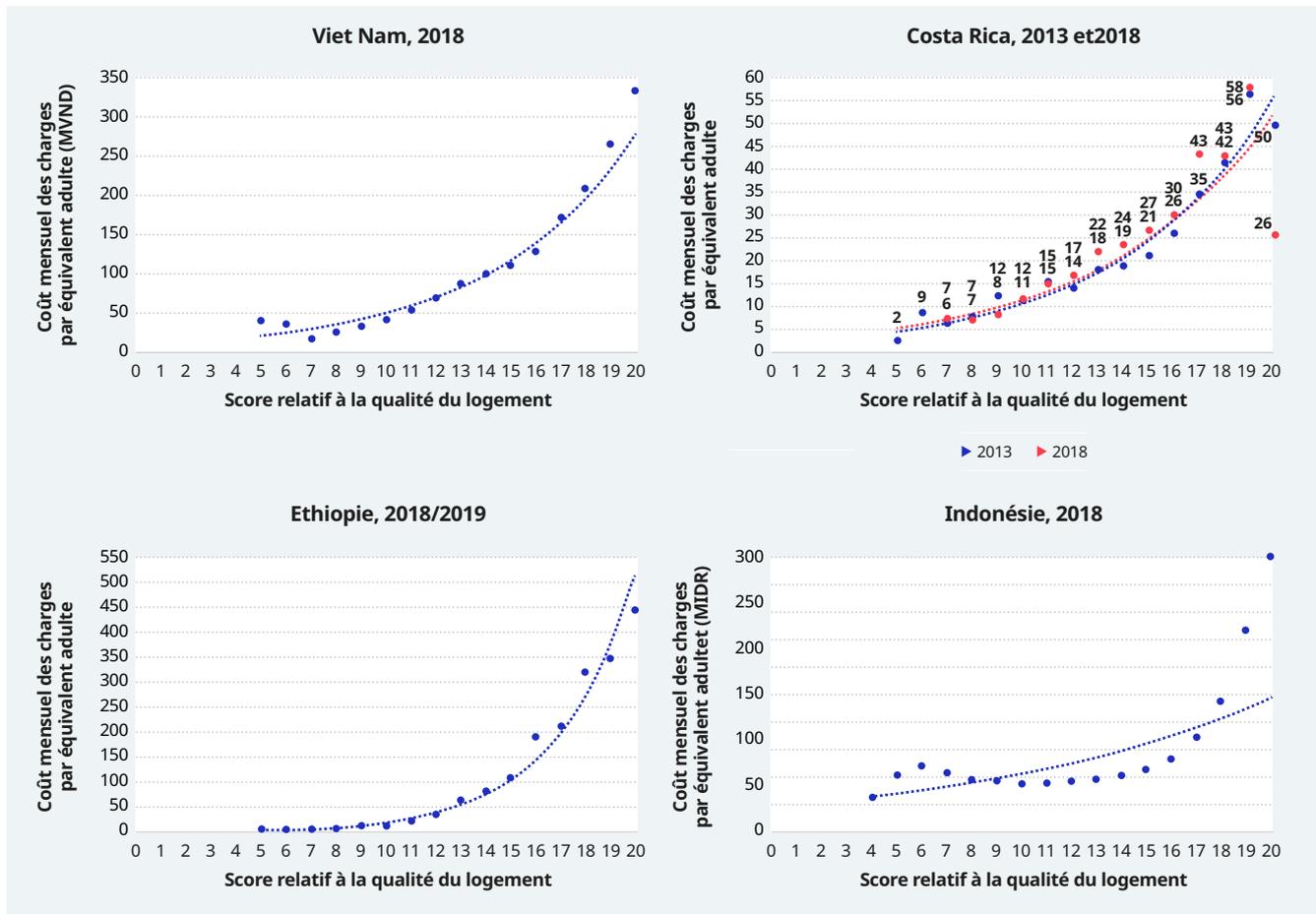
► Figure 10: Coût mensuel du loyer par équivalent adulte selon le score relatif à la qualité du logement dans les pays pilotes



Concernant les charges, nous pouvons observer des résultats similaires. En effet, il ressort de la figure 11 (dans laquelle l'axe vertical indique le montant mensuel des charges et l'axe horizontal indique le score final relatif à la qualité du logement) que, dans l'ensemble des pays pilotes, il existe une forte corrélation positive entre le coût des charges et la qualité du logement. Au Costa Rica, par exemple, en 2018, le coût des charges pour un logement doté d'un score de qualité de 7 était d'environ 7 000 \$ par mois et par équivalent adulte, tandis que le coût des charges pour un logement doté d'un score de 17 s'élevait à 43 000 \$ par mois et par équivalent adulte. En tenant compte de ce lien existant entre coût des charges et qualité du logement, nous sommes en mesure d'estimer le coût mensuel des charges par équivalent adulte pour chacun des différents scores relatifs à la qualité du logement.

Une fois que nous avons réussi à estimer le coût des logements correspondants à chacun des différents scores possibles, l'étape suivante consiste à identifier le score le plus faible correspondant à un logement décent au niveau national, et ainsi déterminer le coût correspondant à ce type de logement d'après la ligne de régression ajustée. Il est, en effet, préférable de se baser sur la ligne de régression ajustée pour estimer le coût du logement, plutôt que sur les points de données observés, afin d'éviter les biais induits par les valeurs extrêmes.

► Figure 11: Coût mensuel des charges par équivalent adulte selon le score relatif à la qualité du logement dans les pays pilotes



**Encadré 2: Que faire lorsque les informations sur le loyer ne sont pas disponibles ou sont limitées?**

Comme nous l'avons souligné au début du présent chapitre, outre les informations sur les caractéristiques du logement, les informations sur les loyers sont nécessaires pour pouvoir estimer le coût d'un logement convenable. Bien que ces données soient souvent facilement accessibles au sein des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages, dans certains cas, ces informations sont absentes, souvent du fait que les personnes sont en réalité propriétaires de leur logement.

L'absence de ces informations peut se révéler problématique, et potentiellement induire un nombre important de biais dans l'analyse, ce qui a pour effet de diminuer la fiabilité des estimations tout en augmentant la marge d'erreur. Dans un tel cas de figure, l'une des solutions consisterait à pouvoir imputer les données manquantes, mais en se basant sur quelle méthodologie?

Pour le Viet Nam, pays pilote, nous avons eu recours à une imputation unitaire de l'équivalent loyer pour les ménages propriétaires de leur logement. Plus précisément, nous nous sommes servis du questionnaire sur le logement figurant au sein de l'Enquête socio-économique du Viet Nam, qui demande aux personnes interrogées d'estimer la valeur marchande de leur logement si ce dernier devait être mis en vente. A partir de l'échantillon de ménages locataires de leur logement, nous avons calculé un coefficient afin de pouvoir exprimer la valeur du loyer en tant que proportion de la valeur marchande du logement (valeur du loyer/valeur du logement). Enfin, nous avons calculé la valeur médiane de ces coefficients et l'avons appliquée aux ménages propriétaires de leur logement. Ainsi, nous avons été en mesure de récupérer les valeurs imputées pour la grande majorité des ménages couverts par cette enquête.

## Étape n° 4: Identifier le score correspondant à un logement décent

Quel processus permet alors d'identifier le score minimum correspondant à un logement décent? Un logement de niveau décent peut être défini comme tout logement dont la qualité permet aux travailleurs et à leur famille de vivre dans des conditions humaines et dignes. Pour identifier les caractéristiques d'un tel logement, nous nous référons aux recommandations formulées par ONU-Habitat, l'agence des Nations Unies chargée de promouvoir des villes durables d'un point de vue social et écologique dans le but de garantir un logement convenable pour tous.<sup>22</sup> Les recommandations formulées par ONU-Habitat se réfèrent à certaines caractéristiques permettant de déterminer un logement dont la qualité permet de garantir une vie décente et digne en contrepartie d'un coût mensuel minimum. En nous plaçant au niveau le plus bas de ce qui correspond à un logement décent, notre approche consiste à évaluer, pour chacune des composantes du logement identifiées lors de la première étape, le score permettant de satisfaire aux recommandations d'ONU-Habitat pour qu'un logement ne soit pas considéré comme un taudis. Pour ce faire, nous comparons, pour chacune de ces composantes, les critères fixés par ONU-Habitat avec les informations fournies par les variables disponibles dans les enquêtes sur les dépenses, telles qu'identifiées précédemment et auxquelles une note de 1 à 5 a été attribuée. Cela permet de déterminer, pour chacune des composantes du logement, un niveau de décence minimum et la note (de 1 à 5) qui lui est associée. Il convient toutefois de noter que, dans la mesure où la détermination de ce niveau de décence minimum se base sur le score résultant du système de notation élaboré dans le cadre de la deuxième étape, les comparaisons entre les pays s'avèrent peu pertinentes. En raison de l'hétérogénéité des logements et de l'importante diversité existant au niveau de leurs caractéristiques selon les pays, le processus visant à traduire les informations qualitatives fournies par les variables utilisées dans les enquêtes sur les dépenses sous forme de score (comme expliqué lors de la deuxième étape, ces informations étant reclassées en 5 catégories de la plus médiocre à la plus élevée) est propre à chaque pays.

Les paragraphes suivants décrivent l'approche retenue dans le cadre de la présente méthodologie, en se basant sur les recommandations formulées par ONU-Habitat et les informations fournies par les variables disponibles dans les enquêtes sur les dépenses afin d'identifier un niveau minimum équivalent à un logement décent pour chacune des composantes du logement (surface habitable, durabilité, installations et accès à l'eau).

### Surface habitable

L'une des principales caractéristiques du logement décent est qu'il doit offrir une surface habitable suffisante aux travailleurs et à leur famille. À l'inverse, lorsque l'espace à l'intérieur du logement n'est pas suffisant, cela se traduit par une surpopulation au sein du logement, tel que cela est le cas dans les bidonvilles, ce qui entraîne de sérieuses conséquences sur l'intimité des personnes,<sup>23</sup> leur bien-être, ainsi que leur santé physique et mentale.<sup>24</sup> Les bidonvilles ou taudis sont généralement occupés par un grand nombre de personnes, plusieurs familles cohabitent généralement au sein d'espaces de vie surpeuplés.<sup>25</sup> Afin de pouvoir déterminer les caractéristiques propres à une surface habitable suffisante, différentes variables peuvent être analysées suivant la disponibilité des informations, comme par exemple le nombre maximum

22 Voir ONU-Habitat, «[History, Mandate & Role in the UN System](#)».

23 Nations Unies, Comité des droits économiques, sociaux et culturels, [Observation générale n° 4 \(1991\): Le droit à un logement suffisant \(article 11, paragraphe 1 du Pacte\)](#), document E/1992/23, annexe III.

24 Tama Leventhal et Sandra Newman, «Housing and Child Development», *Children and Youth Services Review* 32, n° 9 (2010), pp. 1165–1174; OMS, «[WHO Housing and Health Guidelines](#)», 2018; Jennifer Duncan, «[A Right to A Decent Home: Mapping Poverty Housing in the Asia-Pacific Region](#)», Habitat pour l'humanité, 2007; ONU-Habitat, «[Crowding and Health in Low Income Settlements of Guinea-Bissau](#)», 1998.

25 ONU-Habitat, *Le défi des bidonvilles: rapport mondial sur les établissements humains*, 2003.

de personnes par pièce, le nombre de pièces par logement, le nombre de m<sup>2</sup> par personne ou encore le nombre de familles vivant au sein du même logement. D'après les recommandations formulées par ONU-Habitat (ONU-Habitat 2018) concernant la surface habitable, chacune des pièces du logement ne devrait pas être partagée par plus de 3 personnes. Cependant, la taille d'une pièce peut varier considérablement d'un pays à l'autre, et peut en réalité ne pas offrir un espace suffisant pour 3 personnes. Bien que la recommandation formulée par ONU-Habitat puisse sembler peu contraignante pour certaines réalités locales, elle nous permet néanmoins de fixer un niveau minimum de décence du logement (tel que convenu lors des réunions du groupe d'experts organisées en 2005 par ONU-Habitat, la Division de statistique des Nations Unies et l'Alliance des villes)<sup>26</sup> sur la base d'informations pouvant être facilement extraites des enquêtes sur les dépenses, les informations sur le nombre de personnes par pièce étant généralement disponibles. En fonction du contexte, et en particulier du niveau de développement d'un pays donné, le caractère contraignant de cette recommandation peut être renforcé, comme cela est notamment le cas au Costa Rica où le niveau minimum de décence du logement retenu est de 1 à 1,5 personnes par pièce, le Costa Rica étant classé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (Banque mondiale 2019).

Anker et Anker (2017) privilégient, quant à eux, de recourir au nombre de m<sup>2</sup> par personne afin d'identifier la surface habitable minimale pour un logement décent, tout en prenant en considération le niveau de développement du pays, ce qui est également conforme à l'approche privilégiée par le programme de comparaison internationale de la Banque mondiale.<sup>27</sup> Cette approche présente non seulement l'avantage de pouvoir déterminer de manière plus précise les exigences minimum requises concernant la surface habitable, mais se révèle également davantage pertinente dans le cadre de la fixation des salaires, dans la mesure où le montant des loyers est généralement lié à la surface du logement. D'après Anker et Anker (2017), la surface au sol moyenne (ou médiane) par personne, selon le niveau de développement du pays et de la région, peut servir à déterminer le seuil minimum de surface habitable requis pour un logement décent. En suivant une telle approche et en se basant sur les estimations des Nations Unies (2000) sur le nombre moyen de m<sup>2</sup> par personne pour 188 villes dans le monde, nous pouvons considérer que le niveau minimum de surface habitable requis par personne est de:

- 8,6 m<sup>2</sup> en Afrique;
- 10,2 m<sup>2</sup> en Asie et en Océanie (hors Australie, Nouvelle-Zélande et Japon); et de
- 11,0 m<sup>2</sup> pour l'Amérique latine et les Caraïbes.<sup>28</sup>

Si, outre les informations sur le nombre de personnes par pièce habitable, les enquêtes sur les dépenses contiennent également des informations sur le nombre de m<sup>2</sup> par personne, alors ces deux variables sont utilisées pour déterminer le score minimum requis au niveau de la surface habitable pour un logement décent.

## Durabilité

La durabilité d'un logement est ce qui garantit la sécurité des membres de la famille, notamment face aux conditions climatiques telles que la poussière, la pluie, la chaleur ou le froid, et l'humidité, mais également contre les agressions par les tiers, qu'il s'agisse de tiers d'origine humaine ou animale (tels que notamment les insectes porteurs de maladie). En termes de durabilité, un logement décent est un logement construit de manière qui permette

26 Nations Unies, «[Indicators of Sustainable Development: Guidelines and Methodologies](#)», troisième édition, 2007; et ONU-Habitat, «[Slums of the World: The Face of Urban Poverty in the New Millennium](#)», 2003.

27 Richard Anker et Martha Anker, «[Local Housing Standard for a Living Wage](#)», dans *Living Wages Around the World*, édité par Richard Anker et Martha Anker, 2017, pp. 113-147.

28 Nations Unies, «[Charting the Progress of Populations](#)», 2000, chapitre XII, «Floor Area per Person».

de garantir une protection minimale pour une vie décente et en sécurité.<sup>29</sup> La capacité d'un logement à fournir une telle protection est liée à la durabilité des matériaux de construction, notamment ceux utilisés pour la construction des murs, du toit et du sol.<sup>30</sup> Ainsi, ONU-Habitat recommande de considérer qu'un logement est «durable» lorsqu'il est doté d'une structure permanente et suffisante pour protéger les membres de la famille contre des conditions climatiques extrêmes, selon la pérennité des matériaux utilisés pour construire les murs, le toit et le sol. Ceci s'inscrit dans la même logique que l'approche adoptée par Anker et Anker (2017). En effet, Anker et Anker (2017) recommandent, par exemple, que les murs du logement soient construits en ciment, pierre ou briques cuites, que le toit soit construit en tôle ondulée, tuiles, ou ciment, et que le sol soit en ciment. Outre les éléments relatifs à la durabilité des matériaux utilisés pour la construction, ONU-Habitat (2018) considère également que pour être décent un logement ne doit pas, contrairement à un bidonville ou un taudis, être dans un état de vétusté avancé ou nécessiter des réparations importantes. La disponibilité des informations sur la qualité des matériaux utilisés pour la construction permet de mieux évaluer le caractère décent ou non d'un logement à court terme. Pour les quatre pays pilotes examinés dans le cadre de la présente étude, ce type d'informations n'est disponible qu'au Costa Rica qui prévoit trois niveaux de qualité distincts: médiocre, moyenne ou bonne.

Toutefois, selon les pays, les exigences en matière de durabilité pour qu'un logement soit considéré comme décent peuvent être davantage contraignantes. Cela est notamment le cas, par exemple, lorsque la protection minimum requise pour qu'un logement soit considéré comme décent doit inclure d'autres variables, en raison des risques liés aux conditions géologiques ou climatiques, comme le risque d'inondations, de vents violents ou de tremblements de terre. Les choix en matière de durabilité et de qualité des matériaux de construction doivent donc prendre ces risques en considération. Par exemple, un toit construit en ciment et en briques sera peut être davantage approprié qu'un toit en tuiles dans un pays où les vents violents ou les tremblements de terres sont fréquents. En outre, tout comme pour la surface habitable, les exigences requises peuvent également être plus élevées et mieux adaptées au niveau de développement du pays considéré. Au Costa Rica, par exemple, un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les matériaux de construction permettant de garantir un logement décent sont le zocalo (fabriqué à partir de bois, de zinc ou de fibrociment) pour les murs, le préfabriqué pour le toit et le ciment pour le sol, chacun étant doté d'une note de 4. L'analyse des enquêtes sur les dépenses peut permettre de mieux tenir compte de la situation de chaque pays. Enfin, il est important de noter qu'ONU-Habitat (2008) a également formulé des recommandations concernant l'emplacement du logement décent, qui ne doit pas se trouver dans un endroit dangereux, c'est-à-dire à proximité de déchets toxiques, dans une zone inondable, sur un terrain fortement incliné, ou à proximité de voies ferrées, d'autoroutes, d'aéroports ou de lignes électriques. Même lorsque ce type d'informations est disponible, ce qui est rarement le cas dans les enquêtes sur les dépenses, la principale difficulté, lorsque l'on souhaite tenir compte de ces informations, tient au fait de pouvoir attribuer un score aux différents niveaux d'exposition à un environnement inadéquat.

## Installations

La présence et la qualité de certaines installations est également l'un des éléments importants pour déterminer la qualité d'un logement décent. Les toilettes sont l'une des principales installations devant être prises en considération pour évaluer le niveau de décence d'un logement. En effet, les toilettes sont nécessaires non seulement pour une raison de santé publique, mais également du point de vue de la dignité humaine. Aussi,

29 Alessio Mastrucci et Narasimha Rao, «Decent Housing in the Developing World: Reducing Life-Cycle Energy Requirements», dans *Energy and Buildings*, n° 152 (2017); Nations Unies, Observation générale n° 4, paragraphe 8, d).

30 Narasimha D Rao et Jihoon Min, «Decent Living Standards: Material Prerequisites for Human Well-Being», *Social Indicators Research*, vol. 138., n° 2 (2018), pp. 225–244: «[Decent Living Standards: Material Prerequisites for Human Wellbeing \(nih.gov\)](#)».

l'accès aux toilettes et l'hygiène qui y est associée sont généralement examinés au niveau du logement. Conformément aux recommandations formulées par ONU-Habitat (2018), nous considérons donc qu'un logement décent doit avoir les caractéristiques suivantes en termes d'installations sanitaires:

- l'accès à des installations sanitaires adéquates grâce à un système d'évacuation des excréments (sous forme de toilettes privées ou de toilettes publiques partagées avec un nombre raisonnable de personnes); et
- une séparation hygiénique des excréments afin d'éviter tout contact humain.

En outre, concernant les toilettes publiques, un nombre raisonnable de personnes devrait avoir à partager chaque toilette.<sup>31</sup> Conformément à ces exigences, ONU-Habitat (2018) fournit des exemples d'installations sanitaires adéquates, tel que notamment des toilettes ou des latrines à chasse ou à déversoir d'eau raccordées à un égout, une fosse septique ou une fosse; des latrines ventilées à fosse; des latrines à fosse avec dalle ou plate-forme recouvrant entièrement la fosse; et des toilettes ou latrines sèches. Anker et Anker (2017) formulent des recommandations similaires, exigeant qu'un logement décent soit au minimum équipé de latrines à fosse avec dalle. Au Costa Rica, par exemple, le minimum requis pour un logement décent sont les toilettes reliées à une fosse septique avec système de traitement, ce qui correspond à une note de 4 au niveau du logement décent. Un tel choix n'est pas seulement conforme aux recommandations d'ONU-Habitat, mais tient également compte du niveau de développement du pays.

En outre, bien qu'ONU-Habitat (2018) ne formule aucune recommandation concernant les installations de cuisine, la présence et la qualité de ces installations sont des éléments pertinents pour évaluer le niveau de décence d'un logement. Anker et Anker (2017) formulent des recommandations concernant l'emplacement de la cuisine, qui devrait avoir une ventilation adéquate si elle se trouve à l'intérieur du logement. L'existence d'une cuisine contribue au renforcement de l'hygiène de vie et de la sécurité en évitant d'exposer les aliments à tous types de déchets humains, et en limitant les risques d'incendie ou d'intoxication familiale par les gaz ou la fumée. Toutefois, concernant les pays pilotes, ces informations ne sont disponibles que pour l'Éthiopie, où l'une des variables utilisées fournit des renseignements sur la présence d'une cuisine au sein du logement (une note de 1 étant attribuée en l'absence de cuisine). Lorsque le logement comporte une cuisine, des informations sont fournies sur le type de cuisine, selon qu'il s'agisse d'une cuisine traditionnelle (note de 3) ou moderne (note de 5). Dans le cas présent, la cuisine traditionnelle a été retenue comme le niveau minimum correspondant à un logement décent (note de 3).

## Accès à l'eau

L'accès à une source d'eau potable, qui est un droit humain pour tous, est également un élément important à prendre en considération lors de l'évaluation du niveau de décence du logement. Les travailleurs et leur famille doivent pouvoir jouir d'un logement leur garantissant un accès à une source d'eau ne mettant pas en danger leur santé, que ce soit pour boire ou pour leur hygiène personnelle et la propreté. A cette fin, ONU-Habitat (2018) recommande qu'un logement décent ait, contrairement à un bidonville ou un taudis, accès à une source d'eau de qualité, définie comme l'accès à «une installation protégée des contaminations extérieures, en particulier de la contamination par les matières fécales». En outre, ONU-Habitat recommande un approvisionnement en eau en quantité suffisante, qui soit accessible et qui ne nécessite aucun effort extrême de la part des membres du ménage, en particulier des femmes et des enfants.<sup>32</sup> Par conséquent, constituent des sources d'eau potable

31 ONU-Habitat, *Rapport 2006-2007 sur l'état des villes dans le monde*, 2006.

32 ONU-Habitat, *Rapport 2006-2007 sur l'état des villes dans le monde*, 2006.

suffisantes, notamment: l'eau courante au sein du logement, du terrain ou de la cour; un robinet public ou une borne-fontaine; une source protégée; un système de récupération des eaux de pluie; un puits foré ou tubé; et un puits creusé protégé. En Ethiopie, par exemple, le niveau minimum requis en ce qui concerne l'accès à l'eau concerne les ménages disposant d'au moins une borne-fontaine disponible à l'extérieur du logement (note de 3). Anker et Anker (2017) formulent une recommandation identique à celle d'ONU-Habitat, insistant sur le fait que la source d'eau doit se trouver à proximité du logement et être protégée.

Toutefois, comme pour les autres composantes du logement décent, la prise en considération du contexte local, et notamment du niveau de développement du pays, permet de mieux déterminer les exigences minimales requises en matière d'accès à l'eau. De telles considérations permettront, par exemple, d'exiger qu'une source d'eau soit présente à l'intérieur du logement sous forme d'un accès à l'eau courante au sein même du logement, du terrain ou de la cour, au lieu d'un robinet public ou d'une borne-fontaine.

En se basant sur les exigences minimum requises en matière de logement décent, tels que résumées au sein du tableau 28, nous sommes alors en mesure de déterminer le score minimum requis pour chacune des composantes du logement, et d'additionner ensuite ces différents scores pour calculer le score total correspondant à un logement décent. Dans le cas du Costa Rica, par exemple, nous avons déterminé que le niveau minimum requis pour un logement décent correspond à un score de 4 pour les installations et la durabilité du logement et à un score de 3 pour la surface habitable et l'accès à l'eau. Le total des scores minimaux requis pour qu'un logement puisse être considéré comme un logement décent s'élève donc à 14.

► **Tableau 28: Exigences minimales requises pour un logement décent d'après la définition des bidonvilles ou taudis d'ONU-Habitat**

<b>Surface</b>	Le surpeuplement au sein du logement peut s'exprimer en m <sup>2</sup> disponibles par habitant ou en nombre de personnes par logement, par pièce ou par chambre. ONU-Habitat définit le surpeuplement comme les ménages de plus de 3 personnes par pièce.
<b>Durabilité</b>	Un «logement durable» est généralement défini comme une «unité construite sur un emplacement ne présentant pas de danger et dotée d'une structure permanente et suffisante afin de protéger ses habitants contre les conditions climatiques extrêmes, telles que la pluie, la chaleur, le froid et l'humidité». Cela dépend généralement des matériaux utilisés pour la construction des murs, du toit et du sol. Les matériaux considérés comme permanents sont notamment les briques cuites, la pierre, le béton, les tuiles, etc., alors que les matériaux considérés comme non permanents (ou temporaires) sont ceux qui sont fréquemment remplacés (comme l'herbe, le bambou, les feuilles, la boue, etc.).
<b>Installations sanitaires</b>	Un ménage qui a accès à une installation sanitaire de base est défini comme ayant un accès durable à des installations sûres, hygiéniques et pratiques pour l'évacuation des excréments humains. Dans les zones urbaines, cela se traduit par un raccordement direct à un réseau d'assainissement public ou à une fosse septique, ou l'accès à des latrines à chasse d'eau ou des latrines ventilées à fosse.
<b>Accès à l'eau</b>	L'eau doit être accessible et en quantité suffisante sans efforts excessifs et sans qu'il soit nécessaire d'y consacrer beaucoup de temps. Le ménage devrait avoir accès à un approvisionnement en eau suffisant raccordé au logement, à une borne-fontaine publique partagée par deux ménages maximum, à un puits foré, à une source protégée ou à système de récupération des eaux de pluie.

**Source:** ONU-Habitat (2006).

L'exercice consistant à déterminer le niveau du score correspondant à un logement décent peut se révéler être, dans une certaine mesure, un exercice subjectif au sens où, alors que certains pourront considérer que 12 est un score acceptable, d'autres jugeront que le niveau approprié pour un logement décent est un score de 14. La présente méthodologie devrait, néanmoins, fournir l'ensemble des informations nécessaires à des fins de négociation tripartite, afin de pouvoir déterminer, de manière consensuelle, le niveau de qualité correspondant à un logement décent, en deçà duquel personne ne devrait être contraint de vivre. Dans le cadre des études individuelles portant sur les pays pilotes, nous avons essayé

de suivre les recommandations formulées par ONU-Habitat et la documentation disponible, tout en essayant de concilier ces recommandations avec les réalités locales, notamment en se basant sur les données des enquêtes sur les dépenses et les informations disponibles sur les logements occupés par les travailleurs et leur famille.

## Etape n° 5: Déterminer le coût du loyer correspondant au score de logement décent

Après avoir calculé le score total correspondant à un logement décent lors de la quatrième étape, il nous faut désormais estimer le coût du loyer correspondant à ce score, sur la base de la relation de corrélation identifiée à l'étape n° 3, par le biais d'une régression ajustée entre les loyers et les scores finaux relatifs à la qualité des logements. En utilisant cette régression ajustée pour refléter la relation de corrélation, chaque score est alors associé à un montant de loyer, permettant ainsi d'estimer avec précision le coût du loyer correspondant à chacun des scores finaux, compris entre 4 et 20, obtenus pour déterminer la qualité du logement. Comme indiqué lors de l'étape n° 3, cette relation de corrélation varie d'un pays à l'autre même si elle reste exponentielle. L'identification des paramètres  $\hat{a}_1$  et  $\hat{a}_2$  de cette relation exponentielle  $f(x)$  nous permet alors d'estimer, de manière assez simple, le coût du loyer correspondant à chacun des scores finaux ( $x$ ), de la manière suivante:

$$f(x) = \hat{a}_1 * EXP(\hat{a}_2 * x),$$

où  $x$  correspond au score total et  $EXP()$  est la fonction exponentielle

La régression ajustée permet d'estimer ces paramètres avec une certaine précision. Dès lors que  $\hat{a}_1$  et  $\hat{a}_2$  sont estimés, la suite de l'approche consiste à remplacer le score total ( $x$ ) par la valeur correspondant à un logement de qualité décente, tel que décrit au sein du tableau 29. La figure 12 illustre, quant à elle, les différentes relations possibles, en montrant la manière dont le loyer peut être relié au score relatif au logement décent dans chacun des pays pilotes. En Ethiopie, par exemple, les paramètres  $\hat{a}_1$  et  $\hat{a}_2$  de cette relation, estimés par le biais de la régression ajustée, ont une valeur respective de 10,038 et 0,2664. En se basant sur le score total identifié comme correspondant à un logement décent en Ethiopie, qui s'élève à 12, et en remplaçant les paramètres  $\hat{a}_1$  et  $\hat{a}_2$  par leur valeur correspondante, nous sommes alors en mesure d'estimer que le coût du loyer pour un logement décent s'élève à 245 Br par équivalent adulte.

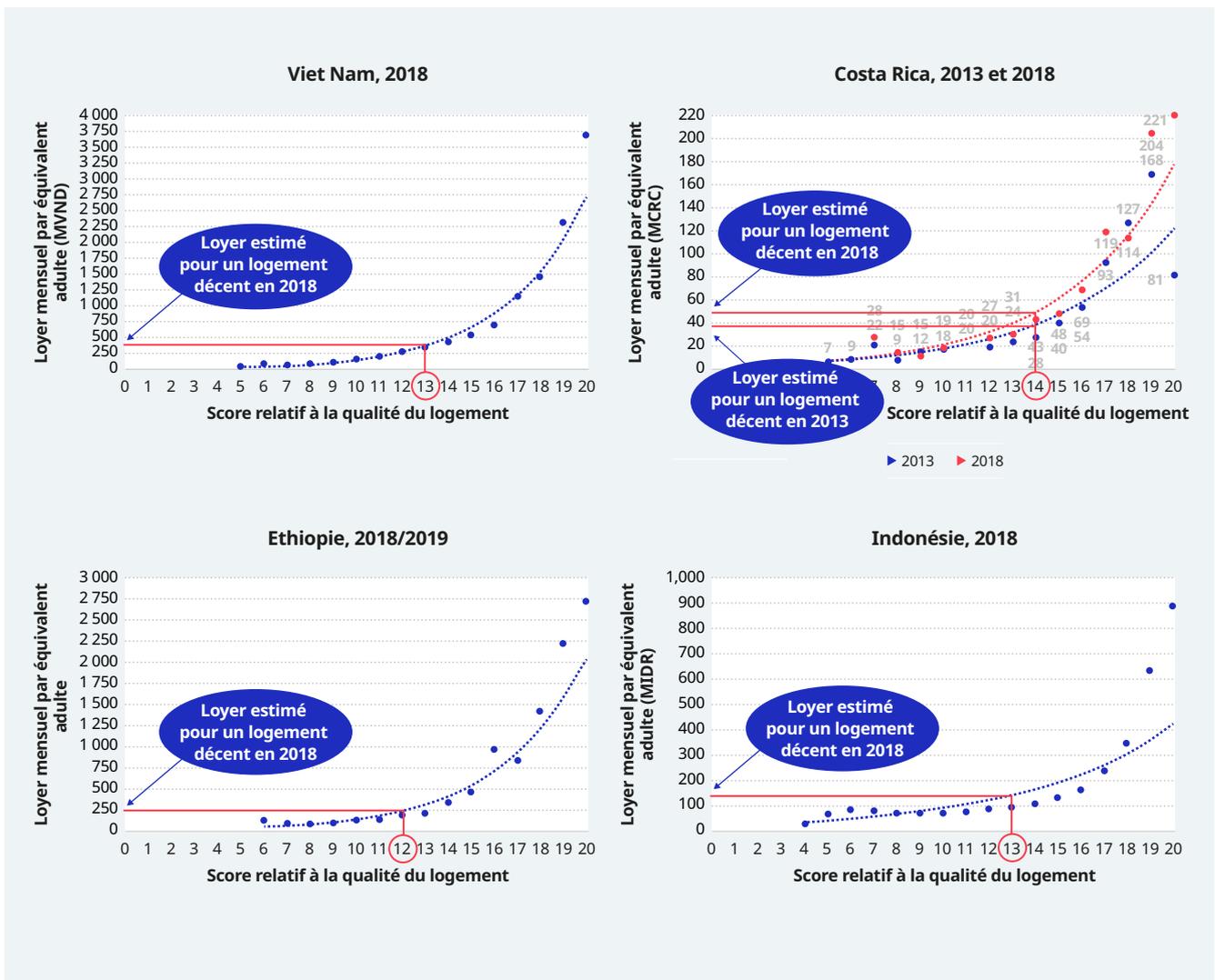
► **Tableau 29: Estimation du coût du loyer pour un logement décent dans les pays pilotes, en se basant sur les régressions ajustées entre le score final pour la qualité du logement et le coût du loyer**

	Score total correspondant à un logement décent	Régression ajustée: $f(x) = \hat{a}_1 * EXP(\hat{a}_2 * x)$	Coût estimé du loyer pour un logement décent (par équivalent adulte) <sup>a</sup>
Costa Rica <sup>b</sup>	14	$f(14) = 2,5469 * EXP(0,2127 * 14)$	50 033
Ethiopie <sup>c</sup>	12	$f(12) = 10,038 * EXP(0,2664 * 12)$	245
Indonésie <sup>c</sup>	13	$f(13) = 18,998 * EXP(0,1552 * 13)$	142 870
Viet Nam <sup>c</sup>	13	$f(13) = 7,8422 * EXP(0,2933 * 13)$	355 000

**Source:** Estimations du BIT basées sur les enquêtes socio-économiques nationales.

<sup>a</sup> Valeurs données en monnaie nationale. <sup>b</sup> Il est tenu compte des estimations de 2018 pour le Costa Rica. <sup>c</sup> Il est tenu compte des estimations nationales pour l'Ethiopie, l'Indonésie et le Viet Nam.

► Figure 12: Loyer mensuel rapporté au score correspondant à un logement décent dans les pays pilotes



Source: Estimations du BIT basées sur les enquêtes socio-économiques nationales.

Par définition, le score relatif à la qualité des logements est un nombre établi visant à classer les logements selon leur niveau de qualité, sans que cela ne donne une idée concrète de ce à quoi ressemblerait un logement avec un tel score. Il peut donc être utile de fournir, pour chacun des différents scores relatifs à la qualité du logement, des exemples concrets de logements correspondants et de leurs caractéristiques. Cela pourrait également permettre aux partenaires sociaux de décider si le score retenu reflète ou non un niveau de logement décent approprié. Le tableau 30 démontre, par exemple, qu'en Ethiopie un logement avec le score minimum correspondant à un logement décent, soit le score de 12, correspond à un logement ayant une occupation de 2 à 3 personnes par pièce, avec des murs en bois, un toit en tôle ondulée, un sol en dalles plastique, des toilettes sous forme de latrines à fosse avec dalle, une cuisine traditionnelle et une source d'eau protégée. Un logement doté d'un score de 14 permettrait toutefois une certaine amélioration au niveau des caractéristiques du logement, concernant notamment la surface habitable ou les matériaux utilisés pour la construction des murs, du toit et du sol. Cependant, cette amélioration s'accompagnerait d'un coût supplémentaire estimé à 173 Br par équivalent adulte.

► **Tableau 30: Exemples de logements parmi les différents scores obtenus concernant la qualité du logement en Ethiopie, avec le loyer mensuel correspondant et leurs caractéristiques**

Score final	Loyer mensuel par équivalent adulte(Br) <sup>a</sup>	Exemples au niveau des caractéristiques du logement						
		Nombre de personnes par pièce	Matériaux de construction des murs	Matériaux de construction du toit	Matériaux de construction du sol	Toilettes	Cuisine	Source d'eau
5	38	Supérieur à 5	Origine naturelle	Origine naturelle	Origine naturelle	Aucune installation	Aucune cuisine	Pluie, eaux de surface
10	144	]2 ; 3]	Matériaux métalliques	Bois/Plastique	Bois	Latrine à fosse avec dalle	Traditionnelle	Source non protégée
11	188	]2 ; 3]	Matériaux métalliques	Bois/Plastique	Bois	Latrine à fosse avec dalle	Traditionnelle	Source protégée
12	245	]2 ; 3]	Bois	Tôle ondulée	Dalles en plastique	Latrine à fosse avec dalle	Traditionnelle	Source protégée
13	320	]2 ; 3]	Pierre	Amiante	Carreaux de ciment	Latrine à fosse avec dalle	Traditionnelle	Source protégée
14	418	]1.3 ; 2]	Pierre / Amiante	Amiante	Briques / Ciment	Latrine à fosse avec dalle	Traditionnelle	Source protégée
15	546	]1.3 ; 2]	Pierre / Amiante	Amiante	Briques / Ciment	Latrine à fosse avec dalle	Traditionnelle	Eau courante à proximité du logement
20	2 068	Inférieur ou égal à 1,3	Parpaings	Ciment	Céramique/ Marbre	Toilette à chasse d'eau	Moderne	Eau courante à l'intérieur du logement

Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique de l'Ethiopie de 2018.

<sup>a</sup> Br = en birrs éthiopiens.

## Etape n° 6: Déterminer le coût des charges correspondant au score de logement décent

En suivant la même approche que celle adoptée pour estimer le coût du loyer correspondant au score de logement décent, tel que décrit lors de la cinquième étape ci-dessus, l'estimation du coût correspondant aux charges peut être obtenu de manière relativement simple. Comme démontré à l'étape n°3, une régression ajustée permet de capturer la relation de corrélation existant entre le score relatif à la qualité du logement et le coût des charges par équivalent adulte. Cette relation est alors utilisée pour établir une correspondance entre le coût des charges et un score de qualité donné pour un logement. De la même façon que pour l'estimation du coût du loyer, le fait de remplacer le score qui a été déterminé comme correspondant au logement décent dans les relations qui ont été identifiées entre coûts des charges et scores des logements, permet d'estimer le coût des charges correspondant à un logement décent. Appelons cette relation  $g(x)$ , dont les paramètres  $\hat{\epsilon}_1$  et  $\hat{\epsilon}_2$  doivent être estimés. Le tableau 31, démontre, pour chacun des pays pilotes, la manière dont l'approche suivie pour estimer le coût du loyer d'un logement décent peut être répétée pour estimer le coût des charges, dès lors que la relation entre coût des charges et score du logement a été ajustée par une régression.

► **Tableau 31: Estimation du coût des charges pour un logement décent dans les pays pilotes, en se basant sur les régressions ajustées entre score final pour la qualité du logement et coût des charges**

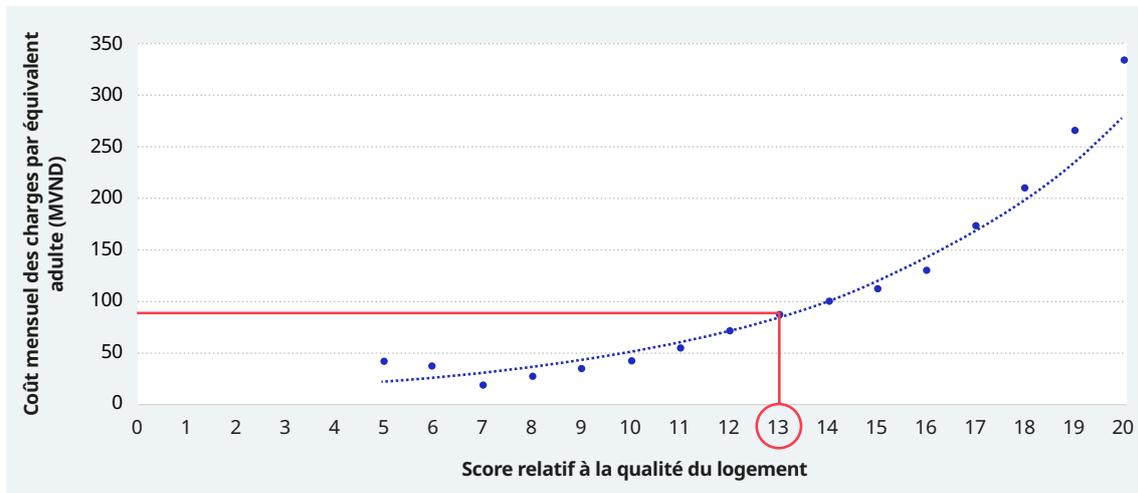
	Score total correspondant à un logement décent	Régression ajustée: $g(x) = \hat{\epsilon}_1 * EXP(\hat{\epsilon}_2 * x)$	Coût estimé des charges pour un logement décent (par équivalent adulte) <sup>a</sup>
Costa Rica <sup>b</sup>	14	$g(14) = 2,5629 * EXP(0,1515 * 14)$	21 373
Ethiopie <sup>c</sup>	12	$g(12) = 0,836 * EXP(0,321 * 12)$	39,36
Indonésie <sup>c</sup>	13	$g(13) = 26,266 * EXP(0,0859 * 13)$	80 236
Viet Nam <sup>c</sup>	13	$g(13) = 9,0595 * EXP(0,1715 * 13)$	84 200

**Source:** Estimations du BIT basées sur les enquêtes socio-économiques nationales.

<sup>a</sup> Valeurs données en monnaie nationale. <sup>b</sup> Il est tenu compte des estimations de 2018 pour le Costa Rica. <sup>c</sup> Il est tenu compte des estimations nationales pour l’Ethiopie, l’Indonésie et le Viet Nam.

A titre d'exemple, au Viet Nam, l'estimation des dépenses mensuelles pour les charges par équivalent adulte, correspondant à un logement décent ayant reçu un score de 13, s'élève, suivant la régression ajustée, à 84 200 MDV au niveau national (voir la figure 13).

► **Figure 13: Dépenses mensuelles en charges par équivalent adulte par score de qualité du logement, au Viet Nam (en milliers de dongs vietnamiens)**



**Source:** Estimations préliminaires du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018.

MVND = en milliers de dongs vietnamiens.

## Etape n° 7: Estimer le coût total d'un logement décent (loyer + charges) pour une famille de taille de référence

Dès lors que le coût du loyer et le coût des charges correspondant à un logement décent ont été déterminés, le coût mensuel total du logement décent par équivalent adulte est calculé en additionnant ces deux estimations obtenues aux étapes n<sup>os</sup> 5 et 6. Les dépenses mensuelles pour un logement décent pour une famille de taille de référence sont ensuite estimées en tenant compte des économies d'échelle qui existent au sein d'un ménage, concernant non

seulement le coût du loyer mensuel, mais également la consommation mensuelle au niveau des charges (eau, enlèvement des ordures ménagères, électricité, autres sources d'énergie et autres services au niveau du ménage). En effet, les besoins d'une famille de 2 personnes, en termes de surface habitable, d'installations sanitaires, d'accès et de consommation en eau ou en électricité, ne sont pas simplement multipliés par deux pour une famille de 4 personnes.<sup>33</sup> Aussi, l'estimation du coût mensuel par équivalent adulte pour un logement décent ne peut pas être purement et simplement multipliée par le nombre de personnes vivant au sein de la famille. A cette fin, l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE (ou échelle d'Oxford) est utilisée pour convertir le nombre de personnes dans une famille de taille de référence en équivalents adultes. Ce nombre d'équivalents adultes est ensuite multiplié par le coût total d'un logement décent par équivalent adulte, permettant ainsi d'estimer les dépenses mensuelles pour un logement décent de base pour une famille de référence.

A ce stade, il est important de rappeler que, comme expliqué au sein du deuxième chapitre sur les besoins alimentaires, la taille de la famille de référence retenue correspond à la taille moyenne de la famille au niveau national, arrondie au nombre entier le plus proche. Cela nous permet ainsi de rester pragmatiques, d'éviter une multiplicité d'estimations et de s'assurer que les estimations soient cohérentes pour une famille ayant une taille représentative au niveau national.

Un exemple de cette étape n° 7 est fourni au sein du tableau 32 concernant l'Ethiopie. Le coût total d'un logement décent par mois et par équivalent adulte est égal au coût estimé du loyer auquel est ajouté le coût estimé des charges. Ainsi, le total des dépenses mensuelles par équivalent adulte pour un logement décent s'élève à 285 Br. Afin de s'assurer que l'estimation de ce poste de dépenses soit suffisante pour une famille de taille représentative (soit une famille composée de 5 personnes en Éthiopie) et tienne compte des économies d'échelle du ménage, ces dépenses sont multipliées par le nombre correspondant d'équivalents adultes (soit 3,304). Par conséquent, en Ethiopie, les dépenses mensuelles totales d'un logement décent, charges comprises, s'élèvent à 941 Br, au niveau national, pour une famille composée de 5 personnes.

► **Tableau 32: Estimation du coût mensuel d'un logement décent en Ethiopie pour une famille d'une taille de référence de 5 personnes (en birrs éthiopiens), estimations au niveau national**

Score correspondant à un logement décent	Coût du loyer mensuel par équivalent adulte	Coût des charges mensuelles par équivalent adulte	Coût total du logement par équivalent adulte	Nombre moyen d'équivalents adultes par ménage (selon l'échelle d'équivalence de l'OCDE)	Coût mensuel du logement pour une famille de 5 personnes
12	245	39	285	3,304	941

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique de l'Ethiopie (ESS 2018/2019).

## Comment comparer ces résultats aux dépenses médianes consacrées au logement?

En comparant les résultats obtenus grâce à la méthodologie présentée ci-dessus avec les dépenses médianes consacrées au loyer et aux charges, nous pouvons observer que le montant de nos estimations équivaut à 71 pour cent du loyer médian au Viet Nam, allant jusqu'à 123 pour cent du loyer médian en Ethiopie. En ce qui concerne les charges, nos résultats représentent entre 71 pour cent des dépenses médianes afférentes aux charges au

Viet Nam et jusqu'à 128 pour cent en Indonésie. Ces résultats suggèrent que dans certains cas, en particulier dans les pays à faible revenu, l'utilisation d'une approche normative peut conduire à des estimations nettement supérieures à la médiane.

► **Tableau 33: Comparaison des valeurs médianes et des estimations pour le logement dans les pays pilotes**

	Monnaie	Année	Loyer médian par équivalent adulte	Loyer estimé par équivalent adulte	Ratio (loyer)	Charges médianes par équivalent adulte	Charges estimées par équivalent adulte	Ratio (charges)
<b>Ethiopie</b>	Br <sup>a</sup>	2018–2019	200	245	<b>1,23</b>	34	39	<b>1,16</b>
<b>Viet Nam</b>	MVND <sup>b</sup>	2018	503	355	<b>0,71</b>	119	84	<b>0,71</b>
<b>Indonésie</b>	Rp <sup>c</sup>	2018	117 037	142 870	<b>1,22</b>	62 634	80 236	<b>1,28</b>
<b>Costa Rica</b>	₡ <sup>d</sup>	2018	54 545	50 033	<b>0,92</b>	18 880	21 373	<b>1,13</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur les enquêtes socio-économiques nationales.

<sup>a</sup> Birrs éthiopiens. <sup>b</sup> Milliers de dongs vietnamiens. <sup>c</sup> Roupies indonésiennes. <sup>d</sup> Colones costaricains.



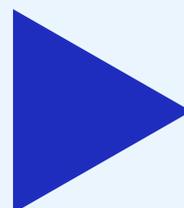
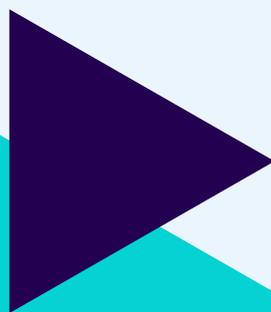
© Copyright istockphoto.com.



**4**

## **Le coût des dépenses en matière de santé et d'éducation: une approche relative**

---



## ► 4. Le coût des dépenses en matière de santé et d'éducation: une approche relative

---

Après avoir déterminé la méthodologie permettant d'estimer les besoins des travailleurs et de leur famille pour les deux principaux postes de dépenses des ménages, cette section examine les dépenses en matière de santé et d'éducation, qui sont fréquemment reconnues comme étant des besoins essentiels voire des droits humains fondamentaux au sein des Constitutions adoptées au niveau national, ainsi que par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il est essentiel pour les travailleurs que leur salaire leur permette d'avoir accès à des soins de santé de qualité pour eux-mêmes et les membres de leur famille en cas d'accident ou de maladie, et permette à leurs enfants de recevoir une éducation adéquate. Bien que l'accès à la santé et à l'éducation de base soient généralement garantis par les services publics, dans de nombreux pays, la qualité ou l'accès à ces services est particulièrement limité, notamment dans les pays en développement, ce qui conduit les ménages à engager des dépenses supplémentaires pouvant compromettre le peu de ressources dont ils disposent. Il s'avère donc essentiel de tenir compte des dépenses en matière de santé et d'éducation dans l'estimation du salaire prenant en considération les besoins essentiels des travailleurs et de leur famille.

L'importance des besoins d'une famille en matière de santé et d'éducation revête différents aspects et possède plusieurs implications. La santé et l'éducation sont les principaux facteurs qui contribuent à la construction du capital humain des individus, les rendant davantage productifs afin de pouvoir augmenter la richesse, non seulement des entreprises, mais du pays dans son ensemble.<sup>34</sup> Être davantage productif permet également aux travailleurs de parvenir à un meilleur niveau de vie en recevant un salaire plus élevé. Une bonne santé est également essentielle au bonheur et au bien-être humains et apporte une contribution inestimable au progrès économique. Au-delà de la question du salaire décent, il est donc judicieux d'un point de vue économique de garantir aux travailleurs des salaires leur permettant de subvenir aux besoins de leur famille, et notamment de leurs enfants, en matière de santé et d'éducation. Il s'agit ici, en réalité, d'un investissement dans la formation du capital humain des futures générations productives du pays. Les travailleurs recevant les revenus les plus modestes ont tendance à avoir des familles plus nombreuses, composées d'un plus grand nombre d'enfants, en particulier dans les pays en développement. Lorsque les revenus de ces travailleurs ne leur permettent pas de garantir une éducation adéquate et un bon état de santé aux membres de leur famille, alors la majeure partie de la future génération productive est sacrifiée. Cela est la raison pour laquelle la santé et l'éducation sont au cœur même du développement durable et constituent un puissant moteur de développement et de réduction de la pauvreté.

L'autre aspect essentiel des besoins en matière de santé et d'éducation d'une famille est lié à leur rôle déterminant au niveau de la création et de l'amplification des inégalités au sein des sociétés. La question des inégalités croissantes est devenue un problème majeur au sein de nos sociétés et attire de plus en plus l'attention des responsables politiques et des organisations internationales. Dans ce contexte, les marchés du travail ont été identifiés comme étant l'un des principaux éléments qui façonnent ces inégalités.<sup>35</sup> Si les enfants des ménages les plus défavorisés n'ont pas accès à une éducation de qualité et ne sont pas en bonne santé, ils seront dans l'impossibilité d'entrer sur le marché du travail avec un niveau de productivité qui leur aurait permis d'accéder à de meilleurs emplois et de meilleurs revenus.

---

<sup>34</sup> Banque mondiale, «Projet pour le capital humain» .

<sup>35</sup> BIT, *Les inégalités et le monde du travail*, Rapport IV, CIT, 109<sup>e</sup> session, 2021.

Telles sont d'ailleurs les raisons qui sous-tendent l'ODD n° 3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il pourrait être allégué que, dans de nombreux pays, l'accès aux services de santé est garanti par l'intermédiaire des services publics, gratuitement ou à un coût relativement bas.<sup>36</sup> Cependant, il convient de noter que la qualité de ces services varie considérablement d'un pays à l'autre, en particulier dans les pays en développement. En raison de la mauvaise qualité des services de santé ou de l'accès limité aux services de santé publics, dans de nombreux pays en développement, les familles engagent des dépenses de santé importantes qui ont un effet d'appauvrissement prononcé sur ces ménages.<sup>37</sup> Si cela résulte en partie de la faiblesse des systèmes de sécurité sociale dans les pays en développement, cela résulte également du fait que les familles à faible revenu ne disposent pas d'une épargne suffisante pour leur permettre de faire face aux dépenses de santé, généralement liées à l'achat de fournitures médicales ou de produits pharmaceutiques, même si le service de santé en tant que tel est en théorie fourni gratuitement. Dans ces conditions, certaines familles choisissent de ne pas se faire soigner ou d'avoir recours pour ce faire à des voies moins conventionnelles qui peuvent présenter des risques considérables.

Des impératifs semblables sous-tendent l'ODD n° 4 (Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie). Encore une fois, malgré l'existence de systèmes d'enseignement public qui sont normalement gratuits, la qualité de l'enseignement public dispensé dans certains pays ne permet pas aux enfants d'acquérir les compétences qui leur permettraient de réussir dans la vie. Les familles à faible revenu sont désavantagées et de ce fait pour que leurs enfants accèdent à la même qualité d'éducation que celle des familles plus aisées, elles doivent engager des dépenses supplémentaires pour aller au-delà de ce qui est offert par les services publics d'éducation.<sup>38</sup> Cela pourrait mettre en péril les ressources financières déjà limitées des ménages à faible revenu. Dans certains pays en développement, il a également été observé que de nombreux enfants contribuent au revenu du ménage dans les familles à faible revenu. Cela signifie qu'en raison du faible niveau de revenu ou de salaires insuffisants, les enfants se retrouvent déscolarisés ou quittent prématurément le système éducatif pour travailler et contribuer aux dépenses de leur famille. Cela est la raison pour laquelle plus de deux tiers des enfants qui travaillent le font en tant que travailleurs familiaux.<sup>39</sup>

Afin d'estimer les dépenses en matière de santé et d'éducation des travailleurs et de leur famille, une approche différente de celle suivie jusqu'à présent est ici retenue. En effet, contrairement aux dépenses liées à l'alimentation et au logement, qui sont estimées sur la base d'une *approche normative*, les dépenses en matière de santé, d'éducation et pour les autres besoins essentiels sont estimées à l'aide d'une *mesure relative*,<sup>40</sup> basée sur la répartition des dépenses nationales. Les dépenses en matière de santé et d'éducation sont estimées de manière à être représentatives des dépenses d'un groupe de ménages de référence au niveau de la répartition des dépenses. La méthodologie proposée en matière de santé et d'éducation peut être résumée par les trois étapes suivantes:

- Etape n° 1: Identifier un groupe de ménages pouvant servir de référence afin d'estimer le coût des dépenses permettant d'avoir accès à une santé et une éducation de base mais d'un niveau décent, par habitant.
- Etape n° 2: Estimer son coût total pour une famille de taille de référence.
- Etape n° 3: Etablir, le cas échéant, des estimations de ces coûts au niveau régional.

36 OMS, «[Technical Note on the Inclusion of Health Expenditures in the Minimum Expenditure Basket and Subsequent Multi-Purpose Cash Transfer](#)», 2020.

37 BIT, [Bâtir l'avenir de la protection sociale pour un monde du travail centré sur l'humain](#), Rapport V, CIT, 109<sup>e</sup> session, 2021.

38 Voir OCDE, [Résultats du PISA 2018 \(Volume II\): Et si tous les élèves réussissaient?](#), 2019, chapitre n° 2.

39 BIT, [Estimations mondiales du travail des enfants: résultats et tendances 2012-2016](#), 2017.

40 Pour des informations supplémentaires sur les valeurs absolues et les valeurs relatives, voir l'encadré 1.

Il convient de noter que l'un des avantages de l'approche relative pour estimer les dépenses en matière de santé et d'éducation est qu'une telle approche permet de s'assurer que ces estimations soient cohérentes avec les réalités socio-économiques au niveau national. Dans la mesure où l'estimation des dépenses liées à l'alimentation et au logement se base sur une approche normative, utiliser une telle approche pour estimer les dépenses en matière de santé et d'éducation impliquerait qu'une importante partie de nos estimations soit basée sur des exigences normatives théoriques, ce qui pourrait entraîner un écart entre certaines de ces estimations et les réalités socio-économiques locales. Le fait d'introduire ici une mesure relative basée sur la répartition des dépenses au niveau national permet donc de contourner cette difficulté.

Bien que nous n'ayons pas recours à une approche normative qui permettrait de s'assurer que chaque travailleur ait accès à des conditions de vie minimales décentes, garanties par des exigences minimales prédéfinies, le fait d'utiliser une mesure relative permet d'éviter d'avoir à faire des choix arbitraires quant aux catégories de dépenses pour lesquelles, contrairement à l'alimentation et au logement, il serait très difficile de s'entendre sur des normes (quantitatives et qualitatives) minimales.<sup>41</sup> Aussi, même si l'approche relative ne permet pas, contrairement à l'approche normative, de garantir certaines normes minimales concernant les besoins des travailleurs et de leur famille, cette approche reste, du moins en partie, conforme à l'esprit de l'article 3 de la convention n° 131 de l'OIT, qui requiert que les niveaux de vie comparés d'autres groupes sociaux soient pris en considération.

Les étapes n°s 1 à 3 permettant d'estimer les besoins en matière de santé et d'éducation sont examinées ci-après, et fournissent des exemples de l'application de cette approche dans les pays pilotes. Ce chapitre s'achève par une discussion concernant le processus de validation et les ajustements possibles pouvant être nécessaires pour refléter les circonstances nationales, tout en évoquant certaines stratégies d'estimation alternatives.

## **Etape n° 1: Sélectionner un groupe de ménages pouvant servir de référence et estimer le coût de la santé et de l'éducation, par habitant**

Les comportements en matière de santé et d'éducation, ainsi que pour les autres biens et services essentiels, et donc le niveau des dépenses y afférentes, varient en fonction des revenus du ménage. En réalité, hors alimentation et logement, la part des dépenses augmente généralement à mesure que les niveaux de revenu et de développement augmentent.<sup>42</sup> Pour les pays pilotes pour lesquels des données sur les dépenses des ménages sont disponibles, nous pouvons être amenés à observer que les ménages à faible revenu ont tendance à dépenser davantage pour l'alimentation et, par conséquent, à dépenser moins pour d'autres dépenses essentielles, en particulier la santé et l'éducation (voir le tableau 34).

Il est, par conséquent, nécessaire d'identifier un groupe de ménages représentant les travailleurs les moins rémunérés ayant un niveau de vie relativement décent. Dans le cadre de la présente méthodologie, le groupe de ménages sélectionné pour estimer les besoins en matière de santé et d'éducation correspond aux ménages sélectionnés pour estimer les besoins alimentaires et dont la consommation calorique est la plus proche des besoins caloriques recommandés. Ce choix permet de maintenir une certaine cohérence avec l'approche normative retenue au niveau de l'alimentation. En outre, cette approche est semblable à celle utilisée pour estimer les dépenses non alimentaires dans le cadre la méthodologie du panier de dépenses minimum (MEB) qui s'appuie également sur les

41 Voir Anker et Anker (2017), chapitre n° 7.

42 Voir Anker et Anker (2017), chapitre n° 7.

► **Tableau 34: Part des dépenses alimentaires par ménage dans les pays pilotes, par quintile (exprimée en pourcentage des dépenses totales)**

	Costa Rica	Ethiopie	Indonésie	Viet Nam
Quintile 1	27%	79%	67%	51%
Quintile 2	22%	78%	63%	46%
Quintile 3	20%	78%	60%	45%
Quintile 4	15%	75%	55%	42%
Quintile 5	8%	70%	37%	33%

**Note:** Estimations du BIT basées sur les enquêtes socio-économiques des pays pilotes.

Le premier quintile correspond au niveau le plus bas, et donc aux dépenses les moins élevées, alors que le cinquième quintile correspond aux dépenses les plus élevées.

informations relatives aux dépenses des ménages de référence ici sélectionnés.<sup>43</sup> Ces deux méthodologies s'inspirent de l'approche du «coût des besoins de base» développée par la Banque mondiale pour déterminer les seuils de pauvreté.<sup>44</sup>

Ainsi, les ménages de référence sont ceux qui appartiennent au quintile de référence identifié dans le cadre de l'analyse sur l'alimentation comme le quintile dont l'apport calorique est le plus proche de l'apport calorique recommandé de 2 950 kcal (ou 2 150 kcal pour l'Indonésie) par jour et par équivalent adulte (ou par personne lorsque les estimations équivalent adulte ne sont pas disponibles). Une fois le quintile de référence identifié, le coût des dépenses en matière de santé et d'éducation est estimé par membre de la famille, comme le coût moyen des dépenses par habitant pour les ménages de référence. Contrairement à l'estimation des dépenses liées à l'alimentation et au logement, les estimations en matière de santé et d'éducation reposent sur des estimations par habitant, et non par équivalent adulte, en raison de l'absence d'économies d'échelle pour ces dépenses. En effet, il semble peu opportun de supposer qu'un membre supplémentaire dans la famille aura moins de dépenses en matière de santé ou d'éducation, ou encore qu'un enfant aura moins de dépenses qu'un adulte en la matière. En ce qui concerne l'éducation, c'est en réalité l'inverse qui se produit.

► **Tableau 35: Dépenses mensuelles moyennes par habitant en matière de santé et d'éducation au Viet Nam (en milliers de dongs vietnamiens), par quintile, estimations au niveau national**

Quintile	Calories par équivalent adulte (en utilisant l'AEEA) (kcal)	Santé (par habitant)	Education (par habitant)	Coût mensuel pour la santé et l'éducation (par habitant)
1	2 534	54,3	23,8	<b>78,1</b>
2	<b>2 973</b>	<b>101,6</b>	<b>51,0</b>	<b>152,5</b>
3	3 280	129,3	87,2	<b>216,5</b>
4	3 542	182,1	158,0	<b>340,1</b>
5	4 041	410,0	338,5	<b>748,5</b>
<b>Total</b>	<b>3,274</b>	<b>175,4</b>	<b>131,6</b>	<b>307,1</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

A titre d'exemple, cette première étape est illustrée en se basant sur les données du Viet Nam. Le tableau 35 offre un aperçu des dépenses mensuelles moyennes des ménages, par habitant, répartis par quintiles, au niveau national, en 2018. Les besoins en matière de santé et d'éducation sont ensuite estimés par membre de la famille comme étant équivalents aux dépenses mensuelles moyennes par habitant pour le quintile de référence. Le quintile de référence est, en réalité, le quintile 2 dont la consommation calorique est la plus proche de l'apport calorique recommandé de 2 950 kcal. Par conséquent, les besoins en matière de santé et d'éducation sont estimés à environ 152 500 MDV par membre de la famille, au niveau national.

## Etape n° 2: Estimer le coût total pour une famille de taille de référence

Après avoir estimé, lors de la première étape, le coût total des dépenses en matière de santé et d'éducation par membre de la famille, l'étape n° 2 consiste à estimer ces besoins rapportés à l'ensemble de la famille. A ce stade, tel qu'expliqué précédemment, nous faisons appel à la taille de référence pour une famille. Cela correspond à la taille moyenne d'une famille au niveau national, arrondie au chiffre entier le plus proche. En se basant sur cette taille de référence, le coût mensuel pour la santé et l'éducation est alors calculé en multipliant le nombre de personnes composant une famille de taille de référence par l'estimation du coût de la santé et de l'éducation par habitant.

Le tableau 36 offre un exemple de cette deuxième étape en se basant sur les données du Viet Nam. Afin de s'assurer que l'estimation du coût des dépenses en matière de santé et d'éducation au Viet Nam permette de subvenir aux besoins d'une taille de famille représentative et tienne compte la taille du ménage, les besoins estimés par personne lors de la première étape sont multipliés par le nombre moyen de personnes au sein d'une famille de taille de référence, soit 3,71 arrondi au chiffre entier le plus proche, c'est-à-dire 4 personnes, au niveau national. Par conséquent, le coût total mensuel des besoins d'une famille de 4 personnes en matière de santé et d'éducation au Viet Nam s'élève à 610 000 MDV, au niveau national.

► **Tableau 36: Estimation mensuelle du coût de la santé et de l'éducation pour une famille de 4 personnes au Viet Nam, estimations au niveau national**

	Coût mensuel de la santé et de l'éducation - par habitant (MVND) <sup>a</sup>	Nombre moyen de personnes composant un ménage (arrondi au chiffre entier le plus proche)	Coût mensuel de la santé et de l'éducation pour une famille de 4 personnes (MVND) <sup>a</sup>
National	152,5	4	610

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

<sup>a</sup> **MVND** = en milliers de dong vietnamiens.

## Etape n° 3: Estimations par zone géographique

Dans certains pays, les taux de salaire minimum varient selon les zones géographiques en raison des différences constatées au niveau du coût de la vie, du développement économique et de la situation du marché du travail au sein du pays concerné, comme cela est notamment le cas en Indonésie ou au Viet Nam.<sup>45</sup> Par conséquent, une étape supplémentaire peut être

<sup>45</sup> BIT, *Rapport mondial sur les salaires 2020-21: salaires et salaire minimum au temps du COVID-19*, 2020.

ajoutée, en répliquant l'approche adoptée aux étapes n<sup>os</sup> 1 et 2 pour chacune des zones géographiques du pays concerné. Les zones déterminées au niveau national pour fixer les taux de salaire minimum dans chacune de ces régions peuvent être utilisées à cette fin. Lorsqu'un trop grand nombre de divisions ou de subdivisions existe au niveau régional ou local, par souci de simplicité, seules les principales zones régionales sont ici prises en considération. Cependant, dans le cadre des négociations sur les salaires, les partenaires sociaux peuvent, le cas échéant, appliquer la même approche à l'échelle locale souhaitée.

Afin d'illustrer cette étape, les étapes n<sup>os</sup> 1 et 2 basées sur les données du Viet Nam sont ici reproduites pour chacune des zones de salaire minimum. Dans le cas du Viet Nam, le même quintile de référence a été identifié dans chacune des quatre différentes zones de salaire minimum. Le tableau 37 démontre la manière dont les besoins en matière de santé et d'éducation varient considérablement d'une zone de salaire minimum à l'autre. Alors, qu'au niveau national, ces besoins sont estimés, pour une famille de quatre personnes, à 610 000 MVND, en moyenne, les estimations correspondant à la zone n<sup>o</sup> 1 (1 114 000 MVND) sont plus deux deux fois supérieures à celles de la zone n<sup>o</sup> 4 (442 000 MVND).

► **Tableau 37: Estimation mensuelle du coût de la santé et de l'éducation par habitant et pour une famille de 4 personnes au Viet Nam (en milliers de dong vietnamiens), sur la base des quintiles de référence, pour chacune des zones de salaire minimum**

	Coût mensuel de la santé et de l'éducation par habitant	Nombre moyen de personnes composant un ménage	Coût mensuel de la santé et de l'éducation pour une famille de 4 personnes
Zone 1	278		1 114
Zone 2	164	4	656
Zone 3	166		663
Zone 4	110		442

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

## Validation, ajustements possibles et discussion sur les méthodes alternatives

Comme expliqué précédemment, notre méthode d'estimation présente de nombreux avantages, dont celui d'être simple et pratique, tout en permettant de disposer d'estimations reflétant les réalités socio-économiques de chaque pays. Ces avantages permettront aux chercheurs de pouvoir utiliser facilement cette méthode, tout en s'assurant de tenir compte non seulement du contexte local, mais également des habitudes de consommation des ménages qui ne sont pas «trop pauvres» pour avoir un niveau de vie décent. Toutefois, la simplicité de cette approche se fait indubitablement aux dépens de certaines limitations. Au sein de la présente sous-section, nous comparons les estimations obtenues pour les ménages de référence identifiés lors de la première étape, à des estimations alternatives obtenues en sélectionnant d'autres ménages de référence. La possibilité de recourir à une approche normative pour estimer les besoins en matière de santé et d'éducation est également examinée.

### Une mesure relative alternative: améliorer le choix des ménages de référence

Dans la mesure où les données disponibles le permettent, le choix relatif aux ménages de référence utilisés pour estimer les dépenses en matière de santé et d'éducation peut être

amélioré afin refléter des besoins essentiels mais décents qui soient plus proches de la réalité, tout en suivant la même approche relative que celle qui est décrite au sein des paragraphes précédents. L'objectif est ici de prendre en considération le fait que a) les dépenses en matière de santé et d'éducation dépendent de la composition et des caractéristiques démographiques des ménages, notamment de l'âge des différents membres de la famille; et b) dans les pays où l'accès à la santé et l'éducation est inégalement réparti entre les régions, ces dépenses peuvent également dépendre de facteurs géographiques. Ainsi, par exemple, concernant l'éducation, faut-il prendre en considération l'ensemble des ménages ou uniquement ceux ayant des enfants à charge? Compte tenu de l'importance majeure des besoins, notamment en matière de santé et d'éducation, le fait de tenir compte des aspects démographiques et géographiques dans l'estimation des besoins d'une famille peut, dans certains cas, permettre d'éviter de sous-estimer ces besoins en matière de santé et d'éducation.

Afin de refléter la composition démographique du ménage dans la sélection du ménage de référence, il est possible de restreindre simplement l'échantillon aux ménages ayant des enfants de moins de 18 ans.<sup>46</sup> Le choix d'une telle tranche d'âge s'explique par la nécessité de pouvoir permettre aux travailleurs de prendre en charge les dépenses en matière de santé et d'éducation de leur famille, notamment de leurs enfants jusqu'à 18 ans (fin des études secondaires). On pourrait faire valoir que, dans les pays en développement, les dépenses en matière d'éducation sont pratiquement inexistantes jusqu'aux deux ou trois ans de l'enfant dans la mesure où les membres de la famille sont généralement disponibles pour aider à garder les enfants ou pour participer à leur éducation. Il convient, toutefois, de noter que pour les enfants se trouvant dans cette tranche d'âge, les dépenses en matière de santé seront plus importantes en raison des dépenses liées à la naissance et aux maladies de la petite enfance.<sup>47</sup> En toutes hypothèses, et selon les réalités socioculturelles locales, les partenaires sociaux peuvent discuter de l'opportunité d'exclure ou non les enfants relevant de cette tranche d'âge. Par ailleurs, en ce qui concerne les dépenses en matière de santé et la présence de personnes âgées au sein du ménage, il semble préférable de ne pas exclure cette catégorie de ménages au moment de sélectionner les ménages de référence, au risque de se retrouver avec un échantillon trop restreint pour pouvoir calculer des estimations fiables et représentatives.

En suivant la même approche relative en trois étapes que celle décrite au sein des paragraphes précédents, la première alternative peut consister à évaluer les besoins en matière de santé et d'éducation en restreignant les ménages de référence, au sein du quintile de référence identifié, aux seuls ménages ayant au minimum 1 enfant de moins de 18 ans à charge. Par conséquent, les dépenses en matière de santé et d'éducation sont estimées comme les dépenses moyennes par habitant pour ces ménages. Le tableau 38 offre un aperçu de cette estimation alternative en se basant sur les données de l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*. D'après ce tableau, pour les trois premières zones de salaire minimum, le résultat des estimations, obtenues en limitant l'échantillon aux ménages ayant au moins 1 enfant de moins de 18 ans à charge, est légèrement supérieur à celui des estimations obtenues en prenant l'ensemble des ménages en considération. Ces différences, exprimées en pourcentage, varient entre 15 pour cent dans la zone de salaire minimum n° 1, à - 2 pour cent dans la zone de salaire minimum n° 4. Cela suggère que notre premier choix concernant les ménages de référence est légèrement plus conservateur que le choix alternatif. Cependant, le recours à cette mesure alternative est conditionnée par la disponibilité des données sur l'âge des enfants au sein de la famille.

---

46 Voir Anker et Anker (2017), chap. 7.

47 OCDE, «[Focus on Health Spending: Expenditure by Disease, Age and Gender](#)», 2016.

► **Tableau 38: Estimation mensuelle du coût de la santé et de l'éducation par habitant, au Viet Nam, au niveau national et par zone de salaire minimum**

	Coût mensuel de la santé et de l'éducation par habitant (échantillon limité aux seuls ménages ayant au moins un enfant de moins de 18 ans à charge)	Coût mensuel de la santé et de l'éducation par habitant (ensemble des ménages)	Différences en pourcentage
National	158	153	4%
Zone 1	328	278	15%
Zone 2	188	164	13%
Zone 3	186	166	11%
Zone 4	108	110	-2%

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

Cependant, il peut parfois être nécessaire d'affiner le choix concernant les ménages de référence sélectionnés, en cas de disparités géographiques importantes. En effet, dans certains pays en développement, où l'accès à la santé et à l'éducation reste limité ou inexistant dans certaines régions, notamment dans les zones rurales, le fait de se baser sur la moyenne nationale peut conduire à sous-estimer les besoins en matière de santé et d'éducation des travailleurs et de leur famille. Dans un tel cas, il peut être envisagé de déterminer un sous-échantillon au sein de la population afin de mieux refléter les besoins de la population pour ce type de dépenses. Telle est la raison pour laquelle en Ethiopie, par exemple, le processus de validation des estimations nous a conduit à nous baser sur les dépenses moyennes des ménages vivant en zone urbaine pour estimer les dépenses en matière de santé et d'éducation au niveau national. Cette décision a été prise après avoir minutieusement examiné la base de données, ce qui nous a permis d'observer qu'un très grand nombre de ménages, installés en zone rurale, avait déclaré n'avoir engagé aucune dépense en matière de santé et d'éducation. De ce fait, les besoins en matière de santé et d'éducation des travailleurs et de leur famille apparaissaient comme étant bien moindres en zone rurale, comme en témoigne le tableau 39. Il a donc fallu procéder à un ajustement de ces résultats, en restreignant les ménages de référence aux seuls ménages installés en zone urbaine, où le coût correspondant à un accès de base mais décent à la santé et à l'éducation par habitant est estimé à environ 42 Br.

► **Tableau 39: Dépenses mensuelles moyennes en matière de santé et d'éducation par habitant, par quintile en Ethiopie (en birrs éthiopiens), estimations au niveau national et en zone urbaine**

Quintile	Total (santé et éducation)	
	Niveau national	Zone urbaine
1	14	29
2	22	42
3	33	64
4	66	100
5	188	255
<b>Total</b>	61	141

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique de l'Ethiopie de 2018*.

## A quoi pourrait ressembler une évaluation normative des dépenses en matière de santé et d'éducation?

Nous pourrions être amenés à faire valoir que les besoins d'une famille en matière de santé et d'éducation doivent être estimés selon une approche normative, compte tenu de leur importance. Cependant, établir des normes pour déterminer les besoins en matière de santé et d'éducation se révèle bien plus compliqué qu'en ce qui concerne l'alimentation et le logement, en raison du grand nombre d'aspects différents devant être pris en considération. En ce qui concerne l'éducation, par exemple, cela nécessiterait de répondre à un certain nombre de questions, telles que:

- ▶ Quel niveau d'éducation faut-il prendre en considération (nombre d'années d'études)?
- ▶ Quel serait le coût correspondant à une année d'études?
- ▶ Quel est le nombre d'enfants à prendre en compte?
- ▶ Quelles devraient être les exigences minimales au niveau de la qualité de l'éducation?

En ce qui concerne les dépenses de santé, l'approche normative semble encore plus compliquée à mettre en place dans la mesure où définir une norme minimale reviendrait à faire abstraction de l'état de santé propre à chaque individu. Cela est peut-être d'ailleurs la raison pour laquelle, à notre connaissance, aucune approche normative n'a encore été élaborée pour estimer les besoins en matière de santé et d'éducation. Cependant, Anker et Anker (2017) proposent une méthodologie permettant d'évaluer la pertinence des estimations obtenues par l'intermédiaire de l'approche relative, en comparant ces estimations à une approche se basant sur des enquêtes spécifiques et des informations détaillées sur la consommation en matière de santé et d'éducation.

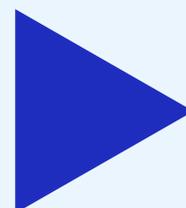
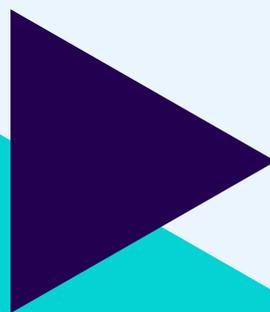
La vérification suggérée par Anker et Anker (2017) consisterait à comparer les estimations obtenues par l'intermédiaire d'une approche relative à celles obtenues dans le cadre d'une évaluation ex-post. Ces estimations de vérification devraient s'appuyer sur des informations collectées au niveau local en vue de garantir leur pertinence et leur fiabilité. En effet, les dépenses, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation, peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre dans la mesure où elles se basent sur les réalités socio-économiques propres à chaque pays. En ce qui concerne la santé, les informations nécessaires portent, par exemple, sur le nombre mensuel de visites à l'hôpital, le niveau d'utilisation des structures médicales publiques et privées ou la fréquence des achats de médicaments. En ce qui concerne l'éducation, les informations nécessaires incluent généralement le type de dépenses engagées par les ménages pour les enfants fréquentant l'école publique. La collecte de l'ensemble de ces informations nécessiterait d'identifier des travailleurs et des informateurs clés, et de les interroger.<sup>48</sup> Une autre solution consisterait à se baser sur les informations contenues dans les enquêtes existantes, notamment en matière de santé ou d'éducation. Bien qu'il existe rarement des enquêtes nationales sur les dépenses des ménages consacrées à l'éducation des enfants, des enquêtes de type enquête démographique et de santé ou des enquêtes sur les établissements de santé pourraient du moins donner une première indication du niveau moyen d'utilisation des établissements de santé et éventuellement du type de dépenses engagées en matière de santé.



5

## Le coût des autres biens et services essentiels: une approche relative

---



## ► 5. Le coût des autres biens et services essentiels: une approche relative

---

Outre les dépenses en matière de santé et d'éducation, certains autres biens et services sont également essentiels au bien-être des travailleurs et de leur famille. Il est donc nécessaire de prendre ces autres biens et services essentiels<sup>49</sup> en considération lorsqu'il s'agit d'estimer un niveau de salaire suffisant pour subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille. En effet, lorsque le revenu du ménage n'est pas suffisant pour satisfaire ces autres besoins essentiels, ces ménages peuvent alors être contraints de choisir entre ces autres besoins et services essentiels et des besoins essentiels plus manifestes comme l'alimentation ou l'éducation des enfants. Par conséquent, dès lors qu'une alimentation suffisante, un logement décent, la santé et l'éducation sont garantis, le salaire basé sur les besoins des travailleurs et de leur famille devrait également prendre en considération les dépenses correspondant aux autres biens et services essentiels.

La principale difficulté en la matière tient, en réalité, au fait que la détermination des autres biens et services essentiels dépend grandement du contexte et des circonstances nationales. Contrairement à l'alimentation ou à la santé et l'éducation, qui sont des besoins universels et évidents, indépendamment du pays ou des habitudes culturelles des travailleurs, la liste de ces autres biens et services essentiels peut varier d'un pays à l'autre. Si certaines dépenses sont essentielles à l'inclusion sociale et au bien-être au sein de certaines sociétés, elles ne le sont pas pour d'autres. Par conséquent, pour évaluer le coût des autres besoins essentiels à la vie décente d'une famille, la première étape consiste à identifier ces besoins. La nature de ces besoins et la manière dont ils sont pris en compte peuvent être adaptées aux différents circonstances nationales, et faire l'objet de discussions entre les partenaires sociaux.

Tout comme pour l'estimation des dépenses en matière de santé et d'éducation, les autres besoins essentiels sont également estimés à l'aide d'une approche relative. Ce choix résulte de la complexité inhérente à la mise en œuvre d'une approche normative, qui nécessiterait ici de définir des normes minimales en termes de consommation pour chacun des autres biens et services essentiels. Le recours à une approche relative basée sur la répartition des dépenses nationales permet de s'assurer que les besoins identifiés soient conformes aux réalités socio-économiques au niveau national. En outre, comme cela a été souligné dans le cadre de l'approche relative utilisée pour estimer les besoins en matière de santé et d'éducation, une approche relative basée sur la répartition des dépenses nationales est conforme à l'esprit de l'article 3 de la convention n° 131 de l'OIT, qui appelle à prendre en considération les niveaux de vie comparés d'autres groupes sociaux. L'approche relative utilisée pour estimer les besoins des travailleurs et de leur famille concernant les autres biens et services essentiels peut être résumée par les 4 étapes suivantes:

- Etape n° 1 : Identifier quels sont les autres biens et services essentiels.
- Etape n° 2: Sélectionner le groupe de ménages de référence et déterminer le coût des autres biens et services essentiels par équivalent adulte.
- Etape n° 3: Estimer le coût total pour une famille de taille représentative.
- Etape n° 4: Etablir, le cas échéant, des estimations au niveau régional.

Les paragraphes suivants passent en revue les étapes n°s 1 à 4 permettant d'estimer le coût des autres biens et services essentiels, en prenant pour exemple le pays pilote du Costa Rica.

---

<sup>49</sup> Au sein de cette section, l'expression «autres biens et services essentiels» fait référence aux dépenses concernant l'ensemble des biens et services essentiels, à l'exclusion de l'alimentation, du logement, de la santé et de l'éducation.

Ce chapitre se termine par une discussion sur le processus de validation et les ajustements possibles pouvant être nécessaires pour refléter les circonstances nationales, en évoquant certaines stratégies d'estimation alternatives.

## Etape n° 1: Identifier quels sont les autres biens et services essentiels

L'une des manières les plus simples et les plus efficaces de procéder est de commencer par identifier l'ensemble des groupes de dépenses dont l'absence pourrait avoir un impact significatif sur le bien-être et le développement personnel d'un individu. Le premier poste de dépenses à considérer, à cet égard, est celui des articles d'habillement et des chaussures. En effet, pour une famille, les vêtements sont indispensables à la vie en société, notamment pour aller travailler, acheter de la nourriture, aller à l'école et se faire soigner. En outre, un certain niveau de qualité des vêtements est parfois requis pour être accepté au sein de la société, notamment en ce qui concerne l'accès aux possibilités d'emploi. Pour des raisons similaires, les transports constituent un autre poste de dépenses essentielles permettant de garantir la mobilité des membres de la famille. Sont également incluses, les dépenses relatives à l'achat ou l'entretien de biens durables qui sont utilisés au quotidien mais pour lesquels des frais sont habituellement engagés sur une base annuelle ou sporadique tout au long de l'année. Il s'agit ici de biens durables tels que les meubles, le mobilier et les ustensiles de maison (lit, matelas, oreillers, fer à repasser, balais, couteaux, machettes, etc.) utilisés pour cuisiner, nettoyer ou équiper le logement afin de le rendre habitable.

Par ailleurs, les dépenses susceptibles d'avoir un impact sur le bien-être et le développement personnel d'un individu concernent également les dépenses liées à la communication, la culture et les loisirs, ainsi que d'autres dépenses diverses. Les dépenses de communication concernent la téléphonie fixe et mobile, Internet et les services postaux. Ces dépenses sont incluses car elles sont généralement utilisées par les familles pour maintenir facilement un lien avec les autres, ce qui contribue à leur bien-être. Dans certains cas, ces dépenses peuvent également être nécessaires à des fins professionnelles. S'agissant des activités culturelles et récréatives, certaines de ces dépenses figurent parmi les «autres biens et services essentiels» lorsqu'elles peuvent contribuer au bien-être de la famille ou constituer une obligation sociale, selon le pays et le contexte socioculturel. En effet, de nombreuses études ont démontré que l'accès à la culture, parfois de manière concomitante avec l'accès à la santé, peut jouer un rôle important dans le bien-être d'une personne et, à défaut, contribuer à sa détresse psychologique.<sup>50</sup> Il a même été démontré que l'accès aux loisirs avait des effets à long terme sur le bien-être psychologique des adolescents et la diminution de leur niveau de stress.<sup>51</sup> Ainsi, il est essentiel que les travailleurs et leur famille puissent accéder à certaines activités culturelles et récréatives afin de préserver leur santé mentale et physique. Il convient de noter, qu'en ce qui concerne ce dernier groupe de dépenses, sont également incluses certaines activités (tel que, par exemple, les activités et événements religieux) qui peuvent revêtir un caractère obligatoire, selon le contexte culturel, et pour lesquelles les familles sont prêtes à sacrifier certaines autres dépenses essentielles.

D'autres types de dépenses ou de paiements sont également pris en considération pour estimer le coût des «autres biens et services essentiels», tel que notamment les dépenses diverses et les dépenses non liées à la consommation. Les dépenses diverses comprennent tous les achats et les frais qu'un ménage engage pour l'hygiène personnelle (savon, dentifrice, crèmes pour la peau, coiffure, etc.), les articles ménagers ou de cuisine non durables

50 Enzo Grossi et coll., «The Interaction between Culture, Health and Psychological Well-Being: Data Mining from the Italian Culture and Well-Being Project», *Journal of Happiness Studies*, vol. 13, n° 1 (2012), pp. 129-148.

51 Kyulee Shin et Sukkyung You, «Leisure Type, Leisure Satisfaction and Adolescents' Psychological Well-Being», *Journal of Pacific Rim Psychology*, n° 2 (2013), pp. 53-62.

(allumettes, charbon de bois, bougies, gaz naturel, etc.), ainsi que pour tout autre besoin existant selon le contexte national ou local. Ce dernier type de dépenses, parfois inclus dans le groupe précédent des dépenses diverses, sont celles qui ne sont pas liées à la consommation, tel que généralement les versements obligatoires auxquels les travailleurs ou les ménages sont soumis et qui diminuent le montant des ressources disponibles pour subvenir aux besoins de la famille. Il s'agit notamment du paiement des impôts ou des cotisations sociales obligatoires, selon le contexte national ou local, qui ne sont pas liés à la consommation.

Après avoir défini les différents types de dépenses qui sont considérées comme «autres biens et services essentiels», il est parfois nécessaire d'exclure certaines dépenses ne pouvant pas être considérées comme essentielles. Par exemple, au sein de nos estimations, nous avons généralement exclu les dépenses liées aux jeux d'argent, aux transports destinés à partir en vacances au sein même du pays considéré ou à l'étranger, à la chirurgie esthétique, au salaire des travailleurs domestiques ou aux produits de luxe, tels que les montres ou bijoux coûteux. Cette décision revête, toutefois, un caractère subjectif et peut, le cas échéant, être discutée entre les partenaires sociaux. En outre, selon la disponibilité d'informations détaillées sur les dépenses, il est également envisageable d'exclure plus précisément certaines dépenses et d'estimer des types de dépenses mieux définis. En toutes hypothèses, l'approche relative adoptée pour estimer les «autres biens et services essentiels» devrait normalement nous amener à exclure les dépenses non essentielles ou, du moins, à limiter ces dépenses à un niveau raisonnable.

Au Costa Rica, par exemple, les dépenses consacrées aux articles d'habillement et aux chaussures, aux transports, à la communication, aux loisirs et à la culture sont incluses dans l'estimation des besoins des travailleurs et de leur famille. En outre, différents autres biens et services sont pris en considération, tels que notamment les articles destinés à un usage personnel, les services de protection sociale, les assurances, les services financiers, ainsi que

► **Tableau 40: Exemples d'autres biens et services essentiels pris en considération pour les estimations sur le Costa Rica**

<b>Autres besoins essentiels</b>	<b>Informations détaillées</b>
<b>Habillement et chaussures</b>	Tissus, vêtements et accessoires vestimentaires, chaussures
<b>Transports</b>	Achat de véhicule Pièces de rechange, accessoires et entretien des véhicules Carburant et lubrifiants Services de transport
<b>Communication</b>	Services postaux Équipement téléphonique Service téléphonique
<b>Loisirs et culture</b>	Matériel audiovisuel, photographique et informatique Équipements de loisirs, jardins, animaux de compagnie Services récréatifs et culturels Journaux, livres, fournitures de bureau Offres touristiques
<b>Autres biens et services</b>	Soins et hygiène personnels Articles destinés à un usage personnel Services de protection sociale Assurance Services financiers Autres services non spécifiés ci-dessus
<b>Autres besoins non liés à la consommation</b>	Taxes, amendes et frais non liés au revenu Impôts sur le revenu Cotisations sociales obligatoires Cotisations sociales volontaires Transferts de fonds Autres dépenses non liées à la consommation

les dépenses non liées à la consommation, comme, par exemple, l'impôt sur le revenu et autres taxes et impôts, les amendes et frais, et les cotisations sociales obligatoires et volontaires.

## Etape n° 2: Sélectionner les ménages de référence et déterminer le coût des autres biens et services essentiels par équivalent adulte

Comme précédemment évoqué au sein du chapitre sur la santé et l'éducation, les comportements en matière de dépenses varient considérablement selon le niveau de revenu des ménages, et il est donc nécessaire de déterminer avec précaution le groupe de ménages de référence devant être ici retenu. Tout comme pour l'estimation des besoins en matière de santé et d'éducation, le groupe de ménages de référence pour estimer les besoins correspondant aux autres biens et services essentiels reste le quintile de référence identifié pour l'estimation des besoins alimentaires. Ainsi, les ménages de référence sont ceux qui appartiennent au quintile de référence identifié dans le cadre de l'alimentation, c'est-à-dire le quintile dont la consommation calorique quotidienne est la plus proche de l'apport calorique recommandé de 2 950 kcal par jour et par équivalent adulte. Le coût des autres biens et services essentiels correspond donc aux dépenses mensuelles moyennes par équivalent adulte du quintile de référence. Il convient de noter que le recours à des estimations par équivalent adulte semble ici plus approprié en raison de l'existence d'économies d'échelle pour la plupart des autres besoins essentiels.

Cette étape est illustrée ci-après en se basant sur les données du Costa Rica. Le tableau 41 classe les dépenses des ménages en la matière par quintile, pour les années 2013 et 2018. Les besoins en «autres biens et services essentiels» sont ensuite estimés comme équivalant aux dépenses mensuelles moyennes par équivalent adulte du quintile de référence pour une année donnée. Aussi bien pour l'année 2013 que 2018, le quintile 2 avait été retenu précédemment comme quintile de référence lors de l'estimation des besoins alimentaires, la consommation calorique moyenne correspondant à ce quintile étant celle s'approchant le plus de la recommandation de 2 950 kcal.

► **Tableau 41: Dépenses mensuelles moyennes consacrées aux autres biens et services essentiels par ménage (en colones costaricains), Costa Rica, 2013 et 2018**

Quintiles	Autres biens et services essentiels <sup>a</sup>		
	2013	2018	Taux de progression
1	26 370	32 277	22%
<b>2</b>	<b>55 978</b>	<b>61 658</b>	<b>10%</b>
3	87 005	91 358	5%
4	153 175	159 542	4%
5	463 600	455 649	-2%
<b>Total</b>	<b>157 158</b>	<b>160 085</b>	<b>2%</b>

**Source :** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Costa Rica, 2013 et 2018*

<sup>a</sup> Les estimations des autres biens et services essentiels ne tiennent pas compte des boissons alcoolisées, du tabac, des jeux d'argent, des restaurants et des hôtels. Le coût relatif aux transports comprend l'achat, l'entretien et la réparation des véhicules, le carburant et les lubrifiants, ainsi que les services de transport.

En se basant sur les dépenses mensuelles moyennes du quintile 2 comme point de référence pour calculer les besoins essentiels concernant les autres biens et services essentiels, il ressort du tableau 42 que l'estimation de ces dépenses, par équivalent adulte, s'élevait à 55 978 ₡, en 2013, et à 61 657 ₡, en 2018.

► **Tableau 42: Estimation détaillée du coût des dépenses concernant les autres biens et services essentiels par équivalent adulte au Costa Rica (en colones costaricains)**

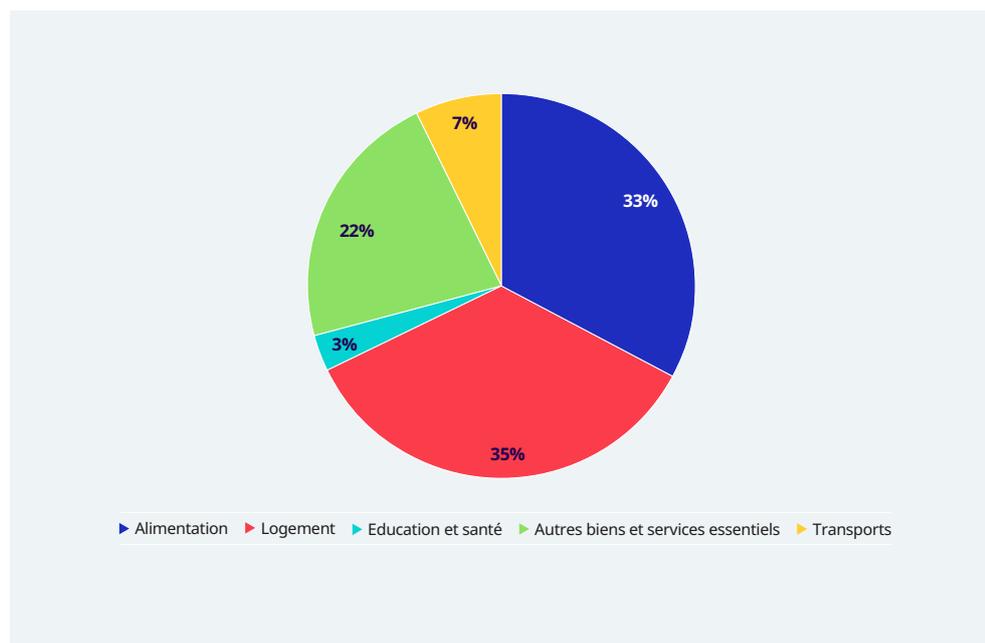
Autres besoins essentiels	2013	2018
Habillement et chaussures	6 749	5 807
Transports	12 618	15 370
Communication	7 341	9 134
Loisirs et culture	8 098	7 307
Autres biens et services	8 220	8 790
Autres besoins non liés à la consommation	12 952	15 249
Coût total des «autres biens et services essentiels» (par équivalent adulte)	55 978	61 657

**Source :** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Costa Rica, 2013 et 2018*.

**Note:** Les dépenses pour les biens durables sont réparties en fonction des groupes de dépenses auxquelles elles se rapportent. Par exemple, les dépenses liées à l'achat d'une voiture sont incluses dans les frais de transport.

Il ressort du tableau 42, qu'en 2018, les Costaricains ont engagés davantage de dépenses par équivalent adulte pour les transports et les biens non destinés à la consommation, alors qu'ils ont moins dépensé en articles d'habillement et en chaussures.

► **Figure 14: Part des dépenses en autres biens et services essentiels par équivalent adulte, au Costa Rica, en 2018**



**Source :** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Costa Rica, 2013 et 2018*.

### Etape n° 3: Estimer les besoins globaux d'une famille de taille de référence

Compte tenu du fait que les estimations calculées lors de la deuxième étape se réfèrent aux besoins par équivalent adulte, l'étape n° 3 permet de convertir ces besoins afin de pouvoir subvenir à l'ensemble des besoins d'une famille. Pour ce faire, nous devons prendre en considération les besoins d'une famille de taille de référence, correspondant à la taille moyenne d'une famille au niveau national, arrondie au nombre entier le plus proche. Cependant, en raison de l'existence d'économies d'échelle, les coûts estimés à l'étape précédente, par équivalent adulte, ne peuvent pas être simplement multipliés par le nombre de personnes composant une famille de taille de référence. Ainsi, l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE (ou échelle d'Oxford) est utilisée pour convertir le nombre de personnes d'une famille de référence en équivalents adultes. Les besoins mensuels correspondant aux autres biens et services essentiels pour une famille de taille de référence sont ensuite estimés en multipliant le coût des autres biens et services essentiels par équivalent adulte par le nombre d'équivalents adultes au sein d'une famille de taille représentative.

En prenant comme exemple les données disponibles pour le Costa Rica, les estimations obtenues lors de la deuxième étape sont converties en estimations pour une famille de taille représentative. Au Costa Rica, le nombre de personnes dans un ménage en 2013 et 2018 arrondi au nombre entier le plus proche correspondait à 3 personnes, équivalent respectivement à 2,25 et 2,27 équivalents adultes, en 2013 et 2018. Le tableau 43 offre un aperçu des estimations totales pour une famille de taille représentative (soit une famille composée de 3 personnes) équivalant, lorsque l'échelle d'équivalence de l'OCDE est utilisée, à environ 125 679 ₡, en 2013, et 139 776 ₡, en 2018.

► **Tableau 43: Estimation détaillée du coût des autres biens et services essentiels pour une famille de 3 personnes au Costa Rica (en colones costaricains)**

	Coût total des «autres biens et services essentiels» par équivalent adulte)	Nombre moyen d'équivalents adultes par ménage	Coût mensuel (pour une famille de 3 personnes)
2013	55 978	2,25	125 679
2018	61 657	2,27	139 776

**Source :** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Costa Rica*, 2013 et 2018.

### Etape n° 4: Estimations par zone géographique

Cette étape consiste à reproduire les étapes précédentes, séparément pour chacune des zones géographiques pertinentes du pays concerné. Cela peut s'avérer nécessaire car, dans certains pays, les taux de salaire minimum varient selon les zones géographiques en raison des différences constatées au niveau du coût de la vie, du développement économique et de la situation du marché du travail, comme cela est notamment le cas en Indonésie ou au Viet Nam.

### Validation, ajustements possibles et discussion sur les méthodes alternatives

Comme expliqué précédemment, l'une des principales difficultés concernant les dépenses correspondant aux «autres biens et services essentiels» réside dans le fait de déterminer quels

sont ces autres besoins devant être considérés comme essentiels. Telle est la raison pour laquelle il est nécessaire de clarifier ce point lors des étapes précédentes. Un autre aspect tout aussi problématique pour ce type de dépenses tient au fait de fixer, pour chacune de ces dépenses, un montant minimum permettant à une famille d'avoir un niveau de vie décent.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, même si les «autres biens et services essentiels» peuvent être considérés comme des besoins essentiels secondaires, le fait de ne pas disposer des ressources nécessaires pour subvenir à ces besoins peut avoir pour effet de contraindre les familles à réduire, par exemple, leur consommation alimentaire ou les dépenses liées à l'éducation de leurs enfants et/ou avoir une incidence sur leur bien-être et leur développement personnel. En ce sens, notre méthodologie, qui fait appel à une approche relative à la fois simple et pratique, nous permet de déterminer le niveau de ces dépenses pour une famille qui arrive à satisfaire les exigences minimales requises en termes d'alimentation (apport calorique et nutritionnel). Par construction, cette approche reste cohérente avec les réalités locales.

Cependant, tout comme pour les autres catégories de dépenses, nous pourrions envisager ce que pourrait être une évaluation basée sur une approche normative, c'est-à-dire en d'autres termes comment définir des normes minimales en termes de niveaux de consommation pour les besoins correspondants aux «autres biens et services essentiels». La question est, ici, encore plus complexe et délicate que pour toutes les autres situations évoquées jusqu'à présent. En effet, parmi ces dépenses, en ce qui concerne par exemple le type de besoin essentiel le plus évident, au-delà du principe unanimement admis qu'une personne a le droit de pouvoir s'habiller et se chausser, comment déterminer un niveau de décence minimum pour cette catégorie de dépenses, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif? Cette même difficulté existe pour l'ensemble des autres dépenses relevant de la catégorie des «autres biens et services essentiels».

Par conséquent, adopter une approche normative pour évaluer les besoins correspondant aux «autres biens et services essentiels» s'avère être une tâche délicate. Compte tenu de la difficulté d'identifier avec précision des montants minimum pour les dépenses correspondant aux «autres biens et services essentiels» permettant de garantir un niveau de vie de base mais décent, nous sommes, toutefois, amenés à comparer nos estimations à d'autres mesures relatives afin de contrôler leur solidité. La première mesure alternative, et la plus simple, consiste à sélectionner un autre ménage de référence, tout en gardant la même approche relative en trois étapes susmentionnée. Ce choix alternatif concernant le ménage de référence pourrait consister à prendre en considération l'ensemble des ménages situés dans la moitié inférieure de l'échelle de distribution des revenus (ou dans notre cas de l'échelle des dépenses totales du ménage). Ce nouveau choix de ménages de référence devrait nous conduire à des résultats similaires à ceux de notre premier choix, qui se basait sur les quintiles de référence généralement situés en dessous ou à proximité de la valeur médiane de la répartition des dépenses. En outre, le fait de prendre en considération l'ensemble des ménages situés dans la moitié inférieure de la répartition des dépenses reste un choix raisonnable pour les pays en développement dans la mesure où la distribution des revenus est généralement comprimée jusqu'à la médiane, puis s'étale sur un très grand nombre d'échelons supérieurs. Une fois la modification faite au niveau des ménages de référence, le coût des dépenses correspondant aux «autres biens et services essentiels» s'établirait à un niveau équivalent aux dépenses moyennes de ces nouveaux ménages de référence. Il ressort du tableau 44 que, dans le cas du Costa Rica, les estimations obtenues à partir du quintile de référence semblent être légèrement plus élevées que celles obtenues à partir de cette deuxième option, avec une différence s'élevant à environ 10 pour cent en 2013, et 13 pour cent en 2018. En réalité, les estimations obtenues à partir de cette seconde option sont inférieures aux estimations obtenues à partir du quintile de référence car elles tiennent compte des ménages situés à l'extrémité inférieure de l'échelle de distribution des revenus qui n'ont, probablement, pas un niveau de vie décent.

► **Tableau 44: Comparaison entre les dépenses moyennes de l'ensemble des ménages situés en dessous de la ligne médiane des dépenses totales, et les dépenses du quintile de référence, pour les autres dépenses essentielles, par équivalent adulte au Costa Rica (en colones costaricains)**

Autres besoins essentiels	Pour l'ensemble des ménages situés en dessous de la valeur médiane des dépenses totales		Pour les ménages situés dans le quintile de référence ayant une consommation calorique de 2 950 kcal		Différences en pourcentages	
	2013	2018	2013	2018	2013	2018
Articles d'habillement et chaussures	6 341	5 701	6 749	5 807	6%	2%
Transports	9 930	11 313	12 618	15 370	27%	36%
Communication	6 535	8 672	7 341	9 134	12%	5%
Loisirs et culture	7 598	7 151	8 098	7 307	7%	2%
Autres biens et services	7 946	8 047	8 220	8 790	3%	9%
Autres besoins non liés à la consommation	12 483	13 695	12 952	15 249	4%	11%
Coût total des «autres biens et services essentiels» par équivalent adulte	50 834	54 580	55 978	61 657	10%	13%
Nombre moyen d'équivalents adultes par ménage	2	2	2,25	2,27	-	-
Coût (pour une famille de 3 personnes)	113 261	122 985	125 679	139 776	11%	14%

► **Tableau 45: Comparaison entre les estimations se basant sur les dépenses médianes et les estimations se basant sur le quintile de référence au Costa Rica (en colones costaricains), pour les autres dépenses essentielles, par équivalent adulte**

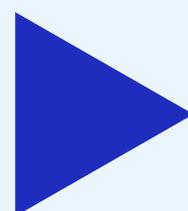
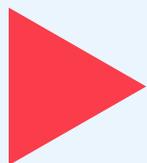
Autres biens et services essentiels	Par rapport aux dépenses médianes		Pour les ménages situés dans le quintile de référence ayant une consommation calorique de 2 950 kcal		Différences en pourcentages	
	2013	2018	2013	2018	2013	2018
Clothing and footwear	6 607	5 460	6 749	5 807	2,15%	6,36%
Transportation	13 792	17 428	12 618	15 370	-8,51%	-11,81%
Communications	8 538	11 955	7 341	9 134	-14,02%	-23,60%
Recreation and culture	10 000	7 942	8 098	7 307	-19,02%	-7,99%
Other goods and services	10 047	10 000	8 220	8 790	-18,18%	-12,10%
Non-consumption	16 288	20 000	12 952	15 249	-20,48%	-23,76%
Total cost for "other essential goods and services" (per adult equivalent)	65 272	72 783	55 978	61 657	-14,24%	-15,29%

Afin de surmonter le problème identifié dans le cadre de cette seconde option, pour laquelle le coût moyen des autres biens et services essentiels est calculé en incluant les ménages situés à l'extrémité inférieure de l'échelle de distribution des revenus, une deuxième alternative pourrait simplement consister à prendre en considération le coût médian pour l'intégralité de l'échelle de répartition des dépenses. En d'autres termes, pour chacun des groupes de dépenses correspondant aux autres biens et services essentiels, il est possible d'estimer les besoins par équivalent adulte simplement en tant que dépense médiane correspondant à l'ensemble de la population. En appliquant cette mesure alternative à l'enquête socio-économique du Costa Rica, il ressort du tableau 45 que les estimations obtenues à partir du quintile de référence sont relativement proches et environ 15 pour cent inférieures aux estimations obtenues en prenant simplement en considération les valeurs médianes des différents groupes de dépenses. Dans cet exemple précis, les estimations obtenues à partir de la première approche semblent être assez proches de celles obtenues à l'aide des deux autres mesures relatives. Cela permet donc de renforcer la crédibilité des résultats obtenus en se basant sur le quintile de référence.



**Un salaire  
répondant  
aux besoins  
des travailleurs  
et de leur famille**

**6**



## ► 6. Un salaire répondant aux besoins des travailleurs et de leur famille

---

Dans le cadre de cette dernière section, les estimations des différents postes de dépenses composant notre approche multidimensionnelle sont utilisées pour estimer le salaire pouvant être considéré comme suffisant pour subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille. Cette étape de la méthodologie est, en réalité, assez simple puisqu'il s'agit d'assembler les différentes composantes du coût de la vie de base mais décente, qui ont été précédemment déterminées et pour lesquelles nous disposons désormais d'estimations. A ce stade, deux étapes supplémentaires sont donc nécessaires pour estimer le niveau d'un salaire suffisant pour permettre aux travailleurs et à leur famille de satisfaire leurs besoins essentiels.

- Etape n° 1: Estimer le coût total des besoins des travailleurs et de leur famille.
- Etape n° 2: Estimer le montant du salaire permettant de couvrir le coût total des besoins des travailleurs et de leur famille.

Une fois ces deux étapes réalisées, nous disposerons de l'estimation du montant du salaire permettant de subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille et serons, alors, en mesure de le comparer au niveau du salaire minimum en vigueur dans la région ou le pays considéré.

### Etape n° 1: Estimer le coût total des besoins des travailleurs et de leur famille

Cette première étape consiste simplement à additionner les besoins précédemment estimés pour les quatre postes de dépenses que sont: l'alimentation, le logement, la santé et l'éducation, et les autres biens et services essentiels. Ces estimations correspondent aux besoins d'un membre de la famille et d'une famille de taille représentative, au niveau national ou régional. Bien que les estimations en matière de santé et d'éducation soient basées sur les besoins d'une personne, sans avoir eu recours à une quelconque échelle d'équivalence, contrairement aux estimations concernant les autres postes de dépenses, l'ensemble de ces estimations peuvent être additionnées afin d'évaluer les besoins globaux d'un membre de la famille. En outre, comme précédemment expliqué au sein de chacune des différentes sections relatives aux estimations des différentes catégories de besoins, les estimations pour l'ensemble d'une famille de taille référence sont obtenues en multipliant le coût correspondant à un membre de la famille par les coefficients de l'échelle d'équivalence correspondante, ou par le nombre de personnes au sein du ménage dans le cas des dépenses en matière de santé et d'éducation. De là, la somme de l'ensemble de ces estimations pour une famille permet d'évaluer le coût de la vie global pour une famille de taille de référence.

Le tableau 46 illustre la présente étape pour le cas du Viet Nam, au niveau national et par zone de salaire minimum. D'après ce tableau, la somme totale du coût estimé des besoins de base pour un membre de la famille en termes d'alimentation, de logement, de santé et d'éducation et des autres biens et services essentiels, s'élève à 2 434 MVND, au niveau national. En appliquant, pour chacune des catégories de dépenses, le coefficient pertinent pour convertir les besoins d'un membre de la famille en ceux de la famille dans son ensemble (voir le tableau 47), le coût des besoins essentiels pour une famille de taille de référence de 4 personnes, au Viet Nam, est estimé à 7 592 MDV par mois, au niveau national. Comme nous pouvons le constater, les estimations varient d'une région à l'autre, atteignant leur niveau le plus élevé dans la zone n° 1 et leur niveau le plus faible dans la zone n° 4.

► **Tableau 46: Coût mensuel de chacun des postes de dépenses pour une famille de 4 personnes et 1 équivalent adulte (en milliers de dong vietnamiens), au niveau national et par zone de salaire minimum**

	Coût des besoins pour 1 membre de la famille					Coût des besoins pour une famille de 4 personnes				
	National	Zone n° 1	Zone n° 2	Zone n° 3	Zone n° 4	National	Zone n° 1	Zone n° 2	Zone n° 3	Zone n° 4
<b>Total</b>	<b>2 434</b>	<b>3 688</b>	<b>3 050</b>	<b>2 580</b>	<b>2 048</b>	<b>7 592</b>	<b>11 534</b>	<b>9 525</b>	<b>8 137</b>	<b>6 374</b>
<i>Alimentation</i>	<b>1 021</b>	<b>1 384</b>	<b>1 252</b>	<b>1 152</b>	<b>949</b>	<b>3 411</b>	<b>4 667</b>	<b>4 229</b>	<b>3 879</b>	<b>3 140</b>
<i>Logement</i>	<b>439</b>	<b>801</b>	<b>693</b>	<b>418</b>	<b>328</b>	<b>1 245</b>	<b>2 274</b>	<b>1 968</b>	<b>1 192</b>	<b>926</b>
<i>Loyer</i>	355	646	592	326	258	1 006	1 834	1 680	928	728
<i>Charges</i>	84	155	101	92	70	239	440	288	263	198
<i>Autres dépenses</i>	<b>974</b>	<b>1 503</b>	<b>1 105</b>	<b>1 010</b>	<b>771</b>	<b>2 936</b>	<b>4 593</b>	<b>3 328</b>	<b>3 066</b>	<b>2 308</b>
<b>Santé</b>	102	147	102	104	77	406	590	410	416	308
<b>Education</b>	51	131	62	62	33	204	524	246	247	134
<b>Autres biens et services essentiels</b>	821	1 225	941	844	661	2 326	3,479	2,672	2,403	1,866
<i>Non alimentaire</i>	467	819	593	487	374	1 322	2,326	1,682	1,387	1,057
<i>Biens durables</i>	85	83	64	89	57	242	237	182	255	160
<i>Autres</i>	170	185	177	173	137	480	524	501	491	388
<i>Nourriture pour les festivités</i>	99	138	108	95	93	282	392	307	270	261

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018.

► **Tableau 47: Coefficients utilisés pour convertir les besoins d'un membre de la famille en ceux d'une famille de taille de référence de 4 personnes au Viet Nam**

	Taille de référence de la famille	Alimentation (échelle d'équivalence AEEA)	Logement et autres biens et services essentiels (échelle d'équivalence de l'OCDE)	Santé et éducation (nombre de personnes au sein d'une famille)
<b>National</b>		<b>3,34</b>	<b>2,83</b>	<b>4</b>
Zone n° 1		3,37	2,84	4
Zone n° 2	<b>4</b>	3,38	2,84	4
Zone n° 3		3,37	2,85	4
Zone n° 4		3,31	2,82	4

## Etape n° 2: Estimer le montant du salaire permettant de couvrir le coût total des besoins des travailleurs et de leur famille

Après avoir estimé le coût de la vie total pour une famille de taille de référence, il nous faut désormais estimer le montant du salaire permettant de subvenir à ces besoins en tenant compte du nombre d'adultes au sein du ménage qui reçoivent une rémunération. Cela nous permet de prendre en considération les revenus déjà existants qui pourront vraisemblablement être utilisés pour couvrir les dépenses du ménage. Par conséquent, contrairement à ce que nous avons observé concernant la taille de la famille, la présence de travailleurs adultes au sein d'un ménage a pour effet de réduire le montant des salaires basés sur les besoins. Aussi, pour pouvoir estimer le montant du salaire permettant de subvenir aux besoins essentiels des travailleurs et de leur famille, l'estimation du coût total des besoins d'une famille de taille de référence est divisé par le nombre de travailleurs adultes au sein du ménage.

En ce qui concerne le choix de la taille de référence de la famille, l'étape consistant à déterminer, de la manière la plus réaliste possible, le nombre de travailleurs adultes devant être retenu pour être utilisé comme dénominateur dans les calculs, est une étape importante du point de vue de la méthodologie, car cela aura un impact sur le niveau global des salaires basés sur les besoins. Dans le cadre de la présente méthodologie, le nombre d'adultes travaillant à temps plein est fixé de manière normative à 1,5 adultes par famille composée de plus d'une personne. Cette décision se base sur plusieurs raisons, comme précédemment expliqué au sein du chapitre offrant un aperçu de la méthodologie (voir le chapitre 1). Outre

► **Tableau 48: Estimation des salaires au Viet Nam permettant de satisfaire aux besoins de base d'une famille de 4 personnes (en milliers de dong vietnamiens), au niveau national et par zone de salaire minimum**

Zones	Coût mensuel des besoins essentiels pour une famille de 4 personnes	Nombre de membres dans la famille recevant un salaire minimum	Salaire mensuel nécessaire pour subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille
<b>National</b>	<b>7 592</b>		<b>7 593</b>
Zone n° 1	11 534		<b>11 534</b>
Zone n° 2	9 525	<b>1</b>	<b>9 525</b>
Zone n° 3	8 137		<b>8 137</b>
Zone n° 4	6 374		<b>6 374</b>
<b>National</b>	<b>7 592</b>		<b>5 061</b>
Zone n° 1	11 534		<b>7 689</b>
Zone n° 2	9 525	<b>1.5</b>	<b>6 350</b>
Zone n° 3	8 137		<b>5 425</b>
Zone n° 4	6 374		<b>4 249</b>
<b>National</b>	<b>7 592</b>		<b>3 796</b>
Zone n° 1	11 534		<b>5 767</b>
Zone n° 2	9 525	<b>2</b>	<b>4 762</b>
Zone n° 3	8 137		<b>4 069</b>
Zone n° 4	6 374		<b>3 187</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018.

les résultats se basant sur l'hypothèse de 1,5 travailleurs adultes par famille, nous examinons également les estimations correspondant à 1 ou 2 travailleurs adultes par famille. De cette manière, nous disposons d'une gamme complète de niveaux de salaire basés sur les besoins ce qui constituera une source d'information pertinente dans le cadre de la fixation du salaire minimum. En toutes hypothèses, les partenaires sociaux auront la possibilité d'explorer différentes options quant au nombre de travailleurs adultes dans le cadre de la fixation des salaires.

A titre d'exemple, le tableau 48 regroupe les estimations concernant les niveaux de salaire basés sur les besoins au Viet Nam, en envisageant trois scénarios différents quant au nombre d'adultes travaillant à temps plein dans une famille de référence composée de 4 personnes: a) 1 seul travailleur à temps plein, b) 1,5 travailleurs à temps plein, et c) 2 travailleurs à temps plein. En se basant sur ces trois scénarios, il apparaît que le montant du salaire mensuel permettant de subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille varie de la manière suivante:

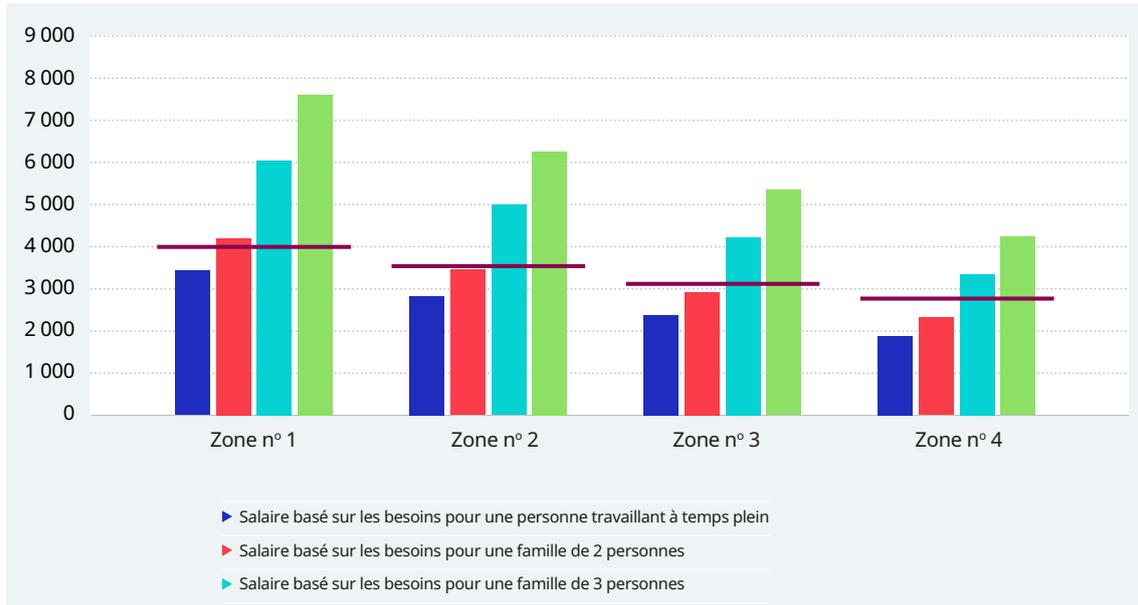
- a) avec 1 adulte travaillant à temps plein, son montant varie entre 6 374 MVND et 11 534 MVND selon la zone de salaire minimum considérée, pour l'année 2018;
- b) avec 1,5 adultes travaillant à temps plein, son montant varie entre 4 249 MVND pour la zone n° 4 et 7 689 MVND pour la zone n°1; et
- c) avec 2 adultes travaillant à temps plein, son montant varie entre 3 187 MVND et 5 767 MVND.

## Niveaux et évolution du salaire minimum par rapport aux estimations concernant le niveau de salaire basé sur les besoins

Après avoir obtenu les estimations relatives au niveau du salaire basé sur les besoins, il peut être intéressant de procéder à une comparaison entre ces niveaux et le salaire minimum légal, en vigueur dans le pays ou la région concerné. Cette comparaison permet de déterminer si les salariés dont la rémunération est équivalente au salaire minimum perçoivent des revenus suffisants pour leur permettre de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille. Toutefois, avant de tirer ici une quelconque conclusion, il est important de rappeler que ces résultats ne portent que sur une partie des critères devant être pris en considération lors de la fixation du niveau du salaire minimum. Ces informations doivent, en effet, être mise en balance avec les facteurs économiques, tels que notamment les exigences liées au développement économique, les niveaux de productivité et la volonté d'atteindre et de maintenir un niveau d'emploi élevé. Il est essentiel de garantir un juste équilibre entre ces deux types de considérations afin de s'assurer que les salaires minima soient adaptés au contexte national et que, tant la protection efficace des travailleurs, comme le développement d'entreprises durables soient pris en considération .

A titre d'exemple, la figure 15 établit une comparaison entre les niveaux de salaire minimum existants et les niveaux de salaire estimés pour subvenir aux besoins de différentes tailles de ménages. Les résultats démontrent que pour les quatre différentes zones de salaire minimum au Viet Nam, en 2018, les niveaux de salaire minimum semblaient être suffisants pour satisfaire aux besoins d'1 adulte travaillant à temps plein ou d'un couple composé de 2 adultes dont 1 travaillant à temps plein et 1 travaillant mi-temps. Cependant, dans ces quatre zones, les salaires minima existants pouvaient se révéler insuffisants pour subvenir aux besoins d'une famille composée de 3 ou 4 membres, en se fondant sur l'hypothèse de 1,5 adultes travaillant à temps plein par famille.

► **Figure 15: Estimations salariales basées sur les besoins pour différentes tailles de famille, en supposant que 1,5 adultes travaillent par famille, par rapport au niveau du salaire minimum (en milliers de dong vietnamiens), par zone de salaire minimum, 2018**



**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018.

## ► Bibliographie

---

- American Heart Association. 2002. «Physical Activity and Cardiovascular Health: How Much Physical Activity is Enough?»
- Anker, Richard, et Martha Anker. 2017. «*Living Wages Around the World: Manual for Measurement*». Edward Elgar Publishing.
- Banque mondiale. 2012. «*Well Begun, Not Yet Done: Viet Nam's Remarkable Progress on Poverty Reduction and the Emerging Challenges*».
- . 2019. «The World Bank in Costa Rica».
- Black, A. E., et coll. 1996. «Human Energy Expenditure in Affluent Societies: An Analysis of 574 Doubly Labelled Water Measurements». *European Journal of Clinical Nutrition*, vol. n° 50, pp. 72-92.
- BIT (Bureau International du Travail). 2015. *Rapport mondial sur les salaires 2014/15: salaires et inégalités de revenus*.
- . 2017. «*Thematic Labour Overview 3: Working in Rural Areas in the 21st Century: Reality and Prospects of Rural Employment in Latin America and the Caribbean*».
- . 2021. *Rapport mondial sur les salaires 2020-21: salaires et salaires minimum au temps du COVID-19*.
- Centre de recherche sur les relations de travail. 2016. «Living Wage Report: Urban Viet Nam: Ho Chi Minh City with Focus on the Garment Industry». Global Living Wage Coalition.
- CIRC (Centre international de Recherche sur le Cancer). 2002. «*Handbook of Cancer Prevention, Volume 6: Weight Control and Physical Activity*».
- Claro, Rafael Moreira, et coll. 2010. «Per Capita Versus Adult-Equivalent Estimates of Calorie Availability in Household Budget Surveys». *Cad. Saúde Pública*, vol. 26, n° 11, pp. 2188-95.
- Costa Rica, INEC. 2013a. *Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages (ENIGH)*.
- . 2013b. *Actualización de los parámetros de la metodología para la medición de la pobreza con la Encuesta Nacional de Hogares*.
- . 2018. *Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages (ENIGH)*.
- . 2019. *Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos de los Hogares 2018: Resultados Generales*.
- Division de la Statistique des Nations Unies. 2005. «*Handbook on Poverty Statistics: Concepts, Methods and Policy Use*».
- Erllichman, J., et coll. 2001. «*Are Current Physical Activity Guidelines Adequate to Prevent Unhealthy Weight Gain? A Scientific Appraisal for Consideration by an Expert Panel of the International Obesity Task Force*». IOTF.
- . 2002. «Physical Activity and Its Impact on Health Outcomes. Paper 2: Prevention of Unhealthy Weight Gain and Obesity by Physical Activity: An Analysis of the Evidence». *Obesity Reviews*, vol. 3, n° 4, pp. 273-87.
- Etats-Unis, CDC. 1996. «*Physical Activity and Health: A Report Of The Surgeon General*».
- Ethiopie, CSSA. 2019. *Enquête socio-économique de l’Ethiopie 2018-2019 (ESS4)*.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). 1968. «Food Composition Table for Use in Africa».

- . 2001. «*Human Energy Requirements: Report of a Joint FAO/WHO/UNU Expert Consultation*», 17-24 octobre 2001, Rome.
- . 2010. *Graisses et acides gras dans la nutrition humaine: rapport d'une consultation d'experts*, 10-14 novembre 2008, Genève.
- Ferro-Luzzi, A., et L. Martino. 1996. «Obesity and Physical Activity», dans «*The Origins and Consequences of Obesity*», Wiley, pp. 207-227.
- Fonds mondial de recherche contre le cancer (WCRF)/Institut américain de recherche contre le cancer (AICR). 1997. «*Food, Nutrition and The Prevention of Cancer: A Global Perspective*».
- Guevara, Porfirio, et Ronald Arce. 2016. *Estado de la vivienda en Centroamérica*. Habitat pour l'humanité.
- Habitat pour l'humanité. 2019. «The Need for Decent Housing: Asia-Pacific».
- INCAP (Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama) et PAHO (Organisation panaméricaine de la santé). 2012. *Tabla de Composición de Alimentos de Centroamérica*.
- Indonésie, Institut indonésien de la statistique. 2018a. *Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie (SUSENAS)*.
- . 2018b. «*Consumption of Calorie and Protein of Indonesia and Province*».
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). n.d. «What are Equivalence Scales?».
- OMS (Organisation mondiale de la santé). 1986. *Besoins énergétiques et besoins en protéines: rapport d'une consultation conjointe d'experts FAO/OMS/UNU*.
- . 2000. *Obésité: Prévention et prise en charge de l'épidémie mondiale: rapport d'une consultation de l'OMS*.
- . 2002. «Journée mondiale de la santé 2002: 'Pour votre santé, bougez': questions et réponses».
- . 2003. *Régime alimentaire, nutrition et prévention des maladies chroniques: rapport d'une consultation OMS/FAO d'experts*.
- ONU-Habitat (Programme des Nations Unies pour les établissements humains). 2006. *Rapport 2006/2007 sur l'état des villes dans le monde*.
- . 2011. «*Affordable Land and Housing in Africa*».
- . 2014a. «*A Practical Guide to Designing, Planning, and Executing Citywide Slum Upgrading Programmes*».
- . 2014b. «*Viet Nam Housing Sector Profile*».
- . 2018. «Module de formation-Indicateur 11.1.1-Accès au logement et amélioration des bidonvilles».
- Pollock, Michael L., et coll. 1998. «American College of Sports Medicine Position Stand: The Recommended Quantity and Quality of Exercise for Developing and Maintaining Cardiorespiratory and Muscular Fitness, and Flexibility in Healthy Adults», dans *Medicine & Science in Sports & Exercise* vol. 30, pp. 975-991.
- Ravallion, Martin. 2015. «On Testing the Scale Sensitivity of Poverty Measures». *Economic Letters*, vol. 137, pp. 88-90.
- Saris, W.H., et coll. 2003. «How Much Physical Activity is Enough to Prevent Unhealthy Weight Gain? Outcome of the IASO 1st Stock Conference and Consensus Statement». *Obesity Reviews*, vol. 4, pp. 101-114.

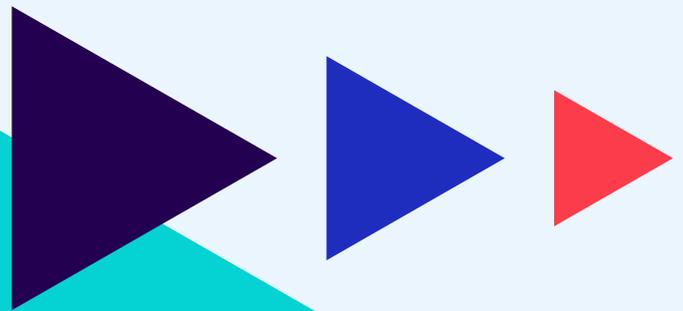
- Sauma, Pablo. 2021. «Evaluación de la metodología para la fijación de los salarios mínimos del sector privado de Costa Rica». BIT.
- Schoeller, D.A. 1998. «Balancing Energy Expenditure and Body Weight». *American Journal of Clinical Nutrition*, vol. 68 (suppl.), pp. 956S-961S.
- UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la population). n.d. «Tableau de bord de la population mondiale: Ethiopie».
- Viet Nam. 2007. «*Vietnamese Food Composition Table*».
- . 2018. *Enquête sur le niveau de vie des ménages au Viet Nam (VHLSS)*.
- Walpole, Sarah, et coll. 2012. «The Weight of Nations: An Estimation of Adult Human Biomass». *BMC Public Health* n° 12.



© Copyright istockphoto.com.

# ▶ Annexes

---



## ► Annexe 1: Les besoins des travailleurs et de leur famille: le cas du Costa Rica<sup>52</sup>

En suivant le cadre méthodologique exposé ci-dessus, les besoins des travailleurs et de leur famille sont estimés à partir des données de l'*Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages* (ENIGH),<sup>53</sup> menée au Costa Rica en 2013 et 2018. L'ENIGH est une enquête représentative au niveau national qui a été réalisée, en 2013, auprès de 5 626 ménages et 19 090 personnes vivant en zone rurale et urbaine. En 2018, ce nombre est passé à 7 046 ménages et 22 691 personnes.

### Le coût d'une alimentation décente: une approche normative

#### Etape n° 1: Déterminer les besoins caloriques

Tel qu'expliqué dans le cadre de la méthodologie, le premier poste de dépenses pour lequel les besoins des travailleurs et de leur famille sont estimés concerne l'alimentation. A cette fin, une approche normative est retenue, en se basant sur une consommation calorique requise de 2 950 kcal par jour pour un homme adulte âgé de 30 à 60 ans (AEEA).

#### Etape n° 2: Rassembler des informations sur l'apport calorique

Pour estimer la consommation calorique mensuelle de chaque ménage, la quantité des différents produits alimentaires consommés est multipliée par les données caloriques correspondantes, selon le tableau de la composition des aliments publié par l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (INCAP) et de l'Organisation panaméricaine de la santé (PAHO).<sup>54</sup>

#### Etape n° 3: Concevoir et ajuster le panier alimentaire de référence

Après avoir déterminé la consommation calorique mensuelle des ménages, les ménages sont classés par quintiles en fonction de leurs dépenses mensuelles par équivalent adulte<sup>55</sup> et le panier alimentaire de référence (composition du panier et quantités consommées) est élaboré de manière à refléter les habitudes de consommation des ménages dont l'apport calorique est le plus proche de la consommation requise de 2 950 kcal par jour. Ce panier alimentaire de référence correspondait, en 2013 et 2018, à celui du quintile 2 caractérisé par un apport calorique respectif de 2 735 kcal et 2 555 kcal, en moyenne.

La consommation calorique des ménages de référence (du quintile 2) étant inférieure aux besoins caloriques, les quantités consommées sont légèrement augmentées de manière «artificielle» afin de parvenir exactement aux 2 950 kcal requises. Cela est réalisé en multipliant la quantité moyenne consommée de chaque produit alimentaire par le coefficient d'ajustement pour 2013 ( $2\,950/2\,734$ ) et 2018 ( $2\,950/2\,555$ ), équivalant respectivement à 1,08 et 1,15, comme exposé au sein du tableau 1.2.

52 La version complète de cette étude est disponible à l'adresse suivante (uniquement en anglais): [https://www.ilo.org/global/topics/wages/projects/WCMS\\_742240/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/wages/projects/WCMS_742240/lang-en/index.htm).

53 Costa Rica, INEC, *Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos de los Hogares 2018: Resultados Generales*, 2019.

54 INCAP et PAHO, *Tabla de Composición de Alimentos de Centroamérica*, 2012.

55 Les dépenses totales des ménages par équivalent adulte sont calculées à l'aide de l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE.

► **Tableau 1.1: Dépenses mensuelles moyennes des ménages par équivalent adulte, par catégories de dépenses et par quintile (en colones costaricains)**

Quintiles <sup>a</sup>	Dépenses totales <sup>b</sup>			Dépenses alimentaires <sup>b</sup>			Taille du ménage		Calories par équivalent adulte (selon l'AEEA) (kcal)	
	2013	2018	Taux de progression	2013	2018	Taux de progression	2013	2018	2013	2018
1	267 292 (1 364)	311 024 (1 768)	0,16	66 249	84 800	0,28	4,00	3,82	1 693	1 866
2	<b>472 447</b> <b>(1 172)</b>	<b>493 991</b> <b>(1 465)</b>	<b>0,05</b>	<b>109 357</b>	<b>110 857</b>	<b>0,01</b>	<b>3,62</b>	<b>3,46</b>	<b>2 735</b>	<b>2 555</b>
3	666 599 (1 129)	697 365 (1 365)	0,05	133 261	142 130	0,07	3,31	3,22	3 564	3 272
4	1 075 548 (1 048)	1 042 220 (1 296)	-0,03	162 954	153 274	-0,06	3,13	3,00	3 988	3 490
5	2 825 122 (913)	2 446 348 (1 152)	-0,13	190 309	200 126	0,05	2,82	2,72	3 903	3 882
<b>Total</b>	<b>1 061 000</b> <b>(5 626)</b>	<b>998 121</b> <b>(7 046)</b>	<b>-0,06</b>	<b>132 402</b>	<b>138 229</b>	<b>0,04</b>	<b>3,38</b>	<b>3,24</b>	<b>3 176</b>	<b>3 013</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Costa Rica*, 2013 et 2018.

**Note:** Le nombre d'observations est indiqué entre parenthèses. <sup>a</sup> Les quintiles sont formés à partir des dépenses mensuelles du ménage par équivalent adulte. <sup>b</sup> Valeurs nominales.

► **Tableau 1.2: Panier alimentaire ajusté garantissant un apport de 2 950 kcal par jour**

Type de produit alimentaire	Quantité consommée par jour (non ajustées) (kg)		Calories consommées par jour (non ajustées) (kcal)		Coefficient d'ajustement		Quantité consommée par jour (ajustée) (kg)		Calories consommées par jour (ajustées) (kcal)	
	2013	2018	2013	2018	2013	2018	2013	2018	2013	2018
Pain et céréales	0,26	0,26	920	911	1,08	1,15	0,28	0,3	992	1,052
Lait, fromage et oeufs	0,14	0,14	168	164	1,08	1,15	0,15	0,16	182	189
Viande	0,09	0,08	196	187	1,08	1,15	0,09	0,1	211	215
Poisson et crustacés	0,01	0,01	20	20	1,08	1,15	0,01	0,01	22	24
Huile et graisse	0,04	0,04	312	333	1,08	1,15	0,04	0,05	336	384
Fruits	0,11	0,1	90	72	1,08	1,15	0,12	0,11	97	83
Légumes	0,19	0,18	216	210	1,08	1,15	0,21	0,21	233	243
Sucre et produits sucrés	0,09	0,08	338	298	1,08	1,15	0,1	0,09	364	345
Produits alimentaires (condiments, sauces, etc.)	0,02	0,02	29	24	1,08	1,15	0,02	0,02	32	28
Boissons non alcoolisées	0,13	0,13	128	110	1,08	1,15	0,15	0,15	138	127
Plats préparés	0,08	0,05	318	226	1,08	1,15	0,08	0,06	343	261
<b>Total (quotidien)</b>	<b>1,18</b>	<b>1,09</b>	<b>2 735</b>	<b>2 555</b>			<b>1 27</b>	<b>1 26</b>	<b>2 950</b>	<b>2 950</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Costa Rica*, 2013 et 2018.

## Etape n° 4: Ajuster le panier alimentaire de référence pour s'assurer qu'il permette de satisfaire les besoins en autres nutriments, y compris en protéines et en matières grasses

Afin de garantir que le panier alimentaire ajusté permette de satisfaire non seulement les besoins caloriques mais également les autres besoins nutritionnels, tels que les besoins en protéines et en matières grasses, les valeurs nutritionnelles du panier alimentaire ajusté sont estimées et comparées à la consommation de protéines et de matières grasses recommandée par l'OMS et la FAO. En tenant compte d'une consommation calorique totale de 2 950 kcal par jour, les valeurs nutritionnelles devraient se situer entre 49 g et 115 g pour les matières grasses et atteindre au minimum 52,2 g pour les protéines. Il ressort du tableau 1.3 que la quantité de protéines fournie par le panier alimentaire ajusté dépasse les exigences minimales fixées par l'OMS et la FAO, et que la quantité de matières grasses se situe dans la fourchette recommandée.

► **Tableau 1.3: Valeurs nutritionnelles du panier alimentaire ajusté**

	Consommation calorique par jour (kcal)		Consommation de protéines par jour (g)		Consommation de matières grasses par jour (g)	
	2013	2018	2013	2018	2013	2018
Total (quotidien)	2 950	2 950	86	82	86	88

► **Tableau 1.4: Valeurs minimales recommandées pour les besoins nutritionnels**

	Calories (kcal)	Protéines (g)	Matières grasses (15-35%)	
			Teneur minimale (g)	Teneur maximale (g)
Valeur minimale	2,950	52.2	49	115

**Source:** FAO, Graisses et acides gras dans la nutrition humaine, 2010.

**Note:** Les besoins en matières grasses représentent en moyenne entre 15 et 35 pour cent de la consommation calorique. Par conséquent, pour une consommation totale de 2 950 kcal par jour, entre 443 kcal et 1 032 kcal devraient provenir de matières grasses. Dans la mesure où 1 gramme de matière grasse correspond à 9 calories, nous divisons ces chiffres pour convertir ces besoins en grammes et ainsi obtenir des besoins en matières grasses compris entre 49 g et 115 g par jour.<sup>56</sup>

## Etape n° 5: Estimer le coût du panier alimentaire de référence pour une famille de taille de référence

Les quantités ajustées et les informations sur les prix obtenues à partir de l'enquête sont ensuite utilisées pour estimer le coût mensuel du panier alimentaire de référence par équivalent adulte. Les résultats de cette estimation sont présentés au sein du tableau 1.5. Dans le cas du Costa Rica, le coût mensuel d'un panier alimentaire permettant de satisfaire aux besoins caloriques d'un homme adulte âgé de 30 à 60 ans s'élevait à environ 57 060 ₡, en 2013, et 60 857 ₡, en 2018.

<sup>56</sup> OMS, *Besoins énergétiques et besoins en protéines*, chapitre n° 8.

► **Tableau 1.5: Panier alimentaire correspondant à un apport de 2 950 kcal par jour**

	Quantité par mois (kg)		Calories par mois (kcal)		Coût mensuel (₡) <sup>a</sup>		Taux de progression
	2013	2018	2013	2018	2013	2018	
Pain et produits céréaliers	9	9	29 764	31 550	10 697	11 655	9%
Lait, fromage et oeufs	5	5	5 452	5 667	6 488	7 635	18%
Viande	3	3	6 334	6 464	7 612	8 626	13%
Poisson et crustacés	0,4	0,4	652	708	1 765	2 126	20%
Huile et graisse	1	1	10 084	11 518	1 873	1 758	-6%
Fruits	4	3	2 924	2 500	2 494	2 916	17%
Légumes	6	6	6 987	7 288	5 152	6 421	25%
Sucre et produits sucrés	3	3	10 929	10 336	2 276	2 635	16%
Produits alimentaires (condiments, sauces, etc.)	1	1	949	837	1 869	2 068	11%
Boissons et autres	4	4	4 127	3 814	7 179	6 905	-4%
Plats préparés	3	2	10 297	7 818	9 654	8 113	-16%
Total (mensuel)	<b>38</b>	<b>38</b>	<b>88 500</b>	<b>88 500</b>	<b>57060</b>	<b>60 857</b>	<b>7%</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Costa Rica*, 2013 et 2018.

<sup>a</sup> ₡ = Cen colones costaricains.

Ce coût est ensuite rapporté à une famille de taille de référence, soit une famille composée de 3 personnes,<sup>57</sup> ce qui, en 2013 et 2018, équivalait respectivement à 2,49 et 2,53 équivalents adultes, d'après l'échelle d'équivalence de l'AEEA. Par conséquent, le coût du panier alimentaire de référence s'élevait à 141 954 ₡, en 2013, et 153 978 ₡, en 2018 (représentant une augmentation d'environ 7,8 pour cent par rapport à 2013).

Il convient de noter que notre estimation concernant les besoins alimentaires est supérieure à l'estimation du panier alimentaire de base réalisée par l'INEC, en raison du fait que notre estimation, contrairement à celle de l'INEC, se base sur une approche des besoins par équivalent adulte et non par habitant. En outre, nos estimations correspondent à un niveau d'activité physique plus élevé (à savoir une activité physique modérée pour tous les équivalents adultes) que celui retenu par l'INEC, ce qui se traduit par des besoins caloriques moyens plus élevés dans le cadre de notre méthodologie.

## Le coût d'un logement décent: une approche normative

Tel qu'indiqué précédemment dans le cadre de la méthodologie, l'estimation du coût du logement suit également une approche normative qui consiste à estimer le coût du loyer et celui des charges pour un logement offrant un niveau de vie de base mais décent.

<sup>57</sup> Au Costa Rica, un ménage est composé en moyenne de 3 personnes (après avoir arrondi la valeur obtenue au nombre entier le plus proche).

## Etape n° 1: Sélectionner les indicateurs permettant d'évaluer la décence du logement

Dans le cas du Costa Rica, la section de l'ENIGH consacrée au logement, pour les années 2013 et 2018 (INEC, 2019), comprend un ensemble important d'indicateurs sur la qualité du logement. Les indicateurs figurant au sein de l'enquête sur les dépenses permettent de recueillir des informations sur les quatre composantes de la qualité du logement et d'évaluer ainsi le niveau de décence du logement. Plus particulièrement: le nombre de personnes par pièce et le nombre de m<sup>2</sup> par personne sont utilisés pour évaluer la surface habitable; les matériaux de construction des murs, du toit et du sol sont utilisés pour évaluer la durabilité du logement; le type de toilettes est utilisé pour évaluer les installations; et le type de source d'eau est utilisé pour évaluer l'accès à l'eau.

## Etape n° 2: Mettre en place un système de notation pour évaluer la qualité du logement

Tel qu'exposé au sein du tableau 1.6, un système de notation est utilisé afin d'attribuer une note comprise entre 1 et 5 (allant de la qualité la plus médiocre à la meilleure qualité) à chacun de ces indicateurs.

► Tableau 1.6: Système de notation des différentes composantes du logement et exemples

Système de codage (notation) <sup>a</sup>	Caractéristiques du logement							
	Surface habitable		Durabilité				Installations	Accès à l'eau
	Nombre de personnes par pièce	Nombre de m <sup>2</sup> par habitant	Matériaux de construction des murs	Matériaux de construction du toit	Matériaux de construction du sol	Qualité des matériaux	Toilettes	(Raccordement/ source)
1	Supérieur à 2	Inférieur ou égal à 6	Origine naturelle <sup>b</sup>	Origine naturelle	Aucun/ Origine naturelle	Médiocre	Aucune installation	Aucun / toute source disponible <sup>c</sup>
2	]1,5 ; 2]	]6 ; 10,1]	Matériaux métalliques <sup>d</sup>	Bois <sup>e</sup>	Bois	N/A	Trou creusé dans le sol ou latrine	Intérieur ou extérieur/puits, rivière autre
3	]1 ; 1,5]	]10,1 ; 20]	Bois/ préfabriqué	Matériaux métalliques	N/A	Moyenne	FS commune <sup>f</sup>	Extérieur/ aqueduc
4	1	]20 ; 39]	Zocalo <sup>g</sup>	Préfabriqué	Ciment	N/A	FS avec système de traitement	Proche du logement/ aqueduc
5	Inférieur à 1	Supérieur à 39	Parpaings <sup>h</sup> / Ciment	Parpaings	Céramique	Bonne	Avec raccordement au tout à l'égout	A l'intérieur du logement/ aqueduc

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Costa Rica*, 2013 et 2018.

<sup>a</sup> Système de notation: 1 (qualité la plus médiocre) ou 5 (meilleure qualité). <sup>b</sup> Matériaux d'origine naturelle: bambou, boue, roseau, chaume, bouse. <sup>c</sup> Toute source disponible: notamment, pluie, rivière, collecte des eaux de pluie. <sup>d</sup> Matériaux métalliques: tôle de fer, zinc. <sup>e</sup> Bois: Matériaux à base de bois. <sup>f</sup> FS: fosse septique. <sup>g</sup> Zocalo: bois, zinc et fibrociment. <sup>h</sup> Parpaings: y compris briques.

## Etape n° 3: Estimer le coût du logement pour chacun des scores relatifs à la qualité du logement

Après avoir attribué un score à chacune des composantes du logement, nous obtenons un score final concernant la qualité du logement, tel que décrit au sein la méthodologie. Puis,

lors de l'étape n° 3, en nous basant sur les informations sur les loyers obtenues à partir de l'enquête, nous procédons à l'estimation du coût moyen du loyer pour chacun des scores relatif à la qualité du logement, ce qui nous permet d'observer une relation exponentielle positive, comme illustré par la figure 1.16.

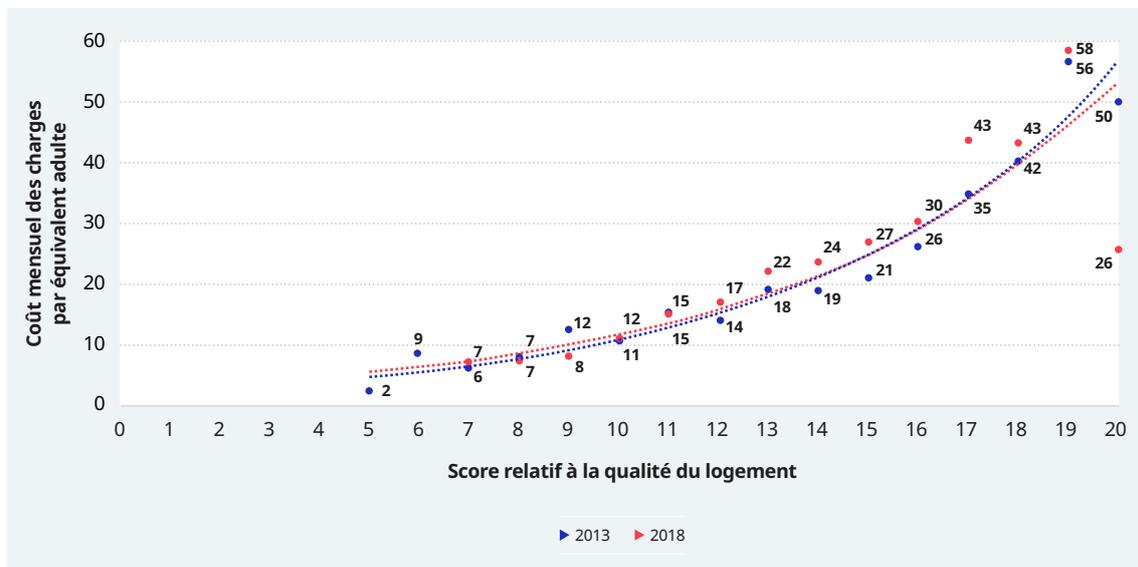
► **Figure 1.16: Loyer mensuel par équivalent adulte (en milliers de colones costaricains), par score de qualité du logement**



Source: Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Costa Rica, 2013 et 2018.

La figure 1.17 suit la même approche, en établissant une comparaison entre le coût des charges du logement et le score final relatif à la qualité du logement. Une relation exponentielle positive est également observée.

► **Figure 1.17: Dépenses mensuelles en charges par équivalent adulte (en milliers de colones costaricains), par score de qualité du logement**



Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Costa Rica, 2013 et 2018.

## Etape n° 4: Identifier le score relatif à la qualité du logement correspondant à un logement décent

Nous déterminons ensuite le score minimum de qualité du logement correspondant à un logement décent pour les travailleurs et leur famille. Dans le cas du Costa Rica, comme expliqué ci-après, les exigences minimales pour un logement décent correspondent à une note de 4 pour les installations et la durabilité du logement et une note de 3 pour la surface habitable et l'accès à l'eau. La somme de ces notes s'élève donc à un total de 14.

1. En termes de surface habitable, par opposition à la définition du surpeuplement retenue par ONU-Habitat (3 personnes par pièce), les ménages qui comptent entre 1 et 1,5 personnes par pièce correspondent au niveau minimum de logement décent (note de 3). Ce chiffre est considéré comme raisonnable en raison du contexte spécifique du Costa Rica, qui est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (Banque mondiale, 2019). S'agissant de la surface habitable minimale pour un logement décent, qui selon Anker et Anker (2017) devrait être au minimum de 11 m<sup>2</sup> par habitant, les logements dotés d'une surface habitable comprise entre 10,1 m<sup>2</sup> et 20 m<sup>2</sup> par personne (note de 3) sont considérés comme le minimum requis.
2. Au Costa Rica, les matériaux utilisés pour la construction du logement sont évalués à la fois du point de vue du type de matériaux utilisés, que de leur qualité. Le score relatif aux matériaux utilisés pour un logement décent prend en considération la durabilité de ces matériaux ainsi que le contexte national. Pour le Costa Rica, un logement est considéré comme décent lorsque les murs sont construits en zocalo (fabriqué à partir de bois, de zinc ou de fibrociment), les toits en préfabriqué, et le sol en ciment, une note de 4 étant attribuée à chacun de ces types de matériaux. Outre le type de matériel utilisé, l'enquête contient également des informations sur la qualité de ces matériaux. Le niveau minimum requis pour un logement décent correspond à une qualité moyenne (soit une note de 3), conformément à la définition du déficit du logement concernant les matériaux de construction retenue par Guevara et Arce (2016).
3. En ce qui concerne les installations, le niveau minimum requis pour un logement décent correspond aux logements équipés de toilettes raccordées à une fosse septique équipée d'un système de traitement, ce qui correspond à une note de 4. Cela est conforme au seuil défini par ONU-Habitat (2006), selon lequel un ménage doit avoir accès à des installations sanitaires de base et bénéficier notamment d'un accès durable à des installations d'évacuation des excréments humains qui soient sûres, hygiéniques et pratiques.
4. Enfin, en ce qui concerne l'accès à l'eau, le seuil minimum requis pour un logement décent concerne les ménages disposant au minimum d'une borne-fontaine à l'extérieur du logement (note de 3). Cela est conforme au seuil fixé par Anker et Anker (2017), d'après lesquels un accès à l'eau potable doit être disponible au sein du logement ou à proximité. En outre, ONU-Habitat (2014) considère également que les ménages devraient bénéficier d'un accès à un approvisionnement en eau de qualité, avec au minimum une borne-fontaine publique à disposition.

## Etape n° 5: Déterminer le coût du loyer correspondant au score de logement décent

Après avoir identifié le score minimum relatif à la qualité du logement qui correspond à un logement décent, soit un score de 14 au Costa Rica, le coût du loyer correspondant à ce score est estimé à l'aide de la régression ajustée élaborée lors de l'étape n° 3. Il ressort de la figure 1.16 que le loyer mensuel pour un logement ayant un score de 14 s'élevait à environ 39 035 ₡, en 2013, et 50 033 ₡, en 2018, par équivalent adulte.

► **Tableau 1.7: Exemples de logements parmi les différents scores possibles concernant la qualité du logement, avec le loyers mensuel correspondant (en colones costaricains)**

Score final	Loyer mensuel par équivalent adulte <sup>a</sup>		Exemples de logements						
	2 013	2 018	Nombre de personnes par pièce / par m <sup>2</sup>	Matériaux de construction des murs	Matériaux de construction du toit	Matériaux de construction du sol	Qualité des matériaux	Toilettes	Accès à l'eau (Raccordement / source)
13	32 232	40 446	]1 ; 1,5] / ]10,1 ; 20]	Zocalo	Préfabriqué	Ciment	Moyenne	FS commune	Extérieur / Aqueduc
<b>14</b>	<b>39 035</b>	<b>50 033</b>	]1 ; 1,5] / ]10,1 ; 20]	Zocalo	Préfabriqué	Ciment	Moyenne	FS avec système de traitement	Extérieur / Aqueduc
15	47 274	61 891	]1 ; 1,5] / ]10,1 ; 20]	Zocalo	Préfabriqué	Ciment	Moyenne	FS avec système de traitement	Intérieur / Aqueduc
20	123 157	179 267	Inférieur à 1 / Supérieur à 39	Parpaings / Ciment	Parpaings	Céramique	Bonne	Avec raccordement au tout à l'égout	Intérieur / Aqueduc

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Costa Rica*, 2013 et 2018.

<sup>a</sup> Pour une famille de 2,25 équivalents adultes en 2013 et 2,27 équivalents adultes en 2018 (soit une famille de 3 personnes en 2013 et 2018, en moyenne, selon l'échelle d'équivalence de l'OCDE)

Il convient de noter que, pour un score et un coût mensuel identiques, différentes combinaisons sont possibles au niveau des caractéristiques du logement. Le score de 14 pour la qualité du logement, qui correspond à un logement décent, apparaît en rouge au sein du tableau 1.7.

## Etape n° 6: Déterminer le coût des charges correspondant au score de logement décent

En suivant la même approche que celle adoptée pour estimer le coût du loyer, l'estimation du coût des charges pour un logement ayant obtenu un score de logement décent de 14 est, comme précédemment, calculée à l'aide d'une régression ajustée, et s'élevait à 20 867 ₡, en 2013, et 21 373 ₡, en 2018, par mois et par équivalent adulte.

## Etape n° 7: Estimer le coût total d'un logement décent (loyer + charges) pour une famille de taille de référence

Enfin, le coût mensuel total d'un logement décent par équivalent adulte est obtenu en additionnant le coût du loyer et celui des charges. En effet, comme il ressort du tableau 1.8, le coût total mensuel d'un logement est égal au coût estimé du loyer auquel s'ajoute le coût des charges. Pour une famille de 3 personnes, selon l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE, le coût mensuel du logement était donc estimé à 134 489 ₡, en 2013, et 161 876 ₡, en 2018.

► **Tableau 1.8: Estimation du coût mensuel d'un logement décent pour une famille de 3 personnes (en colones costaricains)**

	Coût d'un loyer mensuel par équivalent adulte	Coûts des charges mensuelles par équivalent adulte	Coût total d'un logement par équivalent adulte	Nombre moyen d'équivalents adultes par ménage (selon l'échelle d'équivalence de l'OCDE)	Coût mensuel d'un logement pour une famille de 3 personnes
<b>2013</b>	39 035	20 867	59 902	2,25	134 489
<b>2018</b>	50 033	21 373	71 406	2,27	161 876

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Costa Rica*, 2013 et 2018.

## Comment comparer ces résultats aux dépenses médianes consacrées au logement?

Au Costa Rica, environ 20 pour cent des ménages louaient leur logement en 2013 et 2018, tandis que 10 pour cent des ménages empruntaient leur logement en 2013, une part qui était tombée à 9 pour cent en 2018. Au niveau national, les dépenses mensuelles moyennes consacrées au logement s'élevaient à 236 913 ₡, en 2018, contre 196 565 ₡, en 2013. Par conséquent, le coût estimé d'un logement décent correspondait à 100 pour cent des dépenses médianes, en 2013, et à 93 pour cent des dépenses médianes, en 2018.

## Santé et éducation

Tel qu'expliqué dans le cadre de la méthodologie, contrairement aux postes de dépenses concernant l'alimentation et le logement, les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation, ainsi qu'aux autres biens et services essentiels (présentés ci-après) sont estimées à l'aide d'une approche relative. Le quintile 2, retenu précédemment pour avoir la consommation calorique la plus proche de la consommation recommandée de 2 950 kcal par jour, est utilisé comme point de référence dans le cadre de l'approche relative pour estimer ces besoins.

### Etape n° 1: Sélectionner le ménage de référence et déterminer le coût de la santé et de l'éducation, par habitant

L'estimation du coût de la santé et de l'éducation correspond donc purement et simplement aux dépenses moyennes des ménages de référence. Nous utilisons ici des estimations par habitant car il n'existe aucun élément attestant de l'existence d'économies d'échelle en ce qui concerne l'accès à la santé et à l'éducation. Les besoins estimés en matière de santé et d'éducation par membre de la famille s'élevaient à 4 836 ₡, en 2013, et 5 501 ₡, en 2018, au niveau national.

► **Tableau 1.9: Dépenses mensuelles moyennes en matière de santé et d'éducation, par habitant (en colones costaricains)**

Quintile	2013			2018			Taux de progression (santé et éducation)
	Santé	Education	Total	Santé	Education	Total	
1	1 445	757	2 201	1 871	598	2 469	12%
2	3 044	1 792	4 836	3 899	1 603	5 501	14%
3	4 871	4 015	8 886	7 096	3 636	10 732	21%
4	11 196	8 863	20 059	12 185	9 722	21 908	9%
5	31 496	29 018	60 514	36 930	25 631	62 561	3%
<b>Ensemble des ménages</b>	10 406	8 885	19 290	12 395	8 237	20 633	7%

Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Costa Rica, 2013 et 2018.

## Etape n° 2: Estimer le coût total pour une famille de taille de référence

Pour s'assurer que l'estimation du coût de la santé et de l'éducation au Costa Rica corresponde à une famille de taille représentative et tienne compte de la taille du ménage, nous multiplions ensuite le coût estimé en matière de santé et d'éducation pour 1 membre du ménage par le nombre de personnes composant une famille de taille de référence, soit 3 personnes pour le Costa Rica. Par conséquent, le coût total de la santé et de l'éducation d'une famille de taille représentative était estimé à 14 508 ₡, en 2013, et 16 503 ₡, en 2018.

## Autres biens et services essentiels

### Etape n° 1: Identifier quels sont les autres biens et services essentiels

Dans le cadre de cette première étape, nous sommes amenés à identifier les autres catégories de biens et services qui sont également considérés comme étant essentiels dans la vie quotidienne. Au Costa Rica, ces biens et services essentiels comprennent les dépenses relatives aux transports, à l'habillement, aux chaussures, à la communication, à la culture et aux loisirs, ainsi que d'autres services et dépenses non liés à la consommation, à l'exclusion des dépenses relatives aux boissons alcoolisées, au tabac, aux jeux d'argent, ainsi qu'aux restaurants et hôtels.

### Etape n° 2: Sélectionner le ménage de référence et déterminer le coût des autres biens et services essentiels, par équivalent adulte

Tout comme pour les dépenses en matière de santé et d'éducation, les dépenses mensuelles moyennes du quintile 2 servent ici de point de référence pour calculer les besoins concernant les autres biens et services essentiels.

► **Tableau 1.10: Dépenses mensuelles moyennes pour les autres biens et services essentiels par équivalent adulte et pour une famille de taille de référence de 3 personnes (en colones costaricains)**

Autres biens et services essentiels	Quintile de référence	Coût par équivalent adulte		Coût pour une famille de référence composée de 3 personnes	
		2013	2018	2013	2018
Autres biens et services essentiels <sup>a</sup>	2	43 360	46 288	97 349	104 933
Transports		12 618	15 370	28 330	34 843

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Costa Rica, 2013 et 2018.

<sup>a</sup> Les estimations concernant les autres biens et services essentiels n'incluent pas les boissons alcoolisées, le tabac, les jeux d'argent, les restaurants et les hôtels.

### Etape n° 3: Estimer le coût total pour une famille de taille de référence

Contrairement aux dépenses en matière de santé et d'éducation, pour les dépenses concernant les autres biens et services essentiels, nous considérons qu'il existe ici des économies d'échelle. Par conséquent, nous avons recours à l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE pour obtenir des estimations pour une famille de taille représentative, à savoir une famille de 3 personnes. Les dépenses en la matière étaient estimées à 125 680 ₡, en 2013, et à 139 776 ₡, en 2018.

## Un salaire permettant de subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille

### Etape n° 1: Estimer le coût total des besoins des travailleurs et de leur famille

Sur la base des estimations calculées précédemment concernant le coût des besoins essentiels en termes d'alimentation, de logement, de santé et d'éducation, et des autres biens essentiels, nous sommes alors en mesure d'estimer quel était le coût des besoins essentiels des travailleurs et de leur famille au Costa Rica en 2013 et 2018. Le tableau 1.11 contient des estimations détaillées des différents postes de dépenses. Il ressort de ce tableau qu'au Costa Rica, les besoins d'une famille de 3 personnes s'élevaient à 416 630 ₡ par mois, en 2013, et à 472 133 ₡, par mois, en 2018. Ces besoins augmentent lorsque l'on prend en considération une famille de 4 personnes.

► **Tableau 1.11: Coût mensuel des différents postes de dépenses par membre du ménage et pour les familles composées de 3 et 4 personnes (en colones costaricains)**

	Coût mensuel par membre du ménage		Coût mensuel pour une famille de 3 personnes		Coût mensuel pour une famille de 4 personnes	
	2013	2018	2013	2018	2013	2018
<b>Total</b>	<b>177 776</b>	<b>199 421</b>	<b>416 631</b>	<b>472 133</b>	<b>528 469</b>	<b>601 976</b>
<i>Alimentation</i>	57 060	60 857	141 954	153 978	185 307	202 659
<i>Logement</i>	59 902	71 406	134 489	161 876	167 392	202 478
<i>Loyer</i>	39 035	50 033	87 640	113 423	109 081	141 872
<i>Charges</i>	20 867	21 373	46 849	48 453	58 311	60 606
<i>Autres dépenses</i>	60 814	67 158	140 188	156 279	175 771	196 840
<i>Education</i>	1 792	1 603	5 376	4 808	7 168	6 410
<i>Santé</i>	3 044	3 899	9 132	11 696	12 176	15 594
<i>Autres biens et services essentiels</i>	55 978	61 657	125 680	139 776	156 427	174 835
<i>Transports</i>	12 618	15 370	28 330	34 843	35 261	43 583
<i>Habillement et chaussures</i>	6 749	5 807	15 153	13 165	18 860	16 467
<i>Communication</i>	7 341	9 134	16 482	20 707	20 514	25 901
<i>Loisirs et culture</i>	8 098	7 307	18 182	16 566	22 630	20 721
<i>Autres biens et services</i>	8 220	8 790	18 455	19 927	22 970	24 925
<i>Autres besoins non liés à la consommation</i>	12 952	15 249	29 078	34 568	36 192	43 238

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Costa Rica*, 2013 et 2018.

**Note:** Pour mémoire, les besoins estimés par membre du ménage sont convertis en besoins pour l'ensemble de la famille en ayant recours aux échelles d'équivalence suivantes: échelle AEEA pour l'alimentation et échelle de l'OCDE pour le logement et les autres biens et services essentiels. En ce qui concerne la santé et l'éducation, dans la mesure où ces coûts sont estimés par habitant, il n'est pas nécessaire d'avoir recours à une échelle d'équivalence et il suffit donc de multiplier ces coûts par le nombre de personnes composant le ménage.

## Etape n° 2: Estimer le montant du salaire permettant de couvrir le coût total des besoins des travailleurs et de leur famille

Après avoir estimé les besoins globaux des travailleurs et de leur famille, le coût correspondant à ces besoins est divisé par le nombre de travailleurs adultes au sein du ménage en vue de déterminer le niveau des salaires basés sur les besoins. Dans cette optique, trois scénarios différents sont envisagés: a) 1 seul travailleur à temps plein, b) 1,5 travailleurs à temps plein, et c) 2 travailleurs à temps plein. Le tableau 1.12 offre un aperçu de la manière dont le niveau des salaires basés sur les besoins varie selon ces différents scénarios.

► **Tableau 1.12: Estimation des salaires permettant de subvenir aux besoins essentiels d'une famille de 3 personnes (en colones costaricains)**

Coût mensuel des besoins essentiels pour une famille de 3 personnes		Nombre de travailleurs recevant un salaire minimum au sein de la famille	Salaire mensuel nécessaire pour subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille	
2013	2018		2013	2018
416 631	472 133	1	416 631	472 133
416 631	472 133	1,5	277 754	314 755
416 631	472 133	2	208 315	236 067

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Costa Rica*, 2013 et 2018.

Enfin, compte tenu du fait que les familles les plus démunies sont généralement, en moyenne, plus souvent composées de 4 personnes que de 3 personnes, le tableau 1.13 offre un aperçu de ces résultats pour une famille de 4 personnes.

► **Tableau 1.13: Estimation des salaires permettant de subvenir aux besoins essentiels d'une famille 4 personnes (en colones costaricains)**

Coût mensuel des besoins essentiels pour une famille de 4 personnes		Nombre de travailleurs recevant un salaire minimum au sein de la famille	Salaire mensuel nécessaire pour subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille	
2013	2018		2013	2018
528 469	601 976	1	528 469	601 976
528 469	601 976	1,5	352 313	401 317
528 469	601 976	2	264 235	300 988

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Costa Rica*, 2013 et 2018.

## Niveaux et évolution du salaire minimum par rapport aux estimations concernant le niveau de salaire basé sur les besoins

En se basant sur le taux de salaire minimum le moins élevé au Costa Rica (qui correspond au groupe des travailleurs non qualifiés), nous sommes amenés à observer que le niveau des

salaires basés sur les besoins sont, en toutes hypothèses, d'un montant supérieur au salaire minimum. En effet, pour une famille de 3 personnes, le salaire minimum était respectivement environ 11 pour cent et 5 pour cent inférieur au niveau des salaires basés sur les besoins, en 2013 et 2018. Pour une famille de 4 personnes, le niveau des salaires basés sur les besoins étaient respectivement environ 40 pour cent et 34 pour cent supérieurs au salaire minimum, en 2013 et en 2018.

► **Tableau 1.14: Comparaison du montant des salaires basés sur les besoins par rapport au taux le moins élevé du salaire minimum (en colones costaricains)**

	2013	2018	Taux de progression	Ecart avec salaire minimum en 2013	Ecart avec salaire minimum en 2018
<b>Salaire basé sur les besoins pour une famille de 3 personnes</b>	277 754	314 755	13.3%	11%	5%
<b>Salaire basé sur les besoins pour une famille de 4 personnes</b>	352 313	401 317	13.9%	40%	34%
<b>Minimum Wage (minimum minimorum)</b>	251 191	300 256	19.5%	-	-

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Costa Rica, 2013 et 2018.

**Note:** Le niveau des salaires basés sur les besoins figurant au sein de ce tableau est obtenu en se basant sur la moyenne des travailleurs à temps plein comme nombre de personnes recevant un revenu au sein de la famille

## ► Annexe 2: Les besoins des travailleurs et de leur famille: le cas de l'Ethiopie<sup>58</sup>

---

Applying the methodological framework presented above, the needs of workers and their families are estimated using data from the *Ethiopian Socioeconomic Survey 2018–2019* (ESS4),<sup>59</sup> implemented between September 2018 and August 2019 by the World Bank and the Central Statistics Agency of Ethiopia. The ESS4 is a nationally representative survey covering 6,770 households and 19,090 individuals living in rural and urban areas.

### Le coût d'une alimentation décente: une approche normative

#### Etape n° 1: Déterminer les besoins caloriques

Tel qu'expliqué dans le cadre de la méthodologie, le premier poste de dépenses pour lequel les besoins des travailleurs et de leur famille sont estimés concerne l'alimentation. A cette fin, une approche normative est retenue, en se basant sur une consommation calorique requise de 2 950 kcal par jour pour un homme adulte âgé de 30 à 60 ans (AEEA).

#### Etape n° 2: Rassembler des informations sur l'apport calorique

Pour estimer la consommation calorique mensuelle de chaque ménage, la quantité des différents produits alimentaires consommés est multipliée par les données caloriques correspondantes, selon les informations contenues dans le tableau sur la composition des aliments à utiliser en Afrique, élaboré par la FAO.<sup>60</sup>

#### Etape n° 3: Concevoir et ajuster le panier alimentaire de référence

Après avoir déterminé la consommation calorique mensuelle des ménages, les ménages sont classés par quintiles en fonction de leurs dépenses mensuelles par équivalent adulte<sup>61</sup> et le panier alimentaire de référence (composition du panier et quantités consommées) est élaboré de manière à refléter les habitudes de consommation des ménages dont l'apport calorique est le plus proche de la consommation requise de 2 950 kcal par jour. Ce panier alimentaire de référence correspond à celui du quintile 2 dont la consommation calorique moyenne s'élève à 2 642,3 kcal.

---

58 La version complète de cette étude est disponible à l'adresse suivante (uniquement en anglais): [https://www.ilo.org/global/topics/wages/projects/WCMS\\_742240/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/wages/projects/WCMS_742240/lang-en/index.htm).

59 Ethiopie, Agence centrale de la statistique, Enquête socio-économique de l'Ethiopie, 2018-19 (ESS4).

60 FAO, «*Food Composition Table for Use in Africa*», 1968.

61 Les dépenses totales des ménages par équivalent adulte sont calculées à l'aide de l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE.

► **Tableau 2.15: Dépenses mensuelles moyennes des ménages par équivalent adulte, par catégorie de dépenses et quintiles (en birrs éthiopiens)**

Quintile <sup>a</sup>	Dépenses totales <sup>b</sup>	Dépenses alimentaires <sup>b</sup>	% dépenses alimentaires rapportées aux dépenses totales	Taille du ménage	Calories par équivalent adulte (kcal)
1	1 729,96 (954)	1 370,66	79%	5.80	1808
2	<b>2 733,56</b> <b>(1 053)</b>	<b>2 144,28</b>	<b>78%</b>	<b>5.02</b>	<b>2642</b>
3	3 828,52 (1 177)	3 000,48	78%	4.82	3467
4	5 180,06 (1 449)	3 899,58	75%	4.42	3967
5	8 494,97 (2 135)	5 935,71	70%	3.35	4796
<b>Total</b>	<b>4 391,47</b> <b>(6 768)</b>	<b>3 268,82</b>	<b>74%</b>	<b>4.68</b>	<b>3335</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique de l'Éthiopie*, 2018-19.

**Note:** Le nombre d'observations est indiqué entre parenthèses. <sup>a</sup> Les quintiles sont formés à partir des dépenses mensuelles du ménage par équivalent adulte. <sup>b</sup> Valeurs nominales.

La consommation calorique des ménages de référence (du quintile 2) étant inférieure aux besoins caloriques, les quantités consommées sont légèrement augmentées de manière «artificielle» afin de parvenir exactement aux 2 950 kcal requises. Cela est réalisé en multipliant la quantité moyenne consommée de chaque produit alimentaire par le coefficient d'ajustement (2 950/2 642,3), équivalent environ à 1,116. Le coût du panier alimentaire du quintile 2 est estimé à environ 791,41 Br.

► **Tableau 2.16: Ajustement des quantités consommées pour le panier alimentaire des ménages appartenant au quintile 2**

Quintile 2	Quantité consommée par jour (non ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (kcal)	Quantité consommée par jour (ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (ajustées) (kcal)	Protéines consommées par jour (ajustées) (kcal)	Matières grasses consommées par jour (ajustées) (kcal)	Coût journalier (Br) <sup>a</sup>
Céréales et produits céréaliers	0,52	1 826,66	0,58	2 039,41	59,08	20,02	10,32
Légumineuses et fruits à coque	0,07	211,21	0,08	235,80	16,19	2,91	2,46
Graines	0,00	9,81	0,00	10,95	0,41	0,81	0,13
Légumes	0,30	140,69	0,34	157,08	7,80	2,25	3,57
Fruits	0,02	19,16	0,02	21,39	0,25	1,11	0,51
Tubercules et tiges	0,15	185,34	0,16	206,93	2,46	0,26	2,09
Viande, volaille et poisson	0,04	180,58	0,05	201,61	0,35	16,45	1,96
Lait et produits laitiers	0,03	26,84	0,03	29,96	1,75	1,91	1,12
Autre	0,03	4,41	0,04	4,92	0,04	0,00	3,44
Boissons et stimulants	0,01	37,57	0,01	41,95	1,55	0,68	0,40
<b>Total</b>	<b>1,18</b>	<b>2 642,26</b>	<b>1,32</b>	<b>2 950,00</b>	<b>89,87</b>	<b>46,41</b>	<b>26,02</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique de l'Éthiopie*, 2018-19.

<sup>a</sup> Br = en birrs éthiopiens.

## Etape n° 4: Ajuster le panier alimentaire de référence pour s'assurer qu'il permette de satisfaire les besoins en autres nutriments, y compris en protéines et en matières grasses

Afin de garantir que le panier alimentaire ajusté permette de satisfaire non seulement les besoins caloriques mais également les autres besoins nutritionnels, tels que les besoins en protéines et en matières grasses, les valeurs nutritionnelles du panier alimentaire ajusté sont estimées et comparées à la consommation de protéines et de matières grasses recommandées par l'OMS et la FAO. En tenant compte d'une consommation calorique totale de 2 950 kcal par jour, les valeurs nutritionnelles devraient se situer entre 49 g et 115 g pour les matières grasses et atteindre un minimum de 52,2 g pour les protéines, tel qu'indiqué au sein du tableau 2.17.

► **Tableau 2.17: Valeurs minimales recommandées pour les besoins nutritionnels**

	Calories (kcal)	Protéines (g)	Matières grasses (15-35%)	
			Teneur minimale (g)	Teneur maximale (g)
Valeur minimale	2 950	52,2	49	115

Source: FAO (2010).<sup>62</sup>

Alors que la quantité de protéines (89,87 g) correspondant au panier alimentaire ajusté dépasse les exigences minimales fixées par l'OMS et la FAO en la matière, la quantité de matières grasses (46,41 g) est, quant à elle, inférieure à la fourchette recommandée. Cela signifie que le panier alimentaire basé sur la consommation des ménages appartenant au quintile 2 de la répartition des dépenses ne satisfait pas à l'ensemble des besoins nutritionnels et ne peut donc pas être utilisé comme panier alimentaire de référence. Par conséquent, le panier alimentaire des ménages appartenant au quintile suivant (à savoir le quintile 3) est potentiellement retenu comme panier alimentaire de référence et examiné afin de vérifier s'il satisfait ou non aux besoins nutritionnels lorsque les quantités des produits alimentaires le composant sont ajustées de manière à fournir exactement 2 950 kcal par jour et par équivalent adulte. Comme la consommation calorique moyenne du quintile 3 s'élève à 3 466,6 kcal, soit une valeur supérieure aux besoins caloriques de 2 950 kcal, les quantités consommées de chaque produit alimentaire sont ajustées et réduites par l'intermédiaire d'un coefficient d'ajustement de (2 950/3 466,6). Toutefois, il apparaît que, tout comme pour le quintile 2, le panier alimentaire du quintile 3 ne répond pas non plus aux besoins nutritionnels.

A nouveau, le quintile supérieur suivant, à savoir le quintile 4, est potentiellement retenu comme panier alimentaire de référence. La consommation calorique moyenne de ce quintile étant de 3 967,4 kcal par jour et par équivalent adulte, les quantités des produits alimentaires le composant sont réduites par l'intermédiaire d'un coefficient d'ajustement de (2 950/3 967,4), d'une valeur d'environ 0,74, afin de parvenir exactement à 2 950 kcal. Comme il ressort des tableaux 2.19 et 2.17, l'ajustement des quantités de ce panier alimentaire permet de satisfaire non seulement les besoins caloriques de 2 950 kcal par jour et par équivalent adulte, mais également les besoins nutritionnels en matières grasses (52,18 g) et en protéines (88,01 g). Le panier alimentaire du quintile 4 est donc retenu comme référence pour concevoir le panier alimentaire. Le coût du panier alimentaire de ce quintile de référence est estimé à environ 975,73 Br par mois, soit un coût de 23,3 pour cent pour cent supérieur à celui du panier alimentaire du quintile 2, qui reste le quintile pour lequel l'apport calorique moyen est le plus proche des besoins caloriques requis. Il est important de garder cet élément en mémoire pour la suite de la méthodologie, notamment pour estimer le coût des besoins en matière

► **Tableau 2.18: Ajustement des quantités consommées pour le panier alimentaire des ménages appartenant au quintile 3**

Quintile 3	Quantité consommée par jour (non ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (non ajustées) (kcal)	Quantité consommée par jour (ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (ajustées) (kcal)	Protéines consommées par jour (ajustées) (kcal)	Matières grasses consommées par jour (ajustées) (kcal)	Coût journalier (Br) <sup>a</sup>
Céréales et produits céréaliers	0,67	2 326,95	0,57	1 980,19	57,15	19,56	10,11
Légumineuses et fruits à coque	0,09	251,74	0,07	214,23	14,55	2,86	2,44
Graines	0,00	9,09	0,00	7,74	0,30	0,57	0,10
Légumes	0,36	165,15	0,31	140,54	6,79	1,94	3,39
Fruits	0,02	20,74	0,02	17,65	0,20	0,58	0,46
Tubercules et tiges	0,22	277,33	0,19	236,00	2,82	0,30	2,69
Viande, volaille et poisson	0,06	276,10	0,05	234,96	0,57	18,00	2,39
Lait et produits laitiers	0,04	42,53	0,04	36,19	1,83	2,47	1,36
Autre	0,05	3,91	0,04	3,33	0,04	0,00	3,52
Boissons et stimulants	0,04	93,04	0,03	79,18	2,95	1,54	0,83
<b>Total</b>	<b>1,55</b>	<b>3 466,59</b>	<b>1,32</b>	<b>2 950,00</b>	<b>87,20</b>	<b>47,83</b>	<b>27,28</b>

Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique de l'Éthiopie, 2018-19.

<sup>a</sup> Br = en birrs éthiopiens.

► **Tableau 2.19: Ajustement des quantités consommées pour le panier alimentaire des ménages appartenant au quintile 4**

Quintile 4	Quantité consommée par jour (non ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (non ajustées) (kcal)	Quantité consommée par jour (ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (ajustées) (kcal)	Protéines consommées par jour (ajustées) (kcal)	Matières grasses consommées par jour (ajustées) (kcal)	Coût journalier (Br) <sup>a</sup>
Céréales et produits céréaliers	0,68	2 377,31	0,50	1 767,68	51,49	16,63	9,75
Légumineuses et fruits à coque	0,11	318,39	0,08	236,74	15,92	3,46	2,85
Graines	0,00	10,99	0,00	8,18	0,32	0,61	0,10
Légumes	0,44	196,75	0,33	146,30	6,88	2,02	3,74
Fruits	0,04	32,59	0,03	24,24	0,28	0,65	0,72
Tubercules et tiges	0,30	374,99	0,22	278,83	3,30	0,33	3,47
Viande, volaille et poisson	0,09	388,88	0,07	289,15	1,75	22,78	3,93
Lait et produits laitiers	0,06	64,15	0,05	47,70	2,66	3,17	1,78
Autre	0,06	6,71	0,05	4,99	0,04	0,00	4,13
Boissons et stimulants	0,08	196,63	0,06	146,20	5,36	2,53	1,61
<b>Total</b>	<b>1,86</b>	<b>3 967,39</b>	<b>1,39</b>	<b>2 950,00</b>	<b>88,01</b>	<b>52,18</b>	<b>32,08</b>

Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique de l'Éthiopie, 2018-19.

<sup>a</sup> Br = en birrs éthiopiens.

de santé et d'éducation, ainsi que des autres biens et services essentiels, qui utilisent comme point de départ le quintile de référence pour la consommation calorique.

## Etape n° 5: Estimer le coût du panier alimentaire de référence pour une famille de taille de référence

Les quantités ajustées et les informations sur les prix obtenues à partir de l'enquête sont ensuite utilisées pour estimer le coût mensuel du panier alimentaire de référence par équivalent adulte. Les résultats de cette estimation sont présentés au sein du tableau 2.20. Dans le cas de l'Éthiopie, le coût mensuel d'un panier alimentaire permettant de satisfaire les besoins caloriques d'un homme adulte âgé de 30 à 60 ans s'élève à environ 976 Br.

► **Tableau 2.20: Panier alimentaire correspondant à un apport de 2 950 kcal par jour, en 2018**

	Quantité par mois (kg)	Calories par mois (kcal)	Coût mensuel (Br) <sup>a</sup>	% des calories totales	% des dépenses
Céréales et produits céréaliers	15	53 767	297	59,92%	30,39%
Légumineuses et fruits à coque	2	7 201	87	8,03%	8,89%
Graines	0	249	3	0,28%	0,31%
Légumes	10	4 450	114	4,96%	11,67%
Fruits	1	737	22	0,82%	2,23%
Tubercules et tiges	7	8 481	105	9,45%	10,81%
Viande, volaille et poisson	2	8 795	120	9,80%	12,25%
Lait et produit laitiers	1	1 451	54	1,62%	5,56%
Autre	1	152	126	0,17%	12,88%
Boissons et stimulants	2	4 447	49	4,96%	5,01%
<b>Total</b>	<b>42</b>	<b>89 729</b>	<b>976</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique de l'Éthiopie, 2018-19*.

<sup>a</sup> Br = en birrs éthiopiens.

Pour finir, ce coût est rapporté à une famille de taille de référence, soit une famille de 5 personnes,<sup>63</sup> ce qui correspond à 3,86 équivalents adultes, d'après l'échelle d'équivalence AEEA. Par conséquent, le coût d'un panier alimentaire de référence s'élève à 3 770 Br.

63 En Éthiopie, un ménage est composé en moyenne de 5 personnes (après avoir arrondi la valeur obtenue au nombre entier le plus proche).

## Le coût d'un logement décent: une approche normative

Tel qu'indiqué précédemment dans le cadre de la méthodologie, l'estimation du coût du logement suit également une approche normative qui consiste à estimer le coût du loyer et des charges pour un logement offrant un niveau de vie de base mais décent.

### Etape n° 1: Sélectionner les indicateurs permettant d'évaluer la décence du logement

Dans le cas de l'Éthiopie, la section de l'*Enquête socio-économique nationale* consacrée au logement comprend un ensemble important d'indicateurs sur la qualité du logement. Les indicateurs figurant au sein de l'enquête sur les dépenses permettent de recueillir des informations sur les quatre composantes de la qualité du logement et d'évaluer ainsi le niveau de décence du logement. Plus particulièrement: le nombre de personnes par pièce est utilisé pour évaluer la surface habitable; les matériaux de construction des murs, du toit et du sol sont utilisés pour évaluer la durabilité du logement; le type de toilettes et de cuisine est utilisé pour évaluer les installations; et le type de source d'eau est utilisé pour évaluer l'accès à l'eau.

### Etape n° 2: Mettre en place un système de notation pour évaluer la qualité du logement

Tel qu'exposé au sein du tableau 2.21, un système de notation est utilisé afin d'attribuer une note comprise entre 1 et 5 (allant de la qualité la plus médiocre à la meilleure qualité) à chacun de ces indicateurs.

► Tableau 2.21: Système de notation des différentes composantes du logement et exemples, 2018-19

Système de codage <sup>a</sup> (Notation)	Housing dimensions						
	Surface habitable	Durabilité			Installations		Eau
	Nombre de personnes par pièce	Matériaux de construction des murs	Matériaux de construction du toit	Matériaux de construction du sol	Toilettes	Cuisine	Source
1	Supérieur à 5	Origine naturelle <sup>b</sup>	Origine naturelle	Origine naturelle	Aucune installation	Aucune cuisine	Aucune installation <sup>c</sup>
2	]3 ; 5]	Matériaux métalliques <sup>d</sup>	Bois <sup>e</sup> / plastique	Bois <sup>e</sup>	Latrine à fosse sans dalle	N/A	Source d'eau non protégée <sup>f</sup>
3	]2 ; 3]	Bois	Matériaux métalliques <sup>d</sup>	Plastique	Latrine à fosse avec dalle	Traditionnelle	Eau courante dans l'espace public
4	]1.3 ; 2]	Pierre/ amiante	Amiante	Briques/ciment	Latrine à fosse ventilée	N/A	Eau courante à proximité du logement
5	Less than or equal to 1.3	Parpaings <sup>g</sup>	Ciment <sup>h</sup>	Céramique / marbre	Toilettes avec chasse d'eau	Moderne	Eau courante à l'intérieur du logement

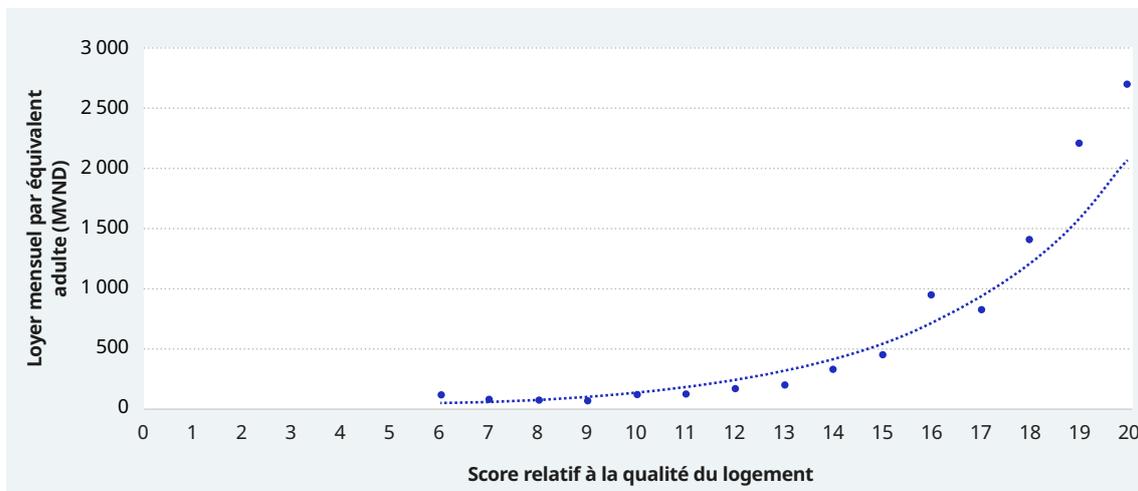
**Source:** ILO estimates based on Ethiopian Socioeconomic Survey 2018.

<sup>a</sup> Système de codage: 1 (qualité la plus médiocre) à 5 (meilleure qualité). <sup>b</sup> Origine naturelle: bambou, terre, roseau, chaume, fumier. <sup>c</sup> Aucune installation: pluie, source, eaux de surface, etc. <sup>d</sup> Matériaux métalliques: tôle de fer, zinc. <sup>e</sup> Bois: matériaux à base de bois. <sup>f</sup> Source d'eau non protégée: puits creusé, camion-citerne. <sup>g</sup> Parpaings: ciment avec ou sans plâtre. <sup>h</sup> Ciment: chape et tuiles, béton.

### Etape n° 3: Estimer le coût du logement pour chacun des scores concernant la qualité du logement

Après avoir attribué un score à chacune des composantes du logement, nous obtenons un score final concernant la qualité du logement, tel que décrit au sein de la méthodologie. Puis, lors de l'étape n° 3, en nous basant sur les informations sur les loyers obtenues à partir de l'enquête, nous procédons à l'estimation du coût moyen du loyer pour chacun des scores finaux relatifs à la qualité du logement, ce qui nous permet d'observer une relation exponentielle positive, comme illustré par la figure 2.18

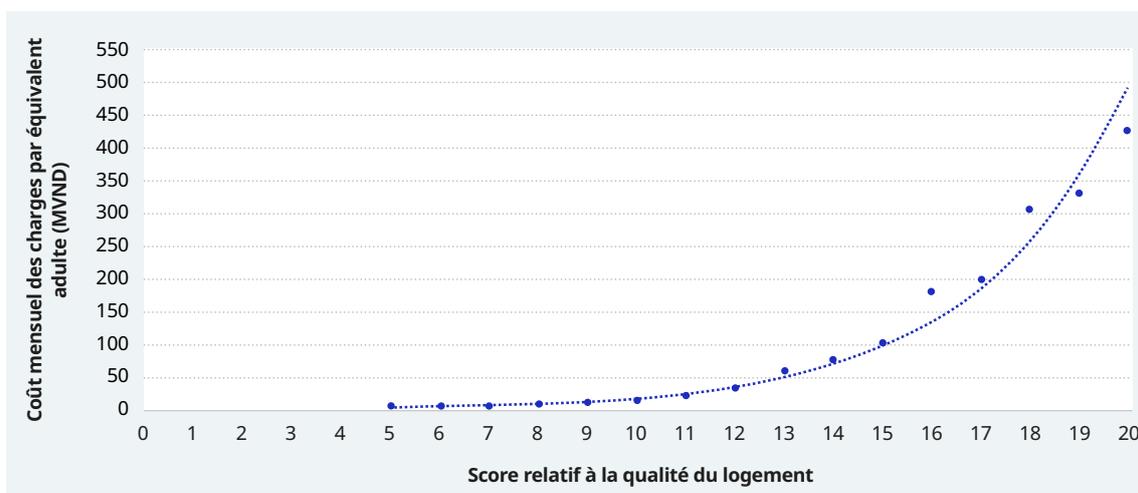
► **Figure 2.18: Loyer mensuel par équivalent adulte (en birrs éthiopiens), par score de qualité du logement**



Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique de l'Éthiopie, 2018-19.

La figure 2.19 suit la même approche, en établissant une comparaison entre le coût des charges du logement et le score final relatif à la qualité du logement. Une relation exponentielle positive est également observée.

► **Figure 2.19: Dépenses mensuelles en charges par équivalent adulte (en birrs éthiopiens), par score de qualité du logement**



Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique de l'Éthiopie, 2018-19.

## Etape n° 4: Identifier le score relatif à la qualité du logement correspondant à un logement décent

Nous déterminons ensuite le score minimum de qualité du logement correspondant à un logement décent pour les travailleurs et leur famille. Dans le cas de l'Ethiopie, comme expliqué ci-après, les exigences minimales pour un logement décent correspondent à une note de 3 pour chacune des composantes du logement, ce qui correspond à un score total de 12.

1. En termes de surface habitable, nous suivons les recommandations formulées par ONU-Habitat (2014), selon lesquelles le taux d'occupation par pièce ne devrait pas dépasser 3 personnes au sein du logement. Cela correspond aux logements ayant entre 2 et 3 personnes par pièce (score de 3).
2. En Ethiopie, les matériaux utilisés pour la construction du logement sont évalués par rapport au type de matériaux utilisés, en fonction de leur durabilité. Selon ONU-Habitat (2014), un logement doit avoir une structure permanente et adéquate permettant de protéger les membres de la famille contre les conditions climatiques extrêmes, telles que la pluie, la chaleur, le froid et l'humidité. Le caractère permanent de la structure est évalué du point de vue des matériaux utilisés pour la construction des murs, du toit et du sol (ONU-Habitat, 2014). Pour l'Ethiopie, la qualité minimale des matériaux permettant de garantir un logement décent correspond à la note de 3 (murs en bois, toit en matériaux métalliques et sol en ciment ou tuiles plastique).
3. En ce qui concerne les installations, une famille devrait avoir accès à des installations sanitaires de qualité avec un système d'évacuation des excréments, sous forme de toilettes privées ou de toilettes publiques partagées entre un nombre raisonnable de personnes, qui soit hygiénique en ce qu'il permette d'éviter tout contact humain avec les excréments. Par conséquent, une latrine à fosse avec dalle, dotée d'une note de 3, constitue le seuil minimum requis pour un logement décent. Cela est conforme au seuil minimal fixé par ONU-Habitat (2014), selon lequel les installations sanitaires de qualité comprennent notamment des toilettes à chasse ou des latrines raccordées au tout à l'égout, à une fosse septique ou à une fosse; des latrines à fosse ventilées; des latrines à fosse avec dalle ou plate-forme recouvrant entièrement la fosse; ainsi que des toilettes sèches. Une cuisine traditionnelle constitue le niveau minimum acceptable pour un logement décent (note de 3).
4. Enfin, en ce qui concerne l'accès à l'eau, le seuil minimum requis pour un logement décent concerne les ménages disposant au minimum d'une borne-fontaine à l'extérieur du logement (note de 3). Cela est conforme au seuil fixé par Anker et Anker (2017), selon lesquels un accès à l'eau potable doit être disponible au sein du logement ou à proximité. En outre, ONU-Habitat (2014) considère également que les ménages devraient bénéficier d'un accès à un approvisionnement en eau de qualité, avec au minimum une borne-fontaine publique à disposition.

## Etape n° 5: Déterminer le coût du loyer correspondant au score de logement décent

Après avoir identifié le score minimum concernant la qualité du logement qui correspond à un logement décent, soit un score de 12 en Ethiopie, le coût du loyer correspondant à ce score est estimé à l'aide de la régression ajustée déterminée lors de l'étape n° 3. Il ressort de la figure 2.18 que le loyer mensuel pour un logement ayant reçu un score de 12 s'élève à environ 245 Br par équivalent adulte.

Il convient de noter que, pour un score et un coût mensuel identiques, différentes combinaisons sont possibles au niveau des caractéristiques du logement. Le score de 12 pour la qualité du logement, qui correspond à un logement décent, apparaît en rouge au sein du tableau 2.22.

► **Tableau 2.22: Exemples de logements parmi les différents scores possibles concernant la qualité du logement, avec le loyer mensuel correspondant (en birrs éthiopiens)**

Score final	Loyer mensuel par équivalent adulte <sup>a</sup>	Exemples de logements						
		Nombre de personnes par pièce	Matériaux de construction des murs	Matériaux de construction du toit	Matériaux de construction du sol	Toilettes	Cuisine	Source d'eau
5	38	Supérieur à 5	Origine naturelle	Origine naturelle	Origine naturelle	Aucune installation	Aucune cuisine	Pluie, eaux de surface
10	144	]2 ; 3]	Matériaux métalliques	Bois/plastique	Bois	Latrine à fosse avec dalle	Traditionnelle	Source d'eau non protégée
12	245	]2 ; 3]	Bois	Tôle ondulée	Tuiles plastique	Latrine à fosse avec dalle	Traditionnelle	Source d'eau protégée
14	418	]1,3 ; 2]	Pierre/ amiante	Amiante	Briques/ ciment	Latrine à fosse avec dalle	Traditionnelle	Source d'eau protégée
20	2068	Inférieur ou égal à 1,3	Parpaings	Ciment	Céramique/ marbre	Toilettes avec chasse d'eau	Moderne	Eau courante à l'intérieur du logement

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique de l'Éthiopie, 2018-19.

<sup>a</sup> Pour une famille de 3,30 équivalents adultes (soit une famille de 5 personnes en moyenne selon l'échelle d'équivalence de l'OCDE).

## Étape n° 6: Déterminer le coût des charges correspondant au score de logement décent

En suivant la même approche que celle adoptée pour estimer le coût du loyer, l'estimation du coût des charges pour un logement ayant obtenu un score de logement décent de 12 est, comme précédemment, calculé à l'aide d'une régression ajustée, et s'élève à environ 39,36 Br par mois et par équivalent adulte.

## Étape n° 7: Estimer le coût total d'un logement décent (loyer + charges) pour une famille de taille de référence

Enfin, le coût mensuel total d'un logement décent par équivalent adulte est obtenu en additionnant le coût du loyer à celui des charges. En effet, comme il ressort du tableau 2.23, le coût total mensuel d'un logement est égal au coût estimé du loyer auquel s'ajoute le coût des charges. Pour une famille de 5 personnes, selon l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE, le coût mensuel du logement est donc estimé à 941 Br.

► **Tableau 2.23: Estimation du coût mensuel d'un logement décent en Éthiopie, au niveau national, pour une famille de 5 personnes (en birrs éthiopiens)**

Score du logement	Coût mensuel du loyer	Coût mensuel des charges	Coût mensuel du logement
12	811	130	941

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique de l'Éthiopie, 2018-19.

<sup>a</sup> Br = en birrs éthiopiens.

## Comment comparer ces résultats aux dépenses médianes consacrées au logement?

En Ethiopie, environ 18 pour cent des ménages louaient leur logement, au niveau national, avec de grandes disparités constatées entre zones rurale et urbaine: si 3 pour cent des ménages étaient locataires de leur logement en zone rurale, ce chiffre montait à 50 pour cent en zone urbaine. Le coût d'un logement décent est estimé à 122,5 pour cent du loyer médian, par équivalent adulte, et à 61,5 pour cent du loyer moyen, par équivalent adulte.

## Santé et éducation

Tel qu'expliqué dans le cadre de la méthodologie, contrairement aux postes de dépenses concernant l'alimentation et le logement, les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation, ainsi qu'aux autres biens et services essentiels (présentés ci-après) sont estimées à l'aide d'une approche relative. Bien que le quintile 4 ait été utilisé pour estimer les besoins alimentaires, le quintile identifié comme quintile de référence concernant la consommation calorique reste le quintile 2, dont la consommation calorique est la plus proche de la consommation recommandée de 2 950 kcal par jour. Par conséquent, le quintile 2 est ici utilisé comme point de référence pour estimer les besoins des travailleurs et de leur famille concernant les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation, ainsi qu'aux autres biens et services essentiels.

## Etape n° 1: Sélectionner le ménage de référence et déterminer le coût de la santé et de l'éducation, par habitant

L'estimation du coût de la santé et de l'éducation correspond donc purement et simplement aux dépenses moyennes des ménages de référence (du quintile 2). Nous utilisons ici des estimations par habitant car il n'existe aucun élément attestant de l'existence d'économies d'échelle en ce qui concerne l'accès à la santé et à l'éducation.

► **Tableau 2.24: Dépenses mensuelles moyennes pour la santé et l'éducation par habitant, par quintile, estimations au niveau national et en zone urbaine**

Quintile	National		Zone urbaine		Total (santé et éducation)	
	Santé	Education	Santé	Education	National	Zone urbaine
1	7	7	16	13	14	29
2	8	14	13	29	22	42
3	13	20	19	45	33	64
4	23	43	26	74	66	100
5	46	142	60	195	188	255
<b>Total</b>	19	42	37	104	61	141

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique de l'Ethiopie*, 2018-19.

Il ressort du tableau 2.24 que, pour l'ensemble des quintiles, le montant des dépenses consacrées à la santé et à l'éducation est largement inférieur au niveau national qu'en zone urbaine. En effet, l'accès à la santé et à l'éducation est limité en zone rurale et, par conséquent, un nombre très élevé de ménages habitant en zone rurale ont indiqué n'avoir engagé aucune dépense dans le domaine de la santé et de l'éducation, tel que cela ressort

d'un examen approfondi de la base de données sur les dépenses des ménages. Il a donc été nécessaire de procéder à un ajustement quant aux ménages de référence afin de ne prendre en considération que les ménages installés en zone urbaine. En effet, dans un tel contexte, tenir compte des ménages installés en zone rurale reviendrait à sous-estimer les besoins des travailleurs et de leur famille dans les domaines fondamentaux que sont la santé et l'éducation, qui sont des droits humains fondamentaux et essentiels au développement humain. Aussi, les besoins en matière de santé et d'éducation sont estimés à 42 Br par personne.

## Etape n° 2: Estimer le coût total pour une famille de taille de référence

Puis, pour s'assurer que le coût estimé en matière de santé et d'éducation en Ethiopie corresponde à une famille de taille représentative et tienne compte de la taille du ménage, nous multiplions le coût estimé en matière de santé et d'éducation pour 1 membre du ménage par le nombre de personnes composant une famille de taille de référence, soit 5 personnes en Ethiopie. Par conséquent, le coût total estimé en matière de santé et d'éducation pour une famille de taille représentative s'élève à 210 Br.

## Autres biens et services essentiels

### Etape n° 1: Identifier quels sont les autres biens et services essentiels

Dans le cadre de cette première étape, nous sommes amenés à identifier les autres catégories de biens et services qui sont également considérés comme étant essentiels dans la vie quotidienne. En Ethiopie, ces biens et services essentiels comprennent les dépenses relatives à l'habillement, aux chaussures, aux transports, à la communication, aux biens durables, à la culture et aux loisirs, ainsi que d'autres services et dépenses non liés à la consommation, à l'exclusion des dépenses relatives au tabac et à la rémunération des travailleurs domestiques.

### Etape n° 2: Sélectionner le ménage de référence et déterminer le coût des autres biens et services essentiels, par équivalent adulte

Tout comme pour les dépenses en matière de santé et d'éducation, les dépenses mensuelles moyennes du quintile 2 servent ici de point de référence pour calculer les besoins de base concernant les autres biens et services essentiels.

► **Tableau 2.25: Dépenses mensuelles moyennes consacrées aux autres biens et services essentiels par équivalent adulte et par quintile, estimations au niveau national (en birrs éthiopiens)**

Quintile	Autres biens et services essentiels par équivalent adulte (au niveau national)
1	65
2	108
3	169
4	262
5	531
<b>Total</b>	<b>227</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique de l'Ethiopie*, 2018-19.

### Etape n° 3: Estimer le coût total pour une famille de taille de référence

Contrairement aux dépenses en matière de santé et d'éducation, pour les dépenses concernant les autres biens et services essentiels, nous considérons qu'il existe ici des économies d'échelle. Par conséquent, nous avons recours à l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE (3,30 équivalents adultes dans le cas présent) pour obtenir des estimations pour une famille de taille représentative. Les dépenses concernant les autres biens et services essentiels sont donc estimées à 357 Br pour une famille de 5 personnes.

## Un salaire permettant de subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille

### Etape n° 1: Estimer le coût total des besoins des travailleurs et de leur famille

Sur la base des estimations calculées précédemment concernant le coût des besoins essentiels en termes d'alimentation, de logement, de santé et d'éducation, et des autres biens essentiels, nous sommes alors en mesure d'estimer le coût des besoins essentiels d'une famille de 5 personnes en Ethiopie en 2018/19. Il ressort du tableau 2.26 que le montant nécessaire pour subvenir aux besoins d'une famille de 5 personnes, en Ethiopie, s'élevait à 5 278 Br par mois en 2018/19.

► **Tableau 2.26: Coût mensuel de chacun des postes de dépenses par membre du ménage et pour une familles de 5 personnes (en birrs éthiopiens)**

	Coût des besoins d'une famille de 5 personnes	Coût des besoins par équivalent adulte
<b>Total</b>	<b>5 278</b>	<b>1 411</b>
<i>Alimentation</i>	<b>3 770</b>	<b>976</b>
<i>Logement</i>	<b>941</b>	<b>285</b>
Loyer	811	245
Charges	130	39
<i>Autres dépenses</i>	<b>567</b>	<b>150</b>
Santé et éducation	20	42
Autres biens et services essentiels	357	108

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique de l'Ethiopie*, 2018-19.

**Note:** Pour mémoire, pour estimer les besoins d'une famille, nous avons recours à l'échelle d'équivalence AEEA pour l'alimentation et à l'échelle d'équivalence de l'OCDE pour le logement et les autres biens et services essentiels. Ainsi une famille de 5 personnes correspond à 3,86 équivalents adultes selon l'échelle de l'AEEA et 3,30 équivalents adultes selon l'échelle de l'OCDE. En ce qui concerne la santé et l'éducation, dans la mesure où ces coûts sont estimés par habitant, il n'est pas nécessaire d'avoir recours à une échelle d'équivalence et il suffit donc de multiplier ces coûts par le nombre de personnes composant le ménage.

## Etape n° 2: Estimer le montant du salaire permettant de couvrir le coût total des besoins des travailleurs et de leur famille

Après avoir estimé les besoins globaux des travailleurs et de leur famille, le coût correspondant est divisé par le nombre de travailleurs adultes au sein du ménage en vue de déterminer le niveau des salaires basés sur les besoins. Dans cette optique, trois scénarios différents sont envisagés: a) 1 seul travailleur à temps plein (5 278 Br), b) 1,5 travailleurs à temps plein (3 519 Br), et c) 2 travailleurs à temps plein (2 639 Br). Le tableau 2.27 offre un aperçu de la manière dont le niveau des salaires basés sur les besoins varie selon ces différents scénarios. Dans la mesure où, en Ethiopie, il n'existe aucun système de salaire minimum, ces résultats ne peuvent pas être comparés au niveau du salaire minimum.

► **Tableau 2.27: Estimation des salaires permettant de subvenir aux besoins essentiels d'une famille de 5 personnes (en birrs éthiopiens)**

Scénarios	Coût mensuel des besoins essentiels pour une famille de 5 personnes	Nombre de personnes recevant un salaire minimum au sein de la famille	Salaire mensuel nécessaire pour subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille
a)	5 278	1	5 278
b)	5 278	1,5	3 519
c)	5 278	2	2 639

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique de l'Ethiopie*, 2018-19

## ► Annexe 3: Les besoins des travailleurs et de leur famille: le cas de l'Indonésie<sup>64</sup>

En suivant le cadre méthodologique exposé ci-dessus, les besoins des travailleurs et de leur famille sont estimés à partir des données de l'*Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie* (SUSENAS 2018), réalisée en Indonésie tous les deux ans. La SUSENAS est une enquête représentative au niveau national qui, en 2018, a permis de recueillir des informations auprès de 295 155 ménages et 1 131 825 personnes vivant en zone rurale et urbaine.

### Le coût d'une alimentation décente: une approche normative

#### Etape n° 1: Déterminer les besoins caloriques

Tel qu'expliqué dans le cadre de la méthodologie, le premier poste de dépenses pour lequel les besoins des travailleurs et de leur famille sont estimés concerne l'alimentation. Dans le cas de l'Indonésie, un ajustement important est fait par rapport à la méthodologie de référence en ce qui concerne les besoins caloriques. En effet, le processus de validation au niveau national nous a amené à nous baser sur les recommandations formulées par les autorités sanitaires nationales plutôt que sur celles de la FAO et de l'OMS. A cet égard, le ministère de la Santé recommande un apport calorique de 2 150 kcal avec 57 g de protéines par jour et par habitant.<sup>65</sup> Il convient de noter que, contrairement aux recommandations de la FAO et de l'OMS de 2 950 kcal par jour et par équivalent adulte, les recommandations des autorités sanitaires indonésiennes ne font appel à aucune échelle d'équivalence pour déterminer les besoins alimentaires et caloriques des travailleurs et de leur famille. Cela impliquerait que, pour le cas de l'Indonésie, l'analyse des dépenses alimentaires soit faite en utilisant des valeurs par habitant.

#### Etape n° 2: Rassembler des informations sur l'apport calorique

Pour estimer la consommation calorique mensuelle de chaque ménage, la quantité consommée des différents produits alimentaires est multipliée par les données caloriques correspondantes, selon le tableau de la composition des aliments publié par l'Institut indonésien de la statistique.<sup>66</sup>

#### Etape n° 3: Concevoir et ajuster le panier alimentaire de référence

Après avoir déterminé la consommation calorique mensuelle des ménages, les ménages sont classés par quintiles en fonction de leurs dépenses mensuelles par équivalent adulte<sup>67</sup> et le panier alimentaire de référence est élaboré de manière à refléter les habitudes de consommation des ménages dont l'apport calorique par habitant est le plus proche de la consommation recommandée de 2 150 kcal. En Indonésie, ce panier alimentaire de référence correspondait, en 2018, à celui du quintile 3 dont l'apport calorique moyen était de 2 156,89 kcal.

64 La version complète de cette étude est disponible à l'adresse suivante (uniquement en anglais): [https://www.ilo.org/global/topics/wages/projects/WCMS\\_742240/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/wages/projects/WCMS_742240/lang-en/index.htm).

65 Indonésie, Institut de la statistique, «*Consumption of Calorie and Protein of Indonesia and Provinces*», mars 2018.

66 Voir Indonésie, Institut de la statistique, «*Consumption of Calorie and Protein of Indonesia and Provinces*», mars 2018, tableau n° A7.

67 Les dépenses totales des ménages par équivalent adulte sont calculées à l'aide de l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE.

► **Tableau 3.28: Dépenses mensuelles moyennes des ménages par habitant, par catégorie de dépenses et quintiles, 2018 (en roupies indonésiennes)**

Quintiles <sup>a</sup>	Dépenses totales <sup>b</sup>	Dépenses alimentaires <sup>b</sup>	Taille du ménage	Calories par habitant (kcal)	Calories par équivalent adulte (kcal)
1	1 813 462 (55 859)	1 203 575	4,87	1 736	2 179
2	2 761 366 (56 547)	1 743 363	4,74	1 990	2 466
<b>3</b>	<b>3 693 764</b> <b>(60 435)</b>	<b>2 201 267</b>	<b>4,51</b>	<b>2 157</b>	<b>2 645</b>
4	5 049 354 (62 766)	2 782 071	4,27	2 333	2 835
5	9 801 709 (59548)	3 916 804	4,07	2 517	3 034
<b>Total</b>	<b>4 623 920</b> <b>(295 155)</b>	<b>2 369 412</b>	<b>4,49</b>	<b>2 147</b>	<b>2 631</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018*.

**Note:** Le nombre d'observations est indiqué entre parenthèses. <sup>a</sup> Les quintiles sont formés à partir des dépenses mensuelles du ménage par équivalent adulte (sur la base de l'échelle d'équivalence de l'OCDE). <sup>b</sup> Valeurs nominales.

Etant donné que la consommation calorique moyenne par habitant du quintile 3 s'élevait à 2 156,89 kcal, par rapport aux 2 150 kcal recommandées, un ajustement est nécessaire. Les quantités consommées ont donc été «artificiellement» légèrement réduites pour arriver à un résultat exact de 2 150 kcal. Pour cela, nous multiplions les quantités moyennes consommées par les ménages du quintile 3 pour chaque produit alimentaire par un coefficient d'ajustement ( $2\,150/2\,156,89$ ) égal à 0,997. Ce processus d'ajustement est décrit au sein du tableau 3.29.

► **Tableau 3.29: Panier alimentaire ajusté assurant un apport de 2 150 kcal par jour et par habitant**

	Quantité consommée par jour (non ajustée) (kcal)	Calories consommées par jour (non ajustées) (kcal)	Coefficient d'ajustement	Quantité consommée par jour (ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (ajustées) (kcal)	Protéines consommées par jour (g)	Matières grasses consommées par jour (g)
Céréales	0,24	869,19	0,997	0,24	866,42	20,39	3,51
Tubercules	0,03	37,86	0,997	0,03	37,74	0,35	0,08
Poissons/crevettes/calamars/palourdes	0,05	50,10	0,997	0,05	49,94	8,34	1,36
Viande	0,02	53,57	0,997	0,02	53,40	3,27	4,38
Oeufs et lait	0,03	57,62	0,997	0,03	57,43	3,20	3,08
Légumes	0,12	38,55	0,997	0,12	38,43	2,33	0,65
Légumineuses et fruits à coque	0,05	53,98	0,997	0,05	53,81	5,34	2,63
Fruits	0,09	48,23	0,997	0,09	48,07	0,52	0,25
Huiles et noix de coco	0,04	264,51	0,997	0,04	263,67	0,22	15,82
Boissons	0,03	101,34	0,997	0,03	101,01	0,83	2,00
Epices	0,01	11,35	0,997	0,01	11,32	0,50	0,58
Autres aliments	0,01	60,13	0,997	0,01	59,94	1,18	2,29
Plats et boissons préparés	0,37	510,45	0,997	0,37	508,82	14,49	18,03
<b>Total (consommation totale)</b>	<b>1,09</b>	<b>2 157</b>		<b>1,08</b>	<b>2 150</b>	<b>60,95</b>	<b>54,67</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018*.

## Etape n° 4: Ajuster le panier alimentaire de référence pour s'assurer qu'il permette de satisfaire les besoins en autres nutriments, y compris en protéines et en matières grasses

Afin de garantir que le panier alimentaire ajusté permette de satisfaire non seulement les besoins caloriques mais également les autres besoins nutritionnels, tels que les besoins en protéines et en matières grasses, les valeurs nutritionnelles du panier alimentaire ajusté sont estimées et comparées à la consommation de protéines et de matières grasses recommandées par l'OMS et la FAO, ainsi que par le ministère de la Santé. En tenant compte d'une consommation calorique totale de 2 150 kcal par jour et par habitant, les valeurs nutritionnelles devraient se situer entre 47,78g et 83,61g pour les matières grasses et atteindre un minimum de 57 g pour les protéines. Comme en témoigne le tableau 3.29, la quantité de protéines (60,95 g) fournie par le panier alimentaire ajusté dépasse les exigences minimales fixées par l'OMS et la FAO, ainsi que par le ministère de la Santé, alors que la quantité de matières grasses (54,67 g) se situe dans la fourchette recommandée (voir les exigences minimales mentionnées au sein du tableau 3.30).

► **Tableau 3.30: Valeur minimales recommandées pour les besoins nutritionnels**

	Calories (Kcal)	Protéines (g)	Matières grasses (20-35%)	
			Teneur minimale (g)	Teneur maximale (g)
Valeur minimale	2 150	57	47,78	83,61

**Source:** Indonésie, Institut indonésien de la statistique, «*Consumption of Calorie and Protein of Indonesia and Province*», 2018.

**Note:** Les besoins en matières grasses représentent en moyenne entre 20 et 35 pour cent de la consommation calorique. Par conséquent, pour une consommation totale de 2 150 kcal par jour, entre 430 kcal et 752,5 kcal devraient provenir de matières grasses. Dans la mesure où 1 gramme de matières grasses correspond à 9 calories, nous divisons ces chiffres pour convertir ces besoins en grammes et aboutir à des besoins en matières grasses compris entre 47,78 g et 83,61 g par jour.<sup>68</sup>

## Etape n° 5: Estimer le coût du panier alimentaire de référence pour une famille de taille de référence

Les quantités ajustées et les informations sur les prix obtenues à partir de l'enquête sont ensuite utilisées pour estimer le coût mensuel du panier alimentaire de référence par membre de la famille. Les résultats de cette estimation sont présentés au sein du tableau 3.31. En Indonésie, le coût mensuel d'un panier alimentaire permettant de satisfaire aux besoins caloriques d'un membre de la famille s'élève à environ 478 927 Rp.

► **Tableau 3.31: Panier de produits alimentaires garantissant un apport de 2 150 kcal par jour, 2018**

	Quantité par mois (kg)	Calories par mois (kcal)	Coût mensuel (Rp) <sup>a</sup>	% des calories totales	% des dépenses
Céréales	7,31	25 992,58	71 999,64	22%	15%
Tubercules	0,91	1 132,15	5 281,66	3%	1%
Poisson/crevettes/calamars/palourdes	1,57	1 498,33	41 951,76	5%	9%
Viande	0,55	1 601,94	18 734,00	2%	4%
Oeufs et lait	0,93	1 723,03	28 146,08	3%	6%
Légumes	3,53	1 152,76	42 596,61	11%	9%
Légumineuses et fruits à coque	1,36	1 614,17	12 846,00	4%	3%
Fruits	2,62	1 442,21	23 874,37	8%	5%
Huiles et noix de coco	1,19	7 909,98	13 959,23	4%	3%
Boissons	0,83	3 030,41	17 767,92	3%	4%
Epices	0,36	339,45	12 200,98	1%	3%
Autres aliments	0,41	1 798,27	11 243,00	1%	2%
Plats et boissons préparés	10,98	15 264,71	178 325,76	34%	37%
Total (mensuel)	32,54	64 500,00	478 927	-	-

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018.

<sup>a</sup> Rp = en roupies indonésiennes.

Enfin, ce coût est estimé pour une famille de référence de 4 personnes,<sup>69</sup> ce qui correspond à la taille moyenne des ménages au niveau national. Etant donné, qu'en Indonésie, le salaire minimum varie selon la province et le district concernés, nous avons identifiés huit régions dans la base de données et la même méthodologie a été appliquée séparément à chacune d'entre elles.<sup>70</sup> Les résultats de cette analyse menée au niveau régional, et présentés au sein du tableau 3.32, démontrent que l'estimation du coût d'un panier alimentaire permettant de satisfaire aux besoins en calories ainsi qu'en protéines et en matières grasses d'une famille de 4 personnes varie entre 1 870 748 Rp dans la région de Sumatra à 2 374 722 Rp dans la région de Jakarta, avec une valeur moyenne estimée à 1 915 708 Rp au niveau national.

► **Tableau 3.32: Coût mensuel des besoins alimentaires pour une famille de 4 personnes (en roupies indonésiennes), par région<sup>a</sup>**

	Coût mensuel du panier alimentaire garantissant un apport de 2150 kcal par habitant	Taille moyenne du ménage <sup>a</sup>	Coût mensuel
National	478 927	4	1 915 708
Sumatra	467 687	4	1 870 748
Jakarta	593 680	4	2 374 722
Java	500 078	4	2 000 311
Petites îles de la Sonde	493 526	4	1 974 105
Kalimantan	477 386	4	1 909 544
Sulawesi	479 871	4	1 919 482
Les Moluques	539 923	4	2 159 693
Nouvelle-Guinée occidentale	520 754	4	2 083 018

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018*.

<sup>a</sup> Afin de pouvoir comparer les valeurs obtenues pour les différentes régions, nous avons basé nos estimations sur un ménage de taille identique dans l'ensemble des régions.

## Le coût d'un logement décent: une approche normative

Tel qu'indiqué précédemment dans le cadre de la méthodologie, l'estimation du coût du logement suit également une approche normative qui consiste à estimer le coût du loyer et des charges pour un logement offrant un niveau de vie de base mais décent.

### Etape n° 1: Sélectionner les indicateurs permettant d'évaluer la décence du logement

La section de l'Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie comprend un ensemble important d'indicateurs sur la qualité du logement. Les indicateurs figurant au sein de l'enquête sur les dépenses permettent de recueillir des informations sur les quatre composantes de la qualité du logement et d'évaluer ainsi le niveau de décence du logement. Plus particulièrement: le nombre de m<sup>2</sup> par habitant et le nombre de personnes par pièce sont utilisés pour évaluer la surface habitable; les matériaux de construction des murs, du toit et du sol sont utilisés pour évaluer la durabilité du logement; le type de toilettes et le système d'évacuation sont utilisés pour évaluer les installations; et le type de source d'eau est utilisé pour évaluer l'accès à l'eau.

### Etape n° 2: Mettre en place un système de notation pour évaluer la qualité du logement

Tel qu'exposé au sein du tableau 3.33, un système de notation est utilisé afin d'attribuer une note comprise entre 1 et 5 (allant de la qualité la plus médiocre à la meilleure qualité) à chacun de ces indicateurs.

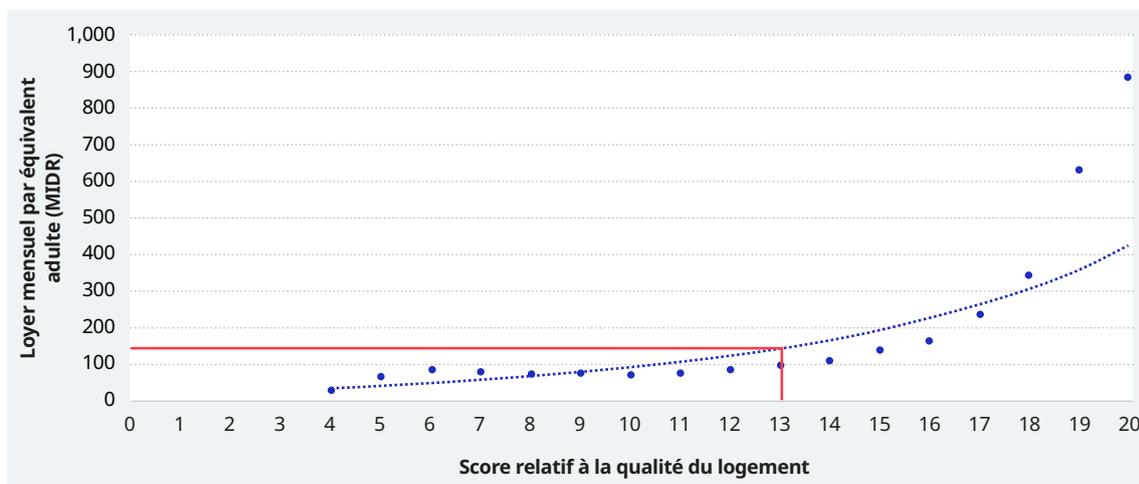
► **Tableau 3.33: Système de notation des différentes composantes du logement et exemples**

Système de codage (notation)	Surface habitable		Durabilité			Installations		Accès à l'eau
	Nombre de m <sup>2</sup> par habitant	Nombre de personnes par pièce	Matériaux de construction des murs	Matériaux de construction du toit	Matériaux de construction du sol	Type de toilettes	Evacuation	(Raccordement / source)
1	Inférieur ou égal à 6	Supérieur à 3	Origine naturelle	Origine naturelle	Origine naturelle	Toilettes à la turque - Latrine à fosse sans couvercle	Etangs/ rizières/ rivière/lac/ trou dans le sol/ plage/champ/ jardin/ autre	Eaux de surface/ pluie/autre
2	]6 ; 10,1]	N/A	N/A	Bambou/ amiante	Ciment rouge/ briques	N/A	N/A	Puits et source protégés
3	]10,1 ; 20]	3	Bambou tressé enduit/ matériaux métalliques/ bois/ planche	Zinc/tuiles	Bois/planches	Latrine à fosse avec couvercle	N/A	Puits et source protégés
4	]20 ; 39]	N/A	N/A	Bardeaux	Carrelage/ terrazzo/ parquet/ vinyle/ moquette	N/A	N/A	Forage/ pompe
5	Supérieur à 39	Inférieur ou égal 2	Béton	Béton	Marbre/ céramique/ granit	Toilettes avec col de cygne	Fosse septique/ station d'épuration	Eau en bouteille (de marque)/ bonbonnes d'eau/ compteur d'eau

Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018.

### Etape n° 3: Estimer le coût du logement pour chacun des scores relatifs à la qualité du logement

Après avoir attribué un score à chacune des composantes du logement, nous obtenons un score final concernant la qualité du logement, tel que décrit au sein de la méthodologie. Puis, lors de l'étape n° 3, en nous basant sur les informations sur les loyers obtenues à partir de l'enquête, nous procédons à l'estimation du coût moyen du loyer pour chacun des scores concernant la qualité du logement, ce qui nous permet d'observer une relation exponentielle positive, comme illustré par la figure 3.20.

► **Figure 3.20: Loyer mensuel par équivalent adulte (en milliers de roupies indonésiennes), par score de qualité du logement, au niveau national**

Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018.

La figure 3.21 suit la même approche, en établissant une comparaison entre le coût des charges du logement et le score final relatif à la qualité du logement. Une relation exponentielle positive est également observée.

► **Figure 3.21: Dépenses mensuelles en charges par équivalent adulte (en milliers de roupies indonésiennes), par score de qualité du logement**



Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018.

#### Etape n° 4: Identifier le score correspondant à un logement décent

Next, the minimum housing quality score at which workers and their families can live in a decent housing is identified. In the case of Indonesia, we considered as the minimum requirements for decent housing the scores of 3 for space, durability and access to water and 4 for the facilities, adding up to a total of 13. The following explanations justify our selection.

- En termes de surface habitable, nous suivons la méthodologie proposée par Anker et Anker (2017) selon laquelle, pour les pays d'Asie et d'Océanie (hors Australie, Nouvelle-Zélande et Japon), la surface habitable minimale pour un logement décent ne devrait pas être inférieure à 10,2 m<sup>2</sup> par personne. Par conséquent, la surface habitable minimale pour un logement décent, exprimée en m<sup>2</sup> par personne, correspond à la note de 3, soit un logement doté d'une surface habitable comprise entre 10,1 m<sup>2</sup> et 20 m<sup>2</sup> par personne.
- En termes de durabilité, la qualité d'un logement décent en Indonésie est évaluée par rapport au type de matériaux utilisés pour la construction. Le niveau minimum pour un logement décent correspond à un logement dont les murs et le sol sont en bois ou en planches, avec un toit en zinc ou en tuiles (note de 3).
- En ce qui concerne les installations, le seuil minimum pour les toilettes correspond aux «latrines à fosse avec couvercle» (note de 3), ce qui est conforme aux recommandations formulées par ONU-Habitat (2006), selon lesquelles un ménage doit avoir accès à des installations sanitaires de base à l'intérieur du logement, qui soient notamment hygiéniques et permettent d'éviter tout contact avec les excréments humains. L'évacuation des excréments par l'intermédiaire d'un réservoir est considérée comme étant l'exigence minimale par rapport à la qualité des installations sanitaires (note de 5).
- Enfin, en ce qui concerne l'accès à l'eau, le seuil minimum requis pour un logement décent concerne les ménages disposant au minimum d'un accès à une source d'eau protégée, tels que les puits et les sources (note de 3). Cela est conforme au seuil fixé par Anker et Anker

(2017) et le Centre de recherche sur les relations de travail (2016), selon lesquels un accès à l'eau potable doit être disponible au sein du logement ou à proximité.

## Etape n° 5: Déterminer le coût du loyer correspondant au score de logement décent

Après avoir identifié le score minimum concernant la qualité du logement qui correspond à un logement décent, soit un score de 13 en Indonésie, le coût du loyer correspondant à ce score est estimé à l'aide de la régression ajustée déterminée lors de l'étape n° 3 (voir la figure 3.20). Il ressort de la figure 3.20 que le loyer mensuel pour un logement s'étant vu attribuer un score de 13 s'élève à environ 142 870 Rp par équivalent adulte, au niveau national.

Il convient de noter que, pour un score et un coût mensuel identiques, différentes combinaisons sont possibles au niveau des caractéristiques du logement. Le score de 13 pour la qualité du logement, qui correspond à un logement décent, apparaît en rouge au sein du tableau 3.34.

► **Tableau 3.34: Exemples de logements parmi les différents scores possibles concernant la qualité du logement, avec le loyer mensuel correspondant (en milliers de roupies indonésiennes)**

Score final	Loyer mensuel par équivalent adulte	Loyer mensuel pour une famille de 4 personnes (soit 2,80 équivalents adultes)	Exemples de logements							
			Nombre de m <sup>2</sup> par personne	Matériaux de construction des murs	Matériaux de construction du toit	Matériaux de construction du sol	Toilettes	Evacuation	Accès à l'eau	
12	122	342,36	]10,1 ; 20]	Bois	Amiante	Ciment		Latrine à fosse avec couvercle	Réservoir/ réseau de collecte/ système d'assainissement	Puits et sources protégées
13	143	399,84	]10,1 ; 20]	Bois	Zinc/tuiles	Bois		Latrine à fosse avec couvercle	Réservoir/ réseau de collecte/ système d'assainissement	Puits et sources protégées
14	167	466,97	]10,1 ; 20]	Bois	Bardeaux	Carrelage/terrazzo		Latrine à fosse avec couvercle	Réservoir/ réseau de collecte/ système d'assainissement	Puits et sources protégées
20	423	1 184,95	Supérieur à 39	Béton	Béton	Marbre/céramique/granit		Toilettes avec col de cygne	Réservoir/ réseau de collecte/ système d'assainissement	Eau en bouteille (de marque)/ bonbonnes d'eau/ compteur d'eau

Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018.

<sup>a</sup> Rp = en roupies indonésiennes.

## Etape n° 6: Déterminer le coût des charges correspondant au score de logement décent

En suivant la même approche que celle adoptée pour estimer le coût du loyer, l'estimation du coût des charges pour un logement ayant obtenu un score de logement décent de 13 sont, comme précédemment, calculés à l'aide d'une régression ajustée, et s'élèvent à 80 236 Rp, au niveau national, allant de 62 082 Rp dans la région de Java à 144 437 Rp dans la région de Nouvelle-Guinée occidentale, par mois et par équivalent adulte.

## Etape n° 7: Estimer le coût total d'un logement décent (loyer + charges) pour une famille de taille de référence

Enfin, le coût mensuel total d'un logement décent par équivalent adulte est obtenu en additionnant le coût du loyer à celui des charges. En effet, comme il ressort du tableau 3.35, le coût total mensuel d'un logement pour une famille de 4 personnes en Indonésie varie entre 426 592 Rp dans la région de Java, à 1 310 211 dans la région de Nouvelle-Guinée occidentale, alors qu'au niveau national il est estimé à 624 388 Rp.

► **Tableau 3.35: Estimation du coût mensuel d'un logement décent, au niveau national et régional, pour une famille de 4 personnes (en roupies indonésiennes)**

	Coût mensuel du loyer	Coût mensuel des charges	Coût mensuel du logement
<b>National</b>	399 837	224 550	624 388
<b>Sumatra</b>	324 323	225 901	550 224
<b>Jakarta</b>	562 790	304 320	867 110
<b>Java</b>	288 849	173 743	462 592
<b>Petites îles de la Sonde</b>	365 496	173 923	539 419
<b>Kalimantan</b>	488 589	260 897	749 485
<b>Sulawesi</b>	374 574	181 161	555 735
<b>Les Moluques</b>	557 775	226 454	784 229
<b>Nouvelle-Guinée occidentale</b>	905 996	404 224	1 310 221

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018*.

## Santé et éducation

Tel qu'expliqué dans le cadre de la méthodologie, contrairement aux postes de dépenses concernant l'alimentation et le logement, les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation, ainsi qu'aux autres biens et services essentiels (présentés ci-après) sont estimées à l'aide d'une approche relative. Le quintile retenu précédemment pour avoir la consommation calorique la plus proche de la consommation recommandée de 2 150 kcal par jour, est ici utilisé comme point de référence dans le cadre de l'approche relative pour estimer ces besoins.

## Etape n° 1: Sélectionner le ménage de référence et déterminer le coût de la santé et de l'éducation par habitant

L'estimation du coût de la santé et de l'éducation, au niveau national et régional, correspond donc purement et simplement aux dépenses moyennes des ménages de référence (soit les ménages du quintile 3 au niveau national). Nous utilisons ici des estimations par habitant car il n'existe aucun élément attestant de l'existence d'économies d'échelle en ce qui concerne l'accès à la santé et à l'éducation. Les besoins en matière de santé et d'éducation par membre de la famille sont donc estimés à 49 539 Rp, au niveau national.

► **Tableau 3.36: Dépenses mensuelles moyennes pour la santé et l'éducation par habitant, par quintile (en roupies indonésiennes), estimations au niveau national**

Quintiles	Education (par habitant)	Santé (par habitant)	Total (par habitant)
1	12 322	6 673	18 995
2	19 758	11 482	31 240
<b>3</b>	<b>30 525</b>	<b>19 014</b>	<b>49 539</b>
4	47 107	31 771	78 878
5	140 234	87 824	228 057
Total	49 395	31 121	80 516

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018*.

## Etape n° 2: Estimer le coût total pour une famille de taille de référence

Afin de s'assurer que les estimations relatives au coût de la santé et de l'éducation correspondent à une famille de taille représentative et tienne compte de la taille du ménage, nous multiplions ensuite le coût estimé en matière de santé et d'éducation pour 1 membre du ménage par le nombre de personnes au sein du ménage. En répétant cette même méthodologie pour chacune des régions séparément, nous constatons, d'après le tableau 3.37, que le coût des besoins en matière de santé et d'éducation pour une famille de 4 personnes varie entre 89 874 Rp dans la région de Sulawesi et 209 353 Rp dans la région de Java, avec une valeur moyenne nationale de 198 157 Rp.

► **Tableau 3.37: Estimations du coût mensuel de la santé et de l'éducation par habitant et pour une famille de 4 personnes (en roupies indonésiennes), au niveau national et régional**

	Coût mensuel par habitant <sup>a</sup>	Coût mensuel pour une famille de 4 personnes <sup>a</sup>
<b>National</b>	49 539	198 157
<b>Sumatra</b>	46 887	187 550
<b>Jakarta</b>	51 221,88	204 888
<b>Java</b>	52 338,17	209 353
<b>Petites îles de la Sonde</b>	35 548,76	142 195
<b>Kalimantan</b>	50 969,5	203 878
<b>Sulawesi</b>	22 468,38	89 874
<b>Les Moluques</b>	99 638,64	398 555
<b>Nouvelle-Guinée occidentale</b>	48 475,49	193 902

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018*.

<sup>a</sup> Sur la base des quintiles de référence, au niveau national et régional.

## Autres biens et services essentiels

### Étape n° 1: Identifier quels sont les autres biens et services essentiels

Dans le cadre de cette première étape, nous sommes amenés à identifier les autres catégories de biens et services qui sont également considérés comme étant essentiels dans la vie quotidienne. En Indonésie, ces biens et services essentiels comprennent les dépenses relatives à l'habillement et aux chaussures, aux transports, à la communication, aux biens durables, ainsi que d'autres services et dépenses, à l'exclusion des dépenses relatives aux boissons alcoolisées, au tabac, à la rémunération des travailleurs domestiques ou aux bijoux coûteux en métaux précieux et pierres précieuses .

### Étape n° 2: Sélectionner le ménage de référence et déterminer le coût des autres biens et services essentiels par équivalent adulte

Tout comme pour les dépenses en matière de santé et d'éducation, les dépenses mensuelles moyennes du quintile 3, au niveau national, servent ici de point de référence pour calculer les besoins concernant les autres biens et services essentiels. Au niveau national, les dépenses mensuelles par équivalent adulte pour les autres biens et services essentiels s'élèvent à 226 332 Rp.

### Etape n° 3: Estimer le coût total pour une famille de taille de référence

Contrairement aux dépenses en matière de santé et d'éducation, pour les dépenses concernant les autres biens et service essentiels, nous considérons qu'il existe ici des économies d'échelle. Par conséquent, nous avons recours à l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE pour obtenir des estimations pour une famille de taille représentative. En 2018, les dépenses concernant les autres biens et services essentiels étaient estimées à 633 415 Rp pour une famille de 4 personnes, au niveau national. Le tableau 3.38 contient également des informations concernant les estimations, au niveau régional, pour une famille de taille de référence.

► **Tableau 3.38: Estimation du coût total des autres biens et services essentiels par équivalent adulte et pour une famille de 4 personnes (en roupies indonésiennes), au niveau national et régional**

	Coût mensuel des autres biens et services essentiels (par équivalent adulte)	Echelles d'équivalence adulte pour une famille de 4 personnes	Coût mensuel des autres biens et services essentiels pour une famille de 4 personnes
<b>National</b>	<b>226 332</b>	<b>2,80</b>	<b>633 415</b>
Sumatra	234 833	2,79	655 117
Jakarta	238 195	2,84	675 550
Java	212 774	2,81	598 868
Petites îles de la Sonde	169 345	2,79	472 848
Kalimantan	269 590	2,79	751 011
Sulawesi	210 556	2,80	589 537
Les Moluques	841 401	2,79	2 348 850
Nouvelle-Guinée occidentale	368 712	2,77	1 020 210

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018*.

## Un salaire permettant de subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille

### Etape n° 1: Estimer le coût total des besoins des travailleurs et de leur famille

Sur la base des estimations calculées précédemment concernant le coût des besoins essentiels en termes d'alimentation, de logement, de santé et d'éducation, et des autres biens essentiels, nous sommes alors en mesure d'estimer le coût des besoins essentiels des travailleurs et de leur famille en Indonésie. Le tableau 3.39 contient des estimations détaillées des différents postes de dépenses. Il ressort de ce tableau que les besoins d'une famille de 4 personnes s'élèvent, par mois, à environ 3 371 668 Rp, au niveau national. Toutefois, ces besoins mensuels varient considérablement d'une région à l'autre, allant de 3 128 568 Rp dans la région des petites îles de la Sonde jusqu'à 5 691 326 Rp dans la région des Moluques.

► **Tableau 3.39: Coût mensuel de chaque poste de dépenses par membre du ménage et pour une famille de 4 personnes (en roupies indonésiennes), au niveau national et régional**

Coût des besoins pour une famille de 4 personnes									
	National	Sumatra	Jakarta	Java	Petites îles de la Sonde	Kalimantan	Sulawesi	Les Moluques	Nouvelle-Guinée occidentale
<b>Total</b>	<b>3 371 668</b>	<b>3 263 639</b>	<b>4 122 269</b>	<b>3 271 124</b>	<b>3 128 568</b>	<b>3 613 918</b>	<b>3 154 628</b>	<b>5 691 326</b>	<b>4 607 350</b>
<b>Alimentation</b>	<b>1 915 708</b>	<b>1 870 748</b>	<b>2 374 722</b>	<b>2 000 311</b>	<b>1 974 105</b>	<b>1 909 544</b>	<b>1 919 482</b>	<b>2 159 693</b>	<b>2 083 018</b>
<b>Logement</b>	<b>624 388</b>	<b>550 224</b>	<b>867 110</b>	<b>462 592</b>	<b>539 419</b>	<b>749 485</b>	<b>555 735</b>	<b>784 229</b>	<b>1 310 221</b>
<b>Loyer</b>	399 837	324 323	562 790	288 849	365 496	488 589	374 574	557 775	905 996
<b>Charges</b>	224 550	225 901	304 320	173 743	173 923	260 897	181 161	226 454	404 224
<b>Autres dépenses</b>	<b>831 572</b>	<b>842 667</b>	<b>880 437</b>	<b>808 220</b>	<b>615 043</b>	<b>954 889</b>	<b>679 411</b>	<b>2 747 404</b>	<b>1 214 112</b>
<b>Santé et éducation</b>	198 157	187 550	204 888	209 353	142 195	203 878	89 874	398 555	193 902
<b>Autres besoins et services essentiels</b>	633 415	655 117	675 550	598 868	472 848	751 011	589 537	2 348 850	1 020 210
<i>Transport</i>	211 732	222 625	269 122	205 808	157 840	251 106	174 212	636 031	266 097
<i>Autres biens et services</i>	164 135	161 805	174 105	154 041	136 613	199 135	159 412	589 083	293 886
<i>Habillement et chaussures</i>	97 514	120 849	81 468	87 921	59 387	104 647	99 575	249 326	126 863
<i>Biens durables</i>	77 889	65 295	53 218	78 308	58 603	84 519	81 376	522 037	118 270
<i>Communication</i>	82 145	84 543	97 636	72 790	60 406	111 604	74 962	352 373	215 095

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018*.

## Etape n° 2: Estimer le montant du salaire permettant de couvrir le coût total des besoins des travailleurs et de leur famille

Après avoir estimé les besoins globaux des travailleurs et de leur famille, le coût correspondant est divisé par le nombre de travailleurs adultes au sein du ménage en vue de déterminer le niveau des salaires basés sur les besoins. Dans cette optique, trois scénarios différents sont envisagés: a) 1 seul travailleur à temps plein, b) 1,5 travailleurs à temps plein, et c) 2 travailleurs à temps plein. Le tableau 3.40 offre un aperçu de la manière dont le niveau des salaires basés sur les besoins varie en fonction de ces différents scénarios, au niveau national et régional.

► **Tableau 3.40: Estimation des salaires permettant de subvenir aux besoins essentiels d'une famille de 4 personnes (en roupies indonésiennes), au niveau national et régional**

	Coût mensuel des besoins essentiels d'une famille de 4 personnes	Salaire mensuel nécessaire pour subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille			Salaire minimum (moyenne par région)
		Nombre de personnes recevant un salaire minimum dans la famille			
		1,0	1,5	2,0	
<b>National</b>	3 371 668	3 371 668	2 247 779	1 685 834	-
<b>Sumatra</b>	3 263 639	3 263 639	2 175 759	1 631 820	2 355 560
<b>Jakarta</b>	4 122 269	4 122 269	2 748 179	2 061 134	3 648 035
<b>Java</b>	3 271 124	3 271 124	2 180 749	1 635 562	1 618 572
<b>Petites îles de la Sonde</b>	3 128 568	3 128 568	2 085 712	1 564 284	1 870 719
<b>Kalimantan</b>	3 613 918	3 613 918	2 409 279	1 806 959	2 405 222
<b>Sulawesi</b>	3 154 628	3 154 628	2 103 085	1 577 314	2 335 780
<b>Les Moluques</b>	5 691 326	5 691 326	3 794 217	2 845 663	2 271 512
<b>Nouvelle-Guinée occidentale</b>	4 607 350	4 607 350	3 071 567	2 303 675	2 781 325

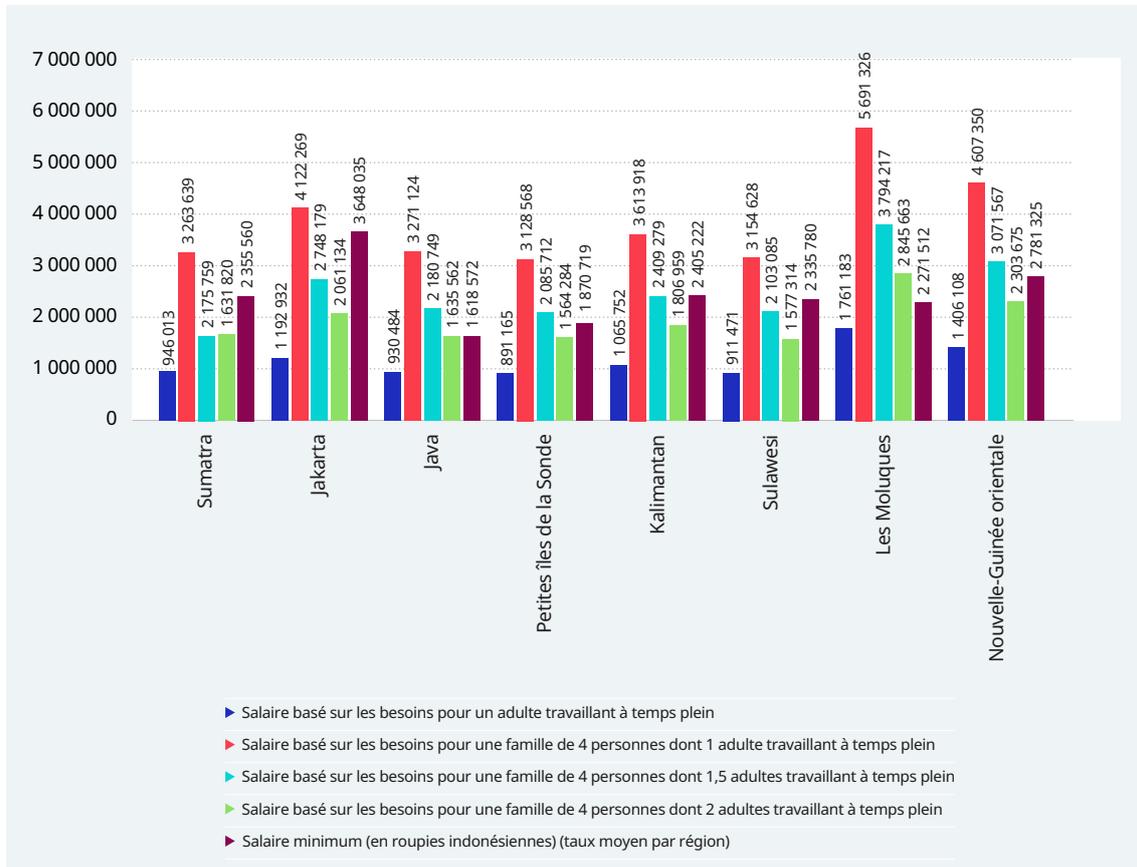
**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018*.

## Niveaux et évolution du salaire minimum par rapport aux estimations concernant le niveau de salaire basé sur les besoins

Enfin, pour chacune des zones de salaire minimum, le taux de salaire minimum est comparé au niveau du salaire basé sur les besoins dans le cadre de quatre hypothèses différentes, à savoir: 1) le salaire nécessaire pour satisfaire aux besoins d'1 adulte travaillant à temps plein; 2) le salaire nécessaire pour satisfaire aux besoins d'une famille de 4 personnes lorsque 1 seul adulte travaille; 3) le salaire nécessaire pour satisfaire aux besoins d'une famille de 4 personnes lorsque 1,5 adultes travaillent; et 4) le salaire nécessaire pour satisfaire aux besoins d'une famille de 4 personnes lorsque 2 adultes travaillent. Etant donné qu'en Indonésie, les taux de salaire minimum sont fixés par district et province, nous avons pris comme référence le niveau de salaire minimum moyen pour chacune des huit régions du pays, afin de le comparer au niveau du salaire basé sur besoins estimé pour la région correspondante.

Il convient d'observer que les taux moyens du salaire minimum au niveau régional permettent subvenir aux besoins d'un adulte travaillant à temps plein dans l'ensemble des régions. De plus, à l'exception des Moluques et dans une moindre mesure de Java, les taux moyens du salaire minimum au niveau régional permettent de subvenir aux besoins d'une famille de 4 personnes lorsque 2 adultes travaillent à temps plein. Néanmoins, dans l'ensemble des régions, les taux moyens du salaire minimum au niveau régional sont inférieurs au niveau des salaires nécessaires pour subvenir aux besoins d'une famille de 4 personnes lorsque 1 seul adulte travaille à temps plein. Lorsque l'on considère un scénario intermédiaire de 1,5 adultes travaillant au sein d'une famille de 4 personnes, pour cinq des huit régions – Java, Petites îles de la Sonde, Kalimantan, Moluques et Nouvelle-Guinée occidentale – les taux moyens du salaire minimum sont insuffisants pour subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille

► **Figure 3.22: Comparaison entre les estimations des salaires basés sur les besoins d'une famille composée de 4 personnes et le niveau du salaire minimum (en roupies indonésiennes), par région**



Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique nationale de la République d'Indonésie de 2018.

## ► Annexe 4: Les besoins des travailleurs et de leur famille: le cas du Viet Nam<sup>71</sup>

---

En suivant le cadre méthodologique exposé ci-dessus, les besoins des travailleurs et de leur famille sont estimés à partir des données de l'*Enquête sur le niveau de vie des ménages au Viet Nam* (VHLSS, 2018), réalisée au Viet Nam tous les deux ans. La VHLSS est une enquête représentative au niveau national qui a recueilli, en 2018, des informations auprès de 9 396 ménages et 35 076 personnes vivant en zone rurale et urbaine.

### Le coût d'une alimentation décente: une approche normative

#### Etape n° 1: Déterminer les besoins caloriques

Tel qu'expliqué dans le cadre de la méthodologie, le premier poste de dépenses pour lequel les besoins des travailleurs et de leur famille sont estimés concerne l'alimentation. A cette fin, une approche normative est retenue, en se basant sur une consommation calorique requise de 2 950 kcal par jour pour un homme adulte âgé de 30 à 60 ans (AEEA).

#### Etape n° 2: Rassembler des informations sur l'apport calorique

Pour estimer la consommation calorique mensuelle de chaque ménage, la quantité consommée des différents produits alimentaires est multipliée par les données caloriques correspondantes, selon le tableau de la composition des aliments élaboré par l'Institut national de nutrition du Viet Nam (Viet Nam, 2007).

#### Etape n° 3: Concevoir et ajuster le panier alimentaire de référence

Après avoir déterminé pour chaque ménage la quantité de calories correspondant à l'ensemble des aliments consommés, y compris ceux pour lesquels les quantités ne sont pas disponibles (par exemple, produits alimentaires hors domicile), les ménages sont classés par quintiles en fonction de leurs dépenses mensuelles par équivalent adulte<sup>72</sup>. Ensuite, le panier alimentaire de référence est élaboré de manière à refléter les habitudes de consommation des ménages dont l'apport calorique est le plus proche de la consommation requise de 2 950 kcal. Au Viet Nam, en 2018, le panier alimentaire de référence correspondait à celui du quintile 2, avec un apport calorique moyen de 2 973 kcal. Cependant, lors de l'élaboration du panier alimentaire de référence (composition du panier et quantités consommées), les produits pour lesquels aucune information n'était disponible quant à la quantité ont été exclus de l'analyse, les quantités de ces produits ne pouvant par définition faire l'objet d'aucun ajustement au sein du panier de référence afin d'atteindre exactement la consommation calorique requise. Par conséquent, si les ménages du quintile 2 consomment en moyenne 2 973 kcal, ils ne consomment en réalité que 2 196 kcal lorsque les produits alimentaires hors domicile sont exclus du panier alimentaire. Par conséquent, lorsque le panier alimentaire est ajusté, le coefficient d'ajustement devrait être basé sur 2 196 kcal, et non pas sur 2 973 kcal.

71 La version complète de cette étude est disponible à l'adresse suivante (uniquement en anglais): [https://www.ilo.org/global/topics/wages/projects/WCMS\\_742240/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/wages/projects/WCMS_742240/lang-en/index.htm).

72 Les dépenses totales des ménages par équivalent adulte sont calculées à l'aide de l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE.

► **Tableau 4.41: Dépenses mensuelles moyennes des ménages par équivalent adulte, par catégorie de dépense et quintile (en milliers de dong vietnamiens), 2018**

Quintile <sup>a</sup>	Dépenses totales <sup>b</sup>	Dépenses alimentaires <sup>b</sup>	Taille du ménage	Calories par équivalent adulte (selon l'échelle AEEA) (kcal)
1	3 647 (2 092)	1 842	3,87	2 534
2	<b>5 924</b> <b>(1 981)</b>	<b>2 748</b>	<b>3,76</b>	<b>2 973</b>
3	8 032 (1 914)	3 607	3,76	3 280
4	10 751 (1 779)	4 562	3,65	3 542
5	19 623 (1 630)	6 390	3,49	4 041
<b>Total</b>	<b>9 594</b> <b>(9 396)</b>	<b>3 829</b>	<b>3,71</b>	<b>3 274</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

**Note:** Le nombre d'observations est indiqué entre parenthèses. <sup>a</sup> Les quintiles sont formés à partir des dépenses mensuelles du ménage par équivalent adulte. <sup>b</sup> Valeurs nominales.

La consommation calorique correspondant au panier alimentaire de référence, hors produits alimentaires hors domicile, étant inférieure aux besoins caloriques, les quantités consommées sont légèrement augmentées de manière «artificielle» afin de parvenir exactement aux 2 950 kcal requises. Cela est réalisé en multipliant la quantité moyenne de chaque produit alimentaire consommé par un coefficient d'ajustement correspondant d'une valeur 1,345 (soit 2 950/2 196), tel qu'exposé au sein du tableau 4.42.

► **Tableau 4.42: Panier alimentaire ajusté assurant un apport de 2,950 kcal par jour**

	Quantité consommée par jour (non ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (non ajustées) (kcal)	Coefficient d'ajustement	Quantité consommée par jour (non ajustée) (kg)	Calories consommées par jour (non ajustées) (kcal)	Protéines consommées par jour (ajustées) (g)	Matières grasses consommées par jours (ajustées) (g)
Céréales et produits céréaliers	0,41	1 383	1,34	0,56	1 857,28	45,39	8,13
Viande	0,09	196	1,34	0,12	262,93	19,62	20,46
Poisson et fruits de mer	0,06	46	1,34	0,08	61,43	12,95	0,89
Légumes	0,10	111	1,34	0,14	149,09	6,51	2,77
Fruits	0,04	25	1,34	0,05	33,11	0,49	0,08
Lait, produits laitiers et oeufs	0,20	197	1,34	0,27	264,81	20,99	19,71
Boissons	0,07	0	1,34	0,09	0,00	0,00	0,00
Produits alimentaires	0,05	100	1,34	0,07	134,23	3,30	0,92
Matières grasses	0,02	139	1,34	0,02	187,11	0,43	21,63
Produits alimentaires hors domicile	0,00	0	1,34	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	0,00	0	1,34	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>1,04</b>	<b>2 196</b>		<b>1,39</b>	<b>2 950</b>	<b>110</b>	<b>75</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

## Etape n° 4: Ajuster le panier alimentaire de référence pour s'assurer qu'il permette de satisfaire les besoins en autres nutriments, y compris en protéines et en matières grasses

Afin de garantir que le panier alimentaire ajusté permette de satisfaire non seulement les besoins caloriques mais également les autres besoins nutritionnels, tels que les besoins en protéines et en matières grasses, les valeurs nutritionnelles du panier alimentaire ajusté sont estimées et comparées à la consommation de protéines et de matières grasses recommandée par l'OMS et la FAO. En tenant compte d'une consommation calorique totale de 2 950 kcal par jour, les valeurs nutritionnelles devraient se situer entre 49 g et 115 g pour les matières grasses et atteindre un minimum de 52,2 g pour les protéines. Il ressort du tableau 4.42 que la quantité de protéines (110 g) fournie par le panier alimentaire ajusté dépasse les exigences minimales fixées par l'OMS et la FAO, et que la quantité de matières grasses (75 g) se situe dans la fourchette recommandée (voir les valeurs minimales indiquées au sein du tableau 4.43).

► **Tableau 4.43: Valeurs minimales recommandées pour les besoins nutritionnels**

	Calories (kcal)	Protéines (g)	Matières grasses (15-35%)	
			Teneur minimale (g)	Teneur maximale (g)
Valeur minimale	2 950	52,2	49	115

**Source:** FAO, Graisses et acides gras dans la nutrition humaine, 2010.

**Note:** Les besoins en matières grasses représentent en moyenne entre 15 et 35 pour cent de la consommation calorique. Par conséquent, pour une consommation totale de 2 950 calories par jour, entre 443 kcal et 1 032 kcal devraient provenir de matières grasses. Dans la mesure où 1 gramme de matière grasse correspond à 9 calories, nous divisons ces chiffres pour convertir ces besoins en grammes et aboutir à des besoins en matières grasses compris entre 49 g et 115 g par jour.<sup>73</sup>

## Etape n° 5: Estimer le coût du panier alimentaire de référence pour une famille de taille de référence

Les quantités ajustées et les informations sur les prix obtenues à partir de l'enquête sont ensuite utilisées pour estimer le coût mensuel du panier alimentaire de référence par équivalent adulte. Les résultats de cette estimation sont présentés au sein du tableau 4.44. En 2018, le coût mensuel d'un panier alimentaire permettant de satisfaire aux besoins caloriques d'un homme adulte âgé de 30 à 60 ans s'élevait environ à 1 021 000 VND.

► **Tableau 4.44: Panier de produits alimentaires garantissant un apport de 2 950 calories par jour**

	Quantité par mois (kg)	Calories par mois (kcal)	Coût mensuel (MVND) <sup>a</sup>	% des calories totales	% des dépenses
Céréales et produits céréaliers	16,68	55 718	228	62,96%	22,33%
Viande	3,65	7888	327	8,91%	32,05%
Poisson et fruits de mer	2,32	1 843	145	2,08%	14,23%
Légumes	4,07	4 473	55	5,05%	5,42%
Fruits	1,43	993	22	1,12%	2,12%
Lait, produits laitiers et oeufs	8,16	7 944	86	8,98%	8,46%
Boissons					
Produits alimentaires	2,76	0	76	0,00%	7,43%
Matières grasses	2,13	4 027	55	4,55%	5,41%
Produits alimentaires hors domicile	0,65	5 613	26	6,34%	2,55%
Food away from home	0	0	0	0%	0%
Others	0	0	0	0%	0%
<b>Total</b>	<b>41,85</b>	<b>88 500</b>	<b>1 021</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018.

<sup>a</sup> MVND = en milliers de dong vietnamiens.

Comme il ressort du tableau 4.45, le coût mensuel d'un panier alimentaire permettant de satisfaire aux besoins en calories, ainsi qu'en protéines et en matières grasses, est estimé entre 837 000 VND pour un ménage composé de 1 personne, et 3 411 160 VND pour une famille composée de 4 personnes.

► **Tableau 4.45: Coût mensuel des besoins alimentaires pour différentes tailles de ménage (en milliers de dong vietnamiens), selon le nombre moyen d'équivalents hommes adultes par ménage, estimations au niveau national**

Différentes tailles de ménage	Coût mensuel du panier alimentaire par équivalent homme adulte	Nombre moyen d'équivalents hommes adultes par ménage	Coût mensuel du panier alimentaire selon la taille du ménage
Ménage de 1 personne	1 021	0,82	837
Ménage de 2 personnes	1 021	1,70	1 736
Ménage de 3 personnes	1 021	2,60	2 654
Ménage de 4 personnes	1 021	3,34	3 411

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018.

Afin de rester pragmatique et d'éviter de multiplier les estimations, ce coût est estimé pour une famille de taille de référence de 4 personnes,<sup>74</sup> ce qui correspond à la taille moyenne des ménages au niveau national et se traduit par 3,34 équivalents adultes, d'après l'échelle d'équivalence AEEA. Le salaire minimum au Viet Nam étant fixé en fonction de quatre zones géographiques, ces zones ont été identifiées au sein de la base de données et la même méthodologie a été appliquée séparément à chacune de ces zones de salaire minimum. Les résultats de cette analyse, présentés au sein du tableau 4.46, démontrent que le coût estimé d'un panier alimentaire permettant de satisfaire aux besoins en calories, ainsi qu'en protéines et en matières grasses, d'une famille de 4 personnes varie entre 3 140 000 VND, pour la zone n° 4, et 4 667 000 VND pour la zone n° 1.

► **Tableau 4.46: Coût mensuel des besoins alimentaires d'une famille de 4 personnes (en milliers de dongs vietnamiens), selon le nombre moyen d'équivalents adultes, par zone de salaire minimum**

	Coût mensuel du panier alimentaire garantissant un apport de 2 950 kcal par jour	Nombre moyen d'équivalents adultes par ménage	Coût mensuel
<b>National</b>	<b>1 021</b>	<b>3,34</b>	<b>3 411</b>
Zone n° 1	1 384	3,37	4 667
Zone n° 2	1 252	3,38	4 229
Zone n° 3	1 152	3,37	3 879
Zone n° 4	949	3,31	3 140

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

## Le coût d'un logement décent: une approche normative

Tel qu'indiqué précédemment dans le cadre de la méthodologie, l'estimation du coût du logement suit également une approche normative qui consiste à estimer le coût du loyer et des charges pour un logement offrant un niveau de vie de base mais décent.

### Etape n° 1: Sélectionner les indicateurs permettant d'évaluer la décence du logement

La section de l'*Enquête socio-économique du Viet Nam* consacrée au logement comprend un ensemble important d'indicateurs sur la qualité du logement. Les indicateurs figurant au sein de l'enquête sur les dépenses permettent de recueillir des informations sur les quatre composantes de la qualité du logement et d'évaluer ainsi le niveau de décence du logement. Plus particulièrement: le nombre de m<sup>2</sup> par personne est utilisé pour évaluer la surface habitable; les matériaux de construction des murs et du toit sont utilisés pour évaluer la durabilité du logement; le type de toilettes est utilisé pour évaluer les installations; et le type de source d'eau est utilisé pour évaluer l'accès à l'eau.

## Étape n° 2: Mettre en place un système de notation pour évaluer la qualité du logement

Tel qu'exposé au sein du tableau 4.47, un système de notation est utilisé afin d'attribuer une note comprise entre 1 et 5 (allant de la qualité la plus médiocre à la meilleure qualité) à chacun de ces indicateurs.

► **Tableau 4.47: Système de notation des différentes composantes du logement et exemples**

Système de codage (notation) <sup>a</sup>	Caractéristiques du logement				
	Surface habitable	Durabilité		Installations	Accès à l'eau
	Nombre de m <sup>2</sup> par habitant	Matériaux de construction des murs	Matériaux de construction du toit	Toilettes	(Raccordement/source)
1	Inférieur ou égal à 6	Origine naturelle <sup>b</sup>	Origine naturelle <sup>c</sup>	Aucune installation	Aucun/n <sup>d</sup>
2	]6 ; 10,1]	Métal/bois	- <sup>e</sup>	Toilettes de qualité médiocre <sup>f</sup>	Source non protégée
3	]10,1 ; 20]	-	Dalles toiture	Toilettes creusées <sup>g</sup>	Source protégée / accès public
4	]20 ; 39]	Briques en pierre	Tuiles	Toilettes avec chasse d'eau/sans vidange	A proximité du logement
5	Supérieur à 39	Béton ferraillé	Béton ferraillé	Toilettes avec chasse d'eau	A l'intérieur du logement

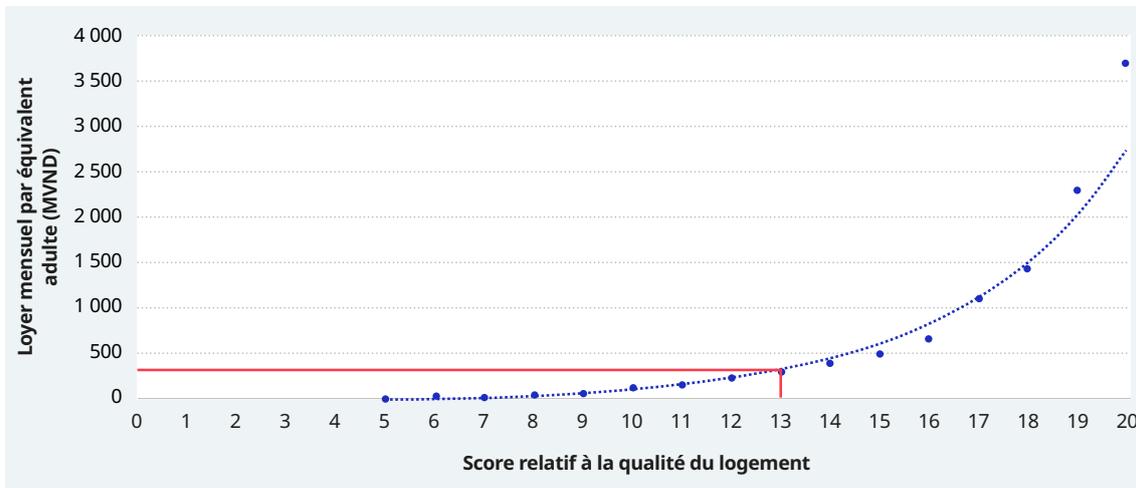
**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

<sup>a</sup> Système de notation: 1 (qualité la plus médiocre) ou 5 (meilleure qualité). <sup>b</sup> Origine naturelle: Calcaire/paille, bambou/panneaux durs, autres. <sup>c</sup> Feuilles/chaumes/matériaux laminés pour toiture, autres. <sup>d</sup> Pluie, eau achetée (camion-citernes), eau achetée (conteneurs ou seaux rudimentaires), eaux de surface (rivières, ruisseaux, lacs, étangs, etc.). <sup>e</sup> Les scores relatifs à la construction du logement sont attribués en fonction du niveau de décence des différentes caractéristiques du logement. Toutefois, certaines caractéristiques propres aux matériaux de construction ne conviennent pas à certains niveaux de score et pour cette raison aucune note ne leur est attribuée. En ce qui concerne les murs, par exemple, la répartition faite des différents matériaux de construction est telle qu'aucun matériau ne correspond à la note de 3. De la même manière, en ce qui concerne les matériaux utilisés pour la construction du toit, aucun matériau ne correspond à la note de 2. <sup>f</sup> Toilettes creusées sans siège de toilette/extérieures; toilettes sèches; seaux/pots de chambre/cuvette; petit ponton en bois. <sup>g</sup> Améliorées grâce à une ventilation ou un siège de toilette.

## Étape n° 3: Estimer le coût du logement pour chacun des scores relatifs la qualité du logement

Après avoir attribué un score à chacune des composantes du logement, nous obtenons un score final relatif à la qualité du logement, tel que décrit au sein de la méthodologie. Puis, lors de l'étape n° 3, en nous basant sur les informations sur les loyers obtenues à partir de l'enquête, nous procédons à l'estimation du coût moyen du loyer pour chacun des scores finaux relatifs à la qualité du logement, ce qui nous permet d'observer une relation exponentielle positive, comme illustré par la figure 4.23.

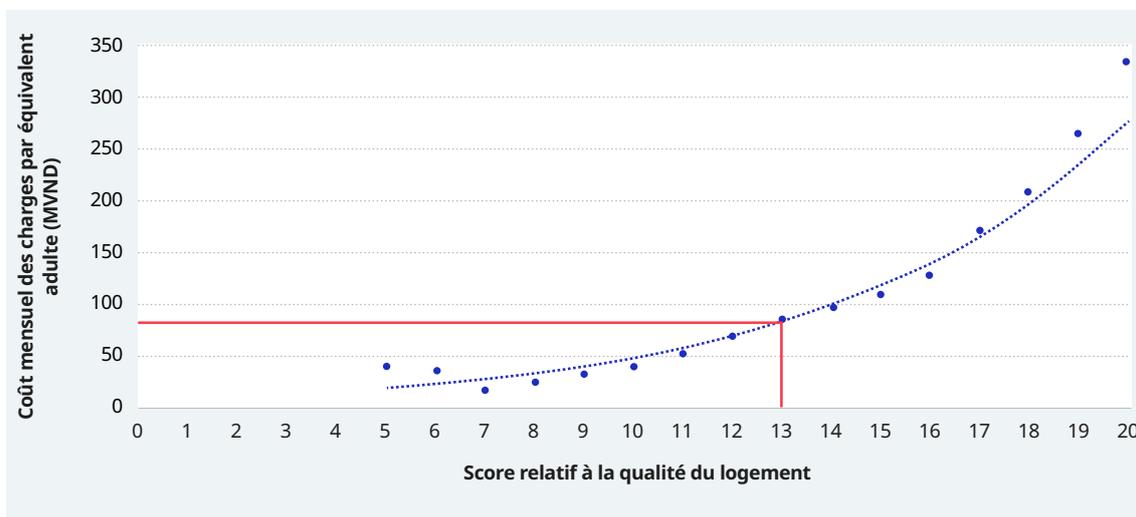
► **Figure 4.23: Loyer mensuel par équivalent adulte (en milliers de dongs vietnamiens), par score de qualité du logement, au niveau national**



Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018.

La figure 4.24 suit la même approche, en établissant une comparaison entre le coût des charges du logement et le score final relatif à la qualité du logement. Une relation exponentielle positive est également observée.

► **Figure 4.24: Dépenses mensuelles en charges par équivalent adulte (en milliers de dongs vietnamiens) par score de qualité du logement**



Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018.

## Etape n° 4: Identifier le score correspondant à un logement décent

Nous déterminons ensuite le score minimum de qualité du logement correspondant à un logement décent pour les travailleurs et leur famille. Comme expliqué ci-après, les exigences minimales pour un logement décent correspondent à une note de 3 pour la surface habitable, les installations et l'accès à l'eau et un note de 4 pour la durabilité du logement. La somme de ces notes s'élève à un total de 13. Notre choix est justifié par les éléments suivants:

1. En nous basant sur la méthodologie mise au point par Anker et Anker (2017), selon laquelle, pour les pays d'Asie et d'Océanie (hors Australie, Nouvelle-Zélande et Japon), la surface habitable minimale pour un logement décent ne devrait pas être inférieure à 10,2 m<sup>2</sup> par personne, les logements dotés d'une surface habitable comprise entre 10,1 m<sup>2</sup> et 20 m<sup>2</sup> par personne (note de 3) sont donc considérés comme le minimum requis.
2. En termes de durabilité, le score d'un logement décent est déterminé par rapport à la qualité des matériaux utilisés pour la construction. Le niveau minimum requis pour un logement décent correspond à un logement dont les murs sont en pierre et/ou en briques et le toit est en tuiles (note de 4 dans ces deux catégories). D'après ONU-Habitat (2006), ces matériaux sont considérés comme des matériaux de construction robustes au Viet Nam.
3. En ce qui concerne les installations, le seuil minimum requis en ce qui concerne les toilettes correspond aux toilettes de qualité supérieure c'est-à-dire ventilées ou équipées d'un siège (note de 3), ce qui est conforme au seuil défini par ONU-Habitat (2006), selon lequel un ménage doit avoir accès à des installations sanitaires de base à l'intérieur du logement.
4. Enfin, concernant l'accès à l'eau, le seuil minimum requis pour un logement décent concerne les ménages disposant d'un accès à une source d'eau protégée (note de 3). Cela est conforme au seuil fixé par Anker et Anker (2017) et le Centre de recherche sur les relations de travail (2016),<sup>75</sup> d'après lesquels un accès à l'eau potable doit être disponible au sein du logement ou à proximité.

## Etape n° 5: Déterminer le coût du loyer correspondant au score de logement décent

Après avoir identifié le score minimum concernant la qualité du logement qui correspond à un logement décent, soit un score de 13 au Viet Nam, le coût du loyer correspondant à ce score est estimé à l'aide de la régression ajustée issue de l'étape n° 3 (voir la figure 4.23). Il ressort de la figure 4.23 que le loyer mensuel pour un logement ayant un score de 14 s'élève à environ 355 000 VND, par équivalent adulte, au niveau national.

En appliquant cette même méthodologie pour chacune des quatre zones de salaire minimum, le coût mensuel par équivalent adulte du loyer pour un logement décent, hors charges, varie entre environ 2 274 000 VND, pour la zone n° 1, et 9 26 000 VND, pour la zone n° 4.

Il convient de noter que, pour un score et un coût mensuel identiques, différentes combinaisons sont possibles au niveau des caractéristiques du logement. Le score de 13 pour la qualité du logement, qui correspond à un logement décent, apparaît en rouge au sein du tableau 4.48.

► **Tableau 4.48: Exemples de logements parmi les différents des scores possibles concernant la qualité du logement, avec le loyer mensuel correspondant (en milliers de dongs vietnamiens)**

Score final	Loyer mensuel par équivalent adulte <sup>a</sup>	Exemples de logements				
		Nombre de m <sup>2</sup> par habitant	Matériaux de construction des murs	Matériaux de construction du toit	Toilettes	Source d'eau
12	265	]10,1 ; 20]	Bois/matériaux métalliques	Dalles de toiture	Toilettes creusées	Source protégée/accès public
13	355	]10,1 ; 20]	Briques/pierre	Tuiles	Toilettes creusées	Source rotégee/accès public
14	476	]20 ; 39]	Briques/pierre	Tuiles	Toilettes creusées	Source protégée/accès public

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

<sup>a</sup> Pour une famille de 2,83 équivalents adultes (soit une famille de 4 personnes en moyenne, selon l'échelle d'équivalence de l'OCDE).

## Etape n° 6: Déterminer le coût des charges correspondant au score de logement décent

En suivant la même approche que celle adoptée pour estimer le coût du loyer, les besoins estimés en termes de charges pour un logement ayant obtenu un score de logement décent de 13 sont, comme précédemment, calculés à l'aide d'une régression ajustée, et s'élèvent à 84 200 VND, au niveau national, et varient entre 440 000 VND par mois, pour la zone n° 1, et 198 000 VND par mois, pour la zone n° 4.

## Etape n° 7: Estimer le coût total d'un logement décent (loyer + charges) pour une famille de taille de référence

Enfin, le coût mensuel total d'un logement décent est obtenu en additionnant le coût du loyer à celui des charges. En effet, comme il ressort du tableau 4.49, le coût total mensuel d'un logement décent (loyer et charges comprises) varie entre 439 000 VND et 1 245 000 VND, selon la taille de la famille.

► **Tableau 4.49: Estimation du coût mensuel d'un logement décent selon la taille de la famille (en milliers de dongs vietnamiens), estimations au niveau national**

Coût mensuel du logement par taille de famille, loyer+charges	
Famille de 1 personne	439
Famille de 2 personnes	739
Famille de 3 personnes	1 005
Famille de 4 personnes	1 245

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

Comme il peut être observé au sein du tableau 4.50, d'importantes variations existent selon la zone de salaire minimum considérée. En effet, pour une famille de 4 personnes, par exemple, le coût total d'un logement décent (loyer et charges comprises) varie entre 2 274 000 MVND, pour la zone n° 1, et 926 000 MVND, pour la zone n° 4.

► **Tableau 4.50: Estimation du coût mensuel d'un logement décent pour une famille de 4 personnes (en milliers de dongs vietnamiens), au niveau national et par zone de salaire minimum**

Zone de salaire minimum	Coût mensuel du loyer	Coût mensuel des charges	Nombre moyen d'équivalents adultes par ménage	Coût mensuel du logement
National	355	84	2,83	1 245
1	646	155	2,84	2 274
2	592	101	2,84	1 968
3	326	92	2,85	1 192
4	258	70	2,82	926

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

## Santé et éducation

Tel qu'indiqué précédemment dans le cadre de la méthodologie, contrairement aux postes de dépenses concernant l'alimentation et le logement, les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation, ainsi qu'aux autres biens et services essentiels (présentés ci-après) sont estimées à l'aide d'une *approche relative*. Le quintile 2, retenu précédemment pour avoir la consommation calorifique la plus proche de la consommation recommandée de 2 950 kcal par jour, est utilisé comme point de référence dans le cadre de l'approche relative pour estimer ces besoins.

### Etape n° 1: Sélectionner le ménage de référence et déterminer le coût de la santé et de l'éducation par habitant

L'estimation du coût de la santé et de l'éducation, au niveau national et pour chacune des zones de salaire minimum, correspond donc purement et simplement aux dépenses moyennes des ménages de référence (quintile 2). Nous avons ici recours à des estimations par habitant car il n'existe aucun élément attestant de l'existence d'économies d'échelle en ce qui concerne l'accès à la santé et à l'éducation. Les besoins estimés en matière de santé et d'éducation par membre de la famille sont estimés à 153 000 VND, au niveau national.

### Etape n° 2: Estimer le coût total pour une famille de taille de référence

Puis, pour s'assurer que l'estimation du coût de la santé et de l'éducation corresponde à une famille de taille représentative et tienne compte de la taille du ménage, nous multiplions le coût estimé en matière de santé et d'éducation pour 1 membre du ménage par le nombre de personnes au sein du ménage. Par conséquent, le coût total de la santé et de l'éducation est estimé entre 153 MVND et 610 MVND par mois, selon la taille de la famille.

► **Tableau 4.51: Dépenses mensuelles moyennes pour la santé et l'éducation par habitant selon la taille de la famille (en milliers de dongs vietnamiens), estimations au niveau national**

Coût mensuel de la santé et de l'éducation par taille de famille	
Famille de 1 personne	153
Famille de 2 personnes	305
Famille de 3 personnes	458
Famille de 4 personnes	610

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

Le tableau 4.52 offre un aperçu des résultats lorsque cette méthodologie est appliquée, pour chacune des différentes zones de salaire minimum, à une famille de 4 personnes, au Viet Nam.

► **Tableau 4.52: Estimation mensuelle du coût de la santé et de l'éducation par habitant et pour une famille de 4 personnes au Viet Nam (en milliers de dongs vietnamiens), au niveau national et par zone de salaire minimum**

	Coût mensuel de la santé et de l'éducation par habitant	Nombre moyen de personnes au sein du ménage	Coût mensuel de la santé et de l'éducation pour une famille de 4 personnes
<b>National</b>	<b>153</b>		<b>610</b>
Zone n° 1	278		1 114
Zone n° 2	164	4	656
Zone n° 3	166		663
Zone n° 4	110		442

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

## Autres biens et services essentiels

### Etape n° 1: Identifier quels sont les autres biens et services essentiels

Dans le cadre de cette première étape, nous sommes amenés à identifier les autres catégories de biens et services qui sont également comme étant essentiels dans la vie quotidienne. Au Viet Nam, ces biens et services essentiels comprennent les dépenses relatives aux produits non alimentaires (y compris les articles d'habillement et les chaussures, l'ameublement, etc.), les biens durables, les autres articles essentiels, ainsi que la nourriture et les boissons dans le cadre de festivités, à l'exclusion des dépenses concernant les loteries, la chirurgie plastique ou le recrutement de travailleurs domestiques.

### Etape n° 2: Sélectionner le ménage de référence et déterminer le coût des autres biens et services essentiels par équivalent adulte

Tout comme pour les dépenses en matière de santé et d'éducation, les dépenses mensuelles moyennes du quintile 2 servent ici de point de référence pour calculer les besoins concernant

les autres biens et services essentiels. Au niveau national, les dépenses mensuelles par équivalent adulte pour les autres biens et services essentiels s'élèvent à 1 121 000 VND.

### Etape n° 3: Estimer le coût total pour une famille de taille de référence

Contrairement aux dépenses en matière de santé et d'éducation, pour les dépenses concernant les autres biens et service essentiels, nous considérons qu'il existe ici des économies d'échelle. Par conséquent, nous avons recours à l'échelle d'équivalence adulte de l'OCDE pour obtenir des estimations pour une famille de taille représentative, à savoir une famille de 4 personnes. En 2018, les dépenses en la matière étaient estimées à 2 372 000 VND au niveau national (voir le tableau 4.53). Des estimations par zone de salaire minimum sont également disponibles au sein du tableau 4.54.

► **Tableau 4.53: Estimation du coût total correspondant aux autres biens et services essentiels selon la taille de la famille (en milliers de dongs vietnamiens), estimations au niveau national**

Coût mensuel des autres biens et services par taille de ménage	
Ménage de 1 personne	821
Ménage de 2 personnes	1 381
Ménage de 3 personnes	1 878
Ménage de 4 personnes	2 327

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

► **Tableau 4.54: Estimation du coût total correspondant aux autres biens et services essentiels par équivalent adulte et pour une famille de 4 personnes, au niveau national et par zone de salaire minimum**

	Coût mensuel des autres biens et services essentiels par équivalent adulte (MVND) <sup>a</sup>	Nombre moyen d'équivalents adultes par ménage	Coût mensuel des autres biens et services essentiels pour une famille de 4 personnes (MVND) <sup>a</sup>
<b>National</b>	<b>821</b>	<b>2,83</b>	<b>2 327</b>
Zone n° 1	1 225	2,84	3 479
Zone n° 2	941	2,84	2 672
Zone n° 3	844	2,85	2 403
Zone n° 4	661	2,82	1 866

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'*Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018*.

<sup>a</sup> MVND = en milliers de dongs vietnamiens.

## Un salaire permettant de subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille

### Etape n° 1: Estimer le coût total des besoins des travailleurs et de leur famille

Sur la base des estimations calculées précédemment concernant le coût des besoins essentiels en termes d'alimentation, de logement, de santé et d'éducation, et des autres biens essentiels, nous sommes alors en mesure d'estimer le coût total des besoins essentiels des travailleurs et de leur famille au Viet Nam. Il ressort du tableau 4.55 que si, en 2018, les besoins d'une personne s'élevaient à 2,25 milliers de dong vietnamiens par mois, les besoins d'une famille de 4 personnes s'élevaient quant à eux à 7,6 milliers de dong vietnamiens par mois.

► **Tableau 4.55: Estimation du coût total des besoins par taille de famille (en milliers de dong vietnamiens), au niveau national**

	Alimentation	Logement	Santé et éducation	Autres biens et services essentiels	Total
<b>Ménage de 1 personne</b>	837	439	153	821	2 250
<b>Ménage de 2 personnes</b>	1 736	739	305	1 381	4 161
<b>Ménage de 3 personnes</b>	2 654	1 005	458	1 878	5 995
<b>Ménage de 4 personnes</b>	3 411	1 245	610	2 327	7 593

Le tableau 4.56 contient également des estimations détaillées pour chacune de ces catégories de besoins. L'estimation de ces besoins atteint son niveau le plus élevé dans la zone n° 1 et son niveau le plus bas dans la zone n° 4

► **Tableau 4.56: Coût mensuel de chaque poste de dépenses par membre du ménage et pour une famille de 4 personnes (en milliers de dong vietnamiens), au niveau national et par zone de salaire minimum**

	Coût de ces besoins par membre de la famille					Coût de ces besoins pour une famille de 4 personnes				
	National	Zone n° 1	Zone n° 2	Zone n° 3	Zone n° 4	National	Zone n° 1	Zone n° 2	Zone n° 3	Zone n° 4
<b>Total</b>	2 434	3 688	3 050	2 580	2 048	7 592	11 534	9 525	8 137	6 374
<b>Alimentation</b>	1 021	1 384	1 252	1 152	949	3 411	4 667	4 229	3 879	3 140
<b>Logement</b>	439	801	693	418	328	1 245	2 274	1 968	1 192	926
Loyer	355	646	592	326	258	1 006	1 834	1 680	928	728
Charges	84	155	101	92	70	239	440	288	263	198
<b>Autres dépenses</b>	974	1 503	1 105	1 010	771	2 936	4 593	3 328	3 066	2 308
Santé	102	147	102	104	77	406	590	410	416	308
Education	51	131	62	62	33	204	524	246	247	134
<b>Autres biens et services essentiels</b>	821	1 225	941	844	661	2 326	3 479	2 672	2 403	1 866
<i>Non alimentaires</i>	467	819	593	487	374	1 322	2 326	1 682	1 387	1 057
<i>Durables</i>	85	83	64	89	57	242	237	182	255	160
<i>Autres</i>	170	185	177	173	137	480	524	501	491	388
<i>Alimentation pour festivités</i>	99	138	108	95	93	282	392	307	270	261

**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018.

**Note:** Pour mémoire, les besoins estimés par membre du ménage sont convertis en besoins pour l'ensemble de la famille en ayant recours aux échelles d'équivalence suivantes: échelle AEEA pour l'alimentation et échelle de l'OCDE pour le logement et les autres biens et services essentiels (voir tableau 2). En ce qui concerne la santé et l'éducation, dans la mesure où ces coûts sont estimés par habitant, il n'est pas nécessaire d'avoir recours à une échelle d'équivalence et il suffit donc de multiplier ces coûts par le nombre de personnes composant le ménage.

## Etape n° 2: Estimer le montant du salaire permettant de couvrir le coût total des besoins des travailleurs et de leur famille

Après avoir estimé les besoins globaux des travailleurs et de leur famille, le coût correspondant est divisé par le nombre de travailleurs adultes au sein du ménage en vue de déterminer le niveau des salaires basés sur les besoins. Dans cette optique, trois scénarios différents sont envisagés: a) 1 seul travailleur à temps plein, b) 1,5 travailleurs à temps plein, et c) 2 travailleurs à temps plein. Le tableau 4.57 offre un aperçu de la manière dont le niveau des salaires basés sur les besoins varie selon ces différents scénarios, au niveau national et pour chacune des zones de salaire minimum.

► **Tableau 4.57: Estimation des salaires permettant de subvenir aux besoins de base d'une famille de 4 personnes au Viet Nam (en milliers de dongs vietnamiens), au niveau national et par zone de salaire minimum**

Zones	Coût mensuel des besoins essentiels pour une famille de 4 personnes	Nombre de membres de la famille recevant un salaire minimum	Salaire mensuel nécessaire pour subvenir aux besoins des travailleurs et de leur famille
<b>National</b>	<b>7 592</b>		<b>7 593</b>
Zone n° 1	11 534		<b>11 534</b>
Zone n° 2	9 525	<b>1</b>	<b>9 525</b>
Zone n° 3	8 137		<b>8 137</b>
Zone n° 4	6 374		<b>6 374</b>
<b>National</b>	<b>7 592</b>		<b>5 061</b>
Zone n° 1	11 534		<b>7 689</b>
Zone n° 2	9 525	<b>1.5</b>	<b>6 350</b>
Zone n° 3	8 137		<b>5 425</b>
Zone n° 4	6 374		<b>4 249</b>
<b>National</b>	<b>7 592</b>		<b>3 796</b>
Zone n° 1	11 534		<b>5 767</b>
Zone n° 2	9 525	<b>2</b>	<b>4 762</b>
Zone n° 3	8 137		<b>4 069</b>
Zone n° 4	6 374		<b>3 187</b>

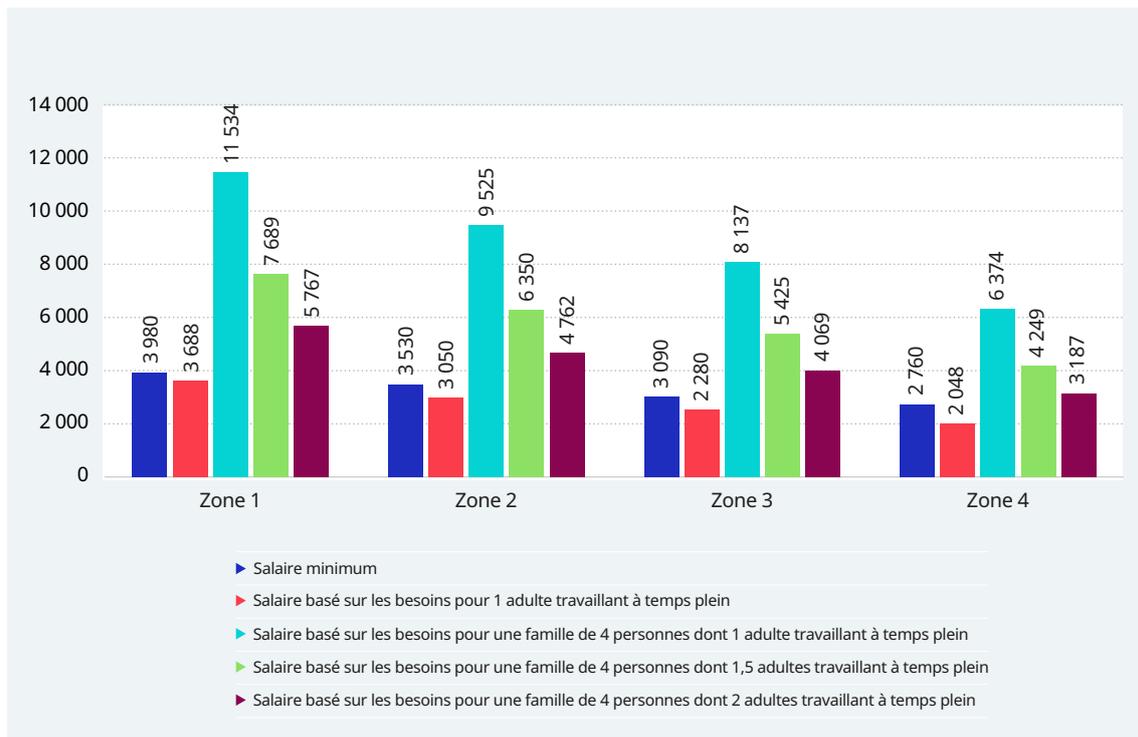
**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018.

## Niveaux et évolution du salaire minimum par rapport aux estimations concernant le niveau de salaire basés sur les besoins

Finally, for each minimum wage zone, the minimum wage rate is compared with four measures of needs-based wage: (1) the needs-based wage for 1 adult working full-time; (2) the needs-based wage for a family of 4 under the scenario of 1 working adult; (3) the needs-based wage for a family of 4 under the scenario of 1.5 working adults; and (4) the needs-based wage for a family of 4 under the scenario of 2 working adults. It may be observed that while the

minimum wage rates may be sufficient to cover the needs of 1 adult working full-time they may be insufficient to cover the estimated needs of workers and their families under the assumptions of a family of 4, even when 2 adults are working.

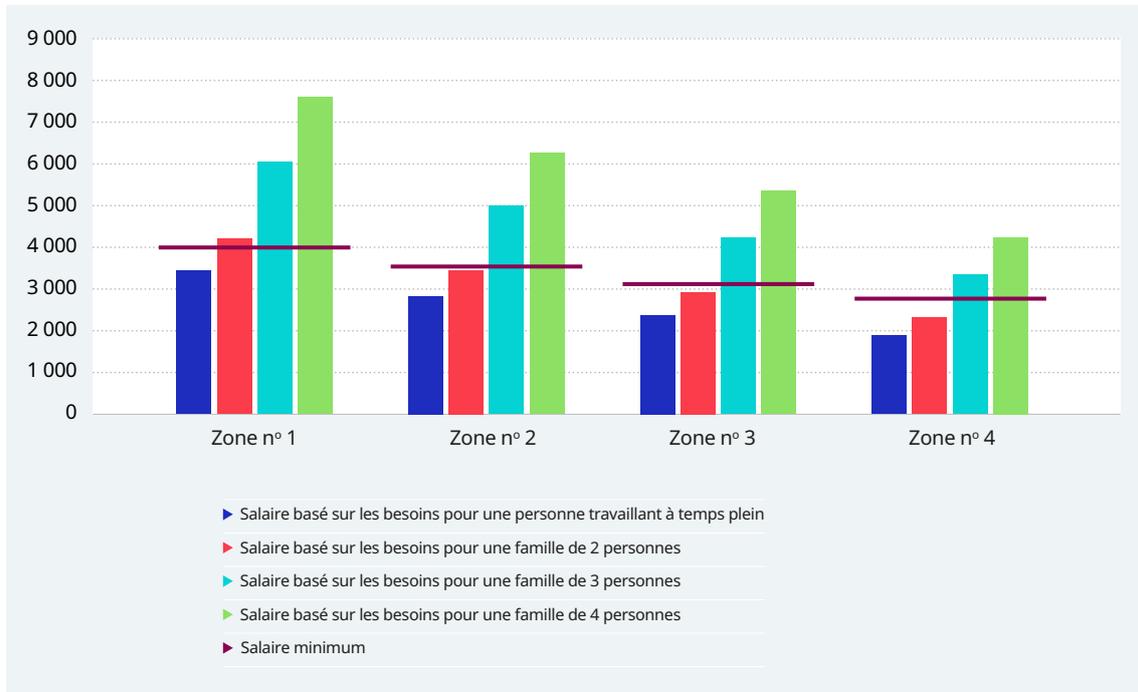
► **Figure 4.25: Estimation des salaires basés sur les besoins pour une famille de 4 personnes par rapport aux taux de salaire minimum (en milliers de dongs vietnamiens), par zone de salaire minimum**



**Source:** Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018.

Tel qu'illustré par la figure 4.26, en 2018, les taux de salaire minimum en vigueur dans l'ensemble des quatre différentes zones de salaire minimum au Viet Nam semblaient être suffisants pour répondre aux besoins d'un adulte travaillant à temps plein ou de 2 adultes travaillant l'un à temps plein et l'autre à temps partiel. Toutefois, dans l'ensemble de ces zones, les taux de salaire minimum peuvent ne pas suffire pour subvenir aux besoins d'une famille composée de 3 ou 4 personnes.

► **Figure 4.26: Estimation des salaires basés sur les besoins pour différentes tailles de famille, lorsque 1,5 adultes par famille travaillent, par rapport aux taux de salaire minimum au Viet Nam (en milliers de dong vietnamiens), par zone de salaire minimum**



Source: Estimations du BIT basées sur l'Enquête socio-économique du Viet Nam de 2018.



Bureau international du travail  
4, route des Morillons  
CH-1211 Genève 22, Suisse